

ÉDITORIAL

La justice constitutionnelle est l'une des principales activités de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (connue sous le nom de «Commission de Venise»). Depuis sa création en 1990, la Commission de Venise travaille en étroite coopération avec les cours constitutionnelles et les juridictions ayant une compétence équivalente en Europe et dans d'autres régions du monde.

La Commission de Venise estime que l'échange d'informations et d'idées entre cours constitutionnelles et juridictions dans les anciennes comme dans les nouvelles démocraties joue un rôle crucial dans le développement du droit constitutionnel. C'est pourquoi, un réseau d'agents de liaison exerçant au sein de ces juridictions a été mis sur pied sous l'égide de la Commission de Venise. Ces agents de liaison sont notamment chargés de résumer la jurisprudence la plus importante de leurs juridictions respectives, trois fois par an, pour le Bulletin de jurisprudence constitutionnelle et la base de données CODICES de la Commission de Venise.

La Commission de Venise publie aussi des éditions spéciales du Bulletin de jurisprudence constitutionnelle. Elles vont de compilations de grands arrêts rendus par des cours constitutionnelles, de descriptions de cours et tribunaux et de grands arrêts rendus par les juridictions européennes jusqu'à des thèmes particuliers tels que la liberté de religion et de croyance, les relations entre tribunaux, le rôle et les fonctions des greffiers, les restrictions des droits de l'homme, les omissions législatives et les relations des juridictions constitutionnelles avec les autres pouvoirs de l'État.

Le présent Bulletin spécial contient une sélection de grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne. Depuis 1995, la Cour de justice participe à la publication des éditions régulières du Bulletin de jurisprudence constitutionnelle et de la base de données CODICES. Dans cette édition spéciale, nous avons décidé de publier les grands arrêts de cette juridiction depuis 1963 avec la jurisprudence qu'elle a déjà communiquée depuis 1995.

Les cours constitutionnelles ont aujourd'hui de plus en plus à connaître d'aspects qui relèvent du droit international, qu'il s'agisse d'instruments bilatéraux et du droit international au niveau des Nations Unies ou de sources européennes telles que la Convention européenne des droits de l'homme et le droit de l'Union européenne. Les juridictions internationales et régionales (dans notre cas, les juridictions européennes) sont créées d'un commun accord par des instruments internationaux ou régionaux et leur compétence leur est attribuée par ces instruments qui lient les États membres. Ainsi, les États membres s'engagent à exécuter ou faire respecter les décisions rendues par ces juridictions. Les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne se répercutent directement dans l'ordre juridique interne des États membres et contribuent ainsi au développement de la justice constitutionnelle en Europe. Par ailleurs, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne est citée dans les décisions rendues par les cours constitutionnelles et les juridictions ayant une compétence équivalente dans les États membres, contribuant ainsi à la formation d'un patrimoine constitutionnel.

La Commission de Venise est très reconnaissante à la Cour de justice de l'Union européenne de sa précieuse contribution à cette édition spéciale du Bulletin.

Toutes les informations figurant dans les éditions spéciales et dans toutes les éditions régulières du Bulletin de jurisprudence constitutionnelle se trouvent dans la base de données CODICES. Celle-ci contient le texte intégral des décisions qui sont résumées dans le Bulletin ainsi que le texte intégral des Constitutions des pays représentés. La base de données CODICES peut être consultée sous forme de DVD ainsi que sur internet (www.codices.coe.int).

Le Bulletin de jurisprudence constitutionnelle et la base de données CODICES sont des outils utiles à la coopération entre cours constitutionnelles et juridictions ayant une compétence équivalente et ils constituent une source unique d'information pour tous ceux qui s'intéressent au développement du droit et de la justice constitutionnelle en Europe au sens large et dans d'autres régions du monde.

T. MARKERT
Secrétaire de la Commission de Venise

LA COMMISSION DE VENISE

La Commission européenne pour la démocratie par le droit, plus connue sous le nom de **Commission de Venise**, a joué un rôle essentiel dans l'adoption de constitutions conformes aux standards du patrimoine constitutionnel européen dans les parties centrale et orientale du continent.

Initialement conçue comme un instrument de l'ingénierie constitutionnelle d'urgence dans un contexte de transition démocratique, elle a évolué progressivement vers une instance de réflexion indépendante reconnue internationalement. Elle est active dans le domaine constitutionnel au sens large, qui comprend, par exemple, les lois sur les cours constitutionnelles, les lois sur les minorités nationales et le droit électoral.

Créée en 1990 en tant qu'accord partiel par 18 États membres du Conseil de l'Europe, la Commission est devenue un accord élargi en février 2002. Elle comprend tous les 47 États membres de l'Organisation et travaille avec environ 14 autres pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe.

**Secrétariat de la Commission de Venise
Conseil de l'Europe
F-67075 STRASBOURG CEDEX
Tél: (33) 3 88413908 – Fax: (33) 3 88413738
Venice@coe.int**

SOMMAIRE

		Pages
<i>Affaire 26/62, NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend en Loos c. Administration fiscale néerlandaise</i>	ECJ-1963-S-001	5
<i>Affaire 25/62, Plaumann et Co. c. Commission de la Communauté économique européenne</i>	ECJ-1963-S-002	6
<i>Affaire 6/64, Flaminio Costa c. E.N.E.L.</i>	ECJ-1964-S-001	6
<i>Affaire 29/69, Stauder c. Stadt Ulm</i>	ECJ-1969-S-001	8
<i>Affaire 11/70, Internationale Handelsgesellschaft mbH c. Einfuhr- und Vorratstelle für Getreide und Futtermittel</i>	ECJ-1970-S-001	8
<i>Affaire 9/70, Franz Grad c. Finanzamt Traunstein</i>	ECJ-1970-S-002	10
<i>Affaire 22/70, Commission des Communautés européennes c. Conseil des Communautés européennes</i>	ECJ-1971-S-001	11
<i>Affaires jointes 41/70, 42/70, 43/70 et 44/70, International Fruit Company et autres c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1971-S-003	12
<i>Affaire 5/71, Aktien-Zuckerfabrik Schöppenstedt c. Conseil des Communautés européennes</i>	ECJ-1971-S-004	13
<i>Affaire 146/73, Rheinmühlen Düsseldorf c. Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel</i>	ECJ-1974-S-001	14
<i>Affaire 41/74, Yvonne van Duyn c. Home Office</i>	ECJ-1974-S-002	15
<i>Affaire 106/77, Administration des finances de l'État c. Société anonyme Simmenthal</i>	ECJ-1978-S-001	16
<i>Affaire 44/79, Liselotte Hauer c. Land Rheinland-Pfalz</i>	ECJ-1979-S-001	17
<i>Affaire 104/79, Pasquale Foglia c. Mariella Novello</i>	ECJ-1980-S-001	18
<i>Affaire 138/79, SA Roquette Frères c. Conseil des Communautés européennes</i>	ECJ-1980-S-002	19
<i>Affaire 8/81, Ursula Becker c. Finanzamt Münster-Innenstadt</i>	ECJ-1982-S-001	20
<i>Affaire 149/79, Commission des Communautés européennes c. Royaume de Belgique</i>	ECJ-1982-S-002	21
<i>Affaire 188 à 190/80, République française, République italienne et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1982-S-003	22
<i>Affaire 283/81, Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c. Ministère de la santé</i>	ECJ-1982-S-004	22
<i>Affaire 14/83, Sabine von Colson et Elisabeth Kamann c. Land Nordrhein-Westfalen</i>	ECJ-1984-S-001	24

Affaire 194 à 206/83, <i>Asteris c. Commission</i>	ECJ-1985-S-001	25
Affaire 294/83, <i>Parti écologiste «Les Verts» c. Parlement européen</i>	ECJ-1986-S-001	25
Affaire 222/84, <i>Marguerite Johnston c. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary</i>	ECJ-1986-S-002	26
Affaire 45/86, <i>Commission des Communautés européennes c. Conseil des Communautés européennes</i>	ECJ-1987-S-001	28
Affaire 314/85, <i>Foto-Frost c. Hauptzollamt Lübeck-Ost</i>	ECJ-1987-S-002	29
Affaire 46/87 et 227/88, <i>Hoechst AG c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1988-S-001	30
Affaire C-70/88, <i>Parlement européen c. Conseil des Communautés européennes</i>	ECJ-1990-S-001	31
Affaire C-213/89, <i>The Queen c. Secretary of State for Transport, ex parte: Factortame Ltd e.a.</i>	ECJ-1990-S-002	32
Affaires jointes C-143/88 et C-92/89, <i>Zuckerfabrik Süderdithmarschen AG c. Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest GmbH c. Hauptzollamt Paderborn</i>	ECJ-1991-S-001	33
Affaires jointes C-6/90 et C-9/90, <i>Andrea Francovich et Danila Bonifaci et autres c. République italienne</i>	ECJ-1991-S-002	34
Avis 1/91, <i>Projet d'accord entre la Communauté européenne, d'une part, et les pays de l'Association européenne de libre échange, d'autre part, portant sur la création de l'Espace économique européen</i>	ECJ-1991-S-003	36
Affaire T-24/90, <i>Automec Srl c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1992-S-001	37
Affaires jointes C-320/90, C-321/90 et C-322/90, <i>Telemarsicabruzzo SpA et autres c. Circostel, Ministero delle Poste e Telecomunicazioni e Ministero della Difesa</i>	ECJ-1993-S-001	38
Affaire C-91/92, <i>Paola Faccini Dori c. Recreb</i>	ECJ-1994-S-001	39
Avis 1/94, <i>Compétence de la Communauté européenne pour conclure des accords internationaux en matière de services et de protection de la propriété intellectuelle</i>	ECJ-1994-S-002	40
Affaire T-346/94, <i>France-Aviation c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1995-S-001	41
Affaires jointes C-46/93 et C-48/93, <i>Brasserie du Pêcheur SA c. Bundesrepublik Deutschland et The Queen c. Secretary of State for Transport, ex parte: Factortame Ltd et autres</i>	ECJ-1996-S-001	42
Avis 2/94, <i>Adhésion de la Communauté européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales</i>	ECJ-1996-S-002	44
Affaire T-19/92, <i>Groupement d'achat Edouard Leclerc c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1996-S-003	46
Affaire T-115/94, <i>Opel Austria GmbH c. Conseil de l'Union européenne</i>	ECJ-1997-S-001	47

Affaire C-265/95, <i>Commission des Communautés européennes c. République française</i>	ECJ-1997-S-002	48
Affaire C-129/96, <i>Inter-Environnement Wallonie ASBL c. Région wallone</i>	ECJ-1997-S-003	49
Affaire T-184/95, <i>Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c. Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1998-S-001	50
Affaire C-85/96, <i>María Martínez Sala c. Freistaat Bayern</i>	ECJ-1998-S-002	51
Affaire C-162/96, <i>A. Racke GmbH & Co. c. Hauptzollamt Mainz</i>	ECJ-1998-S-003	52
Affaire T-102/96, <i>Gencor Ltd c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-1999-S-001	53
Affaire C-310/97, <i>Commission des Communautés européennes c. AssiDomään Kraft Products AB, Iggesunds Bruk AB, Korsnäs AB, MoDo Paper AB, Söodra Cell AB, Stora Kopparbergs Bergslags AB et Svenska Cellulosa AB</i>	ECJ-2003-1-003	54
Affaire C-17/98, <i>Emesa Sugar (Free Zone) NV c. Aruba</i>	ECJ-2003-1-009	56
Affaire C-424/97, <i>Salomone Haim c. Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein</i>	ECJ-2003-2-016	57
Affaire T-82/99, <i>Michael Cwik c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-2000-H-001	59
Affaire C-184/99 <i>Rudy Grzelczyk c. Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve</i>	ECJ-2004-2-008	61
Affaires jointes T-222/99, T-327/99 et T-329/99 <i>Jean-Claude Martinez, Charles de Gaulle, Front national et Emma Bonino et autres c. Parlement européen</i>	ECJ-2001-H-001	63
Affaire C-465/00, C-138/01 et C-139/01 <i>Österreichischer Rundfunk et autres</i>	ECJ-2005-1-008	67
Affaire C-112/00, <i>Eugen Schmidberger, Internationale Transporte und Planzüge c. Republik Österreich</i>	ECJ-2005-1-010	69
Affaire C-11/00, <i>Commission des Communautés européennes c. Banque centrale européenne</i>	ECJ-2005-2-013	71
Affaire C-224/01, <i>Gerhard Köbler c. République d'Autriche</i>	ECJ-2005-2-022	74
Affaire C-453/00, <i>Kühne & Heitz NV c. Produktschap voor Pluimvee en Eieren</i>	ECJ-2006-1-002	76
Affaire C-233/02, <i>République française c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-2006-1-004	77
Affaire C-144/04, <i>Werner Mangold c. Rüdiger Helm</i>	ECJ-2007-3-006	79
Affaire C-229/05 P, <i>Osman Ocalan, au nom du Kurdistan Workers' Party (PKK), Serif Vanly, au nom du Kurdistan National Congress (KNK) c. Conseil de l'Union européenne</i>	ECJ-2009-1-002	80

Affaire C-438/05, <i>International Transport Workers' Federation, Finnish Seamen's Union c. Viking Line ABP OÜ Viking Line Eesti</i>	ECJ-2009-3-013	82
Affaire C-161/06, <i>Skoma-Lux sro c. Celní ředitelství Olomouc</i>	ECJ-2009-3-014	84
Affaire C-402/05 P et C-415/05 P, <i>Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c. Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-2010-1-007	86
Affaire C-135/08, <i>Janko Rottmann c. Freistaat Bayern</i>	ECJ-2012-3-003	91
Affaires jointes C-188/10 et C-189/10, <i>Aziz Melki et Sélim Abdeli c. Commission des Communautés européennes</i>	ECJ-2012-3-007	92
Affaire C-28/08 P, <i>Commission européenne c. Bavarian Lager</i>	ECJ-2012-3-008	93
Affaires jointes C-92/09 et C-93/09, <i>Volker und Marcus Schecke et Eifert</i>	ECJ-2013-1-003	95

Responsables de la publication:

Sc. R. Dürr, T. Gerwien
A. Gorey, M.-L. Wigishoff

Agents de liaison:

Afrique du Sud	E. Cameron / M. Finn	Kazakhstan	B. Nurmukhanov
.....	A. Pillay / S. Luthuli	Kirghizistan	A. Baetov
Albanie	N. Ruco	«L'ex-République yougoslave de Macédoine»	.....
Algérie	H. Bengrine	.....	T. Janjic Todorova
Allemagne	G. Lübbe-Wolff / M. Böckel	Lettonie	L. Jurcena
Andorre	M. Tomàs-Baldrich	Liechtenstein.....	I. Elkuch
Argentine.....	R. E. Gialdino	Lituanie	J. Urbonaite
Arménie.....	G. Vahanian	Luxembourg.....	G. Santer
Autriche.....	C. Grabenwarter	Malte	A. Ellul
.....	/ B. Adamovich-Wagner	Maroc.....	A. Hassouni
Azerbaïdjan.....	R. Guliyev	Mexique	V. Castro / A. Guevara Castro
Bélarus.....	S. Chigrinov / V. Voronovich	.....	/ F. Tortolero Cervantes
.....	/ V. Seledovsky	Moldova	R. Secrieru
Belgique.....	A. Rasson Roland / R. Ryckeboer	Monaco	C. Sosso
Bosnie-Herzégovine.....	Z. Djuricic	Monténégro.....	N. Dobardzic
Brésil	L. Coni	Norvège	K. Buun Nygaard
Bulgarie.....	E. Enikova	Pays-Bas.....	M. Chebti / M. van Roosmalen
Canada	D. Power / S. Giguère	Pérou	F. Morales / F. Paredes San Roman
Chili	C. Garcia Mechsner	Pologne.....	M. Nowak
Chypre	N. Papanicolaou / M. Kyriacou	Portugal.....	M. Baptista Lopes
République de Corée	J. Kim / H. Lee	République tchèque.....	S. Matochová / L. Majerčík
Croatie	M. Stresec	.....	/ I. Pospisil
Danemark	L. Nielsen	Roumanie.....	T. Toader / M. Safta
Espagne.....	L. Pomed Sanchez	Royaume-Uni	J. Sorabji
Estonie	K. Aule / U. Eesmaa	Russie	E. Pyrikov
États-Unis d'Amérique	P. Krug / C. Vasil / J. Minear	Serbie.....	V. Jakovljevic
Finlande	F. Haggblom / G. Bygglin / T. Vuorialho	Slovaquie	G. Fet'kova / J. Stiavnicky
France.....	C. Petillon / L. Brau / V. Gourrier	.....	/ Z. Mozesova
Géorgie	I. Khakhutaishvili	Slovénie	V. Bozic / T. Preseren
Grèce	T. Ziamou / O. Papadopoulou	Suède.....	L. Molander / K. Norman
Hongrie	P. Paczolay / K. Kovács	Suisse	P. Tschümperlin / J. Alberini-Boillat
Irlande	R. McNamara	Turquie.....	A. Coban
Israël	K. Azulay	Ukraine.....	O. Kravchenko
Italie	G. Cattarino		
Japon	T. Shintaku		

Cour européenne des Droits de l'Homme A. Vilfan Vospernick / L. Pardoe || Cour de justice de l'Union européenne | S. Hackspiel / R. Meyer |
| Cour interaméricaine des Droits de l'Homme..... | J. Recinos |

Cour de justice de l'Union européenne

Décisions importantes

Identification: ECJ-1963-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 05.02.1963 / **e)** 26/62 / **f)** NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend en Loos c. Administration fiscale néerlandaise / **g)** *Recueil*, 3 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.1.1.3 Sources – Catégories – Règles écrites – **Droit communautaire.**

3.1 Principes généraux – **Souveraineté.**

3.2.6.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

5.1.1.4 Droits fondamentaux – Problématique générale – Bénéficiaires ou titulaires des droits – **Personnes physiques.**

5.3.13.3 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable – **Accès aux tribunaux.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droits fondamentaux, État, obligation de garantir l'exercice / Communautés européennes, ordre juridique, nature / Communautés européennes, patrimoine juridique, droits.

Sommaire (points de droit):

La Communauté économique européenne constitue un nouvel ordre juridique de droit international, au profit duquel les États ont limité, bien que dans des domaines restreints, leurs droits souverains et dont les sujets sont non seulement les États membres mais également leurs ressortissants.

Le droit communautaire, indépendant de la législation des États membres, de même qu'il crée des charges dans le chef des particuliers, est destiné à engendrer des droits qui entrent dans leur patrimoine juridique. Ces droits naissent non seulement lorsqu'une attribution explicite en est faite par le traité, mais aussi en raison d'obligations que le traité impose d'une manière bien définie tant

aux particuliers qu'aux États membres et aux institutions communautaires.

La circonstance que le traité CEE, dans les articles 169 et 170, permet à la Commission et aux États membres d'attraire devant la Cour un État qui n'a pas exécuté ses obligations ne prive pas les particuliers du droit d'invoquer, le cas échéant, ces mêmes obligations devant le juge national.

Selon l'esprit, l'économie et le texte du traité CEE, l'article 12 doit être interprété en ce sens qu'il produit des effets immédiats et engendre des droits individuels que les juridictions internes doivent sauvegarder.

Résumé:

I. Dans la présente affaire, qui figure parmi ses décisions les plus notoires, la Cour s'est prononcée sur le traité CEE, affirmant sa nature particulière et définissant les rapports entre l'ordre juridique communautaire et l'ordre juridique national. L'entreprise belge de transports van Gend & Loos avait pour activité principale les transports transfrontaliers entre, notamment, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne. En 1962, lors du passage de la frontière néerlandaise, un chargement d'urée allemande a été soumis à une taxe d'importation nouvelle de 8%. Sur la base de l'article 12 du traité de Rome, l'entreprise a contesté le nouveau tarif douanier néerlandais élaboré dans le protocole de Bruxelles du 25 juillet 1958 par le Royaume de Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg et les Pays-Bas, devant la *Tarifcommissie* du Benelux. Par la suite, celle-ci a interrogé la Cour de justice sur le point de savoir si les particuliers pouvaient être directement affectés par le droit communautaire sur leurs territoires nationaux. La réponse à cette question a permis d'aborder un aspect important du traité, à savoir la force juridique de ses dispositions.

II. La Cour de justice a énoncé que le droit communautaire engendre non seulement des obligations pour les États membres, mais également des droits pour les particuliers, qui peuvent ainsi se prévaloir de ces droits et invoquer directement des normes de droit communautaire devant les juridictions nationales.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1963-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 15.07.1963 / **e)** 25/62 / **f)** Plaumann et Co. c. Commission de la Communauté économique européenne / **g)** *Recueil*, 199 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.4.9.1 Justice constitutionnelle – Procédure – Parties – **Qualité pour agir.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Recours en annulation, recevabilité, qualité pour agir / Qualité pour agir, décision, atteinte d'un individu autre que le destinataire.

Sommaire (points de droit):

I. Les dispositions du traité concernant le droit d'agir des justiciables ne sauraient être interprétées restrictivement; dans le silence du traité, une limitation à cet égard ne saurait donc être présumée.

II. Les particuliers autres que les destinataires d'une décision ne peuvent prétendre être concernés individuellement que si cette décision les atteint en raison de certaines qualités qui leurs sont particulières ou d'une situation de fait qui les caractérise par rapport à toute autre personne et qui les individualise d'une manière analogue à celle des destinataires.

Résumé:

I. La requérante, une société allemande importatrice de fruits méridionaux, a contesté devant la Cour de justice une décision relative à des droits de douane. Elle demandait l'annulation de la décision de la Commission refusant à l'Allemagne la possibilité de suspendre l'application du tarif douanier commun à l'importation de clémentines pour lui substituer le tarif douanier allemand, soit un taux de 10% au lieu de 13%. En outre, la requérante réclamait le paiement d'indemnités en raison du préjudice causé par cette décision.

II. Selon les termes de l'article 173 du traité CEE, un particulier ne peut tenter un recours contre un acte émanant d'une institution européenne dont il n'est pas le destinataire, à moins que l'acte ne le concerne directement et individuellement. En interprétant cet article, la Cour a posé deux conditions alternatives. En effet, elle déclare que les particuliers autres que les destinataires d'une décision ne peuvent prétendre être concernés individuellement que si cette décision les atteint en raison de certaines qualités qui leurs sont particulières ou d'une situation de fait qui les caractérise par rapport à toute autre personne et qui les individualise d'une manière analogue à celle des destinataires.

Au vu de ces conditions, le juge communautaire a considéré que la décision de la Commission faisant l'objet du recours en cause ne visait pas individuellement la société Plaumann. En effet, cette dernière a été lésée comme aurait pu l'être n'importe quel autre importateur de produits similaires. La formule consacrant l'interprétation restrictive adoptée par la Cour de justice pour préciser le critère d'affectation individuelle de l'acte sera constamment reprise par la suite dans sa jurisprudence.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1964-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 15.07.1964 / **e)** 6/64 / **f)** Flaminio Costa c. E.N.E.L. / **g)** *Recueil*, 1141 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.2.1.6 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – **Droit communautaire et droit national.**

3.1 Principes généraux – **Souveraineté.**

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

4.16.1 Institutions – Relations internationales – **Transfert de compétences aux institutions internationales.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Souveraineté, limitation, permanent / Communautés européennes, droit, intégration au droit national, effet direct.

Sommaire (points de droit):

À la différence des traités internationaux ordinaires, le traité de la C.E.E. a institué un ordre juridique propre intégré au système juridique des États membres lors de l'entrée en vigueur du traité et qui s'impose à leur juridiction.

En instituant une communauté de durée illimitée, dotée d'institutions propres, de la personnalité, de la capacité juridique, d'une capacité de représentation internationale et plus particulièrement de pouvoirs réels issus d'une limitation de compétence ou d'un transfert d'attributions des États à la Communauté, ceux-ci ont limité leurs droits souverains et créé ainsi un corps de droit applicable à leurs ressortissants et à eux-mêmes.

Cette intégration, au droit de chaque pays membre, de dispositions qui proviennent de sources communautaires et plus généralement les termes et l'esprit du traité, ont pour corollaire l'impossibilité pour les États de faire prévaloir, contre un ordre juridique accepté par eux sur une base de réciprocité, une mesure unilatérale ultérieure qui ne saurait ainsi lui être opposable, le droit né du traité issu d'une source autonome ne pouvant, en raison de sa nature spécifique originale se voir judiciairement opposer un texte interne quel qu'il soit sans perdre son caractère communautaire et sans que soit mise en cause la base juridique de la Communauté elle-même.

Le transfert opéré par les États, de leur ordre juridique interne au profit de l'ordre juridique communautaire, des droits et obligations correspondant aux dispositions du traité entraîne donc une limitation définitive de leurs droits souverains.

Une obligation des États membres en vertu du traité C.E.E., non assortie d'aucune condition, ni subordonnée, dans son exécution ou ses effets, à l'intervention d'aucun acte, ni des États, ni de la Commission, est juridiquement parfaite et, en conséquence, susceptible de produire des effets directs dans les relations entre les États membres et les justiciables. Une telle obligation est intégrée au système juridique des États membres, constitue la loi même de ceux-ci et concerne directement leurs

ressortissants au profit desquels elle a engendré des droits individuels que les juridictions internes doivent sauvegarder.

Résumé:

I. En 1962, l'Italie a décidé de nationaliser le secteur de la production et de la distribution d'énergie en regroupant différentes sociétés privées de l'époque au sein de l'ENEL, à laquelle fut transféré leur patrimoine. M. Costa, avocat à Milan et actionnaire de l'une des sociétés nationalisées, avait perdu ses droits à dividendes et refusait donc de payer ses factures d'électricité, ce qui a donné lieu à l'ouverture d'une procédure en règlement des impayés. L'argument de M. Costa reposait sur la non-conformité de la loi, et des décrets qui la complétaient, à certains articles du traité de Rome.

Le *Giudice Conciliatore* de Milan a posé une question préjudicielle portant sur les rapports constitutionnels entre la Communauté européenne et les États membres. L'affaire *Flaminio Costa / Ente Nazionale per l'Energia Elettrica* fut l'occasion pour la Cour de justice d'imposer son point de vue sur la primauté du droit communautaire sur les droits nationaux.

II. Selon la Cour, à la différence des traités internationaux ordinaires, le traité CEE a institué un ordre juridique propre intégré au système juridique des États membres lors de l'entrée en vigueur du traité et qui s'impose à leurs juridictions. Le traité a institué une Communauté dotée de pouvoirs réels issus d'un transfert d'attributions des États membres à la Communauté, en limitant leurs droits souverains. Cette intégration de dispositions de nature communautaire a eu pour corollaire l'impossibilité pour les États de faire prévaloir une mesure unilatérale ultérieure qui ne saurait ainsi lui être opposable. En raison de sa nature spécifique originale, le droit du traité ne peut pas se voir juridiquement opposer une mesure interne. Le transfert opéré par les États de leur ordre juridique interne au profit de l'ordre juridique communautaire entraîne donc une limitation définitive de leurs droits souverains. Une obligation des États membres en vertu du traité constitue la loi même de ces États et concerne directement leurs ressortissants, au profit desquels elle a engendré des droits que les juridictions nationales doivent sauvegarder.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1969-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 12.11.1969 / **e)** 29/69 / **f)** Stauder c. Stadt Ulm / **g)** *Recueil*, 419 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.1.1.3 Sources – Catégories – Règles écrites – **Droit communautaire.**

2.3.7 Sources – Techniques de contrôle – **Interprétation littérale.**

3.26 Principes généraux – **Principes du droit de l'UE.**

5 Droits fondamentaux – **Droits fondamentaux.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communautés européennes, droit, principe, droits fondamentaux / Communautés européennes, droit, décision, interprétation, version linguistique.

Sommaire (points de droit):

1. Lorsqu'une décision unique est adressée à tous les États membres, la nécessité d'une application et, dès lors, d'une interprétation uniforme exclut que ce texte soit considéré isolément dans une de ses versions, mais exige qu'il soit interprété en fonction tant de la volonté réelle de son auteur que du but poursuivi par ce dernier, à la lumière notamment des versions établies dans toutes les langues.

2. La disposition litigieuse ne se révèle aucun élément susceptible de mettre en cause les droits fondamentaux de la personne compris dans les principes généraux du droit communautaire dont la Cour assure le respect.

Résumé:

I. Dans le contexte de la production excédentaire de beurre dans le cadre de la politique agricole commune, la Communauté a mis en place des actions visant à accroître la demande, afin d'essayer de diminuer les excédents. Le 12 février 1969, la Commission européenne a adopté une décision sur la base des articles 28 et 35 du Règlement n° 804/68 (*Journal officiel*, 1969, n° L 52), autorisant les États membres à mettre du beurre à la disposition de

certaines catégories de consommateurs bénéficiant d'une assistance sociale. En vue de réaliser ce projet, il a paru nécessaire à la Commission de prévoir aussi des mesures de contrôle pour s'assurer que le produit en cause vendu à prix réduit parvienne réellement à la catégorie de consommateurs concernée.

Dans ce contexte, la République Fédérale d'Allemagne a fait usage de cette autorisation, en prévoyant des remises de cartes composées d'une souche nécessitant, pour être valable, de comporter l'indication du nom du bénéficiaire. En sa qualité de victime de guerre, Monsieur Stauder bénéficiait de ce système. Toutefois, il estimait que le fait d'exiger des bénéficiaires d'indiquer leur nom et leur adresse aux commerçants constituait une mesure discriminatoire qui méconnaissait les droits fondamentaux inscrits dans la Loi fondamentale allemande. Dans le cadre d'un procès intenté par le requérant devant les juridictions administratives nationales, celles-ci ont considéré que l'indication du nom imposée par la Commission suscitait des réserves quant à sa légalité, eu égard aux droits fondamentaux.

Le tribunal saisi a dès lors décidé de soumettre une question à titre préjudiciel à la Cour de justice sur la compatibilité de la divulgation de l'identité du bénéficiaire au vendeur avec les principes généraux du droit communautaire.

II. Dans son arrêt, la Cour va évoquer pour la première fois les droits fondamentaux de la personne comme faisant partie des principes du droit communautaire dont elle assure le respect. En l'espèce, la disposition litigieuse ne révélait aucun élément susceptible de mettre en cause les droits fondamentaux.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois.



Identification: ECJ-1970-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 17.12.1970 / **e)** 11/70 / **f)** Internationale Handelsgesellschaft mbH c. Einfuhr- und Vorratstelle für Getreide und Futtermittel / **g)** *Recueil*, 1125 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.2.1.6 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – **Droit communautaire et droit national.**

3.26 Principes généraux – **Principes du droit de l'UE.**

5 Droits fondamentaux – **Droits fondamentaux.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Contrôle judiciaire / Droit constitutionnel, Constitution, conflit, conséquences.

Sommaire (points de droit):

1. La validité des actes arrêtés par les institutions de la Communauté ne saurait être appréciée qu'en fonction du droit communautaire; le droit né du traité, issu d'une source autonome, ne peut, en raison de sa nature, se voir judiciairement opposer des règles de droit national quelles qu'elles soient, sans perdre son caractère communautaire et sans que soit mise en cause la base juridique de la Communauté elle-même; dès lors, l'invocation d'atteintes aux droits fondamentaux tels qu'ils sont formulés par la constitution d'un État membre ou aux principes de sa structure constitutionnelle ne saurait affecter la validité d'un acte de la Communauté ou son effet sur le territoire de cet État.

2. Le respect des droits fondamentaux fait partie intégrante des principes généraux du droit dont la Cour de justice assure le respect. La sauvegarde de ces droits, tout en s'inspirant des traditions constitutionnelles communes aux États membres, doit être assurée dans le cadre de la structure et des objectifs de la Communauté.

Résumé:

I. Le Règlement n° 120/67/CEE du 13 juin 1967 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (*Journal officiel*, 1967, p. 2269) subordonnait la délivrance des certificats d'exportation à la constitution d'une caution garantissant l'engagement d'exporter pendant leur durée de validité. L'entreprise d'import-export *Internationale Handelsgesellschaft mbH*, établie à Francfort-sur-le-Main, a obtenu, en août 1967, un certificat d'exportation dont la validité était limitée à la fin de la même année. En dépit du fait que l'entreprise n'avait réalisé l'opération d'exportation en partie pendant la durée de validité du certificat, les autorités nationales compétentes ont déclaré la caution acquise pour un montant de 17026,47 Deutsche Mark, conformément aux dispositions du Règlement n° 473/67/CEE S. Hackspiel / R. Meyer 1967, n° 204, p. 16).

L'entreprise requérante avait formé opposition contre la décision de l'autorité nationale sur laquelle cette dernière a refusé de se prononcer. Pour cette raison, *Internationale Handelsgesellschaft mbH* s'est pourvue devant la juridiction nationale compétente en contestant la validité du régime de cautionnement tel qu'il était prévu par le Règlement n° 120/67/CEE. Le *Verwaltungsgericht* de Francfort-sur-le-Main a adressé deux questions à titre préjudiciel, concernant, d'une part, la légalité de la constitution d'une caution et la perte de celle-ci en cas d'absence d'exportation pendant le délai de validité du certificat d'exportation et, d'autre part, le fait que le seul cas d'exemption de la perte de la caution envisagé par la norme communautaire en cause était celui de la force majeure. Dans l'ordonnance de renvoi, le juge national soulignait que les normes communautaires devaient respecter les droits fondamentaux et les principes essentiels du droit national garantis par la Constitution allemande. En cas de contrariété, la primauté du droit supranational se heurtait aux principes de la Loi fondamentale.

II. La Cour a réaffirmé le principe de primauté du droit communautaire, en rappelant que la validité des actes communautaires ne saurait être appréciée qu'en fonction du droit communautaire, qui est une source autonome du droit et qui ne peut, en raison de sa nature, se voir opposer les mesures de droit national. L'invocation des atteintes aux droits fondamentaux garantis par la Constitution d'un État membre ou aux principes de sa structure constitutionnelle ne saurait affecter la validité d'un acte de la Communauté. Toutefois, la Cour a précisé que le respect des droits fondamentaux fait partie intégrante des principes généraux du droit communautaire dont elle assure le respect par sa jurisprudence, en s'inspirant des traditions constitutionnelles communes aux États membres. Par conséquent, la Cour a conclu que l'examen des questions posées ne recelait pas d'élément de nature à affecter la validité des dispositions communautaires en cause.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois.



Identification: ECJ-1970-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 06.10.1970 / **e)** 9/70 / **f)** Franz Grad c. Finanzamt Traunstein / **g)** *Recueil*, 825 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.3.5.2 Justice constitutionnelle – Compétences – Objet du contrôle – **Droit des Communautés européennes.**

2.1.1.3 Sources – Catégories – Règles écrites – **Droit communautaire.**

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Contrôle judiciaire / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

1. Il serait incompatible avec l'effet contraignant reconnu à la décision par l'article 189 d'exclure en principe que l'obligation qu'elle impose, puisse être invoquées par des personnes concernées. Particulièrement dans les cas où les autorités communautaires auraient, par décision, obligé un État membre ou tous les États membres à adopter un comportement déterminé, l'effet utile d'un tel acte s'en trouverait affaibli si les justiciables de cet État étaient empêchés de s'en prévaloir en justice et les juridictions nationales empêchées de la prendre en considération en tant qu'élément du droit communautaire. Si les effets d'une décision peuvent ne pas être identiques à ceux d'une disposition réglementaire, cette différence n'exclut pas qu'éventuellement le résultat final consistant dans le droit, pour les justiciables, de s'en prévaloir en justice, soit le même que celui d'une disposition réglementaire directement applicable. Il convient donc d'examiner dans chaque cas si la nature, l'économie et les termes de la disposition en cause sont susceptibles de produire les effets directs dans les relations entre le destinataire de l'acte et des tiers.

2. En imposant aux États membres l'obligation de ne pas cumuler le système commun de taxe sur le chiffre d'affaires avec des régimes de taxes spécifiques tenant lieu de taxe sur le chiffre d'affaires, l'article 4.2 de la décision du Conseil du 13 mai 1965, combiné avec les dispositions des directives du Conseil, des 11 avril 1967 et 9 décembre 1969, est

susceptible de produire des effets directs dans les relations entre les États membres, destinataires de la décision, et leurs justiciables et d'engendrer pour ceux-ci le droit de s'en prévaloir en justice.

3. Il n'appartient pas à la Cour dans le cadre de la procédure prévue à l'article 177 du traité CEE d'apprécier, au regard du droit communautaire, les caractéristiques d'une mesure prise par l'un des États membres. Elle est cependant compétente pour interpréter la disposition communautaire en cause afin de mettre la juridiction nationale en mesure de l'appliquer correctement à la mesure litigieuse.

Résumé:

I. En prévision de la mise en place d'un système commun de taxe sur le chiffre d'affaires, la Commission avait adopté en 1965 une décision (*Journal officiel*, 88, 1965, pp. 1500-1503) qui prévoyait, notamment, que, lorsque ledit système commun aurait été mis en vigueur dans les États membres, il se substituerait aux régimes de taxes spécifiques tenant lieu de taxe sur le chiffre d'affaires dans la mesure où le secteur des transports était concerné. En 1967, la première directive TVA (*Journal officiel*, 71, 1967, pp. 1301-1303) a été adoptée et l'Allemagne l'a transposée cette même année. Cette loi de transposition allemande abrogeait également la loi relative à la taxe sur les transports. Cependant, le gouvernement allemand avait en projet une «loi relative au régime fiscal des transports de marchandises par route» et, conformément à la procédure de consultation préalable, avait communiqué à la Commission son projet de loi. La Commission lui a, en réponse, adressé une recommandation dans laquelle il était demandé à l'Allemagne de renoncer à la taxe spéciale. La loi allemande fut toutefois adoptée en 1968.

En vertu de cette loi, les douanes allemandes ont perçu une taxe sur le transport des marchandises de M. Franz Grad, qui exportait des conserves de l'Allemagne vers l'Autriche. Ce dernier a alors introduit un recours auprès du *Finanzgericht* de Munich, en arguant que la nouvelle loi allemande était en infraction avec la réglementation communautaire. Il s'appuyait, entre autres moyens, sur la décision de 1965 de la Commission, ce que contestait l'Allemagne, les décisions n'étant, selon elle, pas directement applicables, au contraire des règlements communautaires.

Le *Finanzgericht* a dès lors décidé de surseoir à statuer et d'interroger la Cour de justice à titre préjudiciel.

II. Dans sa réponse, la Cour examine l'effet combiné de dispositions contenues dans une décision et une directive, et précise la notion d'effet direct pour ces actes. Dans le cas d'espèce, la Cour a jugé que la taxe en cause dans la loi allemande ne correspondait pas au type habituel d'une taxe sur le chiffre d'affaires.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois.



Identification: ECJ-1971-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c) / d)** 31.03.1971 / **e)** 22/70 / **f)** Commission des Communautés européennes c. Conseil des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, 263 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.16.1 Institutions – Relations internationales – **Transfert de compétences aux institutions internationales.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communautés européennes, État membre, souveraineté, limite / Traite, pouvoir de négocier et conclure, limite.

Sommaire (points de droit):

La Communauté jouit de la capacité d'établir des liens contractuels avec les États tiers dans toute l'étendue du champ des objectifs définis par le traité. Cette compétence résulte non seulement d'une attribution explicite faite par le traité mais peut découler d'autres dispositions du traité et d'actes pris dans le cadre de ces dispositions par les institutions de la Communauté.

En particulier, chaque fois que, pour la mise en œuvre d'une politique commune prévue par le traité, la Communauté a pris des dispositions instaurant, sous quelque forme que ce soit, des règles communes, les États membres ne sont plus en droit, qu'ils agissent individuellement ou même collectivement, de contracter avec les États tiers des obligations affectant ces règles ou en altérant la portée.

On ne saurait, dans la mise en œuvre des dispositions du traité, séparer le régime des mesures internes à la Communauté, de celui des relations extérieures.

Résumé:

I. Dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, l'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (ci-après, «AETR») a été signé à Genève le 19 janvier 1962 par divers États européens, dont cinq des six États membres de la CEE. Néanmoins, cet accord n'est pas entré en vigueur, faute d'un nombre suffisant de ratifications, et, dès 1967, des négociations furent menées en vue de sa révision. Parallèlement à cette initiative, la C.E.E. a entrepris d'élaborer son propre régime des conditions sociales dans les transports routiers, sur le fondement des dispositions du traité de Rome relatives à la politique commune des transports et à la politique sociale. Cela a abouti à l'adoption du règlement n° 543/69 du Conseil, du 25 mars 1969, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route (*Journal officiel*, L 77, 1969, pp. 49-60).

Lors de sa session du 20 mars 1970, le Conseil a délibéré sur la position à adopter par les six États membres dans les négociations en cours en vue d'un nouvel AETR. La Commission a introduit un recours tendant à l'annulation de cette délibération du Conseil, estimant que c'était la Communauté, et non les États membres, qui avait compétence à cette date pour négocier et conclure l'AETR. Devant la Cour, le Conseil a soulevé une exception d'irrecevabilité et invoquait à cet égard pas moins de sept arguments tendant à prouver que sa délibération ne constituait pas un acte susceptible de recours au sens de l'article 173 du Traité CEE.

II. La Cour a estimé que l'examen de cette exception supposait que fût tranchée au préalable la question de la compétence pour négocier et conclure l'AETR. À cette question elle a répondu que, depuis l'entrée en vigueur du règlement n° 543/69, c'était la Communauté qui était compétente pour négocier et

conclure l'AETR. Au fil du raisonnement suivi pour parvenir à cette conclusion, la Cour a posé des limites à la liberté des États membres de s'engager dans des accords avec des États tiers, en ce qu'ils ne peuvent plus contracter des obligations affectant ou altérant des règles communes établies dans le cadre des politiques communes.

La déclaration du Conseil s'inscrivant dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté était donc un acte attaquant le quel la Commission était recevable à agir. En ce qui concerne la décision au fond, la Cour a estimé qu'il ressortait des faits de l'affaire que lors des négociations et de la conclusion de l'accord, selon les modalités arrêtées par le Conseil, les États membres avaient agi dans l'intérêt et pour le compte de la Communauté, conformément à l'article 5 du traité CEE. Partant, le recours de la Commission a été rejeté.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1971-S-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 13.05.1971 / **e)** 41 à 44/70 / **f)** International Fruit Company et autres c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, 411 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thesaurus systématique:

1.4.9.1 Justice constitutionnelle – Procédure – Parties – **Qualité pour agir.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Produits (pommes de table), import, licence, préalable / Règlement, mesure de protection / Recours en annulation, recevabilité.

Sommaire (points de droit):

Une disposition d'un règlement, portant sur un ensemble de demandes de titres d'importation auxquelles, le délai prévu pour leur présentation étant expiré, aucune autre demande ne peut s'ajouter, n'a pas un caractère réglementaire au sens de l'article 189.2 du traité, mais doit s'analyser en un faisceau de décisions individuelles, dont chacune est de nature à concerner individuellement, au sens de l'article 173.2 du traité, l'auteur ou les auteurs de chaque demande.

Un acte communautaire, à l'égard duquel les autorités nationales sont appelées uniquement à réunir les éléments permettant à la Communauté de l'adopter et à prendre ensuite les mesures nationales qui s'imposent pour son exécution dans l'ordre interne, est de nature à concerner directement, au sens de l'article 173.2 du traité, les intéressés.

Résumé:

I. L'article 2 du règlement du 9 décembre 1969 (*Journal officiel*, 1969, n° L 318) adopté par le Conseil prévoit une clause de sauvegarde en vertu de laquelle des mesures appropriées peuvent être arrêtées en vue de faire face à une perturbation ou à une menace de perturbation du marché dans la Communauté. Aussi, la Commission a adopté le 11 mars 1970 un règlement (*Journal officiel*, 1970, n° L 57) arrêtant les mesures de sauvegarde applicables à l'importation des pommes de table.

C'est sur la base de ces mesures que la Commission a décidé la mise en place d'un système de titres d'importation en adoptant le règlement n° 565/70 (*Journal officiel*, 1970, n° L 69). Selon ce système, les sociétés importatrices de certains produits doivent obtenir des titres d'importation avant de pouvoir effectuer l'importation.

Les requérantes, à savoir les sociétés International Fruit Company et autres, se sont vues refuser, par le biais des règlements n°s 459/70, 565/70 et 686/70, précités, la délivrance des titres d'importation concernant des pommes de table. En effet, dans le cas où la Commission constate une évolution prévisible des prix des produits indigènes sur le marché de la Communauté et notamment leur tendance à la baisse excessive, celle-ci peut refuser la délivrance des titres d'importations pour des pommes de table en provenance de pays tiers, afin de protéger le marché communautaire.

C'est dans ce cadre que les requérantes ont demandé l'annulation des décisions de la Commission contenues dans les règlements précités.

II. Dans cet arrêt, la Cour a considéré que les institutions communautaires peuvent adopter un règlement qui couvre en réalité un faisceau de décisions individuelles. En effet, un règlement qui a été adopté en considération de la quantité totale pour laquelle les demandes de titres d'importation ont été introduites, élide de façon illicite le droit de recourir en annulation.

Les recours en annulation ont été jugés recevables.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol.



Identification: ECJ-1971-S-004

a) Union européenne / b) Cour de justice des Communautés européennes / c) / d) 02.12.1971 / e) 5/71 / f) Aktien-Zuckerfabrik Schöppenstedt c. Conseil des Communautés européennes / g) *Recueil*, 975 / h) CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.5.9 Institutions – Organes législatifs – Responsabilité.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communautés européennes, politique, économique, action, législative, responsabilité / Communautés européennes, responsabilité, fondement.

Sommaire (points de droit):

L'action en indemnité des articles 178 et 215.2 du traité CEE a été instituée comme une voie autonome, ayant sa fonction particulière dans le cadre du système des voies de recours et subordonnée à des conditions d'exercice conçues en vue de son objet spécifique.

Elle se différencie du recours en annulation en ce qu'elle tend, non à la suppression d'une mesure déterminée, mais à la réparation du préjudice causé par une institution.

Quand il s'agit d'un acte normatif qui implique des choix de politique économique, la responsabilité extracontractuelle de la Communauté pour le préjudice que des particuliers auraient subi par l'effet de cet acte ne saurait être engagée, compte tenu des dispositions de l'article 215.2 du traité CEE, qu'en présence d'une violation suffisamment caractérisée d'une règle supérieure de droit protégeant les particuliers.

Résumé:

I. Le 1^{er} juillet 1968, l'organisation nationale du marché du sucre en vigueur en Allemagne a été remplacée par «l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre», établie par le règlement n° 1009/67 du 18 décembre 1967 (*Journal officiel*, 308, 1967, pp. 1-15). En application de ce règlement, le Conseil a arrêté le règlement n° 769/68 du 18 juin 1968, arrêtant les mesures nécessaires pour compenser la différence entre les prix nationaux du sucre et les prix valables à partir du 1^{er} juillet 1968 (*Journal officiel*, L 143, 1968, pp. 14-15). Ce règlement substitue à partir du 1^{er} juillet 1968 un régime de prix communs à l'ancien système des prix nationaux et prévoit une compensation dans le cas où la différence entre les anciens prix nationaux et les prix communs n'est pas marginale. En Allemagne, il est apparu, suite aux calculs effectués conformément au règlement n° 769/68, que la différence de prix était marginale et, dès lors, aucune compensation n'a été accordée dans ce pays.

Dans ce contexte, *Aktien-Zuckerfabrik Schöppenstedt*, qui est un fabricant de sucre brut, soutenait que le prix du sucre jusqu'au 30 juin 1968 était sensiblement plus élevé que celui valable à partir du 1^{er} juillet 1968, et que la différence entre ces deux prix n'était donc pas marginale. Elle estimait que, en exerçant son pouvoir réglementaire, le Conseil lui avait causé un préjudice dont réparation lui serait due en vertu de l'article 215.2 du Traité CEE.

Ayant en vain saisi le Conseil d'une demande en indemnité, *Aktien-Zuckerfabrik Schöppenstedt* a introduit un recours en indemnité devant la Cour de justice, arguant que le Conseil avait commis une «faute de service» en adoptant les dispositions du règlement n° 769/68 car ces dernières seraient incompatibles avec les principes du mécanisme de compensation énoncés dans le règlement n° 1009/67, avec le principe de non-discrimination de l'article 40.3 du Traité CEE, ainsi qu'avec le principe général d'égalité.

II. Dans son arrêt, la Cour a posé, en s'inspirant de l'article 215.2 du traité CEE, les premiers principes du régime de responsabilité extracontractuelle de la Communauté. Dans le cas d'espèce, le recours a été rejeté comme non fondé.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1974-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 12.02.1974 / **e)** 146/73 / **f)** Rheinmühlen Düsseldorf c. Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel / **g)** *Recueil*, 139 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communautés européennes, compétences, limites / Contrôle judiciaire / CJCE, obligation de respecter les systèmes juridiques nationaux.

Sommaire (points de droit):

L'existence en droit interne d'une règle liant les juridictions à l'appréciation portée en droit par une juridiction de degré supérieur ne saurait, de ce seul fait, les priver de la faculté prévue à l'article 177 du traité CEE de saisir la Cour de justice.

S'agissant toutefois d'une juridiction dont les décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un recours juridictionnel de droit interne, l'article 177 du traité CEE ne s'oppose pas à ce que les décisions d'une telle juridiction saisissant la Cour de justice à titre préjudiciel restent soumises aux voies de recours normales prévues par le droit national.

Cependant dans l'intérêt de la clarté et de la sécurité juridique, la Cour de justice doit s'en tenir à la décision de renvoi, qui doit produire ses effets tant qu'elle n'a pas été rapportée.

Résumé:

Dans cet arrêt, la Cour de justice s'est prononcée sur la question de savoir si les juridictions internes sont liées par le jugement de la juridiction nationale de dernière instance lorsque la solution du litige suppose l'application du droit communautaire.

L'entreprise *Rheinmühlen*, la demanderesse au principal, était chargée d'exporter, à partir de la République fédérale d'Allemagne, de l'orge perlée. Sur ses indications, selon lesquelles la marchandise serait livrée dans des pays tiers, l'organisme d'intervention, l'*Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel* (ci-après, «EVST»), le défendeur au principal, lui a accordé les restitutions correspondant à des exportations vers les pays tiers. EVST a par la suite annulé ces restitutions au motif que les livraisons avaient eu lieu dans d'autres États membres et non pas dans des pays tiers.

La demanderesse a présenté, sans succès, une réclamation administrative, puis a saisi le *Finanzgericht de Hesse* qui a rejeté le recours. La demanderesse s'est donc pourvue en révision auprès du *Bundesfinanzhof* qui a annulé l'arrêt du *Finanzgericht* et lui a renvoyé l'affaire en lui livrant une analyse sur le système de restitutions en cause dans l'affaire. Selon le paragraphe 126.5 du règlement de procédure pour les *Finanzgericht*, le tribunal auquel l'affaire est renvoyée est lié par le jugement de la juridiction de dernière instance. Ainsi, le *Finanzgericht* était dans l'obligation de respecter l'analyse donnée par la juridiction supérieure sur le système de restitutions. Cependant, le *Finanzgericht*, considérant que cette thèse n'était pas compatible avec le système de restitutions tel qu'il était prévu par le règlement européen n° 19/62, a suspendu la procédure et saisi la Cour de justice à titre préjudiciel. Le renvoi devant la Cour de justice portait sur la compétence d'une juridiction nationale inférieure pour poser une question préjudicielle si l'affaire se trouve pour la deuxième fois pendante devant celle-ci, ainsi que sur le système de restitutions.

II. La Cour de justice a considéré que l'article 177.2 du traité CEE ne s'oppose pas à ce que les décisions d'une juridiction dont les décisions sont susceptibles de faire l'objet d'un recours de droit interne restent soumises aux voies de recours normales prévues par le droit national. Cependant, cette juridiction est tenue de respecter la jurisprudence de la Cour de justice, quand bien même cela irait à l'encontre d'indications données par des juridictions nationales supérieures.

Langues:

Danois, allemand, anglais, français, italien, néerlandais.

*Identification:* ECJ-1974-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 04.12.1974 / **e)** 41/74 / **f)** Yvonne van Duyn c. Home Office / **g)** *Recueil*, 1337 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thesaurus systématique:

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communauté européenne, directive, application directe / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

Il serait incompatible avec l'effet contraignant que l'article 189 reconnaît à la directive d'exclure en principe que l'obligation qu'elle impose puisse être invoquée par des personnes concernées. Particulièrement dans le cas où les autorités communautaires auraient, par directive, obligé les États membres à adopter un comportement déterminé, l'effet utile d'un tel acte se trouverait affaibli si les justiciables étaient empêchés de s'en prévaloir en justice et les juridictions nationales empêchées de la prendre en considération en tant qu'élément du droit communautaire. L'article 177 du traité CEE qui permet aux juridictions nationales de saisir la Cour de la validité et de l'interprétation de tous les actes des institutions, sans distinction, implique que ces actes sont susceptibles d'être invoqués par les justiciables devant les dites juridictions.

Il convient d'examiner, dans chaque cas, si la nature, l'économie et les termes de la disposition en cause sont susceptibles de produire des effets directs dans les relations entre les États membres et les particuliers.

Résumé:

I. Yvonne Van Duyn est une ressortissante néerlandaise qui, dans l'optique d'accepter une offre d'emploi comme secrétaire auprès de l'Église de scientologie au Royaume-Uni, s'est rendue dans ce pays en 1973. Cependant, le gouvernement britannique, qui considérait les activités de cette organisation comme contraires à l'ordre public, avait édicté une interdiction de délivrance de permis de travail aux ressortissants étrangers venant travailler dans un établissement de scientologie. M^{me} Van Duyn s'est donc vu refuser l'entrée sur le territoire du Royaume-Uni par un fonctionnaire de l'immigration en application des règles gouvernementales. Dans son recours contre cette décision devant la *High Court of Justice*, elle s'est appuyée sur la réglementation communautaire relative à la libre circulation des travailleurs, notamment l'article 48 du Traité CEE et l'article 3 de la directive 64/221 (*Journal officiel*, 56, 1964, pp. 850-857), pour faire valoir que le refus de l'autoriser à entrer au Royaume-Uni était illégal. La juridiction anglaise a posé une question préjudicielle à la Cour de justice au sujet de l'effet direct de ces dispositions.

II. Réitérant sa jurisprudence antérieure, la Cour a répondu tout d'abord que l'article 48 du traité CEE a un effet direct. Elle a ensuite posé pour la première fois le principe de l'effet direct des directives, et a précisé les conditions nécessaires pour que les dispositions d'une directive bénéficient d'un tel effet direct, permettant aux particuliers de s'en prévaloir devant les juridictions nationales. Dans le cas d'espèce, la Cour a jugé qu'un État membre pouvait, pour des raisons d'ordre public, refuser le cas échéant à un ressortissant d'un autre État membre le bénéfice du principe de la libre circulation des travailleurs.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1978-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 09.03.1978 / **e)** 106/77 / **f)** Administration des finances de l'État c. Société anonyme Simmenthal / **g)** *Recueil*, 629 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communauté européenne, directive, application directe / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

L'applicabilité directe du droit communautaire signifie que ses règles doivent déployer la plénitude de leurs effets, d'une manière uniforme dans tous les États membres, à partir de leur entrée en vigueur et pendant toute la durée de leur validité. Les dispositions directement applicables sont une source immédiate de droits et d'obligations pour tous ceux qu'elles concernent, qu'il s'agisse des États membres ou de particuliers; cet effet concerne également tout juge qui a, en tant qu'organe d'un État membre, pour mission de protéger les droits conférés aux particuliers par le droit communautaire.

En vertu du principe de la primauté du droit communautaire, les dispositions du traité et les actes des institutions directement applicables ont pour effet, dans leurs rapports avec le droit interne des États membres, non seulement de rendre inapplicable de plein droit, du fait même de leur entrée en vigueur, toute disposition contraire de la législation nationale existante, mais encore – en tant que ces dispositions et actes font partie intégrante, avec rang de priorité, de l'ordre juridique applicable sur le territoire de chacun des États membres – d'empêcher la formation valable de nouveaux actes législatifs nationaux dans la mesure où ils seraient incompatibles avec des normes communautaires.

Le juge national chargé d'appliquer, dans le cadre de sa compétence, les dispositions du droit communautaire, a l'obligation d'assurer le plein effet de ces normes en laissant au besoin inappliquée, de sa propre autorité, toute disposition contraire de la législation nationale, même postérieure, sans qu'il ait à demander ou à attendre l'élimination préalable de celle-ci par voie législative ou par tout autre procédé constitutionnel.

Résumé:

I. En 1973, une société importatrice de viande bovine, Simmenthal, a dû verser une taxe lors d'un contrôle sanitaire de viande importée vers l'Italie depuis la France. Ce contrôle était prévu par le texte unique des lois sanitaires italiennes.

La société Simmenthal, estimant que cette législation était contraire à la libre circulation des marchandises, a formé, devant le *Pretore de Susa*, un recours en répétition des sommes qu'elle considérait avoir indûment payées.

Le *Pretore de Susa* a été amené à poser une question préjudicielle à la Cour de justice pour juger de la compatibilité d'une telle taxe avec le droit communautaire, donnant lieu à l'arrêt du 15 décembre 1976 dans l'affaire 35/76 (*Recueil*, p. 1871). Dans cet arrêt, la Cour a considéré que les contrôles sanitaires, systématiques ou non, constituent des taxes d'effet équivalent à des restrictions quantitatives au sens de l'article 30 du traité.

Ainsi, le juge italien a adressé une injonction de restitution des sommes indues à l'administration italienne, qui a fait opposition.

En présence des arguments développés par l'Administration des finances, le *Pretore de Susa* a constaté qu'il était saisi de la contradiction existant entre certaines normes de droit communautaire et une loi nationale postérieure. Or, ce conflit entre le droit communautaire et une loi nationale postérieure devait être soumis à la Cour constitutionnelle italienne, en accord avec la jurisprudence de celle-ci.

Dès lors, le *Pretore de Susa* a saisi de nouveau la Cour de justice à titre préjudiciel, afin que cette dernière puisse statuer sur les conséquences du principe d'applicabilité directe d'une norme de droit communautaire. En effet, s'est posée la question de savoir si un tel principe permettait d'écarter d'office une disposition nationale contraire à une norme de droit communautaire sans qu'il soit nécessaire d'attendre son élimination par le législateur national ou par d'autres organes constitutionnels.

II. La Cour de justice répond par l'affirmative, en considérant que le fait de refuser au juge compétent pour appliquer le droit communautaire le pouvoir de faire tout ce qui est nécessaire pour écarter les dispositions législatives nationales serait incompatible avec les exigences inhérentes à la nature même du droit communautaire et ferait obstacle à la pleine efficacité des normes communautaires.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

**Identification:** ECJ-1979-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 13.12.1979 / **e)** 44/79 / **f)** Liselotte Hauer c. Land Rheinland-Pfalz / **g)** *Recueil*, 3727 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.1.1.1.1 Sources – Catégories – Règles écrites – Règles nationales – **Constitution.**

2.1.1.4 Sources – Catégories – Règles écrites – **Instruments internationaux.**

2.2.1.6.3 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – Droit communautaire et droit national – **Droit communautaire dérivé et Constitutions.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

CJCE, obligation de respecter les systèmes juridiques nationaux / Droit communautaire, Constitution, conflit, conséquences / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

Les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit, dont la Cour assure le respect. En assurant la sauvegarde de ces droits, elle est tenue de s'inspirer des traditions constitutionnelles communes aux États membres, de manière que ne sauraient être admises dans la Communauté des mesures incompatibles avec les droits fondamentaux reconnus par les constitutions de ces États. Les instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme, auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré, peuvent également fournir des indications dont il convient de tenir compte dans le cadre du droit communautaire.

Dans ces conditions, les doutes manifestés par une juridiction nationale sur la compatibilité des dispositions d'un acte institutionnel des Communautés avec les règles relatives à la protection des droits fondamentaux, formulés par référence au droit constitutionnel national, doivent être compris comme mettant en cause la validité de cet acte au regard du droit communautaire.

Résumé:

I. Madame Hauer, propriétaire d'un terrain en Allemagne, était désireuse d'en faire une exploitation viticole et a donc sollicité l'autorisation nécessaire en vue de procéder à la plantation nouvelle de vignes sur ce terrain. Cette autorisation lui a été refusée, au motif que son terrain était inapte à la viticulture selon la loi nationale. M^{me} Hauer a introduit une réclamation contre cette décision de refus, réclamation qui a été rejetée au double motif que le terrain serait inapte à la viticulture selon la loi nationale et que le règlement n° 1162/76 du Conseil du 17 mai 1976 portant des mesures visant à adapter le potentiel viticole aux besoins du marché (*Journal officiel*, L 135, 1976, pp. 32-33) aurait, entre-temps, interdit toute nouvelle plantation de vignes. M^{me} Hauer s'est pourvue en appel contre cette décision devant le tribunal administratif de Neustadt et, en cours de procédure, le *Land Rheinland-Pfalz* s'est déclaré disposé à accorder l'autorisation sollicitée à l'échéance de l'interdiction de plantation nouvelle édictée par le règlement n° 1162/76, de sorte que la réglementation communautaire demeurerait le seul obstacle au lancement de l'exploitation viticole. M^{me} Hauer soutenait que ce règlement n'était pas applicable à une demande d'autorisation présentée avant son entrée en vigueur, et qu'il était en outre incompatible avec certaines dispositions, notamment les articles 12 et 14 de la Loi fondamentale allemande, relatifs au droit de propriété et au libre exercice des activités professionnelles. Le tribunal administratif de Neustadt a décidé de surseoir à statuer et de poser deux questions préjudicielles à la Cour de justice, relatives à l'application *ratione temporis* et *ratione materiae* du règlement n° 1162/76.

II. La Cour a répondu brièvement à ces questions, estimant que le texte dudit règlement était clair et que l'interdiction de plantation nouvelle s'appliquait en l'espèce. Plus longs sont les développements de la Cour relatifs aux droits fondamentaux, dans lesquels elle confirme sa jurisprudence établie dans l'affaire *Internationale Handelsgesellschaft* (*Recueil* 1970 p. 1125) et précise que le droit de propriété et le droit au libre exercice des activités professionnelles font partie des droits fondamentaux dont la Cour assure le respect. En l'espèce, l'interdiction de plantation nouvelle par le législateur communautaire ne constitue cependant pas, au regard de l'objectif

d'intérêt général poursuivi, une intervention démesurée et intolérable susceptible de constituer une violation des droits fondamentaux précités.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1980-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 11.03.1980 / **e)** 104/79 / **f)** Pasquale Foglia c. Mariella Novello / **g)** *Recueil*, 745 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.3 Justice constitutionnelle – **Compétences**.
4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communautés européennes, compétences, limites / CJCE, obligation de respecter les systèmes juridiques nationaux / CJCE, question préjudicielle, détermination de sa propre juridiction.

Sommaire (points de droit):

La fonction confiée à la Cour de justice par l'article 177 du traité CEE consiste à fournir à toute juridiction de la Communauté les éléments d'interprétation du droit communautaire qui lui sont nécessaires pour la solution de litiges réels qui lui sont soumis.

En revanche, la Cour n'est pas compétente (à peine de porter atteinte au système de l'ensemble des voies de recours juridictionnelles dont disposent les particuliers pour se protéger contre l'application de lois fiscales qui seraient contraires aux dispositions du traité) pour statuer sur des questions posées dans le cadre d'un litige par lequel les parties au principal visent à obtenir une condamnation du régime fiscal d'un État membre par le biais d'une procédure devant

une juridiction d'un autre État membre entre deux parties privées qui sont d'accord sur le résultat à atteindre et qui ont inséré une clause dans leur contrat en vue d'amener cette juridiction à se prononcer sur ce point. Le caractère artificiel d'une telle construction est d'autant plus manifeste lorsque les voies de recours ouvertes par le droit national du premier État membre contre l'imposition en cause n'ont pas été utilisées.

Résumé:

I. Foglia, une société active dans le commerce des vins et des boissons alcoolisées, avait conclu un contrat avec M^{me} Novello portant sur l'envoi de l'Italie vers la France de cartons de vins de liqueur. La société avait précisé, lors de la conclusion du contrat, qu'elle prendrait à sa charge les seuls frais d'expédition et de transport en excluant les charges diverses et, en particulier, les taxes tant italiennes que françaises.

Foglia avait confié l'expédition de la marchandise à l'entreprise Danzas. Cette dernière, ayant dû payer des taxes aux douanes françaises, avait envoyé la note de frais d'expédition à Foglia, qui a demandé à son tour à M^{me} Novello de rembourser la facture payée à Danzas.

M^{me} Novello refusant de rembourser la facture au motif qu'un droit aurait été illégalement payé aux douanes françaises à l'occasion du passage de la frontière, Foglia l'avait citée à comparaître devant le *Pretore de Bra*. Le juge italien a constaté que, selon le contrat, M^{me} Novello ne devait supporter que les charges fiscales autorisées par les dispositions communautaires en vigueur garantissant la libre circulation des marchandises. La Cour de justice a, par conséquent, été saisie à titre préjudiciel sur le fait de savoir si les taxes réglées par Danzas entravaient la libre circulation des marchandises.

II. Si la Cour de justice avait auparavant posé le principe de l'autonomie du juge national dans le recours à la question préjudicielle en s'interdisant d'apprécier la pertinence de celle-ci, l'arrêt *Foglia contre Novello* a introduit une condition de recevabilité du recours préjudiciel, à savoir le caractère réel du litige. En effet, dans le cas d'espèce, les parties au principal avaient des intérêts identiques puisqu'elles visaient toutes deux à obtenir une condamnation du régime fiscal français et l'on était manifestement en présence d'un litige construit, c'est-à-dire artificiel.

Par conséquent, la Cour de justice a refusé de répondre aux questions préjudicielles.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois.

*Identification:* ECJ-1980-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 29.10.1980 / **e)** 138/79 / **f)** SA Roquette Frères c. Conseil des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, 3333 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.3 Principes généraux – **Démocratie.**

4.5.6 Institutions – Organes législatifs – **Procédure d'élaboration des lois.**

4.17.1.1 Institutions – Union européenne – Structure institutionnelle – **Parlement européen.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Parlement, commission, avis, obligation de demande.

Sommaire (points de droit):

La consultation prévue par l'article 43.2.3 comme par d'autres dispositions parallèles du traité CEE, est le moyen qui permet au parlement de participer effectivement au processus législatif de la Communauté. Cette compétence représente un élément essentiel de l'équilibre institutionnel voulu par le traité. Elle est le reflet, bien que limité, au niveau de la Communauté, d'un principe démocratique fondamental selon lequel les peuples participent à l'exercice du pouvoir par l'intermédiaire d'une assemblée représentative.

La consultation régulière du parlement dans les cas prévus par le traité constitue dès lors une formalité substantielle dont le non-respect entraîne la nullité de l'acte concerné. Le respect de cette exigence implique l'expression, par le parlement, de son opinion; on ne saurait considérer qu'il y est satisfait par une simple demande d'avis de la part du Conseil, lorsque celle-ci n'est suivie d'aucun avis du parlement.

Résumé:

Par son arrêt du 25 octobre 1978 rendu dans les affaires jointes 103 et 145/77 (*Recueil* 1978, p. 2037) la Cour a annulé les articles 8 et 9 du règlement n° 1111/77 (*Journal officiel*, L 134, 1977, pp. 4-8) en ce qu'ils instaurent un régime qui portait atteinte au principe d'égalité, en l'espèce entre les producteurs de sucre et les producteurs d'isoglucose. Dans cet arrêt, la Cour laissait au Conseil la faculté de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le bon fonctionnement du marché des édulcorants. À la suite de cet arrêt, la Commission a présenté au Conseil une proposition de modification du règlement incriminé et le Conseil a demandé l'avis du Parlement sur cette proposition, conformément à l'article 43.2.3 du Traité CEE. Dans sa demande d'avis, le Conseil précisait que, au vu de la situation, il attachait du prix à ce que le Parlement veuille bien rendre son avis lors de sa session d'avril 1979. Le Président du Parlement a saisi de cette consultation les commissions de l'agriculture et des budgets. Lors de sa séance du 10 mai 1979, le Parlement a rejeté la proposition de résolution présentée par la commission de l'agriculture et la lui a renvoyée pour réexamen. La session parlementaire du 7 au 11 mai 1979 devait être la dernière avant le 17 juillet 1979, date de la première séance du Parlement nouvellement élu suite aux élections devant se dérouler les 7 et 10 juin 1979. Le Bureau du Parlement avait cependant précisé, lors de deux réunions en mars et mai 1979 que, éventuellement, le Parlement pourrait se réunir pour une période de session supplémentaire, dans le cas où la Commission ou le Conseil l'estimerait nécessaire, conformément à l'article 1.4 du règlement du Parlement.

Le 25 juin 1979, le Conseil a adopté, sans avoir obtenu l'avis demandé, la proposition de règlement élaborée par la Commission, qui est devenue ainsi le règlement n° 1293/79 modifiant le règlement n° 1111/77.

La requérante, Roquettes Frères SA, est une entreprise qui fabrique, entre autres produits, de l'isoglucose. Elle demande à la Cour de déclarer non valide la fixation du quota de production résultant pour elle de l'Annexe II du règlement n° 1111/77, introduite par le règlement n° 1293/79. Elle invoque trois moyens à cet égard. Les deux premiers, relatifs à la violation du principe d'égalité et de proportionnalité, sont rejetés par la Cour comme non fondés. Le troisième moyen invoqué par la requérante, soutenue en cela par le Parlement européen sur intervention, est que le règlement n° 1111/77 modifié a été arrêté par le Conseil sans que soit respectée la procédure de consultation

prévue à l'article 43.2 du Traité CEE et que, partant, il doit être considéré comme nul pour violation des formes substantielles. Après avoir rappelé la portée et l'importance de l'article 43.2.3 la Cour fait droit au moyen et annule le règlement n° 1293/79.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1982-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c) / d)** 19.01.1982 / **e)** 8/81 / **f)** Ursula Becker c. Finanzamt Münster-Innenstadt / **g)** *Recueil*, 53 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.2.1.6 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – **Droit communautaire et droit national.**

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communauté européenne, directive, application directe / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

Il serait incompatible avec le caractère contraignant que l'article 189 du traité CEE reconnaît à la directive d'exclure en principe que l'obligation qu'elle impose puisse être invoquée par des personnes concernées. Particulièrement dans les cas où les autorités communautaires auraient, par voie de directive, obligé les États membres à adopter un comportement déterminé, l'effet utile d'un tel acte se trouverait affaibli si les justiciables étaient empêchés de s'en prévaloir en justice et les juridictions nationales empêchées de le prendre en considération en tant qu'élément du droit communautaire. En conséquence, l'État membre qui n'a pas pris, dans les délais, les mesures d'exécution imposées par la

directive ne peut opposer aux particuliers le non-accomplissement, par lui-même, des obligations qu'elle comporte. Ainsi, dans tous les cas où des dispositions d'une directive apparaissent comme étant, du point de vue de leur contenu, inconditionnelles et suffisamment précises, ces dispositions peuvent être invoquées à défaut de mesures d'application prises dans les délais, à l'encontre de toute disposition nationale non conforme à la directive, ou encore en tant qu'elles sont de nature à définir des droits que les particuliers sont en mesure de faire valoir à l'égard de l'État.

Résumé:

I. Ursula Becker, ressortissante allemande, exerçait la profession de négociateur indépendant de crédits, activité exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée en vertu de l'article 13.B.d.1 de la sixième directive 77/388 (*Journal officiel*, 1977, pp. 1-40). Aux termes de l'article 1^{er} de cette directive, les États membres devaient l'avoir transposée dans leur ordre juridique interne au plus tard pour le 1^{er} janvier 1978. En Allemagne, ce délai de transposition a été prorogé au 1^{er} janvier 1979 et l'application effective de la sixième directive n'est intervenue qu'au 1^{er} janvier 1980. M^{me} Becker, dans ses déclarations au titre de la taxe sur le chiffre d'affaire pour la période allant de mars à juin 1979, a demandé l'exonération de la taxe pour ses opérations, en faisant valoir que l'exonération prévue par la sixième directive en son article 13.B.d.1 devait être appliquée par les États membres à l'expiration du délai de transposition. Le bureau des contributions compétent n'a pas accueilli cette argumentation et l'a dès lors assujettie d'office, conformément à la législation nationale non encore modifiée. La réclamation de M^{me} Becker contre cette décision ayant été rejetée, elle a formé un recours devant le tribunal des finances qui a décidé de surseoir à statuer et de poser à la Cour de justice une question préjudicielle portant sur l'applicabilité directe de l'article 13.B.d.1 de la sixième directive 77/388.

II. Dans son arrêt, la Cour confirme sa jurisprudence antérieure relative à l'effet direct des directives et précise qu'un tel effet direct peut être reconnu, sous certaines conditions, aux dispositions d'une directive dont le délai de transposition est expiré. En l'espèce, la Cour a conclu que tel était le cas pour l'article 13.B.d.1.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1982-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 17.12.1980 / **e)** 149/79 / **f)** Commission des Communautés européennes c. Royaume de Belgique / **g)** *Recueil*, 3881 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.2.1.6 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – **Droit communautaire et droit national.**

5.1.3 Droits fondamentaux – Problématique générale – **Obligation positive de l'État.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Service public, définition, pas à la discrétion des États membres / Droit communautaire, Constitution, conflit, conséquences.

Sommaire (points de droit):

La règle fondamentale pour l'existence de la Communauté selon laquelle le recours à des dispositions, même constitutionnelles, de l'ordre juridique interne pour limiter la portée des dispositions du droit communautaire ne saurait être admis puisqu'il porterait atteinte à l'unité et à l'efficacité de ce droit, doit s'appliquer également dans la détermination de la portée et des limites de l'article 48.4 du traité CEE. S'il est vrai que cette disposition tient compte de l'intérêt légitime qu'ont les États membres de réserver à leurs propres ressortissants un ensemble d'emplois ayant un rapport avec l'exercice de la puissance publique et la sauvegarde des intérêts généraux, il convient d'éviter en même temps que l'effet utile et la portée des dispositions du traité relatives à la libre circulation des travailleurs et à l'égalité de traitement des ressortissants de tous les États membres soient limités par des interprétations de la notion d'administration publique tirées du seul droit national et qui feraient échec à l'application des règles communautaires.

Résumé:

I. Au sein de collectivités ou d'établissements publics belges, l'accès à certains emplois était conditionné à

la possession de la nationalité belge, indépendamment de la nature des fonctions à exercer. La Commission a estimé qu'une pratique de ce genre était incompatible avec les dispositions de droit communautaire assurant la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté.

En 1977, la Commission a invité le gouvernement belge à prendre les mesures nécessaires pour que les services concernés s'abstiennent de toute discrimination incompatible avec les règles communautaires en matière de recrutement. La Belgique a fait savoir à la Commission que le comportement litigieux n'était pas incompatible avec les règles communautaires et qu'elle continuerait à recruter son personnel selon les modalités critiquées.

Par conséquent, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure en manquement prévue à l'article 169 du traité CEE. Le Gouvernement belge a dû présenter des arguments pour exclure l'existence d'un manquement, qui ont été rejetés par la Commission. Cette dernière a donc émis un avis motivé, laissant un délai au royaume de Belgique pour mettre fin à l'infraction.

La Belgique n'ayant pas réagi à cet avis motivé, la Commission a saisi, en 1979, la Cour de justice d'un recours en manquement.

II. La Cour a estimé que, pour les emplois litigieux, les éléments d'information contenus dans le dossier de l'affaire ne permettaient pas d'apprécier la nature effective des fonctions qu'ils comportent et donc d'identifier ceux qui ne relèvent pas de la notion d'administration publique au sens de l'article 48.4 du traité CEE. Par conséquent, la Cour a refusé de se prononcer sur le manquement de la Belgique et a invité les parties à reprendre l'examen du litige à la lumière des éléments de droit fournis par son arrêt.

La Cour a considéré que ne peut être laissée à la discrétion des États membres la délimitation de la notion d'«administration publique» et a rappelé que le recours à des dispositions de l'ordre juridique interne, comme prétendait le faire le Gouvernement belge, pour limiter la portée des dispositions du droit communautaire a pour effet de porter atteinte à l'unité et à l'efficacité de ce droit et ne saurait dès lors être admis.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1982-S-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 06.07.1982 / **e)** 188 à 190/80 / **f)** République française, République italienne et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, 2545 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.4 Principes généraux – **Séparation des pouvoirs**.
4.17.3 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre les institutions de l'UE**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Commission européenne, rôle.

Sommaire (points de droit):

La thèse selon laquelle, en vertu des principes mêmes qui régissent la répartition des pouvoirs et des responsabilités entre les institutions communautaires, la totalité du pouvoir législatif originare appartiendrait au Conseil, tandis que la Commission ne détiendrait que des pouvoirs de surveillance et d'exécution, ne trouve pas de fondement dans les dispositions institutionnelles du traité CEE. Il s'ensuit que les limites à la compétence conférée à la Commission par une disposition spécifique du traité ne sauraient être déduites d'un principe général, mais d'une interprétation des termes propres de la disposition en cause, analysés à la lumière de sa finalité et de sa place dans l'économie du traité.

Résumé:

I. Les gouvernements des républiques française et italienne, ainsi que du Royaume-Uni avaient introduit chacun un recours visant à l'annulation de la directive 80/723 de la Commission, du 25 juin 1980, relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques (*Journal officiel*, L 195, p. 35), et ce avant l'expiration du délai de transposition de ladite directive. Cette directive oblige les États membres à tenir disponibles, pendant cinq ans, les données relatives aux mises à disposition de ressources publiques, par les pouvoirs publics, à des entreprises publiques.

Les recours étaient fondés sur l'incompétence de la Commission, la violation des formes substantielles, la violation du traité ainsi que sur le détournement de pouvoir.

II. Dans cet arrêt, la Cour de justice a considéré qu'en vertu de son devoir de surveillance du respect des articles 87 et 88 du traité CE, la Commission avait un intérêt légitime à être informée des transferts de ressources publiques à des entreprises publiques, qu'ils viennent directement ou indirectement d'autres entreprises publiques.

La Cour a rejeté le recours des gouvernements français, italien et britannique.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1982-S-004

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 06.10.1982 / **e)** 283/81 / **f)** Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c. Ministère de la santé / **g)** *Recueil*, 3415 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.7.1 Institutions – Organes juridictionnels – **Compétences**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

CJCE, question préjudicielle, admissibilité / Question préjudicielle, obligation.

Sommaire (points de droit):

L'obligation de saisir la Cour de justice des questions d'interprétation du traité et des actes pris par les institutions de la Communauté que l'article 177.3 du traité CEE impose aux juridictions nationales dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne s'inscrit dans le cadre de la coopération,

instituée en vue d'assurer la bonne application et l'interprétation uniforme du droit communautaire dans l'ensemble des États membres, entre les juridictions nationales, en leur qualité de juges chargés de l'application du droit communautaire, et la Cour de justice. La disposition précitée vise plus particulièrement à éviter que s'établissent des divergences de jurisprudence à l'intérieur de la Communauté sur des questions de droit communautaire. La portée de cette obligation doit dès lors être appréciée d'après ces finalités, en fonction des compétences respectives des juridictions nationales et de la Cour de justice.

Il découle du rapport entre l'article 177.2 et 177.3 du traité CEE que les juridictions visées par l'alinéa 3 jouissent du même pouvoir d'appréciation que toutes autres juridictions nationales en ce qui concerne le point de savoir si une décision sur un point de droit communautaire est nécessaire pour leur permettre de rendre leur décision. Ces juridictions ne sont, dès lors, pas tenues de renvoyer une question d'interprétation de droit communautaire soulevée devant elles si la question n'est pas pertinente, c'est-à-dire dans les cas où la réponse à cette question, quelle qu'elle soit, ne pourrait avoir aucune influence sur la solution du litige. Par contre, si elles constatent que le recours au droit communautaire est nécessaire en vue d'aboutir à la solution d'un litige dont elles se trouvent saisies, l'article 177 du traité CEE leur impose l'obligation de saisir la Cour de justice de toute question d'interprétation qui se pose.

Si l'article 177.3 du traité CEE oblige sans aucune restriction les juridictions nationales dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne à soumettre à la Cour toute question d'interprétation soulevée devant elles, l'autorité de l'interprétation donnée par celle-ci peut cependant priver cette obligation de sa cause et la vider ainsi de son contenu; il en est notamment ainsi quand la question soulevée est matériellement identique à une question ayant déjà fait l'objet d'une décision à titre préjudiciel dans une espèce analogue ou que le point de droit en cause a été résolu par une jurisprudence établie de la Cour, quelle que soit la nature des procédures qui ont donné lieu à cette jurisprudence, même à défaut d'une stricte identité des questions en litige. Il reste cependant entendu que, dans toutes ces hypothèses, les juridictions nationales, y compris celles visées à l'article 177.3 conservent l'entière liberté de saisir la Cour si elles l'estiment opportun.

L'article 177.3 du traité doit être interprété en ce sens qu'une juridiction dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne est tenue, lorsqu'une question de droit

communautaire se pose devant elle, de déférer à son obligation de saisine, à moins qu'elle n'ait constaté que l'application correcte du droit communautaire s'impose avec une telle évidence qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable; l'existence d'une telle éventualité doit être évaluée en fonction des caractéristiques propres au droit communautaire, des difficultés particulières que présente son interprétation et du risque de divergences de jurisprudence à l'intérieur de la Communauté.

Résumé:

I. Cette affaire prend place dans le cadre d'un litige opposant deux sociétés italiennes d'importation de laine au ministère italien de la santé à propos du paiement d'un droit fixe de visite sanitaire des laines importées de pays non membres de la Communauté. Ces sociétés invoquaient le règlement n° 827/68 portant organisation commune des marchés pour certains produits énumérés à l'annexe II du traité (*Journal officiel*, 1968, pp. 16-20), en ce qu'il interdisait aux États membres d'imposer des taxes d'effet équivalent aux droits de douane sur les «produits d'origine animale». Le ministère de la santé a objecté à cette argumentation que les laines ne sont pas comprises dans l'annexe II du traité, et qu'elles ne seraient par conséquent pas soumises à une organisation commune des marchés agricoles. Les juridictions de premier et second degré ayant donné raison au ministère de la santé, les demanderessees ont formé un pourvoi en cassation. Devant cette dernière juridiction, le ministère de la santé a argué que l'évidence de la solution à la question de l'interprétation de l'acte des institutions communautaires était telle qu'elle écartait la possibilité d'envisager un doute d'interprétation, et qu'elle était donc de nature à exclure l'exigence d'un renvoi préjudiciel devant la Cour de justice. Les demanderessees ont défendu la thèse opposée, en soutenant qu'une question sur l'interprétation d'un règlement étant soulevée devant la Cour de cassation, juridiction dont les décisions ne sont susceptibles d'aucun recours en droit interne, cette dernière ne pouvait se dérober à l'obligation de saisir la Cour de justice, en vertu de l'article 177.3 du traité CEE. Au vu de ces thèses opposées, la Cour de cassation a décidé de surseoir à statuer et de poser à la Cour de justice une question préjudicielle portant sur les éventuelles limitations à l'obligation de renvoi préjudiciel qui incombe aux juridictions nationales de dernière instance.

II. Dans sa réponse, la Cour de justice a interprété l'article 177.3 du traité et introduit les conditions d'une éventuelle limitation de l'obligation de renvoi.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

*Identification:* ECJ-1984-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 10.04.1984 / **e)** 14/83 / **f)** Sabine von Colson et Elisabeth Kamann c. Land Nordrhein-Westfalen / **g)** *Recueil*, 1891 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.3.9 Sources – Techniques de contrôle – **Interprétation téléologique.**

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droit communautaire, droit national, interprétation favorable au droit communautaire, limites.

Sommaire (points de droit):

L'obligation des États membres, découlant d'une directive, d'atteindre le résultat prévu par celle-ci, ainsi que leur devoir en vertu de l'article 5 du traité de prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution de cette obligation, s'imposent à toutes les autorités des États membres y compris, dans le cadre de leurs compétences, les autorités juridictionnelles. Il s'ensuit qu'en appliquant le droit national, et notamment les dispositions d'une loi nationale spécialement introduite en vue d'exécuter une directive, la juridiction nationale est tenue d'interpréter son droit national à la lumière du texte et de la finalité de la directive.

Il appartient à la juridiction nationale de donner à la loi prise pour l'application de la directive, dans toute la mesure ou une marge d'appréciation lui est accordée par son droit national, une interprétation et une application conformes aux exigences du droit communautaire.

Résumé:

I. En 1982, deux postes d'assistant social étaient à pourvoir dans l'établissement pénitentiaire de Werl. Les deux demanderesse dans la procédure au principal ont posé leur candidature à ces emplois. Deux candidats de sexe masculin ont été finalement engagés. Les demanderesse ont saisi l'*Arbeitsgericht* de Hamm d'un recours dirigé contre le *Land de Nordrhein-Westfalen* qui administre l'établissement pénitentiaire de Werl. Ce recours tendait à faire dire pour droit que c'est uniquement en raison de leur sexe qu'elles n'avaient pas été engagées. En conséquence, elles ont demandé que le Land défendeur soit condamné à leur offrir un contrat de travail dans ledit établissement pénitentiaire, ou subsidiairement à leur payer des dommages et intérêts équivalant à six mois de salaire. Par une deuxième demande subsidiaire, la demanderesse von Colson a demandé le remboursement de frais de déplacement exposés à l'occasion de sa candidature à cet emploi. L'*Arbeitsgericht* a jugé que les demanderesse s'étaient vu refuser ces emplois en raison de leur sexe.

Néanmoins, il a estimé ne pas pouvoir faire droit à leurs demandes en vertu du droit allemand, à l'exception de la demande subsidiaire de la requérante von Colson couvrant ses frais de déplacement.

En vue de déterminer les règles juridiques applicables au niveau communautaire en cas de discrimination dans l'accès à l'emploi, la juridiction de renvoi estime devoir obtenir de la Cour une interprétation de certaines dispositions de la directive 76/207 du Conseil du 9 février 1976 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail (*Journal officiel*, L 39, p. 40).

La directive en cause énonce essentiellement le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, ce qui implique l'obligation de supprimer les dispositions incompatibles avec ce principe. L'article 6 de la directive garantit en complément la protection juridictionnelle des droits pouvant résulter de celle-ci. Enfin, les États membres doivent mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour appliquer la directive.

II. Dans cet arrêt de principe, la Cour de justice a considéré que, lorsque le conflit oppose des normes communautaires dépourvues d'effet direct à des normes internes, les justiciables peuvent solliciter de leur juge national une interprétation du droit interne permettant l'effectivité du droit communautaire.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

*Identification:* ECJ-1985-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 19.09.1985 / **e)** 194 à 206/83 / **f)** Asteris c. Commission / **g)** *Recueil*, 2815 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.5.9 Institutions – Organes législatifs – **Responsabilité.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Responsabilité, Communauté, règle supérieure de droit, violation, suffisamment caractérisée.

Sommaire (points de droit):

La responsabilité de la Communauté ne peut être engagée qu'en présence d'une violation suffisamment caractérisée d'une règle supérieure de droit protégeant les particuliers. La constatation d'un fait qu'un acte réglementaire n'est pas valide ne suffit pas pour engager cette responsabilité, étant donné qu'on peut exiger des particuliers qu'ils supportent, dans des limites raisonnables, certains effets préjudiciables à leurs intérêts économiques engendrés par un acte normatif, même si celui-ci est reconnu non valide. Une indemnisation ne saurait entrer en ligne de compte que si l'institution concernée a méconnu, de manière manifeste et grave, les limites qui s'imposent à l'exercice de ses pouvoirs. Ces conditions ne sont pas remplies dans l'hypothèse d'une erreur technique commise par la Commission dans la gestion d'une organisation commune de marché qui, tout en ayant abouti objectivement à une inégalité de traitement à l'égard de certains producteurs, n'a pas constitué une violation caractérisée d'une règle supérieure de droit.

Résumé:

I. Les requérantes, treize sociétés grecques productrices de concentré de tomates, ont introduit, en vertu des articles 178 et 215.2 du traité CEE, des recours contre la Commission européenne visant à la réparation du dommage qu'elles prétendaient avoir subi à la suite d'une fixation incorrecte de l'aide communautaire aux concentrés de tomates pendant les campagnes 1981-1982 et 1982-1983.

Dans son arrêt *République hellénique c. Commission* (affaire 192/83), la Cour avait déclaré illégal le système des coefficients utilisé dans le règlement de la Commission n° 1962/81 portant fixation des coefficients valables pour la campagne 1983-1984. Par identité de motifs, la Cour a donc également reconnu comme illégaux les règlements n° 1962/81 et n° 1602/82, portant fixation des coefficients pour, respectivement, les campagnes 1981-1982 et 1982-1983. La Cour s'est ensuite posé la question de savoir si l'illégalité constatée constituait une base suffisante pour juger que la responsabilité de la Communauté était engagée. Après avoir rappelé sa jurisprudence en la matière, la Cour précise les conditions nécessaires à l'engagement de la responsabilité de la Communauté.

II. Dans le cas d'espèce, elle a conclu que ces conditions n'étaient pas remplies et que la responsabilité de la Communauté ne pouvait pas être considérée comme engagée.

Langues:

Danois, allemand, anglais, français, italien, néerlandais, espagnol, grec.

*Identification:* ECJ-1986-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 23.04.1986 / **e)** 294/83 / **f)** Parti écologiste «Les Verts» c. Parlement européen / **g)** *Recueil*, 1339 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

4.17.3 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre les institutions de l'UE.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Recours en annulation, recevabilité / Parlement européen, actes, attaques, légitimation passive / Requérant, intérêt à agir.

Sommaire (points de droit):

Une interprétation de l'article 173 du traité CEE qui exclurait les actes du Parlement européen de ceux qui peuvent être attaqués par la voie du recours en annulation aboutirait à un résultat contraire tant à l'esprit du traité tel qu'il a été exprimé dans l'article 164 qu'à son système, qui veut qu'un recours direct soit ouvert contre toutes dispositions prises par les institutions et visant à produire un effet juridique. Les actes que le Parlement européen adopté dans la sphère du traité CEE pourraient, en effet, sans que la possibilité soit ouverte de les déférer au contrôle de la Cour, empiéter sur les compétences des États membres ou des autres institutions ou outrepasser les limites qui sont tracées aux compétences de leur auteur. Il convient, dès lors, de considérer que le recours en annulation peut être dirigé contre les actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers.

Résumé:

I. En 1982, le bureau du Parlement européen a adopté, sur proposition des présidents des groupes politiques, une décision concernant la répartition de certains crédits du budget général des Communautés européennes destinés à la campagne pour les élections au Parlement européen des partis politiques. En 1983, le bureau élargi du Parlement européen a adopté les règles concernant l'utilisation de ces crédits.

Selon le parti écologiste «Les Verts», cette répartition favorisait les formations politiques les plus importantes, en particulier celles qui étaient déjà présentes lors de l'élection précédente.

C'est dans ce contexte que ce parti a intenté un recours en annulation contre les deux décisions du bureau du Parlement européen.

II. La Cour de justice a annulé les décisions sur le fondement de la violation de l'article 7.2 de l'acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct du 20 septembre 1976, qui prévoit que le remboursement des frais de campagne électorale et la détermination de ses modalités relèvent de la compétence des États membres.

L'article 173 du traité établissait que les actes attaques devaient émaner du Conseil ou de la Commission, sans que soit mentionné le Parlement. La Cour aura, par cet arrêt, élargi les dispositions de cet article aux actes du Parlement, établissant une légitimation passive de cette institution.

De plus, la Cour aura apporté des précisions sur la notion d'«intérêt à agir» du requérant, par rapport à sa jurisprudence antérieure et notamment son arrêt *Plauman contre Commission* du 15 juillet 1963 (affaire C-25/62, *Recueil* p. 199).

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

*Identification: ECJ-1986-S-002*

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 15.05.1986 / **e)** 222/84 / **f)** Marguerite Johnston c. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary / **g)** *Recueil*, 1651 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.1.1.4.4 Sources – Catégories – Règles écrites – Instruments internationaux – **Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950.**

2.3.9 Sources – Techniques de contrôle – **Interprétation téléologique.**

5.3.13.2 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable – **Recours effectif.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

État, obligation d'assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

Comme il a été reconnu par la déclaration commune de l'assemblée, du Conseil et de la Commission, en date du 5 avril 1977, et par la jurisprudence de la Cour, il convient, dans le cadre du droit communautaire, de tenir compte des principes dont s'inspire la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le principe d'un contrôle juridictionnel effectif consacré par l'article 6 de la directive 76/207, principe qui se trouve à la base des traditions constitutionnelles communes aux États membres et qu'ont consacré les articles 6 et 13 CEDH, s'oppose à ce qu'un effet de preuve irréfutable, excluant tout pouvoir de contrôle du juge, soit reconnu à un certificat d'une autorité nationale, affirmant qu'il est satisfait aux conditions requises pour déroger au principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes aux fins de la protection de la sécurité publique. La disposition de l'article 6 selon laquelle toute personne qui s'estime lésée par une discrimination entre hommes et femmes doit disposer d'un recours juridictionnel effectif peut être invoquée par des particuliers à l'encontre d'un État membre qui n'en assurerait pas l'entière application dans son ordre juridique interne.

L'obligation des États membres d'atteindre le résultat prévu par une directive, ainsi que leur devoir, en vertu de l'article 5 du traité CEE, de prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution de cette obligation, s'imposent à toutes les autorités des États membres, y compris, dans le cadre de leurs compétences, les autorités juridictionnelles. Il s'ensuit qu'en appliquant le droit national, et notamment les dispositions d'une loi nationale spécialement introduite en vue d'exécuter une directive, la juridiction nationale est tenue d'interpréter son droit national à la lumière du texte et de la finalité de la directive pour atteindre le résultat visé par l'article 189.3 du traité CEE.

Résumé:

I. Au Royaume-Uni, les policiers ne portent, en général, pas d'armes à feu dans l'exercice de leurs fonctions, et aucune différence n'est faite à cet égard entre les hommes et les femmes. Néanmoins, en

raison du nombre élevé d'attentats dont des policiers avaient été victimes en Irlande du Nord, le *Chief Constable* de la *Royal Ulster Constabulary* (ci-après, «RUC» – Police de l'Irlande du Nord) a estimé ne pas pouvoir maintenir cette pratique. Il a donc décidé que les hommes porteraient des armes à feu dans l'exercice normal de leurs fonctions, mais que les femmes n'en seraient pas équipées et ne recevraient pas de formation au maniement et au tir d'armes à feu. C'est dans ce cadre que M^{me} Johnston s'est vu refuser le renouvellement de son contrat d'auxiliaire de police à temps complet, après deux contrats successifs de trois ans, ce qui était pourtant la pratique. Le *Chief Constable* avait en effet adopté une nouvelle politique d'embauche, selon laquelle il n'était plus opportun d'offrir ou de renouveler des contrats à des femmes, les tâches de police comportant fréquemment des missions nécessitant le port d'armes, et les effectifs féminins étant suffisants eu égard aux tâches qui leur étaient généralement confiées. M^{me} Johnston a introduit un recours contre cette décision devant l'Industrial Tribunal, en faisant valoir qu'elle avait fait l'objet d'une discrimination illégale, interdite par le *Sex Discrimination (Northern Ireland) Order 1976*. Au cours de la procédure, le *Chief Constable* a invoqué l'article 53 du *Sex Discrimination Order*, qui stipule que les dispositions de cette réglementation «ne peuvent avoir pour effet de rendre illégal un acte intervenu aux fins de sauvegarder la sûreté de l'État ou de protéger la sécurité ou l'ordre publics», et a présenté le certificat signé par le ministre constituant, selon cet article, la preuve irréfutable que l'acte refusant le renouvellement de contrat de M^{me} Johnston était intervenu aux fins de sauvegarder la sûreté de l'État et de protéger la sécurité et l'ordre publics. M^{me} Johnston s'est alors référée aux dispositions de la directive 76/207 (*Journal officiel*, 1976, pp. 40-42) relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, notamment son article 6 qui énonce que toute personne qui s'estime lésée par une discrimination doit pouvoir faire valoir ses droits par voie juridictionnelle. L'Industrial Tribunal a décidé de surseoir à statuer et d'interroger la Cour de justice à titre préjudiciel.

II. Dans sa réponse, la Cour se prononce sur la compatibilité de l'article 53 du *Sex Discrimination Order* avec l'article 6 de la directive, et érige en principe général de droit le principe d'un recours juridictionnel effectif, en se référant à la Convention européenne des Droits de l'Homme et aux traditions constitutionnelles communes aux États membres.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

*Identification:* ECJ-1987-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 26.03.1987 / **e)** 45/86 / **f)** Commission des Communautés européennes c. Conseil des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, 1493 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.17.4 Institutions – Union européenne – **Procédure normative.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Contrôle judiciaire.

Sommaire (points de droit):

Pour satisfaire à l'obligation de motivation imposée par l'article 190 du traité, il est nécessaire que les actes communautaires comprennent l'exposé des éléments de fait et de droit sur lesquels l'institution s'est fondée, de sorte que la Cour puisse exercer son contrôle et que tant les États membres que les intéressés connaissent les conditions dans lesquelles les institutions communautaires ont fait application du traité.

Si l'omission, dans la motivation, de la référence à une disposition précise du traité CE peut ne pas constituer un vice substantiel lorsque la base juridique de l'acte peut être déterminée à l'aide d'autres éléments de celui-ci, une telle référence explicite est cependant indispensable lorsque, à défaut de celle-ci, les intéressés et la Cour sont laissés dans l'incertitude quant à la base juridique précise retenue.

Dans le cadre du système des compétences de la Communauté, le choix de la base juridique d'un acte ne peut pas dépendre seulement de la conviction d'une institution quant au but poursuivi, mais doit se fonder sur des éléments objectifs susceptibles de contrôle juridictionnel.

Résumé:

I. Le système de préférences généralisées est constitué par une suspension des droits de douane inscrits dans le tarif douanier commun en vue de faciliter l'importation de certains produits en provenance de certains pays en voie de développement.

Pour l'année 1986, ce système a été mis en œuvre par trois règlements du Conseil concernant les produits textiles, industriels et agricoles.

La Commission souhaitait faire annuler les deux premiers de ces règlements qui visaient simplement le traité CEE comme base juridique. La Commission avait, en effet, proposé de rajouter à la mention «vu le traité instituant la communauté économique européenne» l'expression «et notamment son article 113», ce qui a été refusé par le Conseil.

II. Selon la Cour de justice, le choix de la base juridique d'un acte ne peut pas dépendre seulement de la conviction d'une institution quant au but poursuivi, mais doit se fonder sur des éléments objectifs susceptibles de contrôle juridictionnel.

La Cour a jugé que les règlements attaqués étaient des actes qui relevaient de la politique commerciale commune et que le Conseil était compétent pour les arrêter en vertu de l'article 113 du traité CEE, mais n'était pas fondé à se baser sur l'article 235 du traité CEE.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1987-S-002

a) Union européenne / b) Cour de justice des Communautés européennes / c) / d) 22.10.1987 / e) 314/85 / f) Foto-Frost c. Hauptzollamt Lübeck-Ost / g) *Recueil*, 4199 / h) CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.7.1.1 Institutions – Organes juridictionnels – Compétences – **Compétence exclusive.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droit communautaire, juridiction, nationale, compétence / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

Les juridictions nationales dont les décisions sont susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne peuvent examiner la validité d'un acte communautaire, et, si elles n'estiment pas fondés les moyens d'invalidité que les parties invoquent devant elles, rejeter ces moyens en concluant que l'acte est pleinement valide. Par contre, les juridictions nationales, que leurs décisions soient ou non susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, ne sont pas compétentes pour constater elles-mêmes l'invalidité des actes des institutions communautaires.

Cette solution est commandée, en premier lieu, par l'exigence d'uniformité dans l'application du droit communautaire. Des divergences entre les juridictions des États membres quant à la validité des actes communautaires seraient en effet susceptibles de compromettre l'unité même de l'ordre juridique communautaire et de porter atteinte à l'exigence fondamentale de la sécurité juridique.

Elle est imposée, en second lieu, par la nécessaire cohérence du système de protection juridictionnelle institué par le traité CEE. Celui-ci a, en effet, par ses articles 173 et 184 du traité CEE, d'une part, et 177 du traité CEE, d'autre part, établi un système complet de voies de recours et de procédures destiné à confier à la Cour de justice le contrôle de la légalité des actes des institutions. L'article 173 du traité CEE attribuant compétence exclusive à la Cour pour annuler un acte d'une institution communautaire, la cohérence du système exige que le pouvoir de constater l'invalidité du même acte, si elle est

soulevée devant une juridiction nationale, soit également réservé à la Cour.

Cette répartition de compétence est susceptible de recevoir des aménagements sous certaines conditions dans l'hypothèse d'une contestation de validité soulevée, devant le juge national, dans le cadre d'une procédure de référé.

Résumé:

I. Foto-Frost est une société établie en République fédérale d'Allemagne qui pratique l'importation, l'exportation et le commerce en gros d'articles photographiques. Elle a notamment importé et vendu en République fédérale d'Allemagne des marchandises originaires de la République démocratique allemande, mais achetées auprès de commerçants établis au Danemark et au Royaume-Uni. Le bureau des douanes compétent avait d'abord admis ces marchandises en exonération de droits à l'importation, considérant qu'elles étaient originaires de la République démocratique allemande, et ce en vertu du régime prévu par le Protocole relatif au commerce intérieur allemand (Traité instituant la Communauté économique européenne, Protocole relatif au commerce intérieur allemand et aux problèmes connexes, 25 mars 1957). Cependant, à la suite d'un contrôle approfondi, le bureau principal des douanes a considéré qu'en vertu de la législation douanière allemande, les droits de douanes étaient dus. Il a cependant décidé de ne pas procéder à leur recouvrement 'a posteriori', considérant que Foto-Frost remplissait les conditions exigées par l'article 5.2 du règlement n° 1697/79 (*Journal officiel*, 1979, pp. 1-3). Cet article permettait aux autorités compétentes de ne pas procéder à un tel recouvrement lorsque les droits à l'importation n'avaient pas été perçus à la suite d'une erreur des autorités compétentes, erreur qui ne pouvait raisonnablement être décelée par le redevable, et si ce dernier avait agi de bonne foi et observé toutes les dispositions prévues par la réglementation en vigueur en ce qui concerne sa déclaration en douane. Le montant des droits de douane en cause étant supérieur à 2 000 Écus, le bureau principal des douanes ne pouvait décider lui-même de ne pas procéder au recouvrement. Le ministre fédéral des Finances a dès lors saisi la Commission sur ce point et celle-ci lui a répondu que le recouvrement devait être effectué. C'est suite à cette décision de la Commission que le bureau des douanes a émis un avis de recouvrement 'a posteriori' à l'encontre de Foto-Frost, qui a contesté cet avis devant la juridiction allemande compétente. Cette dernière, qui considérait que la validité de la décision de la Commission était douteuse, a décidé de surseoir à statuer et d'interroger la Cour de justice à titre

préjudiciel, notamment sur la possibilité pour les juridictions nationales de se prononcer sur la validité des actes communautaires.

II. Dans sa réponse, la Cour précise sa jurisprudence relative à la répartition des compétences entre les juridictions nationales et communautaires, et pose l'interdiction pour les juridictions nationales de déclarer invalides les actes des institutions communautaires. Dans le cas d'espèce, la Cour a jugé la décision de la Commission invalide.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1988-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 21.09.1988 / **e)** 46/87 et 227/88 / **f)** Hoechst AG c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, 2859 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thesaurus systématique:

3.13 Principes généraux – **Légalité.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

5.3.13 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – **Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Intervention, disproportionnée ou arbitraire, puissance publique / Commission européenne, rôle.

Sommaire (points de droit):

Si la reconnaissance d'un droit fondamental à l'inviolabilité du domicile en ce qui concerne le domicile privé des personnes physiques s'impose dans l'ordre juridique communautaire en tant que principe commun aux droits des États membres, il n'en va pas de même en ce qui concerne les

entreprises, car les systèmes juridiques des États membres présentent des divergences non négligeables en ce qui concerne la nature et le degré de protection des locaux commerciaux face aux interventions des autorités publiques. On ne saurait tirer une conclusion différente de l'article 8 CEDH.

Il n'en demeure pas moins que, dans tous les systèmes juridiques des États membres, les interventions de la puissance publique dans la sphère d'activité privée de toute personne, qu'elle soit physique ou morale, doivent avoir un fondement légal et être justifiées par les raisons prévues par la loi et que ces systèmes prévoient, en conséquence, bien qu'avec des modalités différentes, une protection face à des interventions qui seraient arbitraires ou disproportionnées. L'exigence d'une telle protection doit donc être reconnue comme un principe général du droit communautaire.

L'exercice des larges pouvoirs d'investigation dont dispose la Commission est cependant soumis à des conditions de nature à garantir le respect des droits des entreprises concernées. À cet égard, l'obligation pour la Commission d'indiquer l'objet et le but d'une vérification constitue une exigence fondamentale en vue non seulement de faire apparaître le caractère justifié de l'intervention envisagée à l'intérieur des entreprises concernées, mais aussi de mettre celles-ci en mesure de saisir la portée de leur devoir de collaboration tout en préservant leurs droits de la défense.

Il résulte de l'article 14.6 du règlement n° 17, que c'est à chaque État membre qu'il appartient de régler les conditions dans lesquelles est fournie l'assistance des autorités nationales aux agents de la Commission. À cet égard, les États membres sont tenus d'assurer l'efficacité de l'action de la Commission tout en respectant les principes généraux du droit communautaire. Dans ces limites, c'est le droit national qui définit les modalités procédurales appropriées pour garantir le respect des droits des entreprises.

Ces règles nationales de procédure doivent être respectées par la Commission, qui doit, en outre, veiller à ce que l'instance compétente en vertu du droit national dispose de tous les éléments nécessaires pour lui permettre d'exercer le contrôle qui lui est propre.

Cette instance – qu'elle soit judiciaire ou non – ne saurait, à cette occasion, substituer sa propre appréciation du caractère nécessaire des vérifications ordonnées à celle de la Commission, dont les évaluations de fait et de droit ne sont soumises qu'au contrôle de légalité de la Cour. En revanche, il entre

dans les pouvoirs de l'instance nationale d'examiner, après avoir constaté l'authenticité de la décision de vérification, si les mesures de contrainte envisagées ne sont pas arbitraires ou excessives par rapport à l'objet de la vérification et de veiller au respect des règles du droit national dans le déroulement de ces mesures.

Résumé:

I. Ayant eu connaissance de l'existence d'accords ou de pratiques concertées concernant la fixation de prix et de quotas de livraison de PVC et de polyéthylène entre certains producteurs et fournisseurs de ces substances dans la Communauté, la Commission a adopté une décision en 1987 afin de procéder à une vérification auprès de plusieurs entreprises, dont l'entreprise Hoechst, la requérante.

Munis de cette décision, un fonctionnaire de l'autorité allemande compétente en matière de concurrence et deux fonctionnaires de la Commission se sont présentés auprès de la requérante pour effectuer la vérification de manière inopinée. Considérant qu'il s'agissait d'une perquisition illégale, à défaut de mandat judiciaire préalable, la requérante a refusé de se soumettre à la vérification.

Après trois tentatives de vérification qui se sont soldées par un échec, la Commission a adopté une décision infligeant une astreinte de 1000 écus par jour de retard à la requérante, afin que celle-ci se soumette à la vérification.

L'*Amtsgericht de Francfort* a rejeté la demande de l'autorité de la concurrence allemande visant à obtenir un mandat de perquisition, au motif qu'aucun élément de fait susceptible de fonder la présomption de l'existence d'accords ou de pratiques concertées ne lui avait été fourni.

Dans l'affaire C-46/87 R, le président de la Cour a rejeté par ordonnance la demande de la requérante visant à obtenir le sursis à l'exécution des décisions litigieuses.

Finalement, le 31 mars 1987, l'autorité de la concurrence allemande a réussi à obtenir de l'*Amtsgericht de Francfort* un mandat de perquisition délivré directement en faveur de la Commission. La requérante a cette fois laissé la Commission procéder à la vérification en raison du mandat judiciaire.

Eu égard à ces faits, la Commission, par sa décision litigieuse du 26 mai 1988, a fixé une astreinte définitive de 55 000 écus, à savoir 1000 écus par

jour, à la requérante pour ne pas s'être soumise dès le début à la vérification.

C'est dans ce contexte que l'entreprise Hoechst a introduit des recours en annulation des trois décisions litigieuses de la Commission.

II. Dans cet arrêt, la Cour de justice refuse de reconnaître que le droit à l'inviolabilité du domicile consacré par l'article 8 CEDH puisse s'appliquer à des entreprises. Cependant, la Cour a affirmé que toute personne physique ou morale doit être protégée face à des interventions arbitraires ou disproportionnées de la puissance publique.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1990-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 22.05.1990 / **e)** C-70/88 / **f)** Parlement européen c. Conseil des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, I-2041 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.17.1.1 Institutions – Union européenne – Structure institutionnelle – **Parlement européen**.

4.17.3 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre les institutions de l'UE**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Contrôle judiciaire / Recours en annulation, recevabilité.

Sommaire (points de droit):

En mettant en place un système de répartition des compétences entre les différentes institutions de la Communauté, qui attribue à chacune sa mission propre dans la structure institutionnelle de la Communauté et dans la réalisation des tâches confiées à celle-ci, les traités ont créé un équilibre

institutionnel. Le respect de cet équilibre implique que chacune des institutions exerce ses compétences dans le respect de celles des autres. Il exige aussi que tout manquement à cette règle, s'il vient à se produire, puisse être sanctionné.

La Cour, chargée, en vertu des traités, de veiller au respect du droit dans leur interprétation et dans leur application, doit être en mesure d'assurer le maintien de l'équilibre institutionnel, ce qui implique le contrôle juridictionnel du respect des prérogatives des différentes institutions à travers des voies de droit appropriées.

Bien que les traités ne comportent aucune disposition prévoyant le droit de recours en annulation en faveur du Parlement, l'intérêt fondamental qui s'attache au maintien et au respect de l'équilibre institutionnel qu'ils instituent interdit que le Parlement, contrairement aux autres institutions, puisse être atteint dans ses prérogatives sans disposer d'un recours juridictionnel, parmi ceux prévus par les traités, qui puisse être exercé de manière certaine et efficace.

Par conséquent, le Parlement est recevable à saisir la Cour d'un recours en annulation dirigé contre un acte du Conseil ou de la Commission, à la condition que ce recours ne tende qu'à la sauvegarde de ses prérogatives et qu'il ne se fonde que sur des moyens tirés de la violation de celles-ci. Sous cette réserve, le recours en annulation du Parlement est soumis aux règles prévues par les traités pour le recours en annulation des autres institutions.

Résumé:

I. Suite à la catastrophe de Tchernobyl, le Conseil a adopté, sur proposition de la Commission, le règlement (Euratom) n° 3954/87 relatif aux niveaux maximums admissibles de contamination radioactive des denrées alimentaires (*Journal officiel*, L 371, 1987, pp. 11-13). Lors de l'élaboration de ce règlement, et conformément à la procédure prévue à l'article 31 du traité CEEA, la Commission a consulté le Parlement. Ce dernier a exprimé son désaccord sur la base juridique de l'article 31 CEEA et, estimant que le processus d'adoption de l'acte relève de la procédure de coopération, a demandé à la Commission de lui présenter une nouvelle proposition fondée sur l'article 100 A du traité CEE. La Commission n'a pas donné suite à cette demande et le Conseil a arrêté le règlement sur la base de l'article 31 du traité CEEA, ce qui a conduit le Parlement à tenter un recours en annulation devant la Cour de justice. Le Conseil a alors soulevé une exception d'irrecevabilité: selon lui, le Parlement ne dispose pas du droit d'agir en annulation selon le traité, en particulier son article 173 CEE.

II. Dans son arrêt interlocutoire, la Cour a reconnu, sous certaines conditions, un droit de recours en annulation au profit du Parlement, bien que les Traités n'en fassent pas état. La procédure a donc été poursuivie quant au fond et a conduit à l'arrêt C-70/88 du 4 octobre 1991, dans lequel le recours du Parlement a été rejeté.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1990-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 19.06.1990 / **e)** C-213/89 / **f)** The Queen c. Secretary of State for Transport, *ex parte*: Factortame Ltd e.a. / **g)** *Recueil*, I-2433 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

4.7.1 Institutions – Organes juridictionnels – **Compétences.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droit communautaire, juridiction, nationale, mesure provision, efficacité.

Sommaire (points de droit):

Il incombe aux juridictions nationales, par application du principe de coopération énoncé à l'article 5 du traité CEE, d'assurer la protection juridique découlant pour les justiciables de l'effet direct des dispositions du droit communautaire.

Serait incompatible avec les exigences inhérentes à la nature même du droit communautaire toute disposition d'un ordre juridique national ou toute pratique, législative, administrative ou judiciaire, qui

aurait pour effet de diminuer l'efficacité du droit communautaire par le fait de refuser au juge compétent pour appliquer ce droit le pouvoir de faire, au moment même de cette application, tout ce qui est nécessaire pour écarter les dispositions législatives nationales formant éventuellement obstacle, même temporaire, à la pleine efficacité des normes communautaires.

La pleine efficacité du droit communautaire se trouverait tout aussi diminuée si une règle du droit national pouvait empêcher le juge saisi d'un litige régi par le droit communautaire d'accorder des mesures provisoires en vue de garantir la pleine efficacité de la décision juridictionnelle à intervenir sur l'existence des droits invoqués sur la base du droit communautaire. Il en résulte que le juge qui, dans ces circonstances, accorderait des mesures provisoires s'il ne se heurtait pas à une règle de droit national est obligé d'écarter l'application de cette règle.

Cette interprétation est corroborée par le système instauré par l'article 177 du traité CEE, dont l'effet utile serait amoindri si la juridiction nationale qui sursoit à statuer jusqu'à ce que la Cour réponde à sa question préjudicielle ne pouvait pas accorder des mesures provisoires jusqu'au prononcé de sa décision prise à la suite de la réponse de la Cour.

Résumé:

I. Le Parlement britannique avait voté une loi, le *Merchant Shipping Act* de 1988, modifiant celui de 1894, concernant l'immatriculation des navires de pêche. Selon cette loi, la nationalité britannique était imposée pour battre pavillon britannique. De fait, un navire espagnol par son propriétaire et son équipage, mais battant pavillon britannique en vertu de la loi de 1894, et utilisant des quotas de pêche du Royaume-Uni, perdait le droit d'être immatriculé. Le Royaume-Uni a procédé à cette modification afin de mettre un terme à la pratique dite du «*quota-hopping*», à savoir la pratique qui, selon le Gouvernement du Royaume-Uni, consiste dans le pillage des quotas de pêche attribués au Royaume-Uni par des navires battant pavillon britannique, mais qui ne sont pas authentiquement britanniques.

Dans le cadre d'un litige opposant le *Secretary of State for Transport* et la société *Factortame* et d'autres sociétés, la *House of Lords* a saisi, en 1989, la Cour de justice à titre préjudiciel, à propos de l'interprétation du droit communautaire et de l'étendue du pouvoir des juridictions nationales pour ordonner des mesures provisoires lorsque sont en cause des droits qui seraient conférés par le droit communautaire.

II. En rappelant son arrêt *Simmenthal* (affaire C-106/77, *Recueil*, p. 629), la Cour de justice considère que le droit communautaire permet à la juridiction nationale d'ordonner des mesures provisoires dans un litige concernant le droit communautaire, en écartant l'application d'une règle de droit national, peu importe son rang dans la hiérarchie des normes, qui ferait obstacle à cette faculté d'ordonner des mesures provisoires.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1991-S-001

a) Union européenne / b) Cour de justice des Communautés européennes / c) / d) 21.02.1991 / e) C-143/88 et C-92/89 / f) Zuckerfabrik Süderdithmarschen AG c. Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest GmbH c. Hauptzollamt Paderborn / g) *Recueil*, I-415 / h) CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.2.1.6.4 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – Droit communautaire et droit national – **Droit communautaire dérivé et actes de droit interne non constitutionnels.**

4.7.1 Institutions – Organes juridictionnels – **Compétences.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Juridiction, nationale, acte administratif national, sursis, possibilité.

Sommaire (points de droit):

L'article 189 du traité CEE n'exclut pas le pouvoir, pour les juridictions nationales, d'accorder un sursis à l'exécution d'un acte administratif national pris sur la base d'un règlement communautaire.

En effet, en premier lieu, dans le cadre du recours en annulation, l'article 185 du traité CEE donne à la partie requérante la faculté de demander le sursis à l'exécution de l'acte attaqué et à la Cour la compétence pour l'octroyer. La cohérence du système de protection juridictionnelle provisoire exige dès lors que, dans le cadre d'un renvoi préjudiciel à opérer par le juge national, celui-ci puisse également ordonner le sursis à l'exécution d'un acte administratif national fondé sur un règlement communautaire dont la légalité est contestée et dont seule la Cour peut constater l'invalidité.

En second lieu, pour assurer l'effet utile de l'article 177 du traité CEE, la Cour a déjà reconnu aux juridictions nationales l'ayant saisie de questions préjudicielles en interprétation, en vue de trancher un problème de compatibilité entre une loi nationale et une règle communautaire, la possibilité de suspendre l'application de cette loi. La protection provisoire qui est assurée aux justiciables devant les juridictions nationales ne saurait varier, selon qu'ils contestent la compatibilité de dispositions de droit national avec le droit communautaire ou la validité d'actes communautaires de droit dérivé, dès lors que dans les deux cas, la contestation est fondée sur le droit communautaire lui-même.

Pour que la juridiction nationale puisse accorder un tel sursis, il faut qu'elle ait des doutes sérieux sur la validité de l'acte communautaire et que, pour le cas où la Cour ne serait pas déjà saisie de la question de validité de l'acte contesté, elle la lui renvoie elle-même; qu'il y ait urgence, le requérant étant menacé d'un préjudice grave et irréparable, et que soit dûment pris en compte l'intérêt de la Communauté. Cette prise en compte impose à la juridiction nationale de vérifier si l'acte communautaire qui est en cause ne se trouverait pas, à défaut d'application immédiate, privé de tout effet utile. Elle suppose en outre que cette juridiction ait la possibilité, lorsque le sursis à exécution est susceptible d'entraîner un risque financier pour la Communauté, d'exiger du requérant des garanties suffisantes.

Résumé:

I. Lors de la campagne de commercialisation du sucre 1986/1987, les restitutions à l'exportation financées par la Communauté en vue d'assurer l'écoulement dans les pays tiers des excédents de la production communautaire de sucre avaient été particulièrement élevées et la Communauté avait essuyé des pertes. Dans l'optique de résorber intégralement ces pertes, une cotisation de résorption spéciale a été instaurée par le règlement n° 1914/87 (*Journal officiel*, L 183, 1987, pp. 5-6). C'est au titre de cette cotisation spéciale que deux sociétés

fabricantes de sucre se virent imposer par leurs bureaux principaux des douanes respectifs le paiement de sommes importantes. Les réclamations de ces sociétés ayant été rejetées, elles ont intenté un recours devant les *Finanzgericht de Hambourg* et *Dusseldorf*. Ces juridictions ont fait droit à la demande des sociétés sucrières de surseoir à statuer et de poser des questions préjudicielles à la Cour de justice portant sur la validité du règlement n° 1914/87. Une des questions portait sur la répartition des compétences entre les juridictions nationales et communautaires et la possibilité, pour les juridictions nationales, d'accorder un sursis à l'exécution d'un acte administratif national pris sur la base d'un règlement communautaire.

II. La Cour a répondu qu'un tel sursis était possible et en a précisé les conditions. Pour le surplus, la Cour a estimé que le règlement n° 1914/87 était valide.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1991-S-002

a) Union européenne / b) Cour de justice des Communautés européennes / c) / d) 19.11.1991 / e) C-6/90 et C-9/90 / f) Andrea Francovich et Danila Bonifaci et autres c. République italienne / g) *Recueil*, I-5357 / h) CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct**.

4.7.16.1 Institutions – Organes juridictionnels – Responsabilité – **Responsabilité de l'État**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droit communautaire, responsabilité, État, fondement / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

La faculté, pour l'État membre destinataire d'une directive, de choisir parmi une multiplicité de moyens possibles en vue d'atteindre le résultat prescrit par celle-ci n'exclut pas la possibilité, pour les particuliers, de faire valoir devant les juridictions nationales les droits dont le contenu peut être déterminé avec une précision suffisante sur la base des seules dispositions de la directive.

Résumé:

I. La directive 80/987 a été adoptée en vue d'assurer aux travailleurs salariés un minimum communautaire de protection en cas d'insolvabilité de l'employeur, sans préjudice des dispositions plus favorables existant dans les États membres.

Les États membres étaient tenus de mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive dans un certain délai. Dans son arrêt du 2 février 1989 (*Commission contre Italie*, affaire C-22/87, *Recueil* p. 143), la Cour de justice a constaté le manquement de la République italienne, cette dernière n'ayant pas respecté son obligation de transposition de la directive.

M. Francovich, dans l'affaire C-6/90, avait travaillé pour une entreprise à Vicenza et n'avait reçu que des acomptes sur son salaire. La *Pretura di Vicenza* a condamné l'entreprise à payer une certaine somme, obligation qui n'a pas été remplie. Par conséquent, M. Francovich a invoqué le droit d'obtenir de l'État italien les garanties prévues par la directive 80/987 ou un dédommagement.

M^{me} Bonifaci, ainsi que trente-trois autres salariées, dans l'affaire C-9/90, avaient travaillé pour une entreprise à *Bassano del Grappa*, déclarée en faillite en 1985. Cinq ans plus tard, aucune somme ne leur avait été versée malgré la détention d'une créance de 253 millions de liras italiennes. Les requérantes ont donc cité la République italienne en justice devant le *Pretura di Bassano del Grappa*, compte tenu de l'obligation qui lui incombait d'appliquer la directive 80/987.

Dès lors, les deux juridictions italiennes ont posé des questions préjudicielles identiques à la Cour de justice. Ces questions portaient sur la faculté pour un particulier lésé par l'inexécution par l'État de la directive 80/987 – inexécution qui avait déjà été constatée par l'arrêt de la Cour de justice du 2 février 1989, précité – de mettre en cause la responsabilité de cet État.

II. La Cour a répondu par l'affirmative et a établi le principe de la responsabilité de l'État, celui-ci étant inhérent au système du traité CEE. La pleine efficacité des normes communautaires serait mise en cause et la protection des droits qu'elles reconnaissent serait affaiblie si les particuliers n'avaient pas la possibilité d'obtenir réparation lorsque leurs droits sont lésés par une violation du droit communautaire imputable à un État membre. Cette possibilité de réparation à charge de l'État membre est particulièrement indispensable lorsque le plein effet des normes communautaires est subordonné à la condition d'une action de la part de l'État et que, par conséquent, les particuliers ne peuvent pas, à défaut d'une telle action, faire valoir devant les juridictions nationales les droits qui leur sont reconnus par le droit communautaire.

Il en résulte que le principe de la responsabilité de l'État, pour les dommages causés aux particuliers par des violations du droit communautaire qui lui sont imputables, est inhérent au système du traité CEE.

Dans le cas d'un État membre qui méconnaît l'obligation lui incombant, en vertu de l'article 189.3 du traité, de prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre le résultat prescrit par une directive, la pleine efficacité de cette norme de droit communautaire impose un droit à réparation dès lors que trois conditions sont réunies, à savoir, en premier lieu, que le résultat prescrit par la directive comporte l'attribution de droits au profit des particuliers, en deuxième lieu, que le contenu de ces droits puisse être identifié sur la base des dispositions de la directive et, en troisième lieu, qu'il existe un lien de causalité entre la violation de l'obligation qui incombe à l'État et le dommage subi par les personnes lésées.

En l'absence d'une réglementation communautaire, c'est dans le cadre du droit national de la responsabilité qu'il incombe à l'État de réparer les conséquences du préjudice causé. Néanmoins, les conditions de fond et de forme fixées par les différentes législations nationales en la matière ne sauraient être moins favorables que celles qui concernent des réclamations semblables de nature interne et ne sauraient être aménagées de manière à rendre excessivement difficile ou pratiquement impossible l'obtention de la réparation.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1991-S-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 14.12.1991 / **e)** Avis 1/91 / **f)** Projet d'accord entre la Communauté européenne, d'une part, et les pays de l'Association européenne de libre-échange, d'autre part, portant sur la création de l'Espace économique européen / **g)** *Recueil*, I-6079 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thesaurus systématique:

2.3.9 Sources – Techniques de contrôle – **Interprétation téléologique.**

4.16.1 Institutions – Relations internationales – **Transfert de compétences aux institutions internationales.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Espace économique européen, accord, interprétation, compétence / Espace économique européen, système juridictionnel, droit communautaire, incompatibilité.

Sommaire (points de droit):

L'identité des termes des dispositions de l'accord portant sur la création de l'Espace économique européen (ci-après, «EEE») et des dispositions communautaires correspondantes ne signifie pas que les unes et les autres doivent nécessairement être interprétées de façon identique. En effet, un traité international doit être interprété non pas uniquement en fonction des termes dans lesquels il est rédigé, mais également à la lumière de ses objectifs.

S'agissant des objectifs de l'accord et de ceux du droit communautaire, il convient de constater que l'accord vise à l'application d'un régime de libre-échange et de concurrence dans les relations économiques et commerciales entre les parties contractantes. Pour la Communauté, en revanche, un tel régime s'est développé et s'insère dans l'ordre juridique communautaire dont les objectifs vont au-delà de ceux poursuivis par l'accord. En effet, le traité CEE vise à atteindre une intégration économique débouchant sur l'établissement d'un marché intérieur et d'une union économique et monétaire, l'ensemble des traités communautaires ayant pour objectif de faire progresser concrètement l'Union européenne.

S'agissant du contexte dans lequel s'inscrit l'objectif de l'accord, il diffère également de celui dans lequel se poursuivent les objectifs communautaires. EEE doit être réalisé sur la base d'un traité international qui ne crée que des droits et obligations entre les parties contractantes et ne prévoit aucun transfert de droits souverains au bénéfice des organes intergouvernementaux qu'il institue. En revanche, le traité CEE, bien que conclu sous la forme d'un accord international, n'en constitue pas moins la charte constitutionnelle d'une communauté de droit. Les traités communautaires ont en effet instauré un nouvel ordre juridique au profit duquel les États membres ont limité leurs droits souverains et dont les sujets sont non seulement les États mais également leurs ressortissants. Les caractéristiques essentielles de l'ordre juridique communautaire ainsi constitué sont, en particulier, sa primauté par rapport aux droits des États membres et l'effet direct de toutes une série de dispositions.

Lorsqu'un accord international conclu par la Communauté prévoit un système juridictionnel propre comprenant une juridiction compétente pour régler les différends entre les parties contractantes à cet accord et, par voie de conséquence, pour en interpréter les dispositions, les décisions de cette juridiction lient les institutions de la Communauté, y compris la Cour, notamment lorsque celle-ci est appelée à statuer sur l'interprétation de l'accord, en tant que celui-ci fait partie intégrante de l'ordre juridique communautaire.

Un accord international qui prévoit un tel système juridictionnel est, en principe, compatible avec le droit communautaire, la compétence de la Communauté en matière de relations internationales et sa capacité de conclure des accords internationaux comportant nécessairement la faculté de se soumettre aux décisions d'une juridiction créée en vertu de tels accords pour l'interprétation et l'application de leurs dispositions.

S'agissant de l'accord créant l'EEE, la question se présente cependant sous un jour particulier. En effet, d'une part, en reprenant une partie essentielle des règles qui régissent les relations économiques et commerciales à l'intérieur de la Communauté et qui constituent, pour la plupart, des dispositions fondamentales de l'ordre juridique communautaire, cet accord a pour effet d'insérer dans l'ordre juridique communautaire un vaste ensemble de règles juridiques qui est juxtaposé à un groupe de règles communautaires dont le libellé est identique. D'autre part, cet accord, en tant qu'il s'assigne un objectif d'application uniforme et d'égalité des conditions de concurrence, vise

nécessairement l'interprétation tant de ses dispositions que de celles correspondantes de l'ordre juridique communautaire.

Bien que l'accord oblige la Cour de l'EEE à interpréter les dispositions de l'accord à la lumière de la jurisprudence pertinente de la Cour de justice antérieure à la date de signature de l'accord, la Cour de l'EEE ne sera plus soumise à une telle obligation pour les décisions rendues par la Cour de justice après cette date. Par conséquent, l'objectif d'assurer l'homogénéité du droit dans l'ensemble de l'EEE commande non seulement l'interprétation des règles propres à cet accord, mais également celle des règles correspondantes du droit communautaire.

L'article 238 du traité CEE ne fournit aucune base pour instituer, par un accord international, un système juridictionnel qui porte atteinte à l'article 164 de ce traité et, plus généralement, aux fondements mêmes de la Communauté. Pour les mêmes raisons, une modification de l'article 238 ne saurait remédier à l'incompatibilité du système juridictionnel de l'accord avec le droit communautaire.

Résumé:

I. Dans le cadre de l'élaboration de l'Accord sur l'Espace Économique Européen (ci-après, «l'Accord EEE»), la Commission a demandé l'avis de la Cour de justice en vertu de l'article 228 du traité CEE.

II. Dans cet avis, et conformément à la demande de la Commission, la Cour s'est limitée à l'examen de la compatibilité du système de contrôle juridictionnel que l'Accord EEE envisageait de mettre en place. Le système proposé comportait notamment la mise en place d'une «Cour EEE» et en précisait le fonctionnement, la composition ainsi que ses relations avec la Cour de justice et sa jurisprudence antérieure. La Cour a examiné, notamment sous l'angle des objectifs différents de la Communauté et de l'EEE la compatibilité de ces règles avec le droit communautaire et a conclu que le système juridictionnel que l'Accord EEE envisageait de mettre en place était incompatible avec le traité CEE. Une des conséquences de cet avis a été que la Cour EEE n'a jamais été créée, laissant place au système actuel composé de deux cours de justice indépendantes, l'une pour les États membres de la Communauté, l'autre pour les États membres de l'AELE.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1992-S-001

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance des Communautés européennes / **c)** / **d)** 18.09.1992 / **e)** T-24/90 / **f)** Automec Srl c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, II-2223 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

4.17.4 Institutions – Union européenne – **Procédure normative.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droits, juridictions nationales, étendue / Commission européenne, droits, étendue de la protection, obligation.

Sommaire (points de droit):

Dès lors que, pour motiver le classement sans suite d'une plainte pour violation des règles communautaires de concurrence que lui a adressée une entreprise, la Commission fait état de ce que la plaignante peut faire valoir ses droits devant le juge national, il est nécessaire, pour le juge communautaire appelé à contrôler la légalité de ce classement, de vérifier si l'étendue de la protection que les juridictions nationales peuvent accorder aux droits que la plaignante tire des dispositions du traité CEE a été correctement appréciée par la Commission.

Résumé:

I. Automec Srl est un distributeur automobile italien qui avait conclu avec BMW un accord de distribution en Italie. Par la suite, BMW Italia SpA, filiale chargée du réseau de distribution en Italie, a informé Automec qu'elle ne renouvellerait pas le contrat de distribution. À la suite de cette exclusion, Automec a engagé une procédure judiciaire visant à obtenir une injonction ordonnant le maintien des relations contractuelles

antérieures, tandis que BMW Italie SpA a intenté une action en justice visant à ce que l'usage d'une marque de BMW par Automec soit interdit. C'est dans ce contexte qu'Automec a déposé, sur la base de l'article 3.2 du règlement n° 17 (*Journal officiel*, 1962, pp. 204-211), une plainte auprès de la Commission en faisant état d'une violation par BMW et BMW Italia SpA de l'article 85 du traité CEE. Un échange de vues préliminaire a eu lieu entre Automec et la Commission et, finalement, le Commissaire chargé de la concurrence a notifié à Automec sa décision de ne pas donner suite à sa plainte. Dans cette décision, la Commission précise qu'en vertu de l'article 6 du règlement n° 99/63/CEE (*Journal officiel*, 1963, pp. 2268-2270), elle dispose d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire quant à l'opportunité de lancer des poursuites à la suite d'une plainte dont elle est saisie. Automec a ensuite demandé l'annulation de cette décision devant le Tribunal.

II. Dans son jugement, le Tribunal précise les obligations de la Commission lorsqu'elle a été saisie d'une plainte, ainsi que l'étendue du contrôle par le juge communautaire des décisions de classement sans suite d'une plainte. En l'espèce, le Tribunal a estimé que la Commission avait respecté ses obligations et, partant, le recours d'Automec a été rejeté.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1993-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 16.01.1993 / **e)** C-320/90, C-321/90 et C-322/90 / **f)** *Telemarsicabruzzo SpA et autres c. Circostel, Ministero delle Poste e Telecomunicazioni e Ministero della Difesa* / **g)** *Recueil*, I-393 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

CJCE, question préjudicielle, question, cadre factuel et réglementaire.

Sommaire (points de droit):

La nécessité de parvenir à une interprétation du droit communautaire qui soit utile pour le juge national exige que celui-ci définisse le cadre factuel et réglementaire dans lequel s'insèrent les questions qu'il pose ou qu'à tout le moins il explique les hypothèses factuelles sur lesquelles ces questions sont fondées. Ces exigences valent tout particulièrement dans le domaine de la concurrence qui est caractérisé par des situations de fait et de droit complexes.

Résumé:

I. Les sociétés *Telemarsicabruzzo*, *Telaltitalia* et *Telezio*, trois sociétés privées de télévision, ont commencé à émettre localement dans le Lazio, région de Rome, entre 1983 et 1986. Elles ont utilisé certains canaux de télévision et les autorités italiennes leur ont adressé des ordonnances leur enjoignant de cesser d'émettre sur les canaux en question.

Les autorités nationales se fondaient notamment sur le fait que le ministère des Postes et des Télécommunications et le ministère de la Défense n'avaient pas procédé à la «coordination technique» qui est la condition préalable à l'utilisation des canaux en question par des sociétés privées.

Les sociétés ont contesté ces injonctions devant le tribunal administratif compétent qui les a confirmées. Par la suite, les sociétés ont saisi la *Pretura di Frascati* d'une demande en référé de sursis à l'exécution des injonctions. La juridiction a fait droit à ces demandes.

La *Pretura di Frascati* a posé à la Cour de justice deux questions préjudicielles relatives à l'interprétation des dispositions du traité en matière de concurrence. Pour expliquer ces questions, la juridiction nationale s'est limitée à citer l'article 86 du traité CEE et à déclarer qu'avait été soulevé devant elle un problème de compétence.

II. La Cour de justice a considéré que les informations qui lui avaient été fournies étaient trop fragmentaires et qu'il est nécessaire que le juge national définisse le cadre factuel et réglementaire dans lequel s'insèrent les questions qu'il pose.

Par conséquent, la Cour a refusé de répondre aux questions posées.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1994-S-001

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 14.07.1994 / **e)** C-91/92 / **f)** Paola Faccini Dori c. Recreb / **g)** *Recueil*, I-3325 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.3.9 Sources – Techniques de contrôle – **Interprétation téléologique.**

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communauté européenne, directive, application directe / Responsabilité, État, fondement / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

L'invocabilité des directives à l'encontre des entités étatiques est fondée sur le caractère contraignant que l'article 189 du traité CEE reconnaît à la directive, caractère contraignant qui n'existe qu'à l'égard de tout État membre destinataire et vise à éviter qu'un État puisse tirer avantage de sa méconnaissance du droit communautaire. Il serait inacceptable, en effet, que l'État auquel le législateur communautaire prescrit d'adopter certaines règles destinées à régir

ses rapports, ou ceux des entités étatiques, avec les particuliers et à conférer à ceux-ci le bénéfice de certains droits puisse invoquer l'inexécution de ses obligations en vue de priver les particuliers de ces droits.

Étendre ce principe au domaine des rapports entre les particuliers reviendrait à reconnaître à la Communauté le pouvoir d'édicter avec effet immédiat des obligations à la charge des particuliers alors qu'elle ne détient cette compétence que là où lui est attribué le pouvoir d'adopter des règlements.

Il s'ensuit que, à défaut de mesures de transposition dans les délais prescrits, un particulier ne peut pas se fonder sur une directive pour prétendre détenir un droit à l'égard d'un autre particulier et le faire valoir devant une juridiction nationale.

L'obligation des États membres, découlant d'une directive, d'atteindre le résultat prévu par celle-ci ainsi que leur devoir, en vertu de l'article 5 du traité CEE, de prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution de cette obligation s'imposent à toutes les autorités des États membres, y compris, dans le cadre de leurs compétences, les autorités juridictionnelles. Il s'ensuit qu'en appliquant le droit national, qu'il s'agisse de dispositions antérieures ou postérieures à la directive, la juridiction nationale appelée à l'interpréter est tenue de le faire dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive, pour atteindre le résultat visé par celle-ci et se conformer ainsi à l'article 189.3 du traité CEE.

Dans le cas où un État membre méconnaît l'obligation lui incombant, en vertu de l'article 189.3 du traité CEE, de transposer une directive et où le résultat prescrit par la directive ne peut être atteint par voie d'interprétation du droit national par les autorités juridictionnelles, le droit communautaire impose à cet État de réparer les dommages qu'il a causés aux particuliers en raison de l'absence de transposition de la directive dès lors que trois conditions sont réunies, à savoir, que le résultat prescrit par la directive comporte l'attribution de droits au profit des particuliers, que le contenu de ces droits puisse être identifié sur la base des dispositions de la directive et qu'il existe un lien de causalité entre la violation de l'obligation qui incombe à l'État et le dommage subi. En pareil cas, il appartient à la juridiction nationale d'assurer, dans le cadre du droit national de la responsabilité, le droit des personnes lésées à obtenir réparation.

Résumé:

I. M^{me} Faccini Dori, ressortissante italienne, avait conclu dans la gare centrale de Milan un contrat avec la société Interdiffusion Srl portant sur un cours d'anglais par correspondance. Quelques jours plus tard, elle a informé cette société de sa volonté d'annuler sa commande. Interdiffusion Srl lui a alors répondu qu'elle avait cédé sa créance à une autre société, Recreb Srl. M^{me} Faccini a donc réitéré sa démarche visant à l'annulation de sa souscription, en invoquant notamment le bénéfice de la faculté de renonciation prévue par la directive sur les contrats négociés en dehors des établissements commerciaux (*Journal officiel*, L 372, 1985, pp. 31-33), non encore transposée en droit italien. Cette directive prévoyait notamment un droit de résiliation d'un minimum de sept jours afin de donner au consommateur ayant contracté en dehors d'un établissement commercial la possibilité d'apprécier les obligations qui découlent du contrat. La société Recreb a cependant demandé au *Giudice conciliatore di Firenze* d'enjoindre à M^{me} Faccini Dori de lui payer la somme convenue, majorée des intérêts et des dépens, ce qui a été accordé par ordonnance unilatérale. M^{me} Faccini Dori a fait opposition contre cette injonction devant le même magistrat et a une nouvelle fois fait valoir qu'elle avait renoncé au contrat dans les conditions prescrites par la directive. La juridiction nationale s'est alors demandé si, nonobstant le défaut de transposition de la directive, elle pouvait en appliquer les dispositions. Par conséquent, elle a décidé de surseoir à statuer et de poser à la Cour de justice une question préjudicielle.

II. Dans sa réponse, la Cour rappelle sa jurisprudence relative à l'effet direct et souligne qu'à l'inverse des règlements et de certaines dispositions du traité, les directives ne peuvent pas produire d'effet direct horizontal, c'est-à-dire à l'égard des particuliers. La Cour juge cependant que les juridictions nationales, en tant qu'autorité des États membres, sont tenues d'atteindre le résultat prévu par les directives, et qu'elles peuvent y parvenir par voie d'interprétation ou par le biais de la responsabilité extracontractuelle des États membres en raison de l'absence de transposition d'une directive.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

Identification: ECJ-1994-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 15.11.1994 / **e)** Avis 1/94 / **f)** Compétence de la communauté européenne pour conclure des accords internationaux en matière de services et de protection de la propriété intellectuelle / **g)** *Recueil*, I-5267 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

4.16.1 Institutions – Relations internationales – **Transfert de compétences aux institutions internationales.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communauté européenne, compétences, limites.

Sommaire (points de droit):

Même en matière de transports, la compétence externe exclusive de la Communauté ne découle pas *ipso facto* de son pouvoir d'édicter des règles sur le plan interne. Les États membres, qu'ils agissent individuellement ou collectivement, ne perdent le droit de contracter des obligations à l'égard de pays tiers qu'au fur et à mesure que sont instaurées des règles communes qui pourraient être affectées par ces obligations. Ce n'est que dans la mesure où des règles communes ont été établies sur le plan interne que la compétence de la Communauté devient exclusive. Or, toutes les questions relatives aux transports n'ont pas d'ores et déjà fait l'objet de règles communes, de sorte que les États membres n'ont pas perdu toute compétence pour conclure des accords internationaux en la matière.

À supposer que l'exercice de cette compétence comporte un risque de distorsions de flux de services et d'atteinte à l'unité du marché intérieur, rien n'empêche les institutions d'organiser, dans les règles communes qu'elles arrêtent, des actions

concertées à l'égard des pays tiers ni de prescrire les attitudes à prendre par les États membres vis-à-vis de l'extérieur.

Il n'est pas contestable que, lorsque la compétence d'harmonisation conférée par l'article 100 A du traité CEE a été exercée, les mesures d'harmonisation ainsi arrêtées peuvent limiter la liberté des États membres de négocier avec des pays tiers, voire la leur enlever. Mais il est exclu qu'une compétence d'harmonisation sur le plan interne, qui n'a pas été mise en œuvre dans un domaine déterminé, puisse aboutir à créer, en faveur de la Communauté, un titre de compétence exclusive, sur le plan externe, dans ce domaine.

Il en va de même pour l'article 235 du traité CEE, qui, s'il permet à la Communauté de remédier aux insuffisances des pouvoirs qui lui sont conférés, explicitement ou implicitement, en vue de la réalisation de ses objectifs, ne peut créer comme tel un titre de compétence exclusive de la Communauté sur le plan international.

Lorsqu'il apparaît que la matière d'une convention internationale relève en partie de la compétence de la Communauté et en partie de celle des États membres, l'exigence d'unité dans la représentation internationale de la Communauté impose d'assurer une coopération étroite entre ces derniers et les institutions communautaires, tant dans le processus de négociation et de conclusion que dans l'exécution des engagements assumés.

Ce devoir de coopération s'impose de façon d'autant plus impérieuse dans le cas d'accords comme ceux annexés à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, entre lesquels existe un lien indissociable, et pour lesquels est mis en place un système de règlement des litiges comportant un mécanisme de rétorsion croisée.

Résumé:

I. En vertu de l'article 288 CE, la Commission avait demandé un avis à la Cour de justice. La demande d'avis portait tout d'abord sur caractère exclusif ou non de la compétence de la Communauté pour conclure les Accords multilatéraux sur le commerce des marchandises. Elle portait ensuite sur la compétence exclusive de la Communauté pour conclure l'Accord général sur le commerce des services (GATS) et l'Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, y compris le commerce des marchandises de contrefaçon (TRIPs).

II. Dans cet avis, la Cour de justice a limité la compétence externe de la Communauté en considérant que certaines matières de l'accord ne relevaient pas de la politique commerciale commune et que celui-ci devait donc recevoir l'acceptation des États membres pour sa ratification. Il s'agissait par conséquent d'un accord mixte associant la compétence communautaire et la compétence des États membres. Cependant, s'agissant des Accords multilatéraux sur le commerce des marchandises, la Cour a considéré, puisque des règles communes ont été établies sur le plan interne, que la Communauté était la seule compétente.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1995-S-001

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance des Communautés européennes / **c)** / **d)** 09.11.1995 / **e)** T-346/94 / **f)** France-Aviation c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, II-2841 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.4 Principes généraux – **Séparation des pouvoirs.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Recours en annulation, recevabilité.

Sommaire (points de droit):

Dans le cadre d'un recours en annulation, le juge communautaire ne saurait, sans empiéter sur les prérogatives de l'autorité administrative, ordonner à une institution communautaire de prendre les mesures qu'implique l'exécution d'un arrêt prononçant l'annulation d'une décision. En effet, l'article 176 du traité CEE, selon lequel l'institution dont émane l'acte annulé est tenue de prendre les mesures nécessaires, est une réglementation limitative en la matière.

Résumé:

I. France-Aviation est une société active dans l'importation de pièces aéronautiques à l'intérieur de la Communauté. Le régime des droits de douanes était différent selon que les marchandises importées ont une destination civile (exemption des droits de douane) ou militaire (soumission des droits de douane). Dans le cas de la requérante, les marchandises importées pouvaient avoir une destination tant civile que militaire et, dès lors, l'administration des douanes françaises avait institué un régime spécial permettant à cette entreprise d'être exemptée de tous les droits de douane, puis de régulariser sa situation a posteriori pour les marchandises ayant eu une destination militaire. Ce système ne donnant plus satisfaction, l'administration douanière l'a signalé à France-Aviation et lui a proposé de mettre en place un entrepôt douanier privé géré par voie informatique, un tel système permettant de déclarer chaque pièce selon sa destination civile ou commerciale lors de sa sortie de l'entrepôt. Néanmoins, suite à des lenteurs administratives et malgré des demandes répétées à partir de 1988 de la part de France-Aviation à l'administration douanière, ce système n'a été mis en place qu'en 1993. Durant ce laps de temps, l'administration douanière a tout d'abord proposé de prolonger le système de régularisation a posteriori, sans pénalité pour la requérante. En 1990, l'administration a décidé de changer de système et de demander l'acquittement immédiat de tous les droits de douanes, à charge pour France-Aviation de demander le remboursement pour les marchandises ayant été affectées à un usage civil. En 1993, France-Aviation a demandé le remboursement de ces droits pour les années 1990, 1991 et 1992 à l'administration douanière, qui lui a répondu que le principe du remboursement était admis, mais que compte tenu des circonstances particulières de l'affaire, elle avait décidé de transmettre la demande de remboursement à la Commission. Après un échange d'informations entre l'administration et la Commission, cette dernière a rendu une décision négative quant au remboursement des droits à l'importation. France-Aviation a dès lors introduit un recours en annulation contre cette décision, et a demandé également à ce que soit déclarée justifiée sa demande de remboursement.

II. Dans son jugement, le Tribunal, après s'être prononcé sur l'annulation de la décision, a précisé sa jurisprudence quant à sa compétence dans le cadre d'un recours en annulation vis-à-vis des compétences d'une institution communautaire. Dans le cas d'espèce, la décision a été annulée, mais la demande de remboursement n'a pas été déclarée justifiée.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

**Identification: ECJ-1996-S-001**

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c) / d)** 05.03.1996 / **e)** C-46/93 et C-48/93 / **f)** Brasserie du Pêcheur SA c. Bundesrepublik Deutschland et The Queen c. Secretary of State for Transport, *ex parte*: Factortame Ltd et autres / **g)** *Recueil*, I-1029 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Responsabilité, État, fondement / Droit communautaire, violation, législateur national, réparation.

Sommaire (points de droit):

Le principe selon lequel les États membres sont obligés de réparer les dommages causés aux particuliers par les violations du droit communautaire qui leur sont imputables ne saurait voir son application écartée lorsque la violation concerne une disposition de droit communautaire directement applicable.

En effet, la faculté offerte aux justiciables d'invoquer devant les juridictions nationales les dispositions directement applicables ne constitue qu'une garantie minimale et ne suffit pas à assurer à elle seule l'application pleine et complète du droit communautaire. Destinée à faire prévaloir l'application de dispositions de droit communautaire à l'encontre de dispositions nationales, cette faculté n'est pas de nature, dans tous les cas, à assurer au

particulier le bénéfice des droits que lui confère le droit communautaire et notamment à éviter qu'il ne subisse un préjudice du fait d'une violation de ce droit imputable à un État membre.

Résumé:

I. La première affaire concernait une société française, *Brasserie du Pêcheur SA*, qui avait renoncé à exporter ses bières en Allemagne car les autorités allemandes considéraient que ses produits n'étaient pas conformes aux dispositions de la loi nationale concernant la pureté de la bière et ne pouvaient dès lors être commercialisés en Allemagne en tant que bières. La Commission, qui estimait que ces dispositions étaient contraires à l'article 30 du traité CEE, avait engagé une procédure en manquement qui a débouché sur l'arrêt du 12 mars 1987 (*Recueil* 1987, p. 1227), dans lequel la Cour de justice a jugé incompatibles les dispositions de la loi allemande avec le droit communautaire. Dès lors, la brasserie a assigné la République fédérale d'Allemagne en réparation du préjudice subi durant la restriction de ses exportations devant le *Bundesgerichtshof*.

La seconde affaire concernait la société *Factortame*, ainsi que diverses personnes physiques et des sociétés de droit britannique, qui avaient introduit une action en réparation des dommages subis suite à l'application d'une nouvelle loi britannique sur la marine marchande devant la *High Court of Justice*. Cette loi, qui établissait de nouvelles conditions en vue de l'immatriculation des navires dans un nouveau registre, privait du droit de pêcher les navires non susceptibles d'être immatriculés dans ce nouveau registre. Ces nouvelles conditions, notamment de nationalité, de résidence et domicile, avaient été jugées incompatibles avec le droit communautaire par la Cour de justice dans deux arrêts, rendus dans le cadre respectivement d'une procédure préjudicielle (*Recueil* 1991, p. I-3905) et d'une procédure en manquement (*Recueil* 1991, p. I-4585).

Tant le *Bundesgerichtshof* que la *High Court of Justice* ont décidé de surseoir à statuer et de poser à la Cour de justice des questions préjudicielles relatives à la responsabilité des États membres découlant d'une violation du droit communautaire imputable au législateur national.

Dans sa réponse, la Cour pose le principe d'une telle responsabilité et expose les conditions auxquelles il doit être satisfait pour que les particuliers lésés puissent se voir reconnaître un droit à réparation.

En l'absence, dans le traité, de dispositions réglant de façon expresse et précise les conséquences des violations du droit communautaire par les États membres, il appartient à la Cour, dans l'exercice de la mission que lui confère l'article 164 du traité CEE d'assurer le respect du droit dans l'interprétation et l'application du traité, de statuer sur une telle question selon les méthodes d'interprétation généralement admises, notamment en ayant recours aux principes fondamentaux du système juridique communautaire et, le cas échéant, à des principes généraux communs aux systèmes juridiques des États membres.

Le principe selon lequel les États membres sont obligés de réparer les dommages causés aux particuliers par les violations du droit communautaire qui leur sont imputables est applicable lorsque c'est du fait du législateur national que ces violations se sont produites.

En effet, ce principe, inhérent au système du traité, est valable pour toute hypothèse de violation du droit communautaire par un État membre, et ce quel que soit l'organe étatique dont l'action ou l'omission en a été la cause, et l'obligation de réparation qu'il énonce ne saurait, eu égard à l'exigence fondamentale de l'ordre juridique communautaire que constitue l'uniformité d'application du droit communautaire, dépendre des règles internes de répartition des compétences entre les pouvoirs institués par la Constitution.

Pour définir les conditions dans lesquelles la violation du droit communautaire par un État membre ouvre aux particuliers lésés un droit à réparation, il y a lieu de tenir compte d'abord des principes propres à l'ordre juridique communautaire servant de fondement à la responsabilité de l'État, à savoir la pleine efficacité des normes communautaires et la protection effective des droits qu'elles reconnaissent, d'une part, et l'obligation de coopération qui incombe aux États membres en vertu de l'article 5 du traité, d'autre part. Il y a lieu de se référer également au régime qui a été défini pour la responsabilité extracontractuelle de la Communauté, dans la mesure où, d'une part, celui-ci a, en vertu de l'article 215.2 du traité, été construit à partir des principes généraux communs aux droits des États membres et où, d'autre part, en l'absence de justification particulière, il n'y a point lieu de soumettre à des régimes différents la responsabilité de la Communauté et celle des États membres dans des circonstances comparables, la protection des droits que les particuliers tirent du droit communautaire ne pouvant varier en fonction de la nature nationale ou communautaire de l'autorité à l'origine du dommage.

C'est pourquoi, lorsqu'une violation du droit communautaire par un État membre est imputable au législateur national agissant dans un domaine où il dispose d'une large marge d'appréciation pour opérer des choix normatifs, les particuliers lésés ont droit à réparation dès lors que la règle de droit communautaire a pour objet de leur conférer des droits, que la violation est suffisamment caractérisée et qu'il existe un lien de causalité direct entre cette violation et le préjudice subi par les particuliers.

Sous cette réserve, c'est dans le cadre du droit national de la responsabilité qu'il incombe à l'État de réparer les conséquences du préjudice causé par la violation du droit communautaire qui lui est imputable, étant entendu que les conditions fixées par la législation nationale applicable ne sauraient être moins favorables que celles qui concernent des réclamations semblables de nature interne ni aménagées de manière à rendre en pratique impossible ou excessivement difficile l'obtention de la réparation.

En particulier, le juge national ne saurait, dans le cadre de la législation nationale qu'il applique, subordonner la réparation à l'existence, dans le chef de l'organe étatique auquel le manquement est imputable, d'une faute intentionnelle ou de négligence allant au-delà de la violation suffisamment caractérisée du droit communautaire.

S'agissant de cette violation suffisamment caractérisée de la règle communautaire, le critère décisif pour considérer qu'elle est constituée est celui de la méconnaissance manifeste et grave, par un État membre, des limites qui s'imposent à son pouvoir d'appréciation. À cet égard, parmi les éléments que la juridiction compétente peut être amenée à prendre en considération, figurent le degré de clarté et de précision de la règle violée, l'étendue de la marge d'appréciation que la règle enfreinte laisse aux autorités nationales ou communautaires, le caractère intentionnel ou involontaire du manquement commis ou du préjudice causé, le caractère excusable ou inexcusable d'une éventuelle erreur de droit, la circonstance que les attitudes prises par une institution communautaire ont pu contribuer à l'omission, à l'adoption ou au maintien de mesures ou de pratiques nationales contraires au droit communautaire. En tout état de cause, une violation du droit communautaire est manifestement caractérisée lorsqu'elle a perduré malgré le prononcé d'un arrêt constatant le manquement qu'elle a constitué, d'un arrêt préjudiciel ou d'une jurisprudence bien établie de la Cour en la matière, desquels résulte le caractère infractionnel du comportement en cause.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1996-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c) / d)** 28.03.1996 / **e)** Avis 2/94 / **f)** Adhésion de la Communauté européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales / **g)** *Recueil*, I-1759 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.1.1.4.4 Sources – Catégories – Règles écrites – Instruments internationaux – **Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Communautés européennes, compétences, limites / Convention européenne des Droits de l'Homme, adhésion par la Communauté européenne, possibilité.

Sommaire (points de droit):

Il résulte de l'article 3.B du traité CE, aux termes duquel la Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le traité, qu'elle ne dispose que de compétences d'attribution. Le respect de ce principe des compétences d'attribution s'impose tant pour l'action interne que pour l'action internationale de la Communauté. La Communauté agit normalement sur la base de compétences spécifiques qui ne doivent pas nécessairement résulter expressément de dispositions spécifiques du traité, mais peuvent également se déduire, de façon implicite, de ces dispositions. Ainsi, la compétence de la Communauté pour prendre des engagements internationaux peut non seulement résulter de

dispositions explicites du traité, mais également découler de manière implicite de ces dispositions.

Résumé:

I. Le Conseil, utilisant la procédure de demande d'avis, avait consulté la Cour sur la compatibilité avec le traité CE de l'adhésion de la Communauté à un accord international, à savoir la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

II. Chaque fois que le droit communautaire a établi, dans le chef des institutions de la Communauté, des compétences sur le plan interne en vue de réaliser un objectif déterminé, la Communauté est investie de la compétence pour prendre les engagements internationaux nécessaires à la réalisation de cet objectif, même en l'absence d'une disposition expresse à cet égard.

L'article 235 du traité vise à suppléer l'absence de pouvoirs d'action conférés expressément ou de façon implicite aux institutions communautaires par des dispositions spécifiques du traité, dans la mesure où de tels pouvoirs apparaissent néanmoins nécessaires pour que la Communauté puisse exercer ses fonctions en vue d'atteindre l'un des objets fixés par le traité.

Faisant partie intégrante d'un ordre institutionnel basé sur le principe des compétences d'attribution, cette disposition ne saurait constituer un fondement pour élargir le domaine des compétences de la Communauté au-delà du cadre général résultant de l'ensemble des dispositions du traité, et en particulier de celles qui définissent les missions et les actions de la Communauté. Elle ne saurait en tout cas servir de fondement à l'adoption de dispositions qui aboutiraient en substance, dans leurs conséquences, à une modification du traité échappant à la procédure que celui-ci prévoit à cet effet.

Les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit dont le juge communautaire assure le respect. À cet égard, le juge communautaire s'inspire des traditions constitutionnelles communes aux États membres ainsi que des indications fournies par les instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré. Dans ce cadre, la Convention européenne des Droits de l'Homme, à laquelle il est, notamment, fait référence dans l'article F.2 du traité sur l'Union européenne, revêt une signification particulière.

En l'état actuel du droit communautaire, la Communauté n'a pas compétence pour adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, car, d'une part, aucune disposition du traité ne confère aux institutions communautaires, de manière générale, le pouvoir d'édicter des règles en matière de droits de l'homme ou de conclure des conventions internationales dans ce domaine et, d'autre part, une telle adhésion ne saurait s'opérer par le recours à l'article 235 du traité.

En effet, si le respect des droits de l'homme constitue une condition de la légalité des actes communautaires, l'adhésion de la Communauté à la Convention européenne des Droits de l'Homme entraînerait un changement substantiel du régime actuel de la protection des droits de l'homme, en ce qu'elle comporterait l'insertion de la Communauté dans un système institutionnel international distinct ainsi que l'intégration de l'ensemble des dispositions de la convention dans l'ordre juridique communautaire. Une telle modification du régime de la protection des droits de l'homme dans la Communauté, dont les implications institutionnelles seraient également fondamentales tant pour la Communauté que pour les États membres, revêtirait une envergure constitutionnelle et dépasserait donc par sa nature les limites de l'article 235. Elle ne saurait être réalisée que par la voie d'une modification du traité.

Dans son avis, la Cour de justice a considéré qu'une telle modification aurait revêtu une envergure constitutionnelle dépassant les pouvoirs conférés par l'article 308 du traité CE.

Faute de disposer de précisions sur les modalités de l'adhésion et notamment sur les solutions envisagées en ce qui concerne l'aménagement concret de la soumission de la Communauté aux mécanismes actuels et futurs de contrôle juridictionnel institués par la convention, la Cour ne pouvait considérer que l'adhésion était possible.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1996-S-003

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance des Communautés européennes / **c)** / **d)** 12.12.1996 / **e)** T-19/92 / **f)** Groupement d'achat Edouard Leclerc c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, II-1851 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.3.1 Sources – Techniques de contrôle – **Technique de l'erreur manifeste d'appréciation.**

4.17.2 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre l'UE et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Commission européenne, rôle / Contrôle judiciaire.

Sommaire (points de droit):

Le contrôle juridictionnel par le Tribunal, au titre de l'article 173 du traité CE, d'une décision par laquelle la Commission constate que les critères de sélection d'un système de distribution sélective remplissent les conditions requises pour être considérés comme licites au regard de l'article 85.1 du traité CE, se limite à vérifier si les constatations de la Commission sont entachées d'un défaut de motivation, d'une erreur manifeste de fait ou de droit, d'une erreur manifeste d'appréciation ou d'un détournement de pouvoir. Il n'appartient pas au juge communautaire de se prononcer sur l'application de ces critères dans des cas concrets.

En revanche, il appartient aux juridictions ou aux autorités nationales compétentes, saisies du recours d'un candidat qui s'est vu refuser l'accès au réseau, de statuer à la lumière, le cas échéant, de la jurisprudence de la Cour et du Tribunal, sur la question de savoir si les critères en cause ont été appliqués dans un cas concret d'une manière discriminatoire ou disproportionnée, entraînant ainsi une violation de l'article 85.1 du traité CE. Il leur incombe notamment de veiller à ce que les critères en cause ne soient pas utilisés pour empêcher l'accès au réseau de nouveaux opérateurs capables de distribuer les produits en cause dans des conditions qui ne sont pas dévalorisantes.

Par ailleurs, un candidat qui s'est vu refuser l'accès au réseau a la possibilité d'introduire une plainte devant la Commission au titre de l'article 3 du règlement n° 17, notamment en cas d'utilisation

systématique des conditions d'admission dans un sens incompatible avec le droit communautaire.

Résumé:

I. Yves Saint Laurent, producteur de produits cosmétiques de luxe, avait notifié à la Commission un réseau de contrats de distribution sélective pour la commercialisation dans la Communauté de ses produits de parfumerie alcoolisés, de soins et de beauté, en demandant une attestation négative. La Commission avait, par la suite, publié une communication indiquant son intention d'adopter une décision favorable à l'égard des contrats notifiés. En réponse à cette publication, le *Groupement d'achat Edouard Leclerc* s'est opposé à la décision au motif que certains centres Leclerc adaptés à la distribution des cosmétiques de luxe en seraient exclus si elle était adoptée.

La décision 92/33 de la Commission, estimant que les stipulations des contrats notifiés qui tombent sous le coup de l'article 85.1 du traité CE ont pour effet d'assurer que les produits Yves Saint Laurent ne sont distribués que dans des conditions susceptibles d'en préserver l'image de haute qualité et que le système de distribution ne contient aucune obligation restrictive de la concurrence qui ne soit pas indispensable pour atteindre les objectifs prévus, a fait l'objet du présent arrêt.

Le Groupement Leclerc a, par conséquent, introduit une demande d'annulation de cette décision.

II. Saint Laurent a défavoriser la candidature de détaillants du seul fait que leur activité de parfumerie est minoritaire n'est pas visée par l'article 85.1 du traité CE, et a, par conséquent, annulé ladite décision.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1997-S-001

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance des Communautés européennes / **c)** / **d)** 22.01.1997 / **e)** T-115/94 / **f)** Opel Austria GmbH c. Conseil de l'Union européenne / **g)** *Recueil*, II-39 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.1.1.4 Sources – Catégories – Règles écrites – **Instruments internationaux.**

3.10 Principes généraux – **Sécurité juridique.**

3.26.2 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Effet direct.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Bonne foi, principe / Espace économique européen, accord, compétence.

Sommaire (points de droit):

Le principe de bonne foi, codifié par l'article 18 de la convention de Vienne I, est un principe de droit international coutumier dont l'existence a été reconnue par la Cour internationale de justice, et qui, par conséquent, lie la Communauté. Ce principe est le corollaire, dans le droit international public, du principe de la protection de la confiance légitime, qui fait partie de l'ordre juridique communautaire et dont est en droit de se prévaloir tout opérateur économique dans le chef duquel une institution a fait naître des espérances fondées.

Dans une situation où la Communauté a déposé son instrument d'approbation d'un accord international, et où la date d'entrée en vigueur de cet accord est connue, les opérateurs économiques peuvent se prévaloir du principe de protection de la confiance légitime pour s'opposer à l'adoption par les institutions, dans la période qui précède l'entrée en vigueur de cet accord international, de tout acte contraire aux dispositions de celui-ci produisant, après son entrée en vigueur, un effet direct dans leur chef.

Les accords conclus dans les conditions prévues à l'article 228 du traité CE lient les institutions et les États membres, forment partie intégrante de l'ordre juridique communautaire à partir de leur entrée en vigueur et peuvent produire un effet direct pour autant que leurs dispositions sont inconditionnelles et suffisamment précises.

L'article 10 de l'accord créant l'Espace économique européen, qui interdit, entre les parties contractantes, les droits de douane à l'importation et à l'exportation

ainsi que toutes taxes d'effet équivalent, et qui précise que cette interdiction s'applique aux droits de douane à caractère fiscal, sans préjudice des modalités prévues dans le protocole 5 de l'accord, édicte une règle inconditionnelle et précise assortie d'une seule exception, elle-même inconditionnelle et précise, et produit donc un effet direct.

Le principe de sécurité juridique exige que la législation communautaire soit certaine et son application prévisible pour les justiciables et que tout acte communautaire qui produit des effets juridiques soit clair, précis et porté à la connaissance de l'intéressé de telle manière que celui-ci puisse connaître avec certitude le moment à partir duquel ledit acte existe et commence à produire ses effets juridiques. Cet impératif s'impose avec une rigueur particulière lorsqu'il s'agit d'un acte susceptible de comporter des conséquences financières, afin de permettre aux intéressés de connaître avec exactitude l'étendue des obligations qu'il leur impose.

Un règlement qui crée une situation dans laquelle coexistent deux règles de droit contradictoires quant aux droits imposés à l'importation de certains produits dans la Communauté ne saurait être qualifié de législation communautaire certaine dont l'application est prévisible pour les justiciables, et, de ce fait, viole le principe de la sécurité juridique.

Résumé:

I. En 1991, la République d'Autriche et la société Opel Austria GmbH ont conclu un accord par lequel Opel Austria s'engageait, en échange d'aides de la part de la République d'Autriche, à investir en Autriche en vue d'étendre la production de diverses pièces automobiles. La Commission européenne a été informée de cet accord, mais le gouvernement autrichien, considérant que ces aides étaient compatibles avec l'accord de libre-échange (ci-après, «ALE») entre la Communauté et l'Autriche, il a informé Opel Austria que l'aide serait versée rapidement et que la société pouvait commencer à entreprendre ses investissements. Les travaux d'élargissement de l'usine ont commencé en 1991 et les aides ont commencé à être versées en 1992. Le 13 décembre 1993, le Conseil et la Commission ont adopté les décisions 94/1/CECA, CE (*Journal officiel*, L 1, 1994, p. 1) et 94/2/CECA, CE (*Journal officiel*, L 1, 1994, p. 571) qui approuvaient l'accord sur l'Espace Économique Européen et le protocole portant adaptation de cet accord. Le 20 décembre 1993, le Conseil a adopté le règlement n° 3697/93 (*Journal officiel*, L 343, 1993, p. 1-3), dans le cadre de l'ALE, portant retrait de concessions tarifaires. Ce règlement avait pour but de rétablir un droit à l'importation vers la Communauté des produits

fabriqués par Opel Austria jusqu'à ce que les aides accordées n'exercent plus d'effets de distorsion sur la concurrence. L'accord EEE est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Considérant que le règlement n° 3697/93 violait l'article 10 de l'accord EEE, Opel Austria a engagé une procédure en annulation devant le Tribunal.

II. Dans son arrêt, le Tribunal a abordé la reconnaissance en droit communautaire de différents principes généraux de droit international, à savoir le principe de bonne foi, le principe de protection de la confiance légitime ainsi que le principe de sécurité juridique. Dans le cas d'espèce, il a reconnu une violation de ces principes et annulé le règlement n° 3697/93.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1997-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 09.12.1997 / **e)** C-265/95 / **f)** Commission des Communautés européennes c. République française / **g)** *Recueil*, I-6959 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Libre circulation des marchandises, entrave d'origine privée, obligation de l'État d'empêcher.

Sommaire (points de droit):

En tant que moyen indispensable à la réalisation du marché sans frontières intérieures, l'article 30 du traité CE non seulement prohibe les mesures d'origine étatique qui, en elles-mêmes, créent des restrictions au commerce entre les États membres,

mais aussi peut trouver à s'appliquer lorsqu'un État membre s'est abstenu de prendre les mesures requises pour faire face à des entraves à la libre circulation des marchandises dues à des causes qui ne sont pas d'origine étatique. En effet, le fait pour un État membre de s'abstenir d'agir ou de rester en défaut d'adopter les mesures suffisantes pour empêcher des obstacles à la libre circulation des marchandises, créés notamment par des actions de particuliers sur son territoire à l'encontre de produits originaires d'autres États membres, est de nature à entraver les échanges intracommunautaires tout autant qu'un acte positif. L'article 30 du traité CE impose donc aux États membres non seulement de ne pas adopter eux-mêmes des actes ou des comportements susceptibles de constituer un obstacle aux échanges, mais également, en liaison avec l'article 5 du traité, de prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées pour assurer sur leur territoire le respect de la liberté fondamentale que constitue la libre circulation des marchandises.

Résumé:

I. Suite à différentes plaintes consécutives à des actes de violence commis par des particuliers ainsi qu'à des mouvements revendicatifs d'agriculteurs français à l'encontre de produits agricoles en provenance d'autres États membres, en particulier des fraises espagnoles, la Commission européenne a mis en demeure la République française, l'invitant à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à des actes de ce type. De nouveaux incidents s'étant néanmoins produits ultérieurement, la Commission a émis un avis motivé dans lequel elle considérait que la République française, en ne prenant pas toutes les mesures nécessaires et proportionnées afin que des actions de particuliers n'entravent pas la libre circulation des fruits et légumes, avait manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du droit communautaire. À la suite de cet avis, le gouvernement français a indiqué qu'il avait adopté toutes les mesures à sa disposition pour garantir la libre circulation des marchandises sur son territoire. Néanmoins, dans les mois qui ont suivi, des camions transportant des fruits et légumes en provenance d'Espagne ont fait l'objet d'actes de violence dans le sud de la France, sans que les forces de l'ordre n'interviennent et il en fut de même quelques semaines plus tard lorsque des fruits italiens et espagnols ont été à nouveau détruits par des agriculteurs français.

La Commission a alors décidé d'introduire un recours en manquement devant la Cour de justice.

II. Dans son arrêt, la Cour indique pour la première fois que les États membres ont également une obligation de prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées en vue d'assurer le respect de la libre circulation des marchandises, même si ce sont des particuliers qui entravent cette dernière. Dans le cas d'espèce, la Cour a condamné la France en ce qu'elle n'avait pas pris les mesures précitées.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1997-S-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 18.12.1997 / **e)** C-129/96 / **f)** Inter-Environnement Wallonie ASLB c. Région wallonne / **g)** *Recueil*, I-7411 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thesaurus systématique:

2.2.1.6.4 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – Droit communautaire et droit national – **Droit communautaire dérivé et actes de droit interne non constitutionnels.**

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Directive, transposition, disposition, nationale, compromettant résultat prescrit.

Sommaire (points de droit):

Les articles 5.2 et 189.3 du traité ainsi que la directive 91/156, modifiant la directive 75/442 relative aux déchets, imposent que, pendant le délai de transposition fixé par la directive pour la mettre en œuvre, l'État membre destinataire de celle-ci s'abstienne de prendre des dispositions de nature à compromettre sérieusement la réalisation, à l'expiration dudit délai, du résultat prescrit par la

directive. Il appartient à la juridiction nationale d'apprécier si tel est le cas des dispositions nationales dont elle est chargée d'examiner la légalité.

Dans cette appréciation, la juridiction nationale devra en particulier examiner si les dispositions en cause se présentent comme une transposition complète de la directive ainsi que les effets concrets de l'application de ces dispositions non conformes à la directive et de leur durée dans le temps. Plus particulièrement, si les dispositions en cause se présentent comme une transposition définitive et complète de la directive, leur non-conformité avec la directive pourrait laisser présumer que le résultat prescrit par celle-ci ne sera pas atteint dans les délais impartis si leur modification en temps utile est impossible. En sens inverse, la juridiction nationale pourrait tenir compte de la faculté qu'a un État membre d'adopter des dispositions provisoires ou de mettre en œuvre la directive par étapes, la non-conformité de dispositions transitoires du droit national avec la directive ou l'absence de transposition de certaines dispositions de la directive ne compromettant pas nécessairement, dans de telles hypothèses, le résultat prescrit par celle-ci.

Résumé:

I. Inter-Environnement Wallonie a demandé au Conseil d'État de Belgique d'annuler un arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux déchets toxiques ou dangereux au motif, notamment, que cet arrêté n'était pas conforme à certaines dispositions de la directive 75/442 du Conseil, du 15 juillet 1975, relative aux déchets (*Journal officiel*, L 194, p. 39).

Toutefois, l'arrêté litigieux avait été adopté avant l'échéance du délai de transposition de la directive. La légalité de l'arrêté devant s'apprécier au jour où il a été adopté, la prise en compte éventuelle des obligations contenues dans la directive dépendait donc de la détermination des obligations des États membres avant l'échéance du délai de transposition.

II. Sur la question de savoir si le traité CEE s'oppose à ce que les États membres prennent des mesures contraires à une directive pendant son délai de transposition, la Cour a, en premier lieu, rappelé que l'obligation pour un État membre de prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre le résultat prescrit par une directive est une obligation contraignante.

La Cour a relevé ensuite qu'une directive produit des effets juridiques à l'égard de l'État membre destinataire dès le moment de sa notification.

Si la directive prévoit un délai de transposition qui vise, notamment, à donner aux États membres le temps adéquat pour adopter les mesures de transposition, il n'en demeure pas moins que c'est pendant ce délai de transposition qu'il incombe aux États membres de prendre les mesures nécessaires pour assurer que le résultat prescrit par la directive sera atteint à l'expiration de ce délai.

À cet égard, si les États membres ne sont pas tenus d'adopter ces mesures avant l'expiration du délai de transposition, ils doivent, pendant ce délai, s'abstenir de prendre des dispositions de nature à compromettre sérieusement le résultat prescrit par la directive en question.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1998-S-001

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance des Communautés européennes / **c)** / **d)** 28.04.1998 / **e)** T-184/95 / **f)** Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c. Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, II-667 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.4.9.2 Justice constitutionnelle – Procédure – Parties – Intérêt.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Entreprise, demande en intervention.

Sommaire (points de droit):

La notion d'intérêt à la solution du litige, au sens de l'article 37.2 du statut de la Cour de justice, doit s'entendre comme un intérêt direct au sort réservé aux conclusions de la requête dans un contexte où, dans le cadre d'un recours en indemnité, une demande en intervention est introduite par une

entreprise dont l'intérêt consiste à défendre sa propre situation qui, bien que comparable à celle de la requérante au principal, en est néanmoins distincte dans la mesure où les droits que les deux entreprises prétendent, respectivement, faire valoir à l'encontre de la Communauté concernent des préjudices différents.

Résumé:

I. La requérante, *Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH*, est une société ayant comme activité principale la prestation de conseils en ingénierie dans différents pays.

En 1975, la requérante avait conclu avec le *Ministry of Works and Housing* de la République d'Iraq un contrat par lequel elle s'était engagée à fournir des services relatifs à l'organisation et au suivi des travaux liés à la construction de l'Iraq *Express Way* n° 1. L'article X de ce contrat prévoyait que, en cas de divergences concernant l'interprétation de ses dispositions ou de non-exécution des obligations en découlant, les parties contractantes devaient essayer de trouver une solution acceptable par des moyens de concertation.

Les créances, non encore payées, que la requérante détenait en 1990 sur les autorités iraqiennes au titre des prestations fournies dans le cadre du contrat susmentionné ont été reconnues par deux lettres adressées par le ministère iraquien à la banque iraquienne Rafidian Bank portant ordre de transférer sur le compte de la requérante les sommes dues à celle-ci.

Le 8 août 1990, le Conseil, en se référant à la grave situation qui résultait de l'invasion du Koweït par l'Iraq et à la résolution n° 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations unies, a adopté, sur proposition de la Commission, le règlement n° 2340/90 empêchant les échanges de la Communauté concernant l'Iraq et le Koweït (*Journal officiel*, L 213 p. 1).

Le 16 septembre 1990, le conseil supérieur de la révolution de la république d'Iraq, invoquant les décisions arbitraires de certains gouvernements, a adopté la loi n° 57, relative à la protection du patrimoine, des intérêts et des droits iraqiens à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iraq. Cette loi a gelé tous les biens et avoirs, ainsi que les revenus qu'ils produisaient, dont disposaient à l'époque des faits les gouvernements, entreprises, sociétés et banques des États ayant adopté lesdites décisions arbitraires contre l'Iraq.

N'ayant pas reçu paiement de ses créances par les autorités iraqiennes, reconnues dans des lettres du ministère iraquien des 5 et 6 février 1990, la requérante s'est adressée au Conseil et à la Commission, en leur demandant de l'indemniser du préjudice qu'elle aurait subi du fait que lesdites créances étaient devenues irrécouvrables en raison de l'application de la loi n°57, dans la mesure où cette loi aurait été adoptée en tant que contre-mesure à l'adoption par la Communauté du règlement n°2340/90. La requérante faisait valoir que le législateur communautaire était tenu d'indemniser les opérateurs atteints par l'institution de l'embargo contre l'Iraq et que le fait d'avoir omis de le faire engageait la responsabilité de la Communauté au titre de l'article 215.2 du traité CE.

Cependant, le Conseil a refusé de faire droit à la demande d'indemnisation de la requérante.

C'est dans ces circonstances que la requérante a introduit la demande en indemnisation devant le Tribunal. Dans le cadre de cette procédure, l'entreprise Elliniki Viomichania Oplon SA a demandé à intervenir à l'appui des conclusions de la partie requérante.

II. Le Tribunal a considéré, par ordonnance, que cette demande en intervention était irrecevable car l'entreprise ne pouvait justifier, au regard de la solution du litige, que d'un intérêt indirect résultant d'une simple similarité des situations en cause. La notion d'intérêt à la solution du litige doit, en effet, s'entendre comme un intérêt direct au sort réservé aux conclusions de la requête.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1998-S-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 12.05.1998 / **e)** C-85/96 / **f)** María Martínez Sala c. Freistaat Bayern / **g)** Recueil, I-2691 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

5.1.1.2 Droits fondamentaux – Problématique générale – Bénéficiaires ou titulaires des droits – **Citoyens de l'Union européenne et assimilés.**

5.2.2.4 Droits fondamentaux – Égalité – Critères de différenciation – **Citoyenneté ou nationalité.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Discrimination, traitement discriminatoire / Droits fondamentaux, État, obligation de garantir l'exercice / CJCE, question préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

Un ressortissant d'un État membre, résidant légalement sur le territoire d'un autre État membre, relève du domaine d'application *ratione personae* des dispositions du traité consacrées à la citoyenneté européenne et peut se prévaloir des droits prévus par le traité CE que l'article 8.2 attache au statut de citoyen de l'Union, dont celui, prévu à l'article 6 du traité CE, de ne pas subir de discrimination en raison de la nationalité dans le champ d'application *ratione materiae* du traité CE.

Le droit communautaire s'oppose à ce qu'un État membre exige des ressortissants des autres États membres autorisés à résider sur son territoire qu'ils produisent une carte de séjour en bonne et due forme, délivrée par l'administration nationale, pour bénéficier d'une allocation d'éducation, alors que les nationaux sont uniquement tenus d'avoir leur domicile ou leur lieu de résidence ordinaire dans cet État membre.

En effet, aux fins de l'octroi d'une telle prestation, la carte de séjour ne saurait acquérir une valeur constitutive, alors que, aux fins de la reconnaissance du droit de séjour, elle n'acquiert qu'une valeur déclaratoire et probante.

Résumé:

I. M^{me} Maria Martinez Sala est une ressortissante espagnole qui réside en Allemagne depuis l'âge de douze ans, où elle a travaillé jusqu'en 1989 et a ensuite bénéficié de l'aide sociale. Jusqu'en 1984, elle a obtenu des permis de séjour réguliers. Par la suite les autorités allemandes ne lui ont délivré qu'un document attestant de sa demande de prolongation de son permis de séjour. En 1993, M^{me} Martinez Sala a donné le jour à son deuxième enfant, pour lequel elle a demandé l'allocation d'éducation, qui lui a été refusée par l'État de Bavière, au motif qu'elle n'était pas ressortissante allemande et n'était pas en

possession d'un permis de séjour. En tout état de cause, elle était autorisée à résider en Allemagne sur la base de la Convention européenne d'assistance sociale et médicale de 1953.

Après le rejet de sa réclamation par l'administration, M^{me} Martínez Sala a introduit un recours en justice en se prévalant du règlement n° 1612/68 sur la libre circulation des travailleurs migrants (*Journal officiel*, L 257, 1968, pp. 2-12) et du règlement n° 1408/71 sur la protection sociale des travailleurs migrants et de leur famille (*Journal officiel*, L 149, 1971, pp. 2-50). Le *Bayerisches Landessozialgericht* a décidé de surseoir à statuer et d'interroger la Cour de justice à titre préjudiciel. Il s'agissait notamment de savoir s'il était conforme au droit communautaire qu'une législation nationale subordonne l'octroi de l'allocation d'éducation à la possession d'un titre de séjour même lorsque l'intéressé est ressortissant d'un autre État membre, autorisé à résider en Allemagne.

II. Dans sa réponse, la Cour a utilisé pour la première fois la notion de citoyenneté de l'Union européenne et indiqué quels étaient les droits qui découlaient de ce statut, dont celui de ne pas subir de discrimination en raison de la nationalité dans le champ d'application *ratione materiae* du traité. Dans le cas d'espèce, la Cour a conclu à l'existence d'une discrimination à l'égard de M^{me} Martínez Sala en ce qu'elle devait produire une carte de séjour afin de bénéficier d'une allocation d'éducation alors que ce n'était pas le cas pour les nationaux.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1998-S-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 16.06.1998 / **e)** C-162/96 / **f)** A. Racke GmbH & Co c. Hauptzollamt Mainz / **g)** *Recueil*, I-3665 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.1.1.4 Sources – Catégories – Règles écrites – **Instruments internationaux.**

2.1.2 Sources – Catégories – **Règles non écrites.**

2.3.1 Sources – Techniques de contrôle – **Technique de l'erreur manifeste d'appréciation.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droit communautaire, droit international coutumier, prééminence.

Sommaire (points de droit):

Lorsqu'il se prévaut en justice du traitement douanier préférentiel que lui accorde l'article 22.4 de l'accord de coopération entre la CEE et la république socialiste fédérative de Yougoslavie, un justiciable peut mettre en cause la validité, au regard des règles du droit international coutumier, d'un règlement suspendant les concessions commerciales octroyées par cet accord.

Résumé:

I. Le *Bundesfinanzhof* s'interrogeait sur la validité du règlement n° 3300/91, du 11 novembre 1991, par lequel le Conseil avait suspendu, à l'époque de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, les concessions commerciales prévues par l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

La société A. Rack GmbH & Co., partie demanderesse au principal, importait du vin en provenance de Serbie et bénéficiait des avantages tarifaires sur les importations de vins yougoslaves jusqu'à ce que le Conseil prenne le règlement litigieux.

S'appuyant sur des règles de droit international, et notamment sur le principe *pacta sunt servanda* et la clause *rebus sic stantibus*, la société Racke a soutenu que le règlement du Conseil suspendant les concessions commerciales était invalide.

La présente affaire a soulevé le problème nouveau de savoir si un particulier peut invoquer des règles de droit international général à l'encontre de la décision de suspendre l'application d'un accord international.

II. Dans son arrêt, la Cour de justice assujetti le droit communautaire à l'obligation de respecter le droit international. En effet, un accord avec un pays tiers, conclu par le Conseil, conformément aux dispositions du traité CE, constitue, en ce qui concerne la

Communauté, un acte pris par une institution de la Communauté et les dispositions d'un pareil accord font partie intégrante du droit communautaire. Il s'ensuit que, dans l'hypothèse où un règlement communautaire suspendant l'application d'un accord de coopération serait déclaré invalide en raison de sa contrariété avec des règles de droit international coutumier, les concessions commerciales octroyées par les dispositions de cet accord resteraient d'application dans l'ordre juridique communautaire, jusqu'à la date à laquelle la Communauté aurait, en conformité avec les règles du droit international applicables, mis fin à cet accord.

De plus, les compétences de la Communauté doivent être exercées dans le respect du droit international. Par conséquent, celle-ci est tenue de respecter les règles du droit coutumier international lorsqu'elle adopte un règlement suspendant les concessions commerciales octroyées par un accord ou en vertu d'un accord qu'elle a conclu avec un pays tiers.

Il s'ensuit que les règles du droit coutumier international portant sur la cessation et la suspension des relations conventionnelles en raison d'un changement fondamental de circonstances lient les institutions de la Communauté et font partie de l'ordre juridique communautaire.

Lorsque le justiciable met en cause, de façon incidente, la validité d'un règlement communautaire au regard des règles du droit coutumier international portant sur la cessation et la suspension des relations conventionnelles en raison d'un changement fondamental de circonstances pour se prévaloir des droits qu'il tire directement d'un accord de la Communauté avec un pays tiers, l'affaire en cause ne concerne pas l'effet direct de ces règles.

De plus, ces règles forment une exception au principe *pacta sunt servanda* qui constitue un principe fondamental de tout ordre juridique et, en particulier, de l'ordre juridique international. Appliqué au droit international, ce principe exige que tout traité lie les parties et soit exécuté par elles de bonne foi.

Dans ces conditions, on ne saurait refuser à un justiciable, lorsqu'il se prévaut en justice des droits qu'il tire directement d'un accord avec un pays tiers, la faculté de mettre en cause la validité d'un règlement qui, en suspendant les concessions commerciales octroyées par cet accord, l'empêche de s'en prévaloir, et d'invoquer, pour en contester la validité, les obligations découlant des règles du droit coutumier international qui régissent la cessation et la suspension des relations conventionnelles.

Toutefois, en raison de la complexité de ces règles et de l'imprécision de certaines notions auxquelles elles se réfèrent, le contrôle judiciaire doit nécessairement, en particulier dans le cadre d'un renvoi préjudiciel en appréciation de validité, se limiter au point de savoir si le Conseil, en adoptant le règlement de suspension, a commis des erreurs d'appréciation manifestes quant aux conditions d'application de ces règles.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-1999-S-001

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance des Communautés européennes / **c)** / **d)** 25.03.1999 / **e)** T-102/96 / **f)** Gencor Ltd c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, II-753 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.3.9 Sources – Techniques de contrôle – **Interprétation téléologique.**
3.19 Principes généraux – **Marge d'appréciation.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Commission européenne, rôle / Contrôle judiciaire / Recours en annulation, recevabilité.

Sommaire (points de droit):

Un recours en annulation intenté par une personne physique ou morale n'est recevable que dans la mesure où le requérant a un intérêt à voir annuler l'acte attaqué; tel est le cas notamment lorsqu'il permet d'éviter que l'illégalité alléguée ne se reproduise dans l'avenir.

Résumé:

I. Gencor Ltd est une société de droit sud-africain qui opère dans les secteurs minier et métallurgique. Elle détient 46,5% de la société Implats, le reste du capital étant éparpillé entre des tiers. Implats est une société sud-africaine regroupant les activités de Gencor dans le secteur des platinoïdes. Lonrho Plc est une société de droit anglais exerçant diverses activités, notamment dans les secteurs minier et métallurgique. Elle détient 73% d'Eastplats et de Westplats (ci-après, «LPD»), sociétés de droit sud-africain regroupant les activités de Lonrho dans le secteur des platinoïdes. Gencor possède une participation à hauteur de 27% dans LPD.

Gencor et Lonrho projetaient de prendre en commun le contrôle d'Implats, puis, dans un deuxième temps, de conférer à cette dernière le contrôle exclusif de LPD.

Au terme de cette opération, Implats aurait détenu le contrôle exclusif de LPD, ce qui aurait éliminé la concurrence entre ces deux entreprises, non seulement en ce qui concerne l'extraction et la production des platinoïdes en Afrique du Sud, mais également leur commercialisation dans la Communauté, où Implats et LPD réalisaient des ventes non négligeables. Ainsi, deux fournisseurs sud-africains de platinoïdes et non plus trois (Implats/LPD et la société Amplats, premier fournisseur mondial), auraient approvisionné le marché.

Gencor et Lonrho ont notifié à la Commission, conformément au droit communautaire, la série d'accords relatifs à l'opération de concentration. La Commission a déclaré l'opération de concentration incompatible avec le marché commun, au motif qu'elle aurait conduit à une position dominante collective de l'entité résultant de la concentration et Amplats sur le marché mondial du platine et du rhodium. Gencor a introduit un recours devant le Tribunal visant à faire annuler cette décision.

II. Dans son arrêt, le Tribunal s'est penché sur diverses questions relatives à l'intérêt à agir des parties, sur les techniques d'interprétation à appliquer à un acte, ainsi que sur la marge d'appréciation dont dispose la Commission dans le cadre des opérations de contrôle des concentrations. L'entreprise destinataire d'une décision déclarant une concentration incompatible avec le marché commun a un intérêt à agir et à voir examiner par le juge communautaire la légalité de ladite décision.

Dès lors que les interprétations littérale, historique et systématique d'un acte ne permettent pas d'en apprécier la portée exacte, il y a lieu d'interpréter l'acte en cause en se fondant sur sa finalité.

Dans le cadre de son appréciation de l'existence d'une position dominante collective en vue du contrôle des opérations de concentration, la Commission est tenue de vérifier, selon une analyse prospective du marché de référence, si l'opération dont elle est saisie aboutit à une situation dans laquelle une concurrence effective dans le marché en cause est entravée de manière significative par les entreprises parties à la concentration et une ou plusieurs entreprises tierces qui ont, ensemble, notamment en raison des facteurs de corrélation existant entre elles, le pouvoir d'adopter une même ligne d'action sur le marché et d'agir dans une mesure appréciable indépendamment des autres concurrents, de leur clientèle et, finalement, des consommateurs. À cet égard, les règles de fond du règlement, et en particulier son article 2, confèrent à la Commission un certain pouvoir discrétionnaire, notamment pour ce qui est des appréciations d'ordre économique. En conséquence, le contrôle par le juge communautaire de l'exercice d'un tel pouvoir, qui est essentiel dans la définition des règles en matière de concentrations, doit être effectué compte tenu de la marge d'appréciation que sous-tendent les normes de caractère économique faisant partie du régime des concentrations. En l'espèce, le Tribunal a rejeté le recours des requérantes et confirmé la décision de la Commission.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

**Identification:** ECJ-2003-1-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 14.09.1999 / **e)** C-310/97 / **f)** Commission des Communautés européennes c. AssiDomään Kraft Products AB, Iggesunds Bruk AB, Korsnäs AB, MoDo Paper AB, Söodra Cell AB, Stora Kopparbergs Bergslags AB et Svenska Cellulosa AB / **g)** Recueil, I-5363 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.3.1.1 Justice constitutionnelle – Compétences – Étendue du contrôle – **Extension du contrôle.**

1.4.6.1 Justice constitutionnelle – Procédure – Moyens – **Délais.**

1.5.4.4 Justice constitutionnelle – Décisions – Types – **Annulation.**

1.6.1 Justice constitutionnelle – Effets des décisions – **Portée.**

1.6.9.2 Justice constitutionnelle – Effets des décisions – Incidence sur d'autres procédures juridictionnelles – **Incidence sur des procès terminés.**

3.10 Principes généraux – **Sécurité juridique.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Arrêt d'annulation, portée / Commission européenne, décision, réexamen / Amende, remboursement, conditions.

Sommaire (points de droit):

1. Si l'article 176 du Traité CE (devenu article 233 CE) impose à l'institution dont un acte a été annulé par le juge communautaire d'éviter que tout acte destiné à remplacer l'acte annulé soit entaché des mêmes irrégularités que celles identifiées dans l'arrêt d'annulation, en revanche, il n'implique pas qu'elle doive, à la demande de destinataires de décisions identiques ou similaires n'ayant pas eux-mêmes introduit un recours, réexaminer lesdites décisions prétendument affectées de la même irrégularité.

En effet, la portée d'un arrêt d'annulation est limitée à un double titre:

- d'une part, le juge communautaire de l'excès de pouvoir ne pouvant statuer *ultra petita*, l'annulation qu'il prononce ne saurait excéder celle sollicitée par le requérant;
- d'autre part, si l'autorité absolue dont jouit un arrêt d'annulation d'une juridiction communautaire s'attache tant au dispositif de l'arrêt qu'aux motifs qui en constituent le soutien nécessaire, elle ne peut entraîner l'annulation d'un acte non déféré à la censure du juge communautaire qui serait entaché de la même illégalité.

2. Une décision qui n'a pas été attaquée par le destinataire dans les délais prévus à l'article 173 du Traité CE (devenu, après modification, article 230 CE) devient définitive à son égard. Les délais de recours visent à garantir la sécurité juridique, en évitant la remise en cause indéfinie des actes communautaires entraînant des effets de droit. Le principe de la sécurité juridique s'oppose à ce que, dans une hypothèse où plusieurs décisions individuelles similaires infligeant des amendes ont été adoptées dans le cadre d'une procédure commune et

où certains destinataires seulement en ont poursuivi et obtenu l'annulation en justice, l'institution dont elles émanent doive, à la demande d'autres destinataires, réexaminer, à la lumière des motifs de l'arrêt d'annulation, la légalité des décisions non attaquées et apprécier si, sur la base de cet examen, il y a lieu de procéder à un remboursement des amendes versées.

Résumé:

La Commission des Communautés européennes a formé un pourvoi contre l'arrêt du Tribunal de première instance, *AssiDomän Kraft Products e.a./Commission* (T-227/95, *Recueil* p. II-1185), par lequel celui-ci a annulé la décision de la Commission du 4 octobre 1995, rejetant la demande de *AssiDomän Kraft Products e.a.* tendant à obtenir le réexamen, à la lumière de l'arrêt de la Cour du 31 mars 1993, *Ahlström Osakeyhtiö e.a./Commission* (C-89/85, C-104/85, C-114/85, C-116/85, C-117/85 et C-125/85 à C-129/85, *Recueil* p. I-1307), de la légalité de la décision 85/202/CEE de la Commission, du 19 décembre 1984, relative à une procédure d'application de l'article 85 du Traité CE (IV/29.725 – Pâte de bois). Par cette dernière décision, la Commission avait constaté qu'un certain nombre des 43 destinataires de la décision avaient enfreint l'article 85.1 du Traité CE et elle leur avait infligé des amendes. Seuls certains des destinataires de cette décision avaient introduit un recours, accueilli par la Cour, en annulation de la décision précitée. À la lumière de l'arrêt d'annulation, les sociétés *AssiDomän Kraft Products e.a.* ont demandé à la Commission, bien qu'elles n'eussent pas été destinataires dudit arrêt, un réexamen de leur situation juridique, en soutenant notamment qu'elles se trouvaient dans la même situation que les autres producteurs. La Commission a refusé le réexamen et les demanderesses ont introduit, devant le Tribunal, un recours en annulation de ce refus, fondé sur le moyen unique tiré de ce que, par sa décision de rejet de la demande de réexamen, la Commission aurait méconnu les conséquences juridiques qui découlent de l'arrêt de la Cour et violé l'article 176.1 du Traité CE, (devenu article 233.1 CE), relatif aux mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice. Cette disposition obligerait, selon elles, la Commission à prendre des mesures à l'égard non seulement des parties au litige, mais aussi d'autres justiciables, et en conséquence à réexaminer les cas similaires à la lumière de l'arrêt d'annulation. À cet égard, le Tribunal a estimé que le libellé de l'article 176 du Traité CE n'exclut pas que les conséquences à tirer d'un arrêt d'annulation excèdent le cercle des justiciables ayant introduit le recours et il a en conséquence annulé la décision de la Commission du 4 octobre 1995 comme entachée

d'une erreur de droit, dans la mesure où elle était fondée sur la prémisse que la Commission n'était ni obligée ni même autorisée à rembourser les amendes versées par les défenderesses au pourvoi. Contre cet arrêt, la Commission a introduit un pourvoi, soulevant, en substance, la question de savoir si, lorsque plusieurs décisions individuelles similaires infligeant des amendes ont été adoptées dans le cadre d'une procédure commune et que certains destinataires seulement en ont poursuivi et obtenu l'annulation en justice, l'institution dont elles émanent doit, à la demande d'autres destinataires, réexaminer, à la lumière des motifs de l'arrêt d'annulation, la légalité des décisions non attaquées et apprécier si, sur la base d'un tel examen, il y a lieu de procéder à un remboursement des amendes versées. La Cour, clarifiant la portée de l'article 176 et s'appuyant sur le principe de sécurité juridique et sur les délais de recours fixés à l'article 173 du Traité CE (devenu, après modification, article 230 CE), accueille le pourvoi et annule l'arrêt du Tribunal. Appliquant l'article 54.1, deuxième phrase, du statut CE de la Cour de justice, la Cour statue elle-même définitivement sur le litige, en rejetant comme non fondé le recours en annulation introduit devant le Tribunal par les défenderesses au pourvoi contre la décision de la Commission rejetant leur demande de réexamen à la lumière de l'arrêt rendu en faveur d'autres participants à l'entente dans le secteur de la pâte de bois.

Langues:

Anglais, français, finnois, danois, néerlandais, allemand, grec, italien, portugais, espagnol, suédois.



Identification: ECJ-2003-1-009

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 04.02.2000 / **e)** C-17/98 / **f)** Emesa Sugar (Free Zone) NV c. Aruba / **g)** *Recueil*, I-0665 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.4.1 Justice constitutionnelle – Procédure – **Caractères généraux.**
1.4.9.4 Justice constitutionnelle – Procédure – Parties – **Intervenants.**
1.4.13 Justice constitutionnelle – Procédure – **Réouverture des débats.**

2.1.3.2.1 Sources – Catégories – Jurisprudence – Jurisprudence internationale – **Cour européenne des Droits de l'Homme.**

4.17.1.4 Institutions – Union européenne – Structure institutionnelle – **Cour de justice de l'UE.**

5.3.13.19 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable – **Égalité des armes.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Avocat général, conclusions, droit de réponse / Requérant, droit de réponse.

Sommaire (points de droit):

Les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit dont la Cour assure le respect. À cet effet, la Cour s'inspire des traditions constitutionnelles communes aux États membres ainsi que des indications fournies par les instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré. La Convention européenne des Droits de l'Homme, à laquelle se réfère, au demeurant, l'article 6.2 UE, revêt, à cet égard, une signification particulière.

L'article 6.1 CEDH, relatif au droit de toute personne à ce que sa cause soit, dans une procédure contradictoire, entendue équitablement, ne fait pas obstacle au rejet par la Cour de la demande d'une partie de déposer des observations écrites en réponse aux conclusions de l'avocat général.

Eu égard au lien tant organique que fonctionnel entre l'avocat général et la Cour, la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme ne paraît pas transposable aux conclusions des avocats généraux à la Cour de justice. Le droit fondamental de la requérante à une procédure contradictoire n'est pas méconnu dans la mesure où c'est au regard de la finalité même du contradictoire que la Cour de justice peut d'office, ou sur proposition de l'avocat général, ou encore à la demande des parties, ordonner la réouverture de la procédure orale, si elle considère qu'elle est insuffisamment éclairée ou que l'affaire doit être tranchée sur la base d'un argument qui n'a pas été débattu entre les parties.

Résumé:

Dans une affaire préjudicielle dont la Cour de justice est saisie, en application de l'article 177 du Traité CE (devenu article 234 CE), la partie requérante dans le litige que doit trancher la juridiction nationale, *Emesa Sugar (Free Zone) NV*, qui a demandé de pouvoir

exposer son point de vue devant la Cour, demande à déposer des observations écrites en réponse aux conclusions présentées par l'avocat général. Cette possibilité n'est prévue ni par le statut de la Cour ni par le règlement de procédure de celle-ci. La requérante soutient néanmoins que cette possibilité devrait lui être accordée en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), concernant la portée de l'article 6.1 CEDH, en particulier de l'arrêt *Vermeulen c. Belgique*, (du 20 février 1996, *Recueil des arrêts et décisions* 1996 I, p. 224). L'impossibilité de répondre aux conclusions de l'avocat général, méconnaît, selon la requérante, son droit fondamental à une procédure contradictoire, tel qu'il est garanti par l'article 6.1 CEDH. La requérante considère que la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme sur ce point est applicable aux conclusions de l'avocat général présentées devant la Cour de Justice. La Cour rappelle que, selon sa jurisprudence constante, les droits fondamentaux font partie des principes généraux du droit dont elle assure le respect et que, dans ce cadre, la Convention européenne des Droits de l'Homme, reprise à l'article 6.2 UE, revêt une signification particulière.

La Cour considère néanmoins que l'article 6.2 ne fait pas obstacle au rejet par la Cour de la demande d'une partie de déposer des observations écrites en réponse aux conclusions de l'avocat général. D'une part, en effet, dans le système de l'organisation judiciaire établi par le traité ainsi que par le statut de la Cour de justice, et précisé par son règlement de procédure, les conclusions de l'avocat général constituent, à la différence d'un avis destiné aux juges ou aux parties qui émanerait d'une autorité extérieure à la Cour ou emprunterait son autorité à celle d'un ministère public, l'opinion individuelle, motivée et exprimée publiquement, d'un membre de l'institution elle-même, qui participe ainsi publiquement et personnellement au processus d'élaboration de la décision de la Cour et, partant, à l'accomplissement de la fonction juridictionnelle confiée à cette dernière.

D'autre part, c'est au regard de la finalité même du contradictoire, qui est d'éviter que la Cour puisse être influencée par des arguments qui n'auraient pas pu être discutés par les parties, que la Cour peut d'office ou sur proposition de l'avocat général, ou encore à la demande des parties, ordonner la réouverture de la procédure orale, conformément à l'article 61 de son règlement de procédure, si elle considère qu'elle est insuffisamment éclairée ou que l'affaire doit être tranchée sur la base d'un argument qui n'a pas été débattu entre les parties.

Considérant que la demande de Emesa ne porte pas sur la réouverture de la procédure, la Cour la rejette.

Langues:

Anglais, français, finnois, danois, néerlandais, allemand, grec, italien, portugais, espagnol, suédois.



Identification: ECJ-2003-2-016

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c) / d)** 04.07.2000 / **e)** C-424/97 / **f)** *Salomone Haim c. Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein* / **g)** *Recueil*, I-5123 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.16 Principes généraux – **Proportionnalité**.
 3.18 Principes généraux – **Intérêt général**.
 3.19 Principes généraux – **Marge d'appréciation**.
 4.6.10 Institutions – Organes exécutifs – **Responsabilité**.
 5.3.16 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – **Principe de l'application de la loi la plus favorable**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Domage, réparation / Droit communautaire, violation suffisamment caractérisée, détermination / Conventonnement, dentiste, sécurité sociale, conditions.

Sommaire (points de droit):

1. Il incombe à chacun des États membres de s'assurer que les particuliers obtiennent réparation du préjudice que leur cause le non-respect du droit communautaire, quelle que soit l'autorité publique auteur de cette violation et quelle que soit celle à laquelle incombe en principe, selon le droit de l'État membre concerné, la charge de cette réparation.

La réparation des dommages causés aux particuliers par des mesures d'ordre interne prises en violation du droit communautaire ne doit toutefois pas nécessairement être assurée par l'État membre lui-même pour que ses obligations communautaires soient remplies. Ainsi, dans les États membres dans lesquels certaines tâches législatives ou administratives sont assumées de façon décentralisée par des collectivités territoriales

investies d'une certaine autonomie ou tout autre organisme de droit public juridiquement distinct de l'État, la réparation desdits dommages, causés par des mesures prises par un organisme de droit public, peut être assurée par celui-ci.

Le droit communautaire ne s'oppose pas non plus à ce que la responsabilité qui incombe à un organisme de droit public de réparer les dommages causés aux particuliers par des mesures qu'il a prises en violation du droit communautaire puisse être engagée en plus de celle de l'État membre lui-même.

2. Pour déterminer s'il y a eu ou non violation caractérisée du droit communautaire, en tant que l'une des conditions dans lesquelles un État membre est tenu de réparer les dommages causés aux particuliers par des violations du droit communautaire qui lui sont imputables, il y a lieu de tenir compte de la marge d'appréciation dont dispose l'État membre concerné. L'existence et l'étendue de cette marge d'appréciation doivent être déterminées par rapport au droit communautaire et non par rapport au droit national. La marge d'appréciation éventuellement accordée par le droit national au fonctionnaire ou à l'institution auteur de la violation du droit communautaire est donc sans importance à cet égard.

Pour déterminer si une simple infraction au droit communautaire par un État membre constitue une violation suffisamment caractérisée, le juge national saisi d'une demande en réparation doit tenir compte de tous les éléments qui caractérisent la situation qui lui est soumise. Parmi ces éléments, figurent notamment le degré de clarté et de précision de la règle violée, le caractère intentionnel ou involontaire du manquement commis ou du préjudice causé, le caractère excusable ou inexcusable d'une éventuelle erreur de droit, la circonstance que les attitudes prises par une institution communautaire ont pu contribuer à l'adoption ou au maintien de mesures ou de pratiques nationales contraires au droit communautaire.

Résumé:

Le présent arrêt, rendu sur renvoi préjudiciel du *Landgericht* Düsseldorf, trouve son origine dans le litige qui a opposé, pendant plus de dix ans, *Salomone Haim* au *Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein* (association des dentistes mutualistes de Rhénanie du Nord). Il constitue, d'ailleurs, le deuxième arrêt *Haim*, la Cour ayant déjà eu l'occasion de statuer à titre préjudiciel dans cette affaire (arrêt du 9 février 1994, *Haim I*, C-319/92, *Recueil I*-425).

M. Haim, dentiste de nationalité italienne, est titulaire d'un diplôme délivré, en 1946, par l'Université d'Istanbul, ville dans laquelle il a exercé jusqu'en 1980. En 1981, il a obtenu l'autorisation d'exercer à titre privé en République fédérale d'Allemagne. C'est pourtant en Belgique – où son diplôme a été reconnu, en 1982, comme équivalant au diplôme belge – qu'il a décidé d'exercer son activité. Dès 1988, il a néanmoins sollicité de l'association des dentistes mutualistes de Rhénanie du Nord son inscription au registre des dentistes afin d'exercer en tant que dentiste conventionné. Par décision du 10 août 1988, l'association a refusé cette inscription au motif qu'il n'avait pas accompli le stage préparatoire de deux ans exigé par la réglementation nationale et ne pouvait, pour autant, se prévaloir d'un diplôme obtenu dans un autre État membre. Estimant cette décision contraire au droit communautaire, M. Haim a engagé une action contentieuse dans le cadre de laquelle le *Bundessozialgericht* a saisi la Cour de justice de plusieurs questions préjudicielles. Dans son arrêt du 9 février 1994, la Cour a adopté une position nuancée. Si l'article 20 de la directive 78/686, visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, n'interdit pas à un État membre d'imposer au ressortissant d'un autre État membre se trouvant dans une situation similaire à celle de M. Haim un stage préparatoire en vue de son conventionnement en tant que dentiste d'une caisse d'assurance maladie, l'article 52 du Traité CE [devenu, après modification, article 43 CE] s'oppose, en revanche, à ce que les autorités compétentes de cet État membre refusent un tel conventionnement sans vérifier si, et le cas échéant dans quelle mesure, l'expérience dont l'intéressé justifie d'ores et déjà correspond à celle exigée par la réglementation en vigueur dans cet État. À la suite de cet arrêt, M. Haim a obtenu, par décision du 4 janvier 1995, son inscription au registre des dentistes. En raison de son âge, il n'a pas poursuivi les démarches nécessaires en vue d'obtenir son conventionnement mais a toutefois introduit une nouvelle action à l'encontre de l'association des dentistes mutualistes de Rhénanie du Nord, afin d'obtenir réparation du préjudice subi. Hésitant sur le sort à réserver à cette demande, le *Landgericht* Düsseldorf a saisi la Cour de justice de questions qui trouvent leur réponse dans le présent arrêt.

Par sa première question, la juridiction de renvoi interroge la Cour sur le point de savoir si la responsabilité d'un organisme de droit public pour dommages causés à un particulier du fait de violations du droit communautaire peut être engagée en plus de celle de l'État membre lui-même. La réponse de la Cour est très claire: dès lors que les conditions de la responsabilité d'un État membre pour violation du droit communautaire sont réunies, c'est dans le cadre du droit national de la responsabilité

qu'il incombe à l'État de réparer les conséquences du préjudice causé. Aussi, rien n'empêche l'État membre concerné de prévoir que la réparation exigée par le droit communautaire sera le fait d'une collectivité décentralisée ou de tout organisme de droit public juridiquement distinct de lui. Il ne lui est pas davantage interdit de prévoir un mécanisme de responsabilité solidaire de l'autorité publique et de l'État lui-même.

Par sa deuxième question, la juridiction de renvoi demande, en substance, à la Cour de préciser la notion de «violation suffisamment caractérisée» du droit communautaire, laquelle constitue l'une des trois conditions du droit à réparation. Une violation suffisamment caractérisée du droit communautaire peut-elle résulter des actes d'un fonctionnaire qui ne disposait d'aucune marge d'appréciation lorsqu'il a pris sa décision? Après avoir rappelé sa jurisprudence en la matière, la Cour précise que la marge d'appréciation éventuellement accordée par le droit national au fonctionnaire ou à l'institution auteur de la violation du droit communautaire est sans importance dans l'appréciation de cette dernière. Pour déterminer si une infraction au droit communautaire constitue une violation suffisamment caractérisée, poursuit la Cour, le juge national saisi d'une demande en réparation doit tenir compte de tous les éléments qui caractérisent la situation qui lui est soumise. À cet égard, la circonstance que la Cour s'est – ou non – déjà prononcée sur un cas similaire constitue une donnée que la juridiction nationale doit prendre en compte dans son appréciation.

Par sa troisième question, la juridiction de renvoi interroge la Cour sur le point de savoir si les autorités compétentes d'un État membre sont autorisées à soumettre le conventionnement d'un dentiste se trouvant dans la situation de M. Haim à la condition que ce praticien ait les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de sa profession dans l'État membre d'établissement. Après avoir indiqué qu'une telle situation ne relève pas du champ d'application de la directive 78/686, la Cour rappelle que les mesures nationales restrictives de l'exercice des libertés fondamentales garanties par le Traité CE ne peuvent être justifiées que si elles s'appliquent de manière non discriminatoires, répondent à des raisons impérieuses d'intérêt général, sont propres à garantir la réalisation de l'objectif qu'elles poursuivent et ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre. À cet égard, la Cour observe que la fiabilité de la communication du dentiste avec son patient ainsi qu'avec les autorités administratives et organismes professionnels constitue une raison impérieuse d'intérêt général de nature à justifier que le conventionnement d'un dentiste soit soumis à des conditions d'ordre linguistique. Toutefois, observe

encore la Cour, il est dans l'intérêt des patients dont la langue maternelle est autre que la langue nationale qu'il existe des dentistes capables de communiquer avec eux dans leur propre langue. Il appartient au juge national d'apprécier, en conséquence, la proportionnalité des exigences d'ordre linguistique.

Langues:

Anglais, français, finnois, danois, néerlandais, allemand, grec, italien, portugais, espagnol, suédois.



Identification: ECJ-2000-H-001

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance / **c)** Quatrième chambre / **d)** 14.07.2000 / **e)** T-82/99 / **f)** Michael Cwik c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, FP-IA-0155; FP-II-0713 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du Thésaurus systématique:

3.10 Principes généraux – **Sécurité juridique**.
 3.17 Principes généraux – **Mise en balance des intérêts**.
 3.18 Principes généraux – **Intérêt général**.
 5.1.4 Droits fondamentaux – Problématique générale – **Limites et restrictions**.
 5.3.21 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – **Liberté d'expression**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Fonctionnaire, publication, autorisation préalable.

Sommaire (points de droit):

1. La liberté d'expression, consacrée à l'article 10 CEDH, fait partie des droits fondamentaux qui, selon une jurisprudence constante, réaffirmée par le préambule de l'Acte unique européen et par l'article F.2 du traité sur l'Union européenne (devenu, après modification, article 6.2 UE, sont protégés dans l'ordre juridique communautaire et dont jouissent, en particulier, les fonctionnaires communautaires. Néanmoins, les droits fondamentaux ne constituent pas des prérogatives absolues, mais peuvent comporter des restrictions, à condition que celles-ci répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général et ne constituent pas, au regard du but

poursuivi, une intervention démesurée et intolérable dans une société démocratique, qui porterait atteinte à la substance même des droits protégés.

Examiné à la lumière de ces principes, l'article 17.2 du statut exprime l'idée de la nécessité permanente d'un juste équilibre entre la garantie de l'exercice d'un droit fondamental et la protection d'un objectif légitime d'intérêt général. Cet objectif peut ainsi justifier une restriction à l'exercice d'un tel droit seulement si les circonstances concrètes l'exigent et dans la mesure du nécessaire. D'après cette disposition, d'une part, le fonctionnaire est soumis à l'obligation de demander l'autorisation pour publier un article, mais, d'autre part, cette obligation est circonscrite aux articles qui se rattachent à l'activité des Communautés, et l'autorisation ne peut être refusée que «si la publication envisagée est de nature à mettre en jeu les intérêts des Communautés».

2. Dans une société démocratique fondée sur le respect des droits fondamentaux, l'expression publique, par un fonctionnaire, de points de vue différents de ceux de l'institution pour laquelle il travaille ne peut pas, en soi, être considérée comme étant de nature à mettre en danger les intérêts des Communautés au sens de l'article 17.2 du statut. À l'évidence, l'utilité de la liberté d'expression est justement la possibilité d'exprimer des opinions différentes de celles retenues au niveau officiel. Admettre que la liberté d'expression puisse être limitée au seul motif que l'opinion en cause diffère de la position retenue par les institutions reviendrait à priver ce droit fondamental de son objet. De la même manière, l'article 17.2 du statut serait privé d'effet, puisque, tel qu'il résulte de son libellé, cette disposition établit clairement le principe d'octroi de l'autorisation de publication en disposant expressément qu'une telle autorisation ne peut être refusée que si la publication en cause est de nature à mettre en jeu les intérêts des Communautés.

Il s'ensuit que la seule différence d'opinion entre un fonctionnaire et son institution, dans la mesure où il n'est pas démontré que le fait de la rendre publique serait de nature à mettre en jeu les intérêts des Communautés, ne peut pas justifier le rejet d'une demande d'autorisation de publication introduite au titre de l'article 17.2 du statut.

Résumé:

Dans le cadre du contentieux concernant la fonction publique communautaire, le Tribunal de première instance est saisi d'une demande d'annulation d'une décision de la Commission refusant à l'un de ses fonctionnaires l'autorisation de publication du texte d'une conférence qu'il a donnée.

Le requérant, dans un premier temps, avait été autorisé à donner une conférence sur un sujet économique. Ensuite, il s'est vu opposer par ses supérieurs hiérarchiques un refus de publication du texte de la conférence, au motif qu'elle était de nature à mettre en jeu les intérêts de la Communauté. À l'appui de sa demande, le requérant fait valoir, que, aux termes de l'article 17.2 du statut des fonctionnaires des Communautés européennes, tout fonctionnaire bénéficie de la liberté d'expression dans le cadre de ses obligations statutaires, et que, en lui refusant la publication de son texte au motif qu'une telle publication réduirait la marge de manœuvre de la Communauté, la Commission aurait commis une erreur de droit dans l'interprétation du statut et abusé du pouvoir d'appréciation conféré par celui-ci. Le requérant, en effet, conteste que la publication du texte litigieux entraîne un risque d'atteinte à la marge de manœuvre de la Commission, de sorte que la limitation de sa liberté d'expression ne serait pas justifiée. Le Tribunal, après avoir rappelé que les droits fondamentaux, parmi lesquels se range la liberté d'expression, sont protégés dans l'ordre juridique communautaire mais que, néanmoins, des restrictions justifiées par la protection d'un objectif légitime d'intérêt général peuvent être apportées à l'exercice de ces droits, vérifie si le refus de publication répond effectivement en l'espèce à la nécessité de ne pas mettre en jeu les intérêts de la Communauté. Il relève que, d'après la décision de la Commission interdisant la publication, le danger pour les intérêts de la Communauté consiste uniquement dans l'expression publique, par un fonctionnaire, de points de vue différents de ceux de l'institution. Or, considérant que la différence d'opinions constitue l'objet même de la liberté d'expression, le tribunal estime que ce motif ne peut pas justifier une restriction à l'exercice de la liberté d'expression et que le refus de publication se trouve dépourvu de tout fondement juridique et doit être annulé.

Langues:

Allemand, anglais, danois, espagnol, finnois, français, grec, italien, néerlandais, portugais, suédois.



Identification: ECJ-2004-2-008

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c) / d)** 20.09.2001 / **e)** C-184/99 / **f)** Rudy Grzelczyk c. Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve / **g)** *Recueil*, I-06193 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

5.1.1.2 Droits fondamentaux – Problématique générale – Bénéficiaires ou titulaires des droits – **Citoyens de l'Union européenne et assimilés.**

5.2.2.4 Droits fondamentaux – Égalité – Critères de différenciation – **Citoyenneté ou nationalité.**

5.4.14 Droits fondamentaux – Droits économiques, sociaux et culturels – **Droit à la sécurité sociale.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Union européenne, citoyen, statut / Libre circulation des personnes / Séjour, permis / Étudiant, étranger, aide sociale, conditions d'octroi.

Sommaire (points de droit):

Le statut de citoyen de l'Union a vocation à être le statut fondamental des ressortissants des États membres permettant à ceux parmi ces derniers qui se trouvent dans la même situation d'obtenir, indépendamment de leur nationalité et sans préjudice des exceptions expressément prévues à cet égard, le même traitement juridique.

Un citoyen de l'Union qui réside légalement sur le territoire de l'État membre d'accueil peut se prévaloir de l'article 6 du Traité (devenu, après modification, article 12 CE) dans toutes les situations relevant du domaine d'application *ratione materiae* du droit communautaire.

Ces situations comprennent notamment celles relevant de l'exercice des libertés fondamentales garanties par le traité et celles relevant de l'exercice de la liberté de circuler et de séjourner sur le territoire des États membres telle que conférée par l'article 8a du Traité (devenu, après modification, article 18 CE).

Le fait pour un citoyen de l'Union de poursuivre des études universitaires dans un État membre autre que celui dont il est ressortissant ne peut, en soi, le priver de la possibilité de se prévaloir de l'interdiction de toute discrimination en raison de la nationalité, énoncée à l'article 6 du Traité. En effet, le traité sur l'Union européenne a introduit la citoyenneté de l'Union dans le traité et a ajouté dans la troisième partie de celui-ci, titre VIII, un chapitre 3 consacré

notamment à l'éducation et à la formation professionnelle. Rien dans le texte du Traité ainsi modifié ne permet de considérer que les étudiants qui sont des citoyens de l'Union, lorsqu'ils se déplacent dans un autre État membre pour y poursuivre des études, sont privés des droits conférés par le traité aux citoyens de l'Union. En outre, le Conseil a également arrêté la directive 93/96 qui prévoit que les États membres reconnaissent le droit de séjour aux étudiants ressortissants d'un État membre qui remplissent certaines conditions.

L'article 1 de la directive 93/96, relative au droit de séjour des étudiants, n'exige pas, parmi les conditions nécessaires à l'obtention d'un droit de séjour, de ressources d'un montant déterminé ni ne requiert que l'existence de celles-ci soit justifiée par des documents spécifiques. Il y est seulement question d'une déclaration ou de tout autre moyen au moins équivalent qui permette à l'étudiant d'assurer à l'autorité nationale concernée qu'il dispose, pour lui-même ainsi que, le cas échéant, pour son conjoint et ses enfants à charge, de ressources afin d'éviter qu'ils ne deviennent, pendant leur séjour, une charge pour l'assistance sociale de l'État membre d'accueil.

Cette interprétation n'exclut cependant pas que l'État membre d'accueil considère qu'un étudiant qui a eu recours à l'assistance sociale ne remplit plus les conditions auxquelles est soumis son droit de séjour et prenne, dans le respect des limites imposées à cet égard par le droit communautaire, des mesures en vue soit de mettre fin à l'autorisation de séjour de ce ressortissant, soit de ne pas renouveler celle-ci. Toutefois, de telles mesures ne peuvent en aucun cas devenir la conséquence automatique du recours à l'assistance sociale de l'État membre d'accueil par un ressortissant d'un autre État membre.

En effet, la directive 93/96, tout comme les directives 90/364, relative au droit de séjour, et 90/365, relative au droit de séjour des travailleurs salariés et non salariés ayant cessé leur activité professionnelle, d'ailleurs, admet une certaine solidarité financière des ressortissants de cet État avec ceux des autres États membres, notamment si les difficultés que rencontre le bénéficiaire du droit de séjour sont d'ordre temporaire. En outre, la situation financière d'un étudiant peut changer au fil du temps pour des raisons indépendantes de sa volonté. La véracité de sa déclaration ne peut donc être évaluée qu'au moment où elle est faite.

Les articles 6 et 8 du Traité (devenus, après modification, articles 12 CE et 17 CE) s'opposent à ce que le bénéficiaire d'une prestation sociale d'un régime non contributif, telle qu'un minimum de moyens d'existence, soit subordonné, en ce qui

concerne les ressortissants d'États membres autres que l'État membre d'accueil sur le territoire duquel lesdits ressortissants séjournent légalement, à la condition que ces derniers entrent dans le champ d'application du règlement n° 1612/68, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, alors même qu'aucune condition de cette nature ne s'applique aux ressortissants de l'État membre d'accueil.

Résumé:

M. Grzelczyk, de nationalité française, a entamé des études universitaires en Belgique. Durant ses trois premières années d'études, il a subvenu à ses besoins en exerçant divers petits travaux salariés et en obtenant des facilités de paiement. Au début de sa quatrième et dernière année d'études, il a demandé à bénéficier du «minimex», une prestation d'aide sociale destinée à garantir à son bénéficiaire un minimum de moyens d'existence. Après examen de son dossier, le centre public d'aide sociale territorialement compétent a décidé de lui accorder le bénéfice du «minimex» pour l'année universitaire en cours. L'autorité de tutelle a toutefois contesté la régularité de cette décision, au motif que les conditions légales requises pour l'octroi de cette aide, plus particulièrement la condition de nationalité, n'étaient pas réunies. C'est en arguant de la qualité d'étudiant de M. Grzelczyk que le centre d'aide sociale lui a finalement retiré le bénéfice de l'aide qu'il lui avait précédemment accordé, l'article 1 de la directive 93/96, relative aux droits de séjour des étudiants, prévoyant, en effet, que l'étudiant qui sollicite un droit de séjour dans un État membre autre que celui dont il est ressortissant doit disposer de ressources suffisantes afin d'éviter qu'il ne devienne, pendant son séjour, une charge pour l'assistance sociale de l'État d'accueil. M. Grzelczyk a attaqué cette décision devant le Tribunal du travail de Nivelles (Belgique). Hésitant quant à la portée de plusieurs dispositions du Traité CE et du droit communautaire dérivé, cette juridiction a décidé de surseoir à statuer et d'opérer un renvoi préjudiciel à la Cour de justice des Communautés européennes.

La juridiction de renvoi interroge notamment la Cour sur le point de savoir si le principe de non-discrimination prévu à l'article 6 du Traité CE (devenu, après modification, article 12 CE) et la citoyenneté de l'Union consacrée à l'article 8 du Traité CE (devenu article 17 CE) s'opposent à ce que le bénéfice d'une prestation sociale d'un régime non contributif, telle que le «minimex», soit subordonné à la condition que le demandeur entre dans le champ d'application du règlement n° 1612/68, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, alors même qu'aucune condition de cette nature ne s'applique aux ressortissants de l'État

membre d'accueil. La Cour constate, à cet égard, qu'un étudiant de nationalité belge, mais n'ayant pas la qualité de travailleur au sens du règlement n° 1612/68, qui se serait trouvé dans des conditions identiques à celles de M. Grzelczyk aurait réuni les conditions nécessaires pour obtenir le bénéfice du «minimex». Il s'agit donc, poursuit la Cour, d'un cas de discrimination opérée sur la seule base de la nationalité. Or, le fait pour un étudiant, qui est un citoyen de l'Union, de poursuivre des études universitaires dans un État membre autre que celui dont il est ressortissant ne peut, en soi, le priver de la possibilité de se prévaloir de l'interdiction de toute discrimination en raison de la nationalité. Il est vrai, reconnaît la Cour, que l'article 8a du Traité (devenu, après modification, article 18 CE) consacre le droit, pour les citoyens de l'Union, de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le traité et les dispositions prises pour son application. À ce titre, un État membre peut considérer qu'un étudiant qui a eu recours à l'assistance sociale ne remplit plus les conditions auxquelles est soumis son droit de séjour et prendre, dans le respect des limites imposées à cet égard par le droit communautaire, des mesures en vue soit de mettre fin à l'autorisation de séjour de ce ressortissant, soit de ne pas renouveler celle-ci. Cependant, ajoute la Cour, de telles mesures ne peuvent en aucun cas devenir la conséquence automatique du recours à l'assistance sociale de l'État membre d'accueil par un étudiant ressortissant d'un autre État membre. Seule une charge déraisonnable pour les finances publiques de l'État d'accueil pourrait justifier une mesure d'éloignement du territoire, la directive 93/96 admettant une certaine solidarité financière des ressortissants de cet État avec ceux des autres États membres.

Au vu de l'ensemble de ces constatations, la Cour déclare que les articles 6 et 8 du Traité s'opposent à ce que le bénéfice d'une prestation sociale d'un régime non contributif, telle que le «minimex», soit subordonné, en ce qui concerne les ressortissants d'États membres autres que l'État membre d'accueil sur le territoire duquel lesdits ressortissants séjournent légalement, à la condition que ces derniers entrent dans le champ d'application du règlement n° 1612/68, alors même qu'aucune condition de cette nature ne s'applique aux ressortissants de l'État membre d'accueil.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2001-H-001

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance / **c)** Première chambre / **d)** 02.10.2001 / **e)** T-222/99, T-327/99 et T-329/99 / **f)** Jean-Claude Martinez, Charles de Gaulle, Front national et Emma Bonino et autres c. Parlement européen / **g)** *Recueil*, II-02823 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du Thésaurus systématique:

2.1.2 Sources – Catégories – **Règles non écrites.**
 3.10 Principes généraux – **Sécurité juridique.**
 3.16 Principes généraux – **Proportionnalité.**
 4.5.3 Institutions – Organes législatifs – **Composition.**
 4.5.4 Institutions – Organes législatifs – **Organisation.**
 4.5.4.1 Institutions – Organes législatifs – Organisation – **Règlement interne.**
 5.1.4 Droits fondamentaux – Problématique générale – **Limites et restrictions.**
 5.3.41.2 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Droits électoraux – **Droit d'être candidat.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Union européenne, parlement, traditions nationales communes aux pays membres / Administration, bonne, principe / Parlement, groupe, dissolution / Parlement, membre, groupe, affiliation.

Sommaire (points de droit):

1. Si le règlement intérieur d'une institution communautaire a pour objet d'organiser le fonctionnement interne des services dans l'intérêt d'une bonne administration et que les règles qu'il établit ont, dès lors, essentiellement pour fonction d'assurer le bon déroulement des débats, une telle considération n'exclut pas, en tant que telle, que l'acte du parlement par lequel sont adoptées l'interprétation générale d'une disposition de son règlement intérieur suggérée par la commission des affaires constitutionnelles ainsi que la position exprimée par celle-ci au sujet d'un cas concret soit constitutif d'effets juridiques à l'égard des tiers et, partant, qu'il soit susceptible de faire l'objet d'une demande tendant à obtenir son annulation devant le juge communautaire sur le fondement de l'article 230 CE. Le parlement ne saurait, à cet égard, prétendre ramener la teneur de cet acte à l'adoption d'une

interprétation de portée générale et abstraite de la disposition en cause, non susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation.

2. Détenteurs, en vertu de l'article 1 de l'acte du 20 septembre 1976 portant élection des représentants à l'assemblée au suffrage universel direct, d'un mandat de représentant des peuples des États réunis dans la Communauté, les députés du parlement doivent, à l'égard d'un acte émanant du parlement et produisant des effets juridiques en ce qui concerne les conditions d'exercice dudit mandat, être considérés comme des tiers au sens de l'article 230.1.

3. L'article 29.1, du règlement du Parlement, qui dispose que les députés peuvent s'organiser en groupes par affinités politiques et qui prend place dans un article consacré à la «constitution des groupes politiques», doit nécessairement être lu comme signifiant que les députés qui choisissent de former un groupe au parlement ne peuvent le faire que sur la base d'affinités politiques. Les termes mêmes de cette disposition, conjugués à l'intitulé de l'article dans lequel ils s'insèrent, amènent donc à écarter tout caractère facultatif du critère relatif aux affinités politiques visé par ladite disposition.

De ce point de vue, l'attitude adoptée antérieurement par le parlement à l'égard des déclarations de constitution de certains groupes doit être regardée comme traduisant une appréciation donnée en fonction des éléments et du contexte propres à chacune de ces déclarations, en ce qui concerne le respect de l'exigence d'affinités politiques. Elle ne saurait, en revanche, être jugée constitutive d'une interprétation juridique selon laquelle il y aurait lieu de conclure au caractère facultatif de la condition relative aux affinités politiques visée par les versions successives du règlement intérieur du Parlement.

4. Ainsi qu'il découle de l'article 180 du règlement du Parlement, celui-ci est compétent pour veiller, le cas échéant par le biais d'une saisine de la commission des affaires constitutionnelles, à l'application et à l'interprétation correctes des dispositions de son règlement intérieur. À ce titre, il a, en particulier, compétence pour contrôler le respect, par un groupe dont la constitution est déclarée au président du parlement conformément à l'article 29.4 du règlement, de l'exigence d'affinités politiques posée au paragraphe 1 de ce même article. Dénier une telle compétence de contrôle au parlement équivaldrait à le contraindre à priver cette dernière disposition de tout effet utile.

5. La notion d'affinités politiques, au sens de l'article 29.1, du règlement du Parlement, doit être comprise comme correspondant, dans chaque cas particulier, au sens qu'entendent lui donner, sans forcément en faire ouvertement état, les députés qui décident de former un groupe politique conformément à l'article 29 du règlement. Il s'ensuit que des députés qui déclarent s'organiser en groupe en application de cette disposition sont présumés partager des affinités politiques, fussent-elles minimales.

Cette présomption ne saurait toutefois être considérée comme irréfragable. Au titre de sa compétence de contrôle, le parlement dispose du pouvoir d'examiner le respect de l'exigence posée par l'article 29.1 du règlement lorsque les députés qui déclarent constituer un groupe excluent ouvertement toute affinité politique entre eux, méconnaissant ainsi de manière patente l'exigence.

6. L'indication, contenue dans la déclaration de constitution d'un groupe parlementaire, selon laquelle les différentes composantes signataires conservent leur liberté de vote tant en commission qu'en assemblée plénière, ne permet pas de conclure à l'absence d'affinités politiques entre lesdites composantes. En effet, une telle indication est l'expression du principe d'indépendance du mandat consacré par l'article 4.1 de l'acte portant élection des représentants à l'assemblée au suffrage universel direct, du 20 septembre 1976, et par l'article 2 du règlement du parlement et ne saurait donc influencer sur l'appréciation de la conformité d'un groupe à l'article 29.1 de ce règlement. Le fait que des députés s'organisant en groupe déclarent conserver leur indépendance politique les uns vis-à-vis des autres ne permet pas non plus, en tant que tel, de considérer qu'ils ne partagent pas d'affinités politiques. Une déclaration de cette nature cadre également avec le principe d'indépendance du mandat.

Tel n'est toutefois pas le cas lorsque les composantes du groupe concerné ont rejeté catégoriquement toute affinité politique entre elles, se sont engagées à ne donner en aucune circonstance l'impression de partager une quelconque affinité de cette nature et ont exclu à l'avance toute action visant à y parvenir, fût-ce de manière ponctuelle, en cours de législation.

7. L'article 241 CE est l'expression d'un principe général assurant à toute partie le droit de contester par voie incidente, en vue d'obtenir l'annulation d'une décision qui la concerne directement et individuellement, la validité d'un acte institutionnel antérieur constituant la base juridique de la décision

attaquée, si cette partie ne disposait pas du droit d'introduire, en vertu de l'article 230 CE, un recours direct contre un tel acte, dont elle subit ainsi les conséquences sans avoir été en mesure d'en demander l'annulation.

À cet égard, le champ d'application dudit article doit s'étendre aux actes des institutions qui ont été pertinents pour l'adoption de la décision qui fait l'objet du recours en annulation, même si ces actes n'ont pas formellement servi de base juridique à ladite décision.

8. Le parlement est autorisé à prendre, en vertu du pouvoir d'organisation interne que lui attribuent les articles 25 CA, 199 CE et 112 EA, des mesures appropriées en vue d'assurer son bon fonctionnement et le déroulement de ses procédures.

À cet égard, les dispositions combinées des articles 29.1 et 30 du règlement du Parlement, en ce qu'elles n'admettent au parlement que la constitution de groupes fondés sur des affinités politiques et prévoient que les députés qui n'adhèrent pas à un groupe politique siègent comme députés non inscrits dans les conditions fixées par le bureau du parlement plutôt que d'autoriser ces derniers à constituer un groupe technique ou de les rassembler dans un groupe mixte, constituent des mesures d'organisation interne justifiées au regard des caractéristiques propres du Parlement, de ses contraintes de fonctionnement et des responsabilités et objectifs qui lui sont assignés par le traité.

9. Le principe de non-discrimination, qui constitue un principe fondamental du droit, interdit que des situations comparables soient traitées de manière différente ou que des situations différentes soient traitées de manière égale, à moins que de tels traitements ne soient objectivement justifiés. À cet égard, les députés du parlement sont tous investis d'un mandat qui leur a été conféré démocratiquement par les électeurs et assument une même fonction de représentation politique au niveau européen.

À ce titre, ils partagent la même situation. Certes, les dispositions combinées des articles 29.1 et 30 du règlement du Parlement, en ce qu'elles n'admettent au parlement que la constitution de groupes fondés sur des affinités politiques, introduisent une différence entre deux catégories de députés, à savoir ceux qui relèvent d'un groupe politique au sens de la réglementation intérieure du parlement et ceux qui siègent comme députés non inscrits dans les conditions fixées par le bureau du Parlement. Une telle différence se justifie toutefois par le fait que les premiers satisfont, contrairement aux seconds, à une

exigence du règlement dictée par la poursuite d'objectifs légitimes. Elle ne saurait, dès lors, être jugée constitutive d'une violation du principe de non-discrimination.

10. Il appartient au parlement de vérifier si la situation qui résulte de l'application des différentes dispositions internes conditionnant le statut du député non inscrit est, dans tous ses aspects, conforme au principe d'égalité de traitement.

À cet égard, si la réalisation des objectifs légitimes poursuivis par le parlement à travers son organisation en groupes politiques justifie que ces groupes et, à travers eux, les députés qui y adhèrent bénéficient de certaines prérogatives et facilités par rapport aux députés non inscrits, il incombe au parlement d'examiner, dans le respect des procédures internes prévues à cette fin, si les différences de traitement entre ces deux catégories de députés, qui découlent desdites dispositions, sont toutes nécessaires et, donc, objectivement justifiées au regard des objectifs susvisés. Le cas échéant, il lui reviendra, dans le cadre de son pouvoir d'organisation interne, de remédier aux inégalités contenues dans lesdites dispositions qui ne satisferaient pas à cette exigence de nécessité et qui pourraient, par conséquent, être jugées discriminatoires lors d'un contrôle de légalité qui serait sollicité du juge communautaire à propos d'actes du parlement pris en application de ces dispositions.

11. Le principe de protection de la confiance légitime, qui s'inscrit parmi les principes fondamentaux de la Communauté, suppose que l'institution communautaire concernée ait fourni aux intéressés des assurances précises ayant fait naître dans leur chef des espérances fondées.

À cet égard, l'absence, par le passé, d'opposition du parlement à la déclaration de constitution de groupes politiques ne présentant pas les mêmes caractéristiques qu'un groupe dont la constitution est à présent déclarée ne saurait être regardée comme une assurance précise ayant fait naître dans l'esprit des députés ayant déclaré la constitution de ce groupe des espérances fondées en ce qui concerne la conformité de celui-ci à l'exigence d'affinités politiques prescrite par l'article 29.1 du règlement du Parlement.

12. Si le principe de la démocratie constitue un élément fondateur de l'Union européenne, ce principe ne s'oppose pas à ce que le parlement adopte des mesures d'organisation interne visant, comme le font les dispositions combinées des articles 29.1 et 30 du règlement du parlement qui n'admettent que la

constitution de groupes fondés sur des affinités politiques, à lui permettre de remplir au mieux, en fonction de ses caractéristiques propres, le rôle institutionnel et les objectifs qui lui sont assignés par les traités.

13. Il appartient au parlement de vérifier, dans le respect des procédures internes prévues à cette fin et sous le contrôle éventuel du juge communautaire, si la situation des députés non inscrits, au sens de l'article 30 du règlement du Parlement, qui se voient privés, par différentes dispositions de la réglementation intérieure du Parlement, dans le cadre de l'exercice de leur fonction, du bénéfice d'une série de prérogatives parlementaires, financières, administratives et matérielles reconnues aux groupes politiques, est, dans tous ses aspects, compatible avec le principe de la démocratie. Ce principe ne saurait admettre que des députés, qui ont été démocratiquement investis d'un mandat parlementaire, voient les conditions d'exercice de ce mandat, du fait de leur non-appartenance à un groupe politique, affectées dans une mesure qui excède ce qui est nécessaire à la réalisation des objectifs légitimes poursuivis par le parlement à travers sa structuration en groupes politiques.

14. Le principe de proportionnalité exige que les actes pris par les institutions communautaires soient appropriés et nécessaires pour atteindre le but recherché, étant entendu que, lorsqu'un choix s'offre entre plusieurs mesures appropriées, il convient de recourir à la moins contraignante.

À cet égard, les dispositions combinées des articles 2.1 et 30 du règlement du Parlement, qui n'admettent que la constitution de groupes fondés sur des affinités politiques, constituent des mesures d'organisation interne appropriées et nécessaires au regard des buts légitimes poursuivis par le Parlement. En effet, seuls des groupes constitués par des députés partageant des affinités politiques au sens de l'article 29.1 dudit règlement permettent au parlement de remplir, compte tenu de ses caractéristiques propres et de ses contraintes de fonctionnement, les missions institutionnelles et les objectifs qui lui sont impartis par le traité. Si des députés déclarant constituer un groupe au sens de l'article 29 du règlement n'ont aucune affinité politique entre eux, le parlement n'a d'autre choix que d'interdire la constitution d'un tel groupe et de les considérer, ainsi que le prévoit l'article 30 du règlement, comme des députés non inscrits, au risque de compromettre la réalisation des objectifs légitimes qu'il vise à travers sa structuration en groupes politiques. Il s'ensuit que les dispositions combinées des articles 29.1 et 30 du règlement du parlement ne sauraient être regardées comme des

mesures excédant, en violation du principe de proportionnalité, les limites de ce qui est approprié et nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes poursuivis.

15. Il appartient au parlement d'examiner, dans le respect des procédures internes prévues à cette fin et sous le contrôle éventuel du juge communautaire, la conformité au principe de proportionnalité de la situation des députés non inscrits au sens de l'article 30 du règlement du parlement qui ne jouissent pas, dans l'exercice de leur fonction, des mêmes avantages que ceux qui sont reconnus aux membres des groupes politiques, en vérifiant si, s'agissant de chacune des dispositions concernées de la réglementation intérieure du Parlement, une solution moins contraignante ne serait pas de nature à permettre d'atteindre de manière aussi appropriée les buts légitimes poursuivis par le parlement à travers sa structuration en groupes politiques.

16. Le principe de liberté d'association, qui est consacré par l'article 11 CEDH et qui résulte des traditions constitutionnelles communes aux États membres, fait partie des droits fondamentaux qui, selon la jurisprudence constante de la Cour, par ailleurs réaffirmée par le préambule de l'Acte unique européen et par l'article 6.2 UE, sont protégés dans l'ordre juridique communautaire. Toutefois, même en admettant que ledit principe ait vocation à s'appliquer au niveau de l'organisation interne du Parlement, il convient de souligner qu'il ne revêt pas un caractère absolu. L'exercice du droit d'association peut être assorti de restrictions répondant à des motifs légitimes, pour autant que de telles restrictions ne constituent pas, compte tenu du but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable qui porterait atteinte à la substance même de ce droit.

À cet égard, le principe de liberté d'association ne s'oppose pas à ce que, dans le cadre de son pouvoir d'organisation interne, le parlement subordonne la constitution d'un groupe de députés en son sein à une exigence d'affinités politiques dictée par la poursuite d'objectifs légitimes et interdise la constitution d'un groupe qui méconnaît de manière patente une telle exigence. De telles mesures, qui répondent à des motifs légitimes, n'affectent pas le droit des députés concernés de s'organiser en groupe, dans le respect des conditions prescrites à cette fin par le règlement.

17. À supposer que la jurisprudence selon laquelle le juge communautaire, en assurant la sauvegarde des droits fondamentaux, est tenu de s'inspirer des traditions constitutionnelles communes aux États membres s'applique, par analogie, aux traditions

parlementaires communes à ces derniers, l'acte du parlement qui interdit la constitution de groupes dont les composantes nient toute affinité politique entre elles ne saurait être jugé contraire à une tradition parlementaire commune aux États membres.

En effet, si la constitution de groupes techniques ou mixtes est admise dans l'une ou l'autre assemblée parlementaire nationale, il n'apparaît pas, en revanche, que les parlements nationaux qui, comme le Parlement, subordonnent la constitution d'un groupe en leur sein à une exigence d'affinités politiques adopteraient, à l'égard d'une déclaration de constitution de groupe dans laquelle est niée toute affinité politique entre ses membres, une interprétation différente de celle retenue par le Parlement. Il n'apparaît pas non plus que la constitution d'un groupe, dont les membres indiquent expressément qu'il est dépourvu de tout caractère politique, serait possible dans la majorité des parlements nationaux.

18. Aux termes des dispositions de l'article 180.5 et 180.6, du règlement du Parlement, les interprétations adoptées par le parlement sont reprises sous forme de remarques se rapportant à l'article ou aux articles correspondants du règlement et ces remarques constituent des précédents, notamment, pour l'application des articles en question. Contrairement à l'article 181.3 dudit règlement, concernant l'hypothèse d'une modification du règlement, et en vertu duquel une telle modification n'entre en vigueur que le premier jour de la période de session qui suit son adoption, les dispositions susmentionnées de l'article 180 du règlement ne subordonnent au respect d'aucun délai ni d'aucune formalité l'application, à un cas particulier, de l'interprétation d'une disposition du règlement adoptée par le Parlement.

Aussi, l'interprétation que le parlement donne d'une disposition de son règlement éclaire et précise la signification et la portée de celle-ci telle qu'elle doit et aurait dû être comprise et appliquée depuis le moment de son entrée en vigueur. Il en résulte que la disposition ainsi interprétée peut être appliquée à des situations nées avant l'adoption de la décision interprétative.

19. Le point XV 8 de l'annexe VI et l'article 180.1 et 180.3, du règlement du parlement doivent être lus comme donnant compétence à la commission des affaires constitutionnelles, en cas de saisine, pour proposer au parlement son interprétation du règlement en relation avec le cas d'espèce problématique ayant justifié une telle saisine.

20. Il n'y a détournement de pouvoir, dont le détournement de procédure n'est qu'une forme, que s'il apparaît, sur la base d'indices objectifs, pertinents et concordants, que l'acte attaqué a été pris dans le but exclusif, ou tout au moins déterminant, d'atteindre des fins autres que celles excipées.

Résumé:

Dans l'affaire relative à la constitution du groupe TDI (voir l'ordonnance de référé du 25 novembre 1999 publiée dans le *Bulletin* n° ECJ-1999-H-001), le Tribunal de première instance des Communautés européennes se prononce à présent sur les recours au principal. Il examine, en premier lieu, les moyens invoqués par le parlement européen au soutien de la thèse de l'irrecevabilité des recours en annulation introduits par les députés membres du groupe TDI, le Front national et la Lista Emma Bonino. Selon la partie défenderesse, en effet, l'acte litigieux se bornerait à adopter l'interprétation de l'article 29 du règlement du parlement proposée par la commission des affaires constitutionnelles. Aucune décision ne portant dissolution du groupe TDI, ni le Front national, ni Mme Bonino, ni aucun autre député, ne pourrait en demander l'annulation. L'acte du 14 septembre 1999 serait, par ailleurs, inattaquable en ce qu'il concernerait exclusivement l'organisation interne des travaux du parlement sans produire d'effets juridiques à l'égard des tiers. En toute hypothèse, les parties requérantes ne seraient pas directement et individuellement concernées, au sens de l'article 230.4 CE, par cet acte qui constituerait l'interprétation générale et déclaratoire d'une disposition de caractère général. Le tribunal ne retient aucun de ces arguments. Si l'acte litigieux comporte effectivement une interprétation de portée générale, il comporte également la décision de constater l'inexistence *ex tunc* du groupe TDI pour défaut de conformité à l'article 29.1 du règlement du parlement. De même, l'acte du 14 septembre 1999 ne saurait-il être ramené à un acte relevant de la stricte organisation interne des travaux du Parlement, puisqu'il affecte les conditions d'exercice des fonctions parlementaires des députés concernés et produit, dès lors, des effets juridiques à l'égard de ces derniers. Le tribunal constate alors que l'acte litigieux concerne directement et individuellement les parties requérantes. Aussi, déclare-t-il recevables les recours en annulation.

Sur le fond, le tribunal confirme le caractère impératif de la condition relative aux affinités politiques prévue à l'article 29.1 du règlement du parlement. Il écarte, à cet égard, toute violation des principes d'égalité de traitement, de démocratie, de proportionnalité, de liberté d'association, ainsi que toute méconnaissance

des traditions parlementaires communes aux États membres. Il écarte également les moyens tirés d'une violation des formes substantielles et d'une présomption de détournement de procédure. Aussi les recours sont-ils finalement rejetés.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2005-1-008

a) Union européenne / b) Cour de justice des Communautés européennes / c) / d) 20.05.2003 / e) C-465/00, C-138/01 et C-139/01 / f) Österreichischer Rundfunk et autres / g) *Recueil*, I-04989 / h) CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.3.1 Justice constitutionnelle – Compétences – **Étendue du contrôle.**
 3.16 Principes généraux – **Proportionnalité.**
 3.18 Principes généraux – **Intérêt général.**
 3.26.1 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Principes fondamentaux du Marché commun.**
 5.3.32.1 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Droit à la vie privée – **Protection des données à caractère personnel.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Cour des comptes, données salariales, accès / Publication, interdiction / Salaire / Communauté européenne, directive, application directe.

Sommaire (points de droit):

1. L'applicabilité de la directive 95/46, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ne saurait dépendre de la question de savoir si les situations concrètes en cause comportent un lien suffisant avec l'exercice des libertés fondamentales garanties par le traité et, en particulier, avec la libre circulation des travailleurs.

En effet, une interprétation contraire risquerait de rendre les limites du domaine d'application de ladite directive particulièrement incertaines et aléatoires, ce qui serait contraire à l'objectif essentiel de celle-ci, qui est de rapprocher les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres afin d'éliminer les obstacles au fonctionnement du marché intérieur découlant précisément des disparités entre les législations nationales.

2. Les dispositions de la directive 95/46, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en ce qu'elles régissent le traitement de données à caractère personnel susceptibles de porter atteinte aux libertés fondamentales et, en particulier, au droit à la vie privée, doivent nécessairement être interprétées à la lumière des droits fondamentaux qui font partie intégrante des principes généraux du droit dont la Cour assure le respect.

3. Si la simple mémorisation par un employeur de données nominatives relatives aux rémunérations versées à son personnel ne saurait, comme telle, constituer une ingérence dans la vie privée, la communication de ces données à un tiers, en l'occurrence une autorité publique, porte atteinte au droit au respect de la vie privée des intéressés, quelle que soit l'utilisation ultérieure des informations ainsi communiquées, et présente le caractère d'une ingérence au sens de l'article 8 CEDH.

Pour établir l'existence d'une telle ingérence, il importe peu que les informations communiquées présentent ou non un caractère sensible ou que les intéressés aient ou non subi d'éventuels inconvénients en raison de cette ingérence. Il suffit de constater que des données relatives aux revenus perçus par un travailleur ou un pensionné ont été communiquées par l'employeur à un tiers.

4. L'ingérence dans la vie privée qui découle de l'application d'une réglementation nationale, qui oblige un organe de contrôle étatique à collecter et à communiquer aux fins de publication des données concernant les revenus de personnes employées par des entités qui sont soumises à ce contrôle dès lors que ces revenus excèdent un certain plafond, ne saurait être justifiée au regard de l'article 8.2 CEDH que dans la mesure où la large divulgation non seulement du montant des revenus annuels, lorsque ceux-ci excèdent un certain plafond, des personnes employées par des entités soumises au contrôle de l'organe étatique concerné, mais aussi des noms des bénéficiaires de ces revenus, est à la fois nécessaire et appropriée à l'objectif de maintenir les salaires

dans des limites raisonnables, ce qu'il incombe aux juridictions de renvoi d'examiner.

5. Les articles 6.1.c, 7.c et 7.e de la directive 95/46, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ne s'opposent pas à une réglementation nationale obligeant un organe de contrôle étatique à collecter et à communiquer aux fins de publication des données concernant les revenus de personnes employées par des entités qui sont soumises à ce contrôle dès lors que ces revenus excèdent un certain plafond, à la condition qu'il soit établi que la large divulgation non seulement du montant des revenus annuels, lorsque ceux-ci excèdent un certain plafond, des personnes employées par les entités soumises au contrôle de l'organe étatique concerné, mais également des noms des bénéficiaires de ces revenus, est nécessaire et appropriée à l'objectif de bonne gestion des ressources publiques poursuivi par le constituant, ce qu'il incombe aux juridictions de renvoi de vérifier.

6. Dans tous les cas où des dispositions d'une directive apparaissent comme étant, du point de vue de leur contenu, inconditionnelles et suffisamment précises, ces dispositions peuvent être invoquées, à défaut de mesures d'application prises dans les délais, à l'encontre de toute disposition nationale non conforme à la directive, ou encore en tant qu'elles sont de nature à définir des droits que les particuliers sont en mesure de faire valoir à l'égard de l'État.

Un tel caractère peut être reconnu à l'article 6.1.c de la directive 95/46, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, aux termes duquel «les données à caractère personnel doivent être [...] adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement», ainsi qu'à l'article 7.c ou 7.e de ladite directive, aux termes duquel le traitement des données à caractère personnel ne peut être effectué que si, notamment, «il est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis» ou «est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique, dont est investi le responsable du traitement [...] auquel les données sont communiquées».

Résumé:

La Cour avait été saisie, respectivement par la Cour constitutionnelle (*Verfassungsgerichtshof*) et la Cour suprême (*Oberster Gerichtshof*) de l'Autriche de questions préjudicielles, formulées en des termes en

substance identiques, sur l'interprétation de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Chacune des deux juridictions était en effet saisie de litiges concernant l'obligation pour les entités publiques soumises au contrôle de la Cour des comptes, le *Rechnungshof*, de communiquer à cette dernière, en vertu de la loi constitutionnelle fédérale sur la limitation du traitement des fonctionnaires, les traitements et pensions dépassant un certain niveau, versés par elles à leurs salariés et pensionnés, ainsi que le nom des bénéficiaires, en vue de l'établissement d'un rapport annuel à transmettre au Conseil national, aux parlements des *Länder* et mis à la disposition du public. Dans le cadre du litige devant le *Verfassungsgerichtshof*, ce sont des collectivités territoriales, des entreprises publiques ainsi qu'un organisme professionnel représentatif légal, tous soumis au contrôle du *Rechnungshof*, qui refusaient de communiquer les données relatives aux revenus des personnels concernés, ou qui les avaient communiquées, à des degrés divers, de façon anonyme. Dans le cadre du litige devant l'*Oberster Gerichtshof*, il s'agissait de deux salariés d'une entité soumise au contrôle du *Rechnungshof* qui formulaient une demande en référé visant à empêcher l'autorité pour laquelle ils travaillaient de réserver une suite favorable à de telles demandes de communication.

Les deux juridictions de renvoi demandaient ainsi en substance à la Cour si les dispositions du droit communautaire, en particulier celles sur la protection des données, doivent être interprétées en ce sens qu'elles s'opposent à une réglementation nationale qui oblige une entité juridique à communiquer des données sur les revenus de ses salariés et un organe étatique à collecter et à communiquer ces données aux fins de la publication des noms et des revenus de ces salariés.

La Cour répond par la négative, précisant toutefois que, compte tenu de l'exigence du respect de la vie privée que pose la Convention européenne des Droits de l'Homme, il doit être établi que la large divulgation non seulement du montant des revenus annuels, lorsque ceux-ci excèdent un certain plafond, des personnes employées par les entités soumises au contrôle du *Rechnungshof*, mais également des noms des bénéficiaires de ces revenus, est nécessaire et appropriée à l'objectif de bonne gestion des ressources publiques poursuivi par le constituant, ce qu'il incombe aux juridictions de renvoi de vérifier.

Renvois:

- Cour constitutionnelle de l'Autriche, *Bulletin* 2003/3 [AUT-2003-3-004] et *Bulletin* 2000/3 [AUT-2000-3-009].

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2005-1-010

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 12.06.2003 / **e)** C-112/00 / **f)** Eugen Schmidberger, Internationale Transporte und Planzüge c. Republik Österreich / **g)** *Recueil*, I-05659 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

- 3.16 Principes généraux – **Proportionnalité.**
- 3.17 Principes généraux – **Mise en balance des intérêts.**
- 3.19 Principes généraux – **Marge d'appréciation.**
- 3.26.1 Principes généraux – Principes du droit de l'UE – **Principes fondamentaux du Marché commun.**
- 4.7.16.1 Institutions – Organes juridictionnels – Responsabilité – **Responsabilité de l'État.**
- 5.3.21 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – **Liberté d'expression.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Manifestation, entrave à la libre circulation des marchandises / Libre circulation des marchandises, entrave d'origine privée, obligation de l'État d'empêcher.

Sommaire (points de droit):

Le fait pour les autorités compétentes d'un État membre de ne pas avoir interdit un rassemblement de manifestants qui a entraîné le blocage complet, pendant une durée déterminée, d'une voie de communication importante entre les États membres n'est pas incompatible avec les articles 30 et 34 du

traité (devenus, après modification, articles 28 CE et 29 CE), lus en combinaison avec l'article 5 du traité (devenu article 10 CE), pour autant que cette restriction au commerce intracommunautaire de marchandises puisse être justifiée par l'intérêt légitime que constitue la protection des droits fondamentaux, en l'occurrence ceux des manifestants en matière de liberté d'expression et de liberté de réunion, s'imposant tant à la Communauté qu'à ses États membres.

S'agissant de cette justification, il convient de mettre en balance les intérêts en présence, à savoir la libre circulation des marchandises, qui peut, sous certaines conditions, faire l'objet de restrictions pour les raisons énumérées à l'article 36 du traité (devenu, après modification, article 30 CE) ou au titre des exigences impératives d'intérêt général, d'une part, et les libertés d'expression et de réunion, qui sont également susceptibles de faire l'objet de certaines limitations justifiées par des objectifs d'intérêt général, d'autre part, et de déterminer, eu égard à l'ensemble des circonstances de chaque cas d'espèce, si un juste équilibre a été respecté entre ces intérêts.

À cet égard, les autorités nationales disposent certes d'un large pouvoir d'appréciation, mais il y a lieu pour la Cour de vérifier si les restrictions apportées aux échanges intracommunautaires sont proportionnées au regard du but légitime poursuivi, à savoir en l'espèce la protection des droits fondamentaux.

Si une manifestation sur la voie publique entraîne normalement certains inconvénients pour les personnes qui n'y participent pas, en particulier en ce qui concerne la liberté de circulation, ceux-ci peuvent en principe être admis dès lors que le but poursuivi est la manifestation publique et dans les formes légales d'une opinion.

Résumé:

L'*Oberlandesgericht* Innsbruck a en l'espèce posé à la Cour de justice des Communautés européennes plusieurs questions préjudicielles sur l'interprétation des articles 30, 34 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE, 29 CE et 30 CE), lus en combinaison avec l'article 5 du traité CE (devenu article 10 CE), ainsi que sur les conditions de responsabilité d'un État membre du fait des dommages causés aux particuliers par les violations du droit communautaire. Ces questions ont été soulevées dans le cadre d'un litige opposant une entreprise de transport à la République d'Autriche au sujet de l'autorisation implicitement accordée par les autorités compétentes de cette dernière à une association à finalité essentiellement environnementale d'organiser un

rassemblement sur l'autoroute du Brenner, qui a eu pour effet de bloquer complètement la circulation sur celle-ci pendant près de 30 heures.

Une association, dont l'objectif est la protection de l'espace vital dans la région des Alpes, avait en effet informé les autorités locales, comme l'exigent à la fois la loi sur les réunions et le code de la route autrichiens, qu'un rassemblement se tiendrait sur l'autoroute du Brenner, entraînant pendant cette période la fermeture à toute circulation d'une section de cette autoroute.

Estimant que ce rassemblement était licite au regard du droit autrichien, les autorités compétentes avaient décidé de ne pas l'interdire, sans toutefois examiner si sa décision était susceptible d'enfreindre le droit communautaire.

Une entreprise de transports internationaux, dont l'activité principale consiste à transporter du bois d'Allemagne en Italie et de l'acier d'Italie en Allemagne et dont les semi-remorques utilisent essentiellement l'autoroute du Brenner, a introduit un recours postulant la condamnation de la république d'Autriche à lui payer une indemnité à titre de dommages et intérêts, en raison de l'impossibilité pour cinq de ses camions d'emprunter l'autoroute du Brenner pendant quatre jours consécutifs. La non-interdiction du rassemblement et le défaut d'intervention des autorités autrichiennes pour empêcher le blocage de cet axe routier auraient été, selon ladite entreprise, constitutifs d'une entrave à la libre circulation des marchandises qui, n'étant pas susceptible d'être justifiée par les droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion des manifestants, violerait le droit communautaire et serait, dès lors, de nature à engager la responsabilité de l'État membre concerné.

Saisi en appel de cette affaire et considérant qu'il convient de tenir compte des exigences du droit communautaire lorsque sont en cause des droits fondés, pour partie au moins sur celui-ci, l'*Oberlandesgericht* Innsbruck a principalement interrogé la Cour sur la question de savoir si, en substance, le principe de la libre circulation des marchandises, éventuellement combiné avec l'article 5 du traité, impose à un État membre de garantir le libre accès aux itinéraires de transit importants et si cette obligation prévaut sur les droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression et la liberté de réunion, garantis par les articles 10 et 11 CEDH.

La Cour a jugé que si une manifestation sur la voie publique entraîne normalement certains inconvénients pour les personnes qui n'y participent pas, en

particulier en ce qui concerne la liberté de circulation, ceux-ci peuvent en principe être admis dès lors que le but poursuivi est la manifestation publique et dans les formes légales d'une opinion.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2005-2-013

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c) / d)** 10.07.2003 / **e)** C-11/00 / **f)** Commission des Communautés européennes c. Banque centrale européenne / **g)** *Recueil*, I-07147 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.16 Principes généraux – **Proportionnalité.**

4.10.6 Institutions – Finances publiques – **Institutions de contrôle.**

4.17.1 Institutions – Union européenne – **Structure institutionnelle.**

4.17.3 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre les institutions de la Communauté.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Fraude, lutte / Communauté européenne, Banque centrale européenne, lutte anti-fraude / Communauté européenne, Office européen de lutte anti-fraude, compétences.

Sommaire (points de droit):

1. Le règlement n° 1073/1999, relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), doit être interprété en ce sens qu'il vise à s'appliquer notamment à l'égard de la Banque centrale européenne. En effet, les termes «institutions, organes et organismes institués par les traités ou sur la base de ceux-ci» figurant à l'article 1.3 dudit règlement ne sauraient être interprétés en ce sens qu'ils n'englobent pas ladite Banque. Quelles que soient les particularités de son

statut dans l'ordre juridique communautaire, la Banque centrale européenne a bien été instituée par le traité, ainsi qu'il ressort des termes mêmes de l'article 8 CE. Il ne résulte ni du préambule ni des dispositions du règlement n° 1073/1999 que le législateur communautaire aurait entendu opérer une distinction quelconque entre les institutions, organes ou organismes institués par les traités ou sur la base de ceux-ci, notamment en excluant ceux d'entre ces organes ou organismes qui disposent de ressources distinctes du budget communautaire. Le septième considérant du règlement souligne au contraire expressément la nécessité d'étendre le champ des enquêtes internes de l'OLAF à «tous» lesdits institutions, organes et organismes.

2. S'il est vrai, d'une part, qu'une décision adoptée par les institutions communautaires qui n'a pas été attaquée par son destinataire dans le délai prévu à l'article 230.5 CE devient définitive à son égard et, d'autre part, que le principe général dont l'article 241 CE constitue l'expression et qui tend à garantir que toute personne dispose ou ait disposé d'une possibilité de contester un acte communautaire qui sert de fondement à une décision qui lui est opposée ne s'oppose nullement à ce qu'un règlement devienne définitif pour un particulier, à l'égard duquel il doit être regardé comme une décision individuelle et qui aurait pu sans aucun doute en demander l'annulation en vertu de l'article 230 CE, ce qui empêche ce particulier d'exciper devant la juridiction nationale de l'illégalité de ce règlement, ces principes n'affectent toutefois en aucune manière la règle posée par l'article 241 CE, dont le libellé prévoit que toute partie peut, à l'occasion d'un litige mettant en cause un règlement visé par cette disposition, se prévaloir des moyens prévus à l'article 230.2 CE pour invoquer devant la Cour l'inapplicabilité de ce règlement.

Dès lors, dans le cadre d'un recours en annulation dirigé à l'encontre d'une décision adoptée par un organe communautaire, fondé sur l'inobservation par celui-ci du règlement n° 1073/1999, relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), il ne saurait être dénié à cet organe le droit d'invoquer l'illégalité éventuelle dudit règlement, étant donné que son caractère normatif n'a été mis en doute par aucune des parties et qu'il n'a, en particulier, été allégué ni que ledit règlement devrait être assimilé à une décision ni que l'organe en question en serait, en pareil cas, destinataire.

3. L'expression «intérêts financiers de la Communauté» figurant à l'article 280 CE doit être interprétée en ce sens qu'elle englobe non seulement les recettes et dépenses relevant du budget communautaire, mais, en principe, également celles

qui relèvent du budget d'autres organes ou organismes institués par le traité. En effet, ladite expression est propre à l'article 280 CE et se distingue de la terminologie utilisée dans les autres dispositions du titre II de la cinquième partie du traité, qui se réfèrent, invariablement, au «budget» de la Communauté européenne. Cette expression paraît, en outre, plus large que celle de «recettes et [...] dépenses de la Communauté» figurant notamment à l'article 268 CE. Le fait même qu'un organe ou un organisme tire son existence du traité suggère, enfin, qu'il a été conçu en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté européenne et l'inscrit dans le cadre communautaire, si bien que les moyens dont il dispose par l'effet dudit traité présentent par nature un intérêt financier propre et direct pour celle-ci.

S'agissant de la Banque centrale européenne, elle s'inscrit, en vertu du traité, dans le cadre communautaire, et ses ressources et leur utilisation présentent un intérêt financier manifeste pour la Communauté européenne et ses objectifs. Dès lors, les termes «intérêts financiers de la Communauté» figurant à l'article 280 CE couvrent également les ressources et dépenses de ladite Banque.

4. En introduisant dans l'article 280 CE les précisions figurant aux paragraphes 1 et 4 de celui-ci, les auteurs du traité d'Amsterdam ont clairement entendu renforcer la lutte contre la fraude et les irrégularités portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté européenne, notamment en dotant expressément cette dernière d'une mission propre consistant à «combattre», à l'instar des États membres, ces fraudes et irrégularités par l'adoption de «mesures» qui soient «dissuasives» et offrent une «protection effective dans les États membres». La circonstance que l'article 280.1 CE spécifie que lesdites mesures sont prises conformément à cet article ne signifie nullement qu'il serait renvoyé aux seuls paragraphes suivants de celui-ci, et notamment à son paragraphe 4, pour déterminer l'étendue de la compétence communautaire en la matière.

En effet, l'article 280.4 CE doit être lu en ce sens qu'il complète la définition de la compétence communautaire et en précise certaines conditions d'exercice. Dans ce contexte, le fait que l'article 280.4 CE se réfère notamment à la nécessité de contribuer à une protection qui soit effective et équivalente dans les États membres ne saurait être interprété comme le signe d'une volonté implicite des auteurs du traité d'Amsterdam d'imposer à l'action de la Communauté européenne une limite supplémentaire aussi fondamentale qu'une interdiction de combattre la fraude et les autres irrégularités portant atteinte à ses intérêts financiers par l'adoption de mesures

normatives qui viseraient les institutions, organes et organismes institués par les traités ou sur la base de ceux-ci. Outre la circonstance qu'une telle limitation de la compétence communautaire ne ressort pas du libellé de l'article 280 CE, elle ne serait guère compatible avec les objectifs poursuivis par cette disposition. En effet, pour rendre effective la protection des intérêts financiers de la Communauté européenne, il est impératif que la dissuasion et la lutte contre la fraude et les autres irrégularités opèrent à tous les niveaux auxquels lesdits intérêts sont susceptibles d'être affectés par de tels phénomènes, et il peut fréquemment arriver que les phénomènes ainsi combattus impliquent simultanément des acteurs situés à différents niveaux.

5. L'obligation que prévoit l'article 105.4 CE, de consulter la Banque centrale européenne lorsque est envisagée l'adoption d'un acte dans un domaine relevant des compétences de cette dernière, vise essentiellement à assurer que l'auteur d'un tel acte ne procède à son adoption qu'une fois entendu l'organisme qui, de par les attributions spécifiques qu'il exerce dans le cadre communautaire dans le domaine considéré et de par le haut degré d'expertise dont il jouit, est particulièrement à même de contribuer utilement au processus d'adoption envisagé.

Tel n'est pas le cas du domaine de la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté, dans lequel la Banque ne s'est pas vu attribuer des missions spécifiques. La circonstance que le règlement n° 1073/1999, relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), est susceptible d'affecter l'organisation interne de la Banque ne permet pas non plus de singulariser cette dernière par rapport aux autres institutions, organes ou organismes institués par les traités.

6. Il ressort du libellé même de l'article 108 CE que les influences externes dont cette disposition entend protéger la Banque centrale européenne et ses organes de décision sont celles qui seraient susceptibles d'interférer avec l'accomplissement des «missions» dont le traité et les statuts du Système européen des banques centrales (SEBC) investissent la Banque. Cette disposition vise, en substance, à préserver la Banque de toutes pressions politiques afin de lui permettre de poursuivre efficacement les objectifs assignés à ses missions, grâce à l'exercice indépendant des pouvoirs spécifiques dont elle dispose à ces fins en vertu du traité et desdits statuts. En revanche, la reconnaissance à la Banque d'une telle indépendance n'a pas pour conséquence de détacher totalement celle-ci de la Communauté

européenne et de l'exempter de toute règle du droit communautaire. Rien ne permet d'exclure a priori que le législateur communautaire puisse, au titre des compétences dont il dispose en vertu du traité et dans les conditions prévues par ce dernier, adopter des mesures normatives susceptibles de s'appliquer à l'égard de la Banque centrale européenne.

7. Ni la circonstance que l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) a été institué par la Commission et est intégré dans les structures administratives et budgétaires de cette dernière dans les conditions prévues par la décision 1999/352, ni le fait qu'un tel organe externe à la Banque centrale européenne a reçu du législateur communautaire des pouvoirs d'enquête dans les conditions prévues par le règlement n° 1073/1999, relatif aux enquêtes effectuées par l'OLAF, ne sont, en tant que tels, de nature à porter atteinte à l'indépendance de la Banque centrale européenne.

En effet, le régime mis en place par ledit règlement traduit la ferme volonté du législateur communautaire de subordonner l'octroi des pouvoirs dont se trouve investi l'OLAF, d'une part, à l'existence de garanties visant à assurer une stricte indépendance de ce dernier, notamment à l'égard de la Commission, et, d'autre part, à un plein respect des règles du droit communautaire, parmi lesquelles, notamment, le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que le statut des fonctionnaires des Communautés européennes et le régime applicable aux autres agents de celles-ci.

L'exercice desdits pouvoirs se trouve soumis à diverses règles et garanties spécifiques, tandis que leur objet est clairement délimité. Le régime d'enquête institué par le règlement n° 1073/1999 vise spécifiquement à permettre la vérification de soupçons relatifs à des faits de fraude, de corruption ou d'autres activités illégales portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté européenne et la décision du directeur de l'OLAF d'ouvrir une enquête ne saurait intervenir en l'absence de soupçons suffisamment sérieux à cet égard. Les enquêtes internes que l'OLAF peut être amené à effectuer doivent également être exécutées dans les conditions et selon les modalités prévues par des décisions que chaque institution, organe et organisme adopte, si bien qu'il n'est pas à exclure que d'éventuelles spécificités liées à l'accomplissement des missions de la Banque soient, le cas échéant, prises en compte par cette dernière à l'occasion de l'adoption d'une telle décision, à charge pour la Banque d'établir la nécessité des restrictions qu'elle édicterait de ce chef.

8. Le règlement n° 1073/1999, relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), ne saurait être déclaré inapplicable à l'égard de la Banque centrale européenne en raison de la violation du principe de proportionnalité.

En effet, le législateur communautaire ne commet pas une erreur manifeste d'appréciation en considérant qu'il est nécessaire, aux fins de renforcer la prévention et la lutte contre la fraude, la corruption et les autres irrégularités portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté européenne, d'instaurer un mécanisme de contrôle centralisé au sein d'un même organe, spécialisé ainsi qu'exercé de manière indépendante et uniforme par rapport aux différents institutions, organes ou organismes institués par les traités ou sur la base de ceux-ci, et ce nonobstant l'existence de mécanismes de contrôles propres à ces institutions, organes ou organismes. À cet égard, d'une part, la fonction d'enquête confiée à l'OLAF diffère par sa nature et par son objet spécifiques des missions de contrôle général telles que celles dont se trouvent notamment investis la Cour des comptes, en ce qui concerne l'examen de l'efficacité de la gestion de la Banque, et les commissaires aux comptes extérieurs, en ce qui concerne la vérification des comptes de cette dernière. S'agissant, d'autre part, des fonctions attribuées à la direction de l'Audit interne et au comité antifraude de la Banque par la décision 1999/726, concernant la prévention de la fraude, le législateur communautaire peut estimer que des mécanismes de contrôle disparates, qui seraient adoptés au niveau des institutions, organes ou organismes institués par les traités ou sur la base de ceux-ci et dont tant l'existence que les modalités seraient laissées à l'appréciation de ceux-ci, ne constituent pas une solution présentant un degré d'efficacité équivalent à celui que paraît susceptible d'offrir un régime ayant pour objet de centraliser la fonction d'enquête au sein d'un même organe spécialisé et indépendant.

9. La décision 1999/726 de la Banque centrale européenne, concernant la prévention de la fraude, viole le règlement n° 1073/1999, relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), notamment son article 4, et excède la marge d'autonomie organisationnelle propre que la Banque conserve dans le domaine de la lutte contre la fraude, car, au vu de ses considérants et de son dispositif, cette décision est fondée sur la prémisse erronée que le règlement n° 1073/1999 ne serait pas applicable à l'égard de la Banque, et traduit en conséquence la volonté de cette dernière d'organiser de manière exclusive la lutte contre la fraude en son sein, en écartant l'application du régime instauré par ledit règlement et en substituant à l'adoption de la décision visée à l'article 4.1.2 et 4.1.6, de ce dernier la mise en place d'un régime distinct et propre à la Banque.

Résumé:

Aux termes de la décision 1999/726/CE de la Banque Centrale Européenne (BCE), du 7 octobre 1999, concernant la prévention de la fraude, les enquêtes administratives au sein de la BCE dans ce domaine relèvent de la compétence exclusive de sa direction de l'Audit interne, ce qui exclurait par là même tant les pouvoirs d'enquête dévolus en la matière à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) par le règlement (CE) n° 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil, du 25 mai 1999, que l'applicabilité dudit règlement à la BCE. La Commission a formé un recours en annulation de ladite décision au motif que celle-ci enfreignait le règlement n° 1073/1999 en en constituant la négation même.

La Cour accueille favorablement sa demande, jugeant que la décision attaquée est incompatible avec ledit règlement, puisqu'elle vise à mettre en place un régime de prévention des fraudes distinct et exclusif par rapport à celui que prévoit le règlement n° 1073/1999, alors même que celui-ci prévoit son application à tous les «organes et organismes institués par les traités ou sur la base de ceux-ci», ce qui englobe la BCE. La Cour précise qu'une telle application n'est pas de nature à porter atteinte à l'indépendance de la BCE.

Renvois:

Sur l'application du règlement n° 1073/1999 à la BEI: CJCE, 10 juillet 2003, *Commission c. Banque européenne d'investissement*, C-15/00, points 97-99.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.

**Identification:** ECJ-2005-2-022

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** / **d)** 30.09.2003 / **e)** C-224/01 / **f)** Gerhard Köbler c. République d'Autriche / **g)** *Recueil*, I-10239 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.2.3 Justice constitutionnelle – Saisine – **Saisine émanant d'une juridiction.**

3.26 Principes généraux – **Principes du droit communautaire.**

5.3.13.2 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable – **Recours effectif.**

5.3.17 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – **Droit à la réparation des dommages causés par la puissance publique.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Libre circulation des personnes, rémunération des professeurs d'université, discrimination indirecte / Communauté européenne, droit, violation par État membre, compensation, critères.

Sommaire (points de droit):

1. Le principe selon lequel les États membres sont obligés de réparer les dommages causés aux particuliers par les violations du droit communautaire qui leur sont imputables est également applicable lorsque la violation en cause découle d'une décision d'une juridiction statuant en dernier ressort.

En effet, ce principe, inhérent au système du traité, est valable pour toute hypothèse de violation du droit communautaire par un État membre, et ce quel que soit l'organe de l'État membre dont l'action ou l'omission est à l'origine du manquement.

C'est à l'ordre juridique interne de chaque État membre qu'il appartient de désigner la juridiction compétente pour trancher les litiges relatifs à ladite réparation. En effet, sous la réserve que les États membres doivent assurer, dans chaque cas, une protection effective aux droits individuels dérivés de l'ordre juridique communautaire, il n'appartient pas à la Cour d'intervenir dans la solution des problèmes de compétence que peut soulever, au plan de l'organisation judiciaire nationale, la qualification de certaines situations juridiques fondées sur le droit communautaire.

2. Les États membres sont obligés de réparer les dommages causés aux particuliers par les violations du droit communautaire qui leur sont imputables lorsque la règle de droit communautaire violée a pour objet de conférer des droits aux particuliers, que la violation est suffisamment caractérisée et qu'il existe un lien de causalité direct entre cette violation et le préjudice subi par les personnes lésées. Afin de déterminer si la violation est suffisamment

caractérisée lorsque la violation en cause découle d'une décision d'une juridiction statuant en dernier ressort, le juge national compétent doit, en tenant compte de la spécificité de la fonction juridictionnelle ainsi que des exigences légitimes de sécurité juridique, rechercher si cette violation présente un caractère manifeste.

En particulier, le juge national doit tenir compte de tous les éléments qui caractérisent la situation qui lui est soumise. Parmi ces éléments figurent notamment le degré de clarté et de précision de la règle violée, le caractère délibéré de la violation, le caractère excusable ou inexcusable de l'erreur de droit, la position prise, le cas échéant, par une institution communautaire, ainsi que l'inexécution, par la juridiction en cause, de son obligation de renvoi préjudiciel en vertu de l'article 234.3 CE.

En tout état de cause, une violation du droit communautaire est suffisamment caractérisée lorsque la décision concernée est intervenue en méconnaissance manifeste de la jurisprudence de la Cour en la matière.

3. L'article 48 du traité (devenu, après modification, article 39 CE) et l'article 7.1 du règlement n° 1612/68, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à l'octroi par un État membre, en tant qu'employeur, d'une indemnité spéciale d'ancienneté aux professeurs d'université, qui procure un avantage financier s'ajoutant au salaire de base, dont le montant est déjà fonction de l'ancienneté de service, et que reçoit un professeur d'université s'il a exercé cette profession pendant au moins quinze années auprès d'une université dudit État membre et si, en outre, il reçoit depuis au moins quatre années l'indemnité normale d'ancienneté.

En excluant, pour l'octroi de l'indemnité spéciale d'ancienneté qu'il prévoit, toute possibilité de prendre en compte les périodes d'activités qu'un professeur d'université a effectuées dans un autre État membre, un tel régime est en effet susceptible d'entraver la libre circulation des travailleurs.

S'il ne saurait être exclu qu'un objectif de fidélisation des travailleurs envers leurs employeurs dans le cadre d'une politique de recherche ou d'enseignement universitaire constitue une raison impérieuse d'intérêt général, l'entrave que comporte une telle mesure ne peut être justifiée au regard d'un tel objectif.

4. Une violation du droit communautaire ne revêt pas le caractère manifeste requis pour que se trouve engagée, en vertu du droit communautaire, la

responsabilité d'un État membre du fait d'une décision de l'une de ses juridictions statuant en dernier ressort, lorsque, d'une part, le droit communautaire ne règle pas explicitement le point de droit en cause, la question ne trouve pas non plus de réponse dans la jurisprudence de la Cour et cette réponse n'est pas évidente, et que, d'autre part, ladite violation ne présente pas un caractère délibéré mais résulte de la lecture erronée d'un arrêt de la Cour.

Résumé:

M. Köbler est lié depuis le 1^{er} mars 1986 à l'État autrichien par un contrat de droit public en tant que professeur d'université titulaire à Innsbruck. Lors de sa nomination, il lui a été attribué le traitement de professeur d'université titulaire au dixième échelon, majoré de l'indemnité normale d'ancienneté. M. Köbler a toutefois sollicité l'attribution de l'indemnité spéciale d'ancienneté des professeurs d'université, au titre de l'article 50bis de la loi salariale. Il a fait valoir que, s'il ne justifiait certes pas de quinze ans d'ancienneté en tant que professeur dans des universités autrichiennes, il possédait en revanche l'ancienneté requise si la durée de ses services dans les universités d'autres États membres de la Communauté était prise en compte. Il a soutenu que la condition d'une ancienneté de quinze ans acquise uniquement dans des universités autrichiennes, sans qu'il soit tenu compte de celle acquise dans des universités d'autres États membres constituait, depuis l'adhésion de la république d'Autriche à la Communauté, une discrimination indirecte injustifiée en droit communautaire. Dans le litige auquel a conduit cette prétention de M. Köbler, le *Verwaltungsgerichtshof* avait saisi la Cour d'une demande préjudicielle. Le *Verwaltungsgerichtshof* a cependant retiré sa demande préjudicielle et, par arrêt du même jour, rejeté le recours de M. Köbler, aux motifs que l'indemnité spéciale d'ancienneté constituait une prime de fidélité qui justifiait objectivement une dérogation aux dispositions du droit communautaire relatives à la libre circulation des travailleurs.

M. Köbler a de ce fait introduit un recours en dommages et intérêts contre la république d'Autriche devant le *Landesgericht für Zivilrechtssachen Wien*, aux fins de voir réparer le préjudice qu'il avait selon lui subi en raison de l'absence de versement d'une indemnité spéciale d'ancienneté. Il soutenait que l'arrêt du *Verwaltungsgerichtshof* avait enfreint des dispositions du droit communautaire directement applicables, telles qu'interprétées par la Cour dans les arrêts où elle a jugé qu'une indemnité spéciale d'ancienneté ne constitue pas une prime de fidélité. Estimant que, dans cette affaire, l'interprétation du droit communautaire est incertaine et qu'une telle interprétation est nécessaire pour rendre sa décision,

le *Landesgericht für Zivilrechtssachen Wien* a décidé de surseoir à statuer et de poser à la Cour les cinq questions préjudicielles dont procède la présente affaire.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2006-1-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** Grande Chambre / **d)** 13.01.2004 / **e)** C-453/00 / **f)** Kühne & Heitz NV c. Produktschap voor Pluimvee en Eieren / **g)** *Recueil*, I-00837 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.6.9.2 Justice constitutionnelle – Effets des décisions – Incidence sur d'autres procédures juridictionnelles – **Incidence sur des procès terminés.**

3.26.3 Principes généraux – Principes du droit communautaire – **Coopération loyale entre les institutions et les États membres.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Exportation, restitution / Question préjudicielle, effets / Coopération, loyale, institutions, États membres / Force de la chose jugée, réexamen d'une décision administrative, obligation.

Sommaire (points de droit):

Le principe de coopération découlant de l'article 10 CE impose à un organe administratif, saisi d'une demande en ce sens, de réexaminer une décision administrative définitive afin de tenir compte de l'interprétation de la disposition pertinente retenue entre-temps par la Cour lorsque:

- il dispose, selon le droit national, du pouvoir de revenir sur cette décision;
- la décision en cause est devenue définitive en conséquence d'un arrêt d'une juridiction nationale statuant en dernier ressort;

- ledit arrêt est, au vu d'une jurisprudence de la Cour postérieure à celui-ci, fondé sur une interprétation erronée du droit communautaire adoptée sans que la Cour ait été saisie à titre préjudiciel dans les conditions prévues à l'article 234.3 CE, et
- l'intéressé s'est adressé à l'organe administratif immédiatement après avoir pris connaissance de ladite jurisprudence.

Résumé:

I. Le *College van Beroep voor het bedrijfsleven* (la Cour d'appel néerlandaise pour le contentieux administratif en matière économique) avait posé une question préjudicielle sur l'interprétation du droit communautaire et, notamment, du principe de coopération découlant de l'article 10 CE. Cette question avait été soulevée dans le cadre d'un litige opposant la société Kühne & Heitz NV au groupement interprofessionnel de la volaille et des œufs, le *Produktschap* au sujet du paiement de restitutions à l'exportation (arrêt, points 1 et 2). La société Kühne & Heitz avait exporté certaines quantités de morceaux de volaille vers des pays tiers. Dans ses déclarations aux autorités douanières néerlandaises, elle avait désigné cette marchandise comme relevant de la sous-position «cuisses et morceaux de cuisses d'autres volailles» du tarif douanier commun. Sur la base de ces déclarations, le *Produktschap* avait accordé les restitutions à l'exportation correspondant à ladite sous-position et versé les montants y afférents. Après vérification, le *Produktschap* avait, cependant, reclassé ladite marchandise dans la sous-position «autres», et, à la suite de ce reclassement, avait exigé à la société Kühne & Heitz le remboursement d'un certain montant. Sa réclamation à l'encontre de cette demande de remboursement ayant été rejetée, la société Kühne & Heitz avait alors interjeté appel de cette décision de rejet devant le *College van Beroep voor het bedrijfsleven*. Celui-ci avait rejeté l'appel au motif que la marchandise en question ne relevait pas de la notion de «cuisses» au sens de la sous-position du tarif douanier commun (arrêt, points 5-7). Dans cette affaire, la société Kühne & Heitz n'avait pas demandé qu'une question préjudicielle fût posée à la Cour. À la suite d'un arrêt rendu postérieurement par la Cour et favorable à sa thèse, la société Kühne & Heitz avait, toutefois, présenté au *Produktschap* une demande de paiement des restitutions dont le remboursement avait été, selon elle, exigé à tort par ce dernier et avait sollicité le versement d'une somme correspondant au montant plus élevé qu'elle aurait perçu, à titre de restitution, si les cuisses de poulet avaient été classées conformément audit arrêt. Le *Produktschap* avait rejeté ces demandes et, statuant sur la réclamation qui lui était soumise, avait

maintenu sa décision de rejet antérieure dans une nouvelle décision. La société Kühne & Heitz avait alors formé un recours devant le *College van Beroep voor het bedrijfsleven* contre cette seconde décision de rejet (arrêt, points 9-10).

C'est dans le cadre de l'examen d'un tel recours que le *College van Beroep voor het bedrijfsleven* s'interrogea sur le point de savoir s'il ne conviendrait pas de déroger au caractère définitif de la décision administrative dans un cas tel que celui dont il était saisi, dans lequel, premièrement, la société Kühne & Heitz avait épuisé les voies de recours dont elle disposait, deuxièmement, l'interprétation du droit communautaire qu'il avait faite s'était avérée contraire à un arrêt rendu ultérieurement par la Cour et, troisièmement, l'intéressée s'était adressée à l'organe administratif immédiatement après avoir pris connaissance de cet arrêt de la Cour (arrêt, point 17).

II. Saisie à titre préjudiciel de cette problématique, la Cour a jugé que le principe de coopération découlant de l'article 10 CE impose à un organe administratif, saisi d'une demande en ce sens, de réexaminer une décision administrative définitive afin de tenir compte de l'interprétation de la disposition pertinente retenue entre-temps par la Cour lorsque:

- il dispose, selon le droit national, du pouvoir de revenir sur cette décision;
- la décision en cause est devenue définitive en conséquence d'un arrêt d'une juridiction nationale statuant en dernier ressort;
- ledit arrêt est, au vu d'une jurisprudence de la Cour postérieure à celui-ci, fondé sur une interprétation erronée du droit communautaire adoptée sans que la Cour ait été saisie à titre préjudiciel dans les conditions prévues à l'article 234.3 CE, et
- l'intéressé s'est adressé à l'organe administratif immédiatement après avoir pris connaissance de ladite jurisprudence (arrêt, point 28 et disp.).

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2006-1-004

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** Assemblée plénière / **d)** 23.03.2004 / **e)** C-233/02 / **f)** République française c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, I-02759 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.3.5.2.2 Justice constitutionnelle – Compétences – Objet du contrôle – Droit des Communautés européennes – **Droit dérivé.**

2.3.3 Sources du droit constitutionnel – Techniques de contrôle – **Intention de l'auteur de la norme contrôlée.**

3.13 Principes généraux – **Légalité.**

4.17.3 Institutions – Union européenne – **Répartition des compétences entre les institutions de la Communauté.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Accord international, conclusion / Accord international, force obligatoire / Politique commerciale commune / Équilibre institutionnel / Initiative législative.

Sommaire (points de droit):

1. La circonstance qu'un acte, tel que les lignes directrices en matière de coopération réglementaire et de transparence convenues avec les États-Unis d'Amérique, serait dépourvu de force obligatoire ne suffit pas à investir la Commission de la compétence de l'adopter. En effet, la détermination des conditions dans lesquelles peut intervenir l'adoption d'un tel acte exige, s'agissant en l'occurrence d'un acte visant à réduire les risques de tensions liés à l'existence d'obstacles techniques au commerce des marchandises, qu'il soit dûment tenu compte de la répartition des compétences et de l'équilibre institutionnel établis par le traité dans le domaine de la politique commerciale commune.

2. Aux fins de déterminer si un acte, tel que les lignes directrices en matière de coopération réglementaire et de transparence convenues avec les États-Unis d'Amérique, revêt ou non une force obligatoire, l'intention des parties constitue, en principe, le critère décisif. En l'occurrence, cette intention se trouve clairement exprimée dans le texte même des lignes directrices, ces dernières précisant en effet, à leur paragraphe 7, que ledit document a pour objet d'établir les lignes directrices que les régulateurs du gouvernement fédéral des États-Unis et les services

de la Commission «ont l'intention d'appliquer sur une base volontaire». Il résulte de cette précision que, en concluant ces lignes directrices, les parties n'ont aucunement eu l'intention de contracter des engagements qui les obligeraient en droit. Par conséquent, ces lignes directrices ne constituent pas un accord ayant force obligatoire et ne sont donc pas visées à l'article 300 CE.

Étant dépourvues de force obligatoire, lesdites lignes directrices n'ont pu faire naître des obligations à la charge de la Commission lorsque cette dernière exerce sa fonction d'initiative législative dans le cadre du processus législatif communautaire. Aussi, la seule circonstance qu'un acte, tel que lesdites lignes directrices, ouvre la voie à des possibilités d'engager des consultations préalables et de recueillir des informations qui seraient jugées nécessaires avant de soumettre des propositions appropriées ne saurait avoir pour effet de porter atteinte à l'exercice par la Commission de son pouvoir d'initiative.

Résumé:

L'origine de cette affaire réside dans la demande d'annulation formée par la France à l'encontre de la décision par laquelle la Commission a conclu avec les États-Unis d'Amérique un accord intitulé «lignes directrices en matière de coopération réglementaire et de transparence» (arrêt, point 1). Les discussions sur ces lignes directrices avaient débuté en juillet 1999 entre les services compétents de la Commission et leurs homologues des services du représentant américain pour le commerce et du département du commerce. Tout au long des discussions, les services de la Commission avaient insisté sur le fait que les lignes directrices ne créeraient aucun droit, ni aucune obligation au plan international entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique. Les lignes directrices avaient été finalisées en février 2002 par communication entre les négociateurs des services de la Commission et leurs homologues américains. Aucune signature n'avait été apposée sur le document. Ce texte avait été notifié à la Commission qui en a pris acte lors de sa réunion du 9 avril 2002. Il n'avait, cependant, pas fait l'objet d'une publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Sur le fond, le Gouvernement français invoquait deux moyens à l'appui de son recours, tirés, le premier, de l'incompétence de la Commission pour adopter l'acte attaqué, et le second, de la violation du monopole de l'initiative législative conféré par le traité à la Commission.

La Cour a, cependant, jugé que le recours de la France n'était fondé en aucun de ses moyens et l'a donc rejeté.

Par son premier moyen, le Gouvernement français soutenait, plus précisément, que la Commission était incompétente pour adopter l'acte attaqué, dans la mesure où les lignes directrices constituaient un accord international ayant force obligatoire dont la conclusion relève, en vertu de la répartition des compétences opérée par l'article 300 CE, de la compétence du Conseil (arrêt, point 28). La Commission, en revanche, considérait que les lignes directrices ne constituaient pas un accord juridiquement contraignant, ainsi que le confirmerait l'analyse de l'intention des parties, seul critère décisif en droit international aux fins de déterminer l'existence d'un tel effet obligatoire éventuel (arrêt, point 32). Elle en déduisait que, dans la mesure où les lignes directrices constituaient un simple arrangement pratique de coopération dépourvu d'effet juridiquement contraignant, elle était donc pleinement compétente pour convenir d'un tel document avec les autorités américaines.

La Cour a, cependant, jugé que la circonstance qu'un acte, tel que les lignes directrices en matière de coopération réglementaire et de transparence convenues avec les États-Unis d'Amérique, soit dépourvu de force obligatoire ne suffit pas à investir la Commission de la compétence de l'adopter. En effet, la détermination des conditions dans lesquelles peut intervenir l'adoption d'un tel acte exige, s'agissant en l'occurrence d'un acte visant à réduire les risques de tensions liés à l'existence d'obstacles techniques au commerce des marchandises, qu'il soit dûment tenu compte de la répartition des compétences et de l'équilibre institutionnel établis par le traité dans le domaine de la politique commerciale commune.

Par son second moyen, le Gouvernement français soutenait que les lignes directrices étaient contraires au traité en ce qu'elles portent atteinte au libre exercice du monopole de proposition dont la Commission jouit dans le cadre du processus législatif communautaire et affecteraient de la sorte l'ensemble de ce processus législatif. Il faisait plus spécialement valoir que les lignes directrices devraient obligatoirement être prises en compte par la Commission dans le cadre de la phase du processus législatif lui incombant et qu'elles encadraient donc la fonction de proposition dévolue à celle-ci. Selon le Gouvernement français, cet encadrement du pouvoir de proposition de la Commission avait des conséquences sur l'ensemble du processus normatif communautaire, puisque la nature des propositions faites par la Commission

conditionne la marge de manœuvre du Conseil, qui, notamment, ne pouvait s'écarter desdites propositions qu'à l'unanimité (arrêt, points 47-49).

La Cour a, toutefois, jugé que, étant dépourvues de force obligatoire, les lignes directrices en cause en l'espèce n'ont pu faire naître des obligations à la charge de la Commission lorsque cette dernière a exercé sa fonction d'initiative législative dans le cadre du processus législatif communautaire. Aussi, la seule circonstance qu'un acte, tel que lesdites lignes directrices, ouvre la voie à des possibilités d'engager des consultations préalables et de recueillir des informations qui seraient jugées nécessaires avant de soumettre des propositions appropriées ne saurait avoir pour effet de porter atteinte à l'exercice par la Commission de son pouvoir d'initiative.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2007-3-006

a) Union européenne / **b)** Tribunal de première instance / **c)** Grande chambre / **d)** 22.11.2005 / **e)** C-144/04 / **f)** Werner Mangold c. Rüdiger Helm / **g)** *Recueil*, I-6451 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.26 Principes généraux – **Principes du droit communautaire.**

5.2.2.7 Droits fondamentaux – Égalité – Critères de différenciation – **Age.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droit communautaire, principes, égalité de traitement / Juridiction nationale, obligation.

Sommaire (points de droit):

Il incombe à une juridiction nationale, saisie d'un litige mettant en cause le principe de non-discrimination en fonction de l'âge, qui est un principe général du droit communautaire, d'assurer, dans le cadre de ses compétences, la protection juridique découlant pour

les justiciables du droit communautaire et de garantir le plein effet de celui-ci en laissant inappliquée toute disposition contraire de la loi nationale, et ce alors même que le délai de transposition d'une directive s'inspirant de ce principe général, telle que la directive n° 2000/78 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, n'est pas encore expiré.

Résumé:

Cette affaire est née d'une demande de décision préjudicielle portant sur l'interprétation des clauses 2, 5 et 8 de l'accord-cadre sur le travail à durée déterminée, conclu le 18 mars 1999, mis en œuvre par la directive n° 1999/70/CE du Conseil, du 28 juin 1999, concernant l'accord-cadre CES, UNICE et CEEP sur le travail à durée déterminée (*Journal officiel*, L 175, p. 43), ainsi que de l'article 6 de la directive n° 2000/78/CE du Conseil, du 27 novembre 2000, portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (*Journal officiel*, L 303, p. 16, arrêt, point 1).

Ladite demande avait été présentée dans le cadre d'un litige opposant, devant l'*Arbeitsgericht München* (tribunal du travail de Munich), M. Mangold à M. Helm au sujet du contrat de travail à durée déterminée qu'ils avaient conclu.

M. Mangold, alors âgé de 56 ans, avait conclu ce contrat avec M. Helm, qui exerce la profession d'avocat. Ledit contrat avait pris effet au 1^{er} juillet 2003 et stipulait un terme au 28 février 2003.

Aux termes de ce contrat, la durée limitée de leur relation contractuelle était fondée sur des dispositions combinées du droit du travail allemand visant à faciliter la conclusion de contrats de travail à durée déterminée avec des travailleurs âgés, puisque le travailleur est âgé de plus de 52 ans.

M. Mangold considéra, toutefois, finalement, que cette stipulation, en ce qu'il limite la durée de son contrat, est, bien qu'une telle limitation soit conforme au droit du travail, incompatible avec l'accord-cadre et la directive n° 2000/78.

M. Helm faisait, quant à lui, valoir, au contraire, que la clause 5 de l'accord-cadre prescrit aux États membres de prendre des mesures pour éviter les abus résultant de l'utilisation de contrats de travail à durée déterminée successifs, en particulier en exigeant des raisons objectives justifiant le renouvellement de ces contrats, ou en fixant une durée maximale totale des contrats ou relations de travail à durée déterminée, ou encore en limitant le nombre de renouvellements de tels contrats ou relations de travail. Or, selon lui,

même si le droit du travail ne prévoit pas expressément de telles conditions restrictives dans le cas des travailleurs âgés, il existe bien une raison objective, au sens de la clause 5.1.a, de l'accord-cadre, justifiant la conclusion d'un contrat de travail à durée déterminée, qui est la difficulté pour ces travailleurs de trouver un emploi eu égard aux caractéristiques du marché du travail.

En proie à des doutes sur la compatibilité des dispositions ayant fondé la stipulation contractuelle litigieuse avec le droit communautaire, l'*Arbeitsgericht München* a toutefois décidé de surseoir à statuer et de poser à la Cour de justice plusieurs questions préjudicielles.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène.



Identification: ECJ-2009-1-002

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** Première chambre / **d)** 18.01.2007 / **e)** C-229/05 P / **f)** Osman Ocalan, au nom du Kurdistan Workers' Party (PKK), Serif Vanly, au nom du Kurdistan National Congress (KNK) c. Conseil de l'Union européenne / **g)** *Recueil*, I-00439 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

2.3.4 Sources – Techniques de contrôle – **Interprétation analogique.**

5.3.13.2 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable – **Recours effectif.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Terrorisme, lutte / Mesure conservatoire / Contrôle judiciaire.

Sommaire (points de droit):

1. Les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit dont la Cour assure le

respect. À cet effet, la Cour s'inspire des traditions constitutionnelles communes aux États membres ainsi que des indications fournies par les instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré. La Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH) revêt, à cet égard, une signification particulière. Or, la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme dans son état actuel semble indiquer qu'une organisation ne figurant pas sur la liste des personnes, des groupes et des entités auxquels s'appliquent les mesures restrictives prévues par le règlement n° 2580/2001, concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, ne pourrait pas établir qu'elle a la qualité de victime au sens de l'article 34 CEDH et, par conséquent, ne serait pas recevable à saisir cette juridiction.

Par voie de conséquence, lorsque le juge communautaire conclut qu'une telle organisation n'est pas individuellement concernée au sens de l'article 230.4 CE, tel qu'interprété par la jurisprudence, et que son recours en annulation est dès lors irrecevable, il n'existe aucune contradiction entre la Convention européenne des Droits de l'Homme et ledit article 230.4 CE.

2. La Communauté européenne est une communauté de droit dans laquelle ses institutions sont soumises au contrôle de la conformité de leurs actes avec le traité et les principes généraux du droit dont font partie les droits fondamentaux. Dès lors, les particuliers doivent pouvoir bénéficier d'une protection juridictionnelle effective des droits qu'ils tirent de l'ordre juridique communautaire, le droit à une telle protection faisant partie des principes généraux du droit qui découlent des traditions constitutionnelles communes aux États membres. Ce droit a également été consacré par les articles 6 et 13 CEDH.

À cet égard, en ce qui concerne le règlement n° 2580/2001, concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, l'effectivité de cette protection juridictionnelle est d'autant plus importante que les mesures restrictives prévues par ledit règlement entraînent des conséquences graves. Non seulement toute opération financière et tout service financier s'en trouvent empêchés dans le chef d'une personne, d'un groupe ou d'une entité visés par ce règlement, mais la réputation et l'action politique de ceux-ci sont lésées par le fait qu'ils sont qualifiés de terroristes.

Selon l'article 2.3 du règlement n° 2580/2001, lu en combinaison avec l'article 1.4 à 1.6 de la position commune n° 2001/931, une personne, un groupe ou une entité ne peut être inclus dans la liste des personnes, groupes et entités auxquels ledit règlement s'applique qu'en présence de certains éléments probants et sous réserve de l'identification précise des personnes, groupes ou entités visés. En outre, il est précisé que le nom d'une personne, d'un groupe ou d'une entité ne peut être maintenu sur ladite liste que moyennant un réexamen périodique de sa situation par le Conseil. Tous ces éléments doivent pouvoir être contrôlés par un juge.

Il en résulte que, si le législateur communautaire estime qu'une entité a une existence suffisante pour faire l'objet des mesures restrictives prévues par le règlement n° 2580/2001, la cohérence et la justice imposent de reconnaître que cette entité jouit d'une existence suffisante pour contester ces mesures. Toute autre conclusion aurait pour résultat qu'une organisation pourrait être incluse dans la liste de personnes, de groupes et d'entités auxquels ledit règlement s'applique sans pouvoir former un recours contre cette inclusion.

3. Les dispositions du statut de la Cour de justice, notamment son article 21, du règlement de procédure de la Cour, notamment son article 38, et du règlement de procédure du Tribunal, notamment son article 44, n'ont pas été conçues en vue de l'introduction de recours par des organisations n'ayant pas de personnalité juridique. Dans cette situation exceptionnelle, les règles procédurales gouvernant la recevabilité d'un recours en annulation doivent être appliquées en les adaptant dans la mesure nécessaire aux circonstances de l'espèce. Il s'agit, en effet, d'éviter un formalisme excessif qui reviendrait à nier toute possibilité d'agir en annulation alors même que l'entité en question a fait l'objet de mesures restrictives communautaires.

Résumé:

La question de la recevabilité des recours en annulation intentés par des personnes physiques ou morales ressurgit fréquemment en jurisprudence. La présente affaire en est un exemple significatif même si, il est vrai, les faits de l'espèce étaient très spécifiques.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001, le Conseil de l'Union européenne adopta une série de mesures parmi lesquelles l'inscription du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur une liste d'organisations terroristes, entraînant le gel de ses fonds.

Un recours contre cette décision a été introduit devant le Tribunal de première instance par M. Osman Ocalan au nom du PKK, et M. Serif Vanly au nom Congrès national du Kurdistan (KNK), association destinée à promouvoir les intérêts kurdes. Par ordonnance du 15 février 2005, le TPI a rejeté ce recours comme irrecevable aux motifs, d'une part, que le KNK n'est pas individuellement concerné, au sens de l'article 230.4 par la décision inscrivant le PKK sur la liste des organisations terroristes et, d'autre part, que M. Ocalan n'a pu prouver qu'il représentait valablement le PKK, dont l'existence même, à la date des faits, n'était plus certaine.

Les deux requérants ont alors formé un pourvoi devant la Cour en vue de faire annuler l'ordonnance du Tribunal et voir déclarer leurs recours recevables.

À l'appui de son pourvoi, le KNK soutient que les critères de recevabilité du recours en annulation posés par l'article 230.4 sont trop restrictifs et priveraient les requérants de leur droit à un recours juridictionnel effectif au sens de l'article 13 CEDH. La Cour rejette cet argument en invoquant précisément la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme relative à l'article 34 CEDH. Elle affirme que le KNK ne possède pas la qualité de victime d'une violation de la Convention européenne des Droits de l'Homme au sens de cet article et ne pourrait de ce fait valablement exercer un recours devant la juridiction de Strasbourg. La Cour estime donc que le rejet pour irrecevabilité du recours du KNK au titre de l'article 230.4, n'est pas en contradiction avec la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le PKK reproche quant à lui au Tribunal d'avoir estimé à tort, au vu des éléments de preuves présentés devant lui, que cette organisation avait définitivement cessé toute activité depuis 2002 et que, par voie de conséquence, M. Ocalan ne pouvait valablement la représenter. La Cour infirme le jugement du Tribunal sur ce point et considère que l'inscription du PKK sur la liste des organisations terroristes prouve que cette organisation conserve une existence suffisante et qu'elle peut, dès lors, contester la décision litigieuse par le biais du recours en annulation. La Cour précise en outre que, dans des circonstances exceptionnelles telles que celles de l'espèce, à savoir la contestation d'une décision du Conseil par une organisation n'ayant pas de personnalité juridique, il convient d'adapter les règles procédurales relatives au recours en annulation.

Renvois:

- TPI, 03.05.2002, *Jégo-Quéré c. Commission*, T-177/01, *Recueil* 2002, p. II-2365;
- TPI, 12.07.2006, *Ayadi c. Conseil*, T-253/02, *Recueil* 2006, p. II-2139.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

*Identification:* ECJ-2009-3-013

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** Grande chambre / **d)** 11.12.2007 / **e)** C-438/05 / **f)** / International Transport Workers' Federation, Finnish Seamen's Union c. Viking Line ABP OÜ Viking Line Eesti / **g)** *Recueil*, I-10779 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

5.1.2 Droits fondamentaux – Problématique générale – **Effets horizontaux**.
 5.3.6 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – **Liberté de mouvement**.
 5.3.10 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – **Liberté du domicile et de l'établissement**.
 5.4.10 Droits fondamentaux – Droits économiques, sociaux et culturels – **Droit de grève**.
 5.4.11 Droits fondamentaux – Droits économiques, sociaux et culturels – **Liberté syndicale**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Droit communautaire, principes / Droit de mener une action collective / Syndicat, action collective.

Sommaire (points de droit):

L'article 43 CE doit être interprété en ce sens que, en principe, n'est pas soustraite au champ d'application de cet article une action collective engagée par un syndicat ou un groupement de syndicats à l'encontre d'une entreprise privée aux fins d'amener cette dernière à conclure une convention collective dont le contenu est de nature à la dissuader de faire usage de la liberté d'établissement.

En effet, l'article 43 CE ne régit pas seulement l'action des autorités publiques, mais s'étend également aux réglementations d'une autre nature qui visent à régler, de façon collective, le travail salarié, le travail indépendant et les prestations de

services. Les conditions de travail dans les différents États membres étant régies tantôt par la voie de dispositions d'ordre législatif ou réglementaire, tantôt par des conventions collectives et d'autres actes conclus ou adoptés par des personnes privées, une limitation des interdictions prévues par ledit article aux actes de l'autorité publique risquerait de créer des inégalités quant à leur application.

Dès lors que l'organisation d'actions collectives par des syndicats de travailleurs relève de l'autonomie juridique dont ces organismes, qui ne constituent pas des entités de droit public, disposent au titre de la liberté syndicale qui leur est reconnue, notamment, par le droit national, et que ces actions collectives sont inextricablement liées à la convention collective dont les syndicats poursuivent la conclusion, ces actions collectives relèvent, en principe, du champ d'application de l'article 43 CE.

Le droit de mener une action collective, y compris le droit de grève, est reconnu tant par différents instruments internationaux auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré, tels que la charte sociale européenne, d'ailleurs expressément mentionnée à l'article 136 CE, et la convention n° 87, adoptée en 1948 par l'Organisation internationale du travail, concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, que par des instruments élaborés par lesdits États membres au niveau communautaire ou dans le cadre de l'Union européenne, tels que la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs adoptée en 1989, également mentionnée à l'article 136 CE, et la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Si ledit droit, y compris le droit de grève, doit donc être reconnu en tant que droit fondamental faisant partie intégrante des principes généraux du droit communautaire dont la Cour assure le respect, il n'en demeure pas moins que son exercice peut être soumis à certaines restrictions. En effet, ainsi que le réaffirme l'article 28 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, il est protégé conformément au droit communautaire ainsi qu'aux législations et pratiques nationales.

À cet égard, bien que la protection des droits fondamentaux constitue un intérêt légitime de nature à justifier, en principe, une restriction aux obligations imposées par le droit communautaire, même en vertu d'une liberté fondamentale garantie par le traité, l'exercice de tels droits n'échappe pas au champ d'application des dispositions du traité et doit être concilié avec les exigences relatives aux droits protégés par ledit traité et être conforme au principe de proportionnalité.

Il s'ensuit que le caractère fondamental s'attachant au droit de mener une action collective n'est pas de nature à faire échapper une telle action, menée à l'encontre d'une entreprise aux fins d'amener cette dernière à conclure une convention collective dont le contenu est de nature à la dissuader de faire usage de la liberté d'établissement, au champ d'application de l'article 43 CE.

L'article 43 CE est de nature à conférer des droits à une entreprise privée susceptibles d'être opposés à un syndicat ou à une association de syndicats.

En effet, l'abolition entre les États membres des obstacles à la libre circulation des personnes et à la libre prestation des services serait compromise si la suppression des barrières d'origine étatique pouvait être neutralisée par des obstacles résultant de l'exercice de leur autonomie juridique par des associations et des organismes ne relevant pas du droit public. En outre, le fait que certaines dispositions du traité sont formellement adressées aux États membres n'exclut pas que des droits puissent être conférés simultanément à tout particulier intéressé à l'observation des obligations ainsi définies. Par ailleurs, l'interdiction de porter atteinte à une liberté fondamentale prévue par une disposition du traité ayant un caractère impératif s'impose, notamment, à toutes les conventions visant à régler de façon collective le travail salarié.

L'article 43 CE doit être interprété en ce sens que des actions collectives qui visent à amener une entreprise privée dont le siège est situé dans un État membre déterminé à conclure une convention collective de travail avec un syndicat établi dans cet État et à appliquer les clauses prévues par cette convention aux salariés d'une filiale de ladite entreprise établie dans un autre État membre constituent des restrictions au sens dudit article.

En effet, une telle action collective a pour effet de rendre moins attrayant, voire même inutile, l'exercice par une entreprise de son droit de libre établissement, en ce qu'elle empêche cette dernière de bénéficier, dans l'État membre d'accueil, du même traitement que les autres opérateurs économiques établis dans cet État. De même, une telle action collective, qui vise à empêcher les armateurs d'immatriculer leurs navires dans un État autre que celui dont les propriétaires effectifs de ces navires sont des ressortissants, doit être considérée comme étant, à tout le moins, de nature à restreindre l'exercice par une entreprise de son droit de libre établissement.

Ces restrictions peuvent, en principe, être justifiées au titre de la protection d'une raison impérieuse d'intérêt général, telle que la protection des travailleurs, à condition qu'il soit établi qu'elles sont aptes à garantir la réalisation de l'objectif légitime poursuivi et ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

Résumé:

Pour faire face à la concurrence directe des navires estoniens dont les coûts salariaux étaient moins élevés, l'entreprise finlandaise Viking, qui assurait la liaison maritime entre Tallinn et Helsinki, souhaitait immatriculer en Estonie un de ses ferries jusqu'alors sous pavillon finlandais. Opposé à ce projet, un syndicat finlandais de marins (*Finish Seamen's Union* ci-après «FSU») menaçait l'entreprise d'organiser une grève, l'objectif étant de contraindre l'entreprise Viking à conclure une convention collective prévoyant que, lors d'un changement de pavillon, le droit finlandais continuerait à s'appliquer. Une fédération internationale de syndicats de travailleurs employés dans le secteur des transports (*International Transport Federation*, ci-après «ITF»), à laquelle FSU était affilié, adopta par ailleurs une circulaire imposant à ses membres de ne pas entamer de négociations avec Viking, sous peine de sanctions. Cette affaire fut portée devant les juridictions britanniques, ITF ayant son siège à Londres, en vue de faire déclarer les actions de FSU et d'ITF contraires à l'article 43 CE.

C'est dans ce contexte que la Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles fut amenée à poser à la Cour une série de questions préjudicielles relatives à l'interprétation de l'article 43 CE au regard du droit des travailleurs et des organisations syndicales de recourir à des actions collectives.

La juridiction de renvoi demandait en substance à la Cour si ces actions étaient susceptibles d'entrer dans le champ d'application de l'article 43 CE. Se posait ensuite la question de l'effet direct horizontal des dispositions de l'article 43 CE, c'est-à-dire leur application dans des rapports entre personnes privées. Enfin, il s'agissait de déterminer si les actions collectives des organisations syndicales en cause constituaient des restrictions à la liberté d'établissement pouvant être, le cas échéant, justifiées.

La Cour affirme tout d'abord que de telles actions relèvent en principe du champ d'application de l'article 43 CE. Elle consacre ensuite le droit de mener une action collective, y compris le droit de grève, en tant que droit fondamental faisant partie intégrante des principes généraux du droit communautaire, tout en précisant que l'exercice de

ce droit doit être concilié avec les exigences relatives à la liberté d'établissement. La Cour affirme également que l'article 43 CE produit un effet direct horizontal, c'est-à-dire qu'il confère des droits susceptibles d'être opposés non seulement aux autorités d'un État membre, mais aussi à certaines parties privées comme, en l'espèce, un syndicat ou une association de syndicats. Après avoir constaté que les actions collectives en cause constituaient des restrictions à la liberté d'établissement, la Cour précise enfin que de telles restrictions peuvent en principe être justifiées par une raison impérieuse d'intérêt général, telle la protection des travailleurs, et renvoie aux juridictions nationales le soin de déterminer si, en l'espèce, de telles actions sont proportionnées et nécessaires pour atteindre l'objectif poursuivi.

Renvois:

- À rapprocher de l'arrêt de la Cour (Grande chambre) du 18.12.2007, *Laval un Partneri Ltd c. Svenska Byggnadsarbetareförbundet e.a.*, C-341/05 *Recueil*, p. I-11767.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-2009-3-014

a) Union européenne / b) Cour de justice des Communautés européennes / c) Grande chambre / d) 11.12.2007 / e) C-161/06 / f) Skoma-Lux sro c. Celní ředitelství Olomouc / g) *Recueil*, I-10841 / h) CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.4.10.7 Justice constitutionnelle – Procédure – Incidents de procédure – **Question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés européennes.**
3.15.2 Principes généraux – Publicité des textes législatifs et réglementaires – **Aspects linguistiques.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Union européenne, adhésion / Communauté européenne, réglementation, pas traduit, inopposabilité.

Sommaire (points de droit):

L'article 58 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, s'oppose à ce que les obligations contenues dans une réglementation communautaire qui n'a pas été publiée au Journal officiel de l'Union européenne dans la langue d'un nouvel État membre, alors que cette langue est une langue officielle de l'Union européenne, puissent être imposées à des particuliers dans cet État, alors même que ces personnes auraient pu avoir connaissance de cette réglementation par d'autres moyens.

En effet, l'impératif de sécurité juridique exige qu'une réglementation communautaire permette aux intéressés de connaître avec exactitude l'étendue des obligations qu'elle leur impose, ce qui ne saurait être garanti que par la publication régulière de ladite réglementation dans la langue officielle du destinataire. En outre, il serait contraire au principe d'égalité de traitement de faire la même application des obligations imposées par une réglementation communautaire dans les anciens États membres, où les particuliers ont la possibilité de prendre connaissance desdites obligations dans le Journal officiel de l'Union européenne, dans la langue de ces États, et dans les États membres adhérents, où cette prise de connaissance a été rendue impossible en raison d'une publication tardive. Le respect de tels principes fondamentaux n'est pas contraire à celui d'effectivité du droit communautaire, dès lors que ce dernier principe ne peut pas concerner des règles qui ne sont pas encore opposables aux particuliers. La position qui consisterait à admettre une opposabilité d'un acte qui n'a pas été régulièrement publié, au nom du principe d'effectivité, serait *contra legem* et reviendrait à faire supporter aux particuliers, dans l'État membre concerné, les conséquences négatives du non-respect de l'obligation qui pesait sur l'administration communautaire de mettre à leur disposition, à la date de l'adhésion, l'ensemble de l'acquis communautaire dans toutes les langues officielles de l'Union.

Par ailleurs, la circonstance qu'il s'agit d'un opérateur du commerce international qui connaît forcément le contenu des obligations douanières ne saurait suffire à rendre opposable à un particulier une réglementation communautaire qui n'a pas fait l'objet d'une publication régulière au Journal officiel de l'Union européenne.

De même, si la législation communautaire est disponible sur Internet et que les particuliers en prennent de plus en plus souvent connaissance par ce moyen, une telle mise à disposition de cette législation ne saurait équivaloir à une publication en bonne et due forme au Journal officiel de l'Union européenne en l'absence, dans le droit communautaire, de toute réglementation à cet égard. Au demeurant, même si différents États membres ont adopté comme forme valable une publication électronique, celle-ci fait l'objet de textes législatifs ou réglementaires qui l'organisent avec précision et déterminent exactement les cas dans lesquels une telle publication est valable. Or, en l'état actuel du droit communautaire, la Cour n'est pas en mesure de considérer cette forme de mise à disposition de la législation communautaire comme suffisante pour assurer son opposabilité. Dès lors, la seule version d'un règlement communautaire qui fait foi est, en l'état actuel du droit communautaire, celle qui est publiée au Journal officiel de l'Union européenne, de sorte qu'une version électronique antérieure à cette publication, même si elle se révèle par la suite conforme à la version publiée, ne peut être opposée aux particuliers.

En jugeant qu'un règlement communautaire, non publié dans la langue d'un État membre, n'est pas opposable aux particuliers dans cet État, la Cour procède à une interprétation du droit communautaire au sens de l'article 234 CE.

En effet, les dispositions des articles 254.2, première phrase, CE, 2 et 58 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, ainsi que des articles 4 et 5 du règlement n° 1, portant fixation du régime linguistique de la Communauté économique européenne, ne conditionnent pas la validité d'un règlement applicable dans les États membres dans lesquels il a été régulièrement publié. En outre, la circonstance que ce règlement ne soit pas opposable aux particuliers dans un État membre dans la langue duquel il n'a pas été publié n'a aucune

incidence sur le fait que, faisant partie de l'acquis communautaire, il lie par ses dispositions l'État membre considéré dès l'adhésion. L'interprétation combinée desdites dispositions a pour objet et pour effet de retarder l'opposabilité des obligations qu'un règlement communautaire impose aux particuliers dans un État membre jusqu'à ce que ces derniers puissent en prendre connaissance d'une manière officielle dépourvue de toute ambiguïté.

Dans le cadre d'un renvoi préjudiciel portant sur l'interprétation d'une disposition du droit communautaire, la Cour peut, à titre exceptionnel, par application du principe général de sécurité juridique inhérent à l'ordre juridique communautaire, être amenée à limiter la possibilité pour tout intéressé d'invoquer une disposition qu'elle a interprétée en vue de mettre en cause des relations juridiques établies de bonne foi. Toutefois, s'il ne s'agit pas de la question de la limitation dans le temps des effets d'un arrêt de la Cour concernant l'interprétation d'une disposition du droit communautaire, mais de celle de la limitation des effets d'un arrêt constatant l'inopposabilité même, sur le territoire d'un État membre, d'un acte communautaire non publié dans la langue de cet État, ce dernier n'a pas, en vertu du droit communautaire, l'obligation de remettre en cause les décisions administratives ou juridictionnelles prises sur la base de telles règles, dès lors qu'elles seraient devenues définitives en vertu des règles nationales applicables.

En vertu d'une disposition expresse du traité CE, à savoir de l'article 231 CE, la Cour peut, alors même qu'un acte illégal est annulé et qu'il est censé n'être jamais intervenu, décider qu'il sortira néanmoins légalement certaines de ses conséquences juridiques. Les mêmes exigences de sécurité juridique commandent qu'il en aille de même pour les décisions nationales prises en application de dispositions de droit communautaire qui ne sont pas devenues opposables sur le territoire de certains États membres, faute d'avoir été régulièrement publiées au Journal officiel de l'Union européenne dans la langue officielle des États concernés, à l'exception de celles de ces décisions qui avaient fait l'objet de recours administratifs ou juridictionnels à la date de l'arrêt.

Il n'en irait autrement, en vertu du droit communautaire, que dans les cas exceptionnels où ont été prises des mesures administratives ou des décisions juridictionnelles, notamment à caractère répressif, qui porteraient atteinte à des droits fondamentaux, ce qu'il appartient, dans ces limites, aux autorités nationales compétentes de constater.

Résumé:

Par son arrêt *Skoma-Lux*, la Cour a été amenée à se prononcer sur les conséquences à tirer du défaut de publication régulière, au Journal officiel de l'Union européenne, d'un règlement communautaire. Elle a également précisé sa jurisprudence en matière de limitation dans le temps de ses arrêts.

En l'espèce, la Société Skoma-Lux, qui opère dans le secteur de l'importation des vins, s'est vu infliger une amende pour une infraction à la réglementation douanière. Les autorités douanières tchèques reprochaient à la société d'avoir présenté des données inexactes concernant la classification tarifaire du vin rouge importé par ses soins, enfreignant ainsi non seulement les dispositions de la loi douanière tchèque en vigueur avant l'adhésion de la République Tchèque à l'Union, mais également le règlement n° 2454/93 portant application du code des douanes communautaire.

Reprochant aux autorités douanières de lui avoir infligé une sanction en application d'un règlement communautaire qui ne lui était pas applicable, faute de publication en langue tchèque à la date des faits, la société Skoma-Lux a introduit un recours en annulation devant la Cour régionale tchèque qui a décidé de surseoir à statuer pour poser à la Cour trois questions préjudicielles. La juridiction de renvoi demandait en substance à la Cour si la non publication d'un règlement communautaire dans une des langues officielles de l'Union avait pour conséquence de rendre cet acte nul vis-à-vis de la requérante et de ce fait inapplicable dans son litige avec les autorités douanières tchèques.

Selon la Cour, le défaut de publication régulière d'un règlement, c'est-à-dire, en l'espèce, son absence de publication au JOUE dans une des langues officielles d'un État membre, n'affecte pas la validité de cet acte mais le rend inopposable aux particuliers de cet État membre. L'argument selon lequel l'acte en cause aurait été porté à la connaissance des particuliers par une publication en langue tchèque sur Internet n'est pas recevable.

La Cour rejette par ailleurs la proposition du gouvernement tchèque tendant à limiter dans le temps les effets de son arrêt. Elle affirme à cette occasion que le droit communautaire n'impose pas aux autorités nationales de remettre en cause des décisions administratives ou juridictionnelles devenues définitives, lorsqu'elles ont été prises sur la base de dispositions communautaires qui ne sont pas devenues opposables sur le territoire d'un État membre, faute de publication régulière. Il pourrait en aller différemment dans deux cas: lorsque les

décisions en question ont fait l'objet de recours à la date du prononcé de l'arrêt ou lorsqu'elles ont un caractère répressif.

Renvois:

- CJCE, 06.03.2007, *Meilicke e.a.*, C-292/04, *Recueil*, p. I-1835.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

Identification: ECJ-2010-1-007

a) Union européenne / **b)** Cour de justice des Communautés européennes / **c)** Grande chambre / **d)** 03.09.2008 / **e)** C-402/05 P et C-415/05 P / **f)** Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c. Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, I-06351 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

- 1.2.2.1 Justice constitutionnelle – Saisine – Demande émanant d'une personne ou de groupements privés – **Personne physique.**
- 2.1.1.4.1 Sources – Catégories – Règles écrites – Instruments internationaux – **Charte des Nations Unies de 1945.**
- 2.2.1.2 Sources – Hiérarchie – Hiérarchie entre sources nationales et non nationales – **Traités et actes législatifs.**
- 3.9 Principes généraux – **État de droit.**
- 4.16 Institutions – **Relations internationales.**
- 5.3.13.6 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable – **Droit d'être entendu.**
- 5.3.39.3 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Droit de propriété – **Autres limitations.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Union européenne, règlement communautaire, base légale / Droit communautaire, acte donnant effet à des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies / Terrorisme, financement / Terrorisme, mesures restrictives / Nations Unies, Conseil de sécurité, résolution, mise en œuvre par l'UE.

Sommaire (points de droit):

1. Retenir l'interprétation des articles 60 CE et 301 CE, selon laquelle il suffirait que les mesures restrictives prévues par la résolution 1390 (2002) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et mises en œuvre par le règlement n° 881/2002, instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, visent des personnes ou des entités se trouvant dans un pays tiers ou y étant associées à un autre titre, donnerait une portée excessivement large à ces dispositions et ne tiendrait nullement compte de l'exigence, découlant des termes mêmes de celles-ci, que les mesures décidées sur la base desdites dispositions doivent être prises à l'encontre de pays tiers.

D'une part, l'interprétation de l'article 301 CE, selon laquelle celui-ci établirait une passerelle procédurale entre la Communauté et l'Union européenne de sorte qu'il devrait être interprété aussi largement que les compétences communautaires pertinentes, dont celles relatives à la politique commerciale commune et à la libre circulation des capitaux, serait susceptible de réduire son champ d'application et, partant, son effet utile, car cette disposition, au vu de ses termes mêmes, vise l'adoption de mesures affectant les relations économiques avec des pays tiers potentiellement très diverses et qui donc, a priori, ne doivent pas être limitées aux domaines relevant d'autres compétences matérielles communautaires telles que celles en matière de politique commerciale commune ou de libre circulation des capitaux. Cette interprétation ne trouve du reste pas d'appui dans le libellé de l'article 301 CE, celui-ci conférant une compétence matérielle à la Communauté dont la portée est, en principe, autonome par rapport à celle d'autres compétences communautaires.

D'autre part, eu égard au but et au contenu dudit règlement, il ne saurait être considéré que ce règlement porte spécifiquement sur les échanges internationaux en ce qu'il serait essentiellement destiné à promouvoir, à faciliter ou à régir les échanges commerciaux et il ne pourrait donc pas être fondé sur la compétence communautaire en matière de politique commerciale commune. En effet, un acte communautaire ne relève de la compétence en matière de politique commerciale commune prévue à l'article 133 CE que s'il porte spécifiquement sur les échanges internationaux en ce qu'il est essentiellement destiné à promouvoir, à faciliter ou à régir les échanges commerciaux et a des effets directs et immédiats sur le commerce ou les échanges des produits concernés. Il ne saurait pas non plus être considéré que ledit règlement relève du

champ d'application des dispositions du traité relatives à la libre circulation des capitaux et des paiements, en ce qu'il interdit le transfert de ressources économiques à des particuliers dans des pays tiers. S'agissant tout d'abord de l'article 57.2 CE, les mesures restrictives en cause ne relèvent pas de l'une des catégories de mesures énumérées à cette disposition. En ce qui concerne ensuite l'article 60.1 CE, cette disposition ne saurait pas non plus fonder le règlement en question dès lors que son champ d'application est déterminé par celui de l'article 301 CE. Pour ce qui est enfin de l'article 60.2 CE, cette disposition ne comporte pas de compétence communautaire à cet effet, dès lors qu'elle se limite à permettre aux États membres d'adopter, pour certains motifs exceptionnels, des mesures unilatérales contre un pays tiers concernant les mouvements de capitaux et les paiements, sous réserve du pouvoir du Conseil d'imposer à un État membre de modifier ou d'abolir de telles mesures.

2. Une conception, selon laquelle l'article 308 CE permettrait, dans le contexte particulier des articles 60 CE et 301 CE, l'adoption d'actes communautaires visant non pas l'un des objets de la Communauté, mais l'un des objectifs relevant du traité UE en matière de relations extérieures, au nombre desquels figure la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), se heurte au libellé même de l'article 308 CE.

S'il est exact qu'une passerelle a été établie entre les actions de la Communauté comportant des mesures économiques au titre des articles 60 CE et d'une part 301 CE et, d'autre part, les objectifs du traité UE en matière de relations extérieures, dont la PESC, ni le libellé des dispositions du traité CE ni la structure de celui-ci ne donnent un fondement à une conception selon laquelle cette passerelle s'étendrait à d'autres dispositions du traité CE, et en particulier à l'article 308 CE.

Un recours à l'article 308 CE requiert que l'action envisagée, d'une part, ait trait au «fonctionnement du marché commun» et, d'autre part, vise à réaliser «l'un des objets de la Communauté». Or, cette dernière notion, eu égard à ses termes clairs et précis, ne saurait en aucun cas être comprise comme incluant les objectifs de la PESC.

La coexistence de l'Union et de la Communauté en tant qu'ordres juridiques intégrés mais distincts ainsi que l'architecture constitutionnelle des piliers, voulues par les auteurs des traités actuellement en vigueur, constituent en outre des considérations de nature institutionnelle militant contre une extension de ladite passerelle à des articles du traité CE autres que ceux avec lesquels celle-ci établit un lien de façon expresse.

Par ailleurs, l'article 308 CE, faisant partie intégrante d'un ordre institutionnel basé sur le principe des compétences d'attribution, ne saurait constituer un fondement pour élargir le domaine des compétences de la Communauté au-delà du cadre général résultant de l'ensemble des dispositions du traité CE, et en particulier de celles qui définissent les missions et les actions de la Communauté.

De même, l'article 3 UE, en particulier son deuxième alinéa, ne saurait servir de base à un élargissement des compétences de la Communauté au-delà des objets de la Communauté.

3. L'article 308 CE vise à suppléer l'absence de pouvoirs d'action conférés expressément ou de façon implicite aux institutions communautaires par des dispositions spécifiques du traité dans la mesure où de tels pouvoirs apparaissent néanmoins nécessaires pour que la Communauté puisse exercer ses fonctions en vue d'atteindre l'un des objets fixés par ce traité.

Le règlement n° 881/2002, instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, en ce qu'il impose des mesures restrictives de nature économique et financière, relève manifestement du champ d'application *ratione materiae* des articles 60 CE et 301 CE. Ces articles ne prévoyant toutefois pas de pouvoirs d'action exprès ou implicites pour imposer de telles mesures à des destinataires n'ayant aucun lien avec le régime dirigeant d'un pays tiers tels que ceux visés par ledit règlement, cette absence de pouvoir, due aux limitations du champ d'application *ratione personae* desdites dispositions, peut être suppléée en recourant à l'article 308 CE en tant que base juridique dudit règlement en sus de ces deux premiers articles fondant cet acte du point de vue de sa portée matérielle, pourvu toutefois que les autres conditions auxquelles l'applicabilité de l'article 308 CE est assujettie aient été remplies.

Or, l'objectif de ce règlement étant celui d'empêcher les personnes associées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban de disposer de toute ressource financière et économique, afin de faire obstacle au financement d'activités terroristes, il peut être rattaché à l'un des objets de la Communauté au sens de l'article 308 CE. En effet, les articles 60 CE et 301 CE, en ce qu'ils prévoient une compétence communautaire pour imposer des mesures restrictives de nature économique afin de mettre en œuvre des actions décidées dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, sont l'expression d'un objectif implicite et sous-jacent, à savoir celui de rendre possible l'adoption de telles mesures par l'utilisation efficace d'un instrument

communautaire. Cet objectif peut être considéré comme constituant un objet de la Communauté au sens de l'article 308 CE.

La mise en œuvre de telles mesures par l'utilisation d'un instrument communautaire ne déborde pas le cadre général résultant de l'ensemble des dispositions du traité, dès lors que, de par leur nature, elles présentent en outre un lien avec le fonctionnement du marché commun, ce lien constituant une autre condition d'application de l'article 308 CE. En effet, si des mesures économiques et financières telles que celles imposées par ledit règlement étaient imposées unilatéralement par chaque État membre, une prolifération de ces mesures nationales serait susceptible d'affecter le fonctionnement du marché commun.

4. La Communauté est une communauté de droit en ce que ni ses États membres ni ses institutions n'échappent au contrôle de la conformité de leurs actes à la charte constitutionnelle de base qu'est le traité et que ce dernier a établi un système complet de voies de recours et de procédures destiné à confier à la Cour le contrôle de la légalité des actes des institutions. Un accord international ne saurait porter atteinte à l'ordre des compétences fixé par les traités et, partant, à l'autonomie du système juridique communautaire dont la Cour assure le respect en vertu de la compétence exclusive dont elle est investie par l'article 220 CE, compétence qui relève des fondements mêmes de la Communauté.

S'agissant d'un acte communautaire qui, tel le règlement n° 881/2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, vise à mettre en œuvre une résolution du Conseil de sécurité adoptée au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, il n'incombe pas au juge communautaire, dans le cadre de la compétence exclusive que prévoit l'article 220 CE, de contrôler la légalité d'une telle résolution adoptée par cet organe international, ce contrôle fût-il limité à l'examen de la compatibilité de cette résolution avec le *jus cogens*, mais de contrôler la légalité de l'acte communautaire de mise en œuvre.

Un arrêt d'une juridiction communautaire par lequel il serait décidé qu'un acte communautaire visant à mettre en œuvre une telle résolution est contraire à une norme supérieure relevant de l'ordre juridique communautaire n'impliquerait pas une remise en cause de la primauté de cette résolution sur le plan du droit international.

5. Les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit dont la Cour assure le respect. À cet effet, la Cour s'inspire des traditions constitutionnelles communes aux États membres ainsi que des indications fournies par les instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré. La Convention européenne des Droits de l'Homme revêt, à cet égard, une signification particulière. Le respect des droits de l'homme constitue ainsi une condition de la légalité des actes communautaires et des mesures incompatibles avec le respect de ceux-ci ne sauraient être admises dans la Communauté.

À cet égard, les obligations qu'impose un accord international ne sauraient avoir pour effet de porter atteinte aux principes constitutionnels du traité CE, au nombre desquels figure le principe selon lequel tous les actes communautaires doivent respecter les droits fondamentaux, ce respect constituant une condition de leur légalité qu'il incombe à la Cour de contrôler dans le cadre du système complet de voies de recours qu'établit ce traité.

Les principes régissant l'ordre juridique international issu des Nations Unies n'impliquent pas qu'un contrôle juridictionnel de la légalité interne du règlement n° 881/2002, instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, au regard des droits fondamentaux serait exclu en raison du fait que cet acte vise à mettre en œuvre une résolution du Conseil de sécurité adoptée au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Une telle immunité juridictionnelle d'un acte communautaire, en tant que corollaire du principe de primauté sur le plan du droit international des obligations issues de la Charte des Nations Unies, en particulier de celles relatives à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité adoptées au titre du chapitre VII de cette charte, ne trouve aucun fondement dans le traité CE. L'article 307 CE ne pourrait en aucun cas permettre la remise en cause des principes qui relèvent des fondements mêmes de l'ordre juridique communautaire, parmi lesquels les principes de liberté, de démocratie ainsi que de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrés à l'article 6.1 UE en tant que fondement de l'Union. Si la disposition de l'article 300.7 CE, prévoyant que les accords conclus selon les conditions y fixées lient les institutions de la Communauté et les États membres, était applicable à la Charte des Nations Unies, elle conférerait à cette dernière la primauté sur les actes de droit communautaire dérivé. Toutefois, sur le plan du droit communautaire, cette primauté ne s'étendrait pas au droit originaire et, en particulier, aux principes généraux dont font partie les droits fondamentaux.

Les juridictions communautaires doivent donc, conformément aux compétences dont elles sont investies en vertu du traité CE, assurer un contrôle, en principe complet, de la légalité de l'ensemble des actes communautaires au regard des droits fondamentaux, qui font partie intégrante des principes généraux du droit communautaire y compris sur les actes communautaires qui, tel le règlement en cause, visent à mettre en œuvre des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

6. Les compétences de la Communauté doivent être exercées dans le respect du droit international et un acte adopté en vertu de ces compétences doit être interprété, et son champ d'application circonscrit, à la lumière des règles pertinentes du droit international.

Dans l'exercice de sa compétence d'adoption d'actes communautaires pris sur le fondement des articles 60 CE et 301 CE pour mettre en œuvre des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, la Communauté se doit d'attacher une importance particulière au fait que, conformément à l'article 24 de la Charte des Nations Unies, l'adoption, par le Conseil de sécurité, de résolutions au titre du chapitre VII de cette charte constitue l'exercice de la responsabilité principale dont est investi cet organe international pour maintenir, à l'échelle mondiale, la paix et la sécurité, responsabilité qui, dans le cadre dudit chapitre VII, inclut le pouvoir de déterminer ce qui constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales (y compris des individus) ainsi que de prendre les mesures nécessaires pour les maintenir ou les rétablir.

Toutefois, la Charte des Nations Unies n'impose pas le choix d'un modèle prédéterminé pour la mise en œuvre des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au titre de son chapitre VII, cette mise en œuvre devant intervenir conformément aux modalités applicables à cet égard dans l'ordre juridique interne de chaque membre de l'ONU. En effet, la Charte des Nations Unies laisse en principe aux membres de l'ONU le libre choix entre différents modèles possibles de réception dans leur ordre juridique interne de telles résolutions.

7. Pour ce qui concerne les droits de la défense, et en particulier le droit d'être entendu, s'agissant de mesures restrictives telles que celles qu'impose le règlement n° 881/2002, instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, il ne saurait être requis des autorités communautaires qu'elles communiquent, préalablement à l'inclusion initiale d'une personne ou d'une entité dans

la liste des personnes ou entités visées par ces mesures, les motifs sur lesquels est fondée cette inclusion. En effet, une telle communication préalable serait de nature à compromettre l'efficacité des mesures de gel de fonds et de ressources économiques qu'impose ce règlement. Pour des raisons tenant également à l'objectif poursuivi par ledit règlement et à l'efficacité des mesures prévues par celui-ci, les autorités communautaires n'étaient pas non plus tenues de procéder à une audition des requérants préalablement à l'inclusion initiale de leurs noms dans la liste figurant à l'annexe I de ce règlement. En outre, s'agissant d'un acte communautaire visant à mettre en œuvre une résolution adoptée par le Conseil de sécurité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, des considérations impérieuses touchant à la sûreté ou à la conduite des relations internationales de la Communauté et de ses États membres peuvent s'opposer à la communication de certains éléments aux intéressés et, dès lors, à l'audition de ceux-ci sur ces éléments.

Toutefois, les droits de la défense, en particulier celui d'être entendu, ne sont manifestement pas respectés dès lors que ni le règlement en cause ni la position commune 2002/402, concernant des mesures restrictives à l'encontre d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaida ainsi que des Taliban et autres personnes, groupes, entreprises et entités associés, à laquelle ledit règlement renvoie ne prévoient une procédure de communication des éléments justifiant l'inclusion des noms des intéressés dans l'annexe I dudit règlement et d'audition de ces derniers, que ce soit concomitamment ou ultérieurement à cette inclusion, et que, ensuite, le Conseil n'a pas communiqué aux requérants les éléments retenus à leur charge pour fonder les mesures restrictives qui leur ont été imposées ni accordé à ceux-ci le droit de prendre connaissance desdits éléments dans un délai raisonnable après l'édition de ces mesures.

8. Le principe de protection juridictionnelle effective constitue un principe général du droit communautaire, qui découle des traditions constitutionnelles communes aux États membres et qui a été consacré par les articles 6 et 13 CEDH, ce principe ayant d'ailleurs été réaffirmé à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le respect de l'obligation de communiquer les motifs sur lesquels est fondée l'inclusion du nom d'une personne ou d'une entité dans la liste constituant l'annexe I du règlement n° 881/2002, instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, est nécessaire tant pour permettre aux

destinataires des mesures restrictives de défendre leurs droits dans les meilleures conditions possibles et de décider en pleine connaissance de cause s'il est utile de saisir le juge communautaire que pour mettre ce dernier pleinement en mesure d'exercer le contrôle de la légalité de l'acte communautaire en cause qui lui incombe en vertu du traité.

Ainsi, dès lors que lesdites personnes ou entités n'ont pas été informées des éléments retenus à leur charge, compte tenu des rapports qui existent entre les droits de la défense et le droit à un recours juridictionnel effectif, elles n'ont pas non plus pu défendre leurs droits à l'égard desdits éléments dans des conditions satisfaisantes devant le juge communautaire et celui-ci n'est pas en mesure de procéder au contrôle de la légalité dudit règlement pour autant qu'il concerne ces personnes ou entités, de sorte qu'une violation dudit droit à un recours juridictionnel effectif doit être constatée.

9. L'importance des objectifs poursuivis par un acte communautaire est de nature à justifier des conséquences négatives, même considérables, pour certains opérateurs, y compris ceux qui n'ont aucune responsabilité quant à la situation ayant conduit à l'adoption des mesures concernées, mais qui se trouvent affectés notamment dans leurs droits de propriété.

Au regard d'un objectif d'intérêt général aussi fondamental pour la communauté internationale que la lutte par tous les moyens, conformément à la Charte des Nations Unies, contre les menaces à l'égard de la paix et de la sécurité internationales que font peser les actes de terrorisme, le gel des fonds, avoirs financiers et autres ressources économiques des personnes identifiées par le Conseil de sécurité ou le comité des sanctions comme étant associées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban ne saurait, en soi, passer pour inadéquat ou disproportionné. À cet égard, les mesures restrictives qu'impose le règlement n° 881/2002, instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban, constituent des restrictions au droit de propriété qui, en principe, peuvent être justifiées.

Toutefois, les procédures applicables doivent offrir à la personne ou entité concernée une occasion adéquate d'exposer sa cause aux autorités compétentes, comme l'exige l'article 1 Protocole 1 CEDH.

Ainsi, l'imposition à des mesures restrictives que comporte ledit règlement à l'égard d'une personne ou entité, en raison de l'inclusion de cette dernière dans

la liste contenue à son annexe I, constitue une restriction injustifiée de son droit de propriété, dès lors que ce règlement a été adopté sans fournir aucune garantie permettant à cette personne ou entité d'exposer sa cause aux autorités compétentes, et ce dans une situation dans laquelle la restriction de ses droits de propriété doit être qualifiée de considérable, eu égard à la portée générale et à la durée effective des mesures restrictives dont elle fait l'objet.

Résumé:

I. M. Kadi et Al Barakaat International Foundation ont été désignés par le comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies comme personne et entité suspectées de soutenir le terrorisme. Conformément aux résolutions des Nations Unies, le Conseil de l'Union Européenne a adopté le règlement 881/2002 ordonnant le gel des avoirs des personnes figurant sur la liste annexée au règlement, laquelle reprend celle fixée par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Figurant sur cette liste, M. Kadi et Al Barakaat International Foundation ont donc introduit un recours en annulation contre ce règlement devant le Tribunal de première instance, alléguant que le Conseil n'était pas compétent pour adopter le règlement en cause et que ce règlement violait plusieurs de leurs droits fondamentaux, notamment le droit de propriété et les droits de la défense. Le tribunal a rejeté ces moyens et a jugé que les juridictions communautaires n'avaient, en principe, aucune compétence pour contrôler la validité du règlement en cause, étant donné que les États membres sont tenus de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité selon les termes de la Charte des Nations Unies, traité international qui prime sur le droit communautaire. Dès lors, M. Kadi a introduit un recours devant la Cour de justice.

II. La Cour de justice a jugé que les juridictions communautaires sont compétentes pour contrôler la légalité d'un règlement mettant en œuvre une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle souligne, à cet égard, que le contrôle de légalité assuré par le juge communautaire porte sur l'acte communautaire visant à mettre en œuvre l'accord international en cause, et non sur ce dernier en tant que tel.

En outre, pour la Cour, la mise en œuvre de mesures restrictives de nature économique décidées dans le cadre de la politique extérieure et de sécurité commune par l'utilisation d'un instrument communautaire présente un lien avec le fonctionnement du marché commun, permettant de justifier l'adoption de ce règlement. La Cour annule les arrêts du Tribunal.

Quant au contrôle au fond de la mesure attaquée au regard des droits fondamentaux, la Cour retient que le règlement litigieux ne prévoyait aucune procédure permettant aux intéressés de connaître les motifs ayant justifié leur inscription sur la liste et de faire valoir leur point de vue. Elle relève par ailleurs que le Conseil n'avait pas informé les requérants des éléments retenus à leur encontre. La Cour estime ainsi que le gel des fonds constitue une restriction injustifiée au droit de propriété de M. Kadi et par conséquent elle annule le règlement du Conseil pour autant qu'il gèle les fonds de M. Kadi et d'Al Barakaat International Foundation.

Renvois:

- TPI, 21.09.2005, *Yusuf Al Barakaat International Foundation c. Conseil et Commission* (T-306/01, Recueil, p. II-3533).

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-2012-3-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice de l'Union européenne / **c)** Grande chambre / **d)** 02.03.2010 / **e)** C-135/08 / **f)** Janko Rottmann c. Freistaat Bayern / **g)** Recueil, I-1449 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.16 Principes généraux – **Proportionnalité**.
5.3.8 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques
– **Droit à la citoyenneté ou à la nationalité**.

Mots-clés de l'index alphabétique:

Naturalisation, retrait / Nationalité UE, perte / CJCE, décision préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

Le droit de l'UE, notamment l'article 17 Traité CE, ne s'oppose pas à ce qu'un État membre retire à un

citoyen de l'Union européenne la nationalité de cet État membre acquise par naturalisation lorsque celle-ci a été obtenue de manière frauduleuse à condition que cette décision de retrait respecte le principe de proportionnalité.

En effet, une décision de retrait de la naturalisation en raison de manœuvres frauduleuses correspond à un motif d'intérêt général. À cet égard, il est légitime pour un État membre de vouloir protéger le rapport particulier de solidarité et de loyauté entre lui-même et ses ressortissants ainsi que la réciprocité de droits et de devoirs, qui sont le fondement du lien de nationalité. Une telle considération sur la légitimité, dans son principe, d'une décision de retrait de la naturalisation en raison de manœuvres frauduleuses reste, en principe, valable lorsqu'un tel retrait a pour conséquence que la personne concernée perde, outre la nationalité de l'État membre de naturalisation, la citoyenneté de l'UE.

Résumé:

I. Dans la présente affaire, la Cour de justice s'est prononcée sur les conditions de retrait, à un citoyen européen, de la nationalité d'un État membre acquise frauduleusement par naturalisation.

En l'espèce, M. Rottmann, né en Autriche, s'est fait naturaliser allemand et a perdu de ce fait la nationalité autrichienne. Or, il avait omis de révéler aux autorités allemandes les poursuites judiciaires dont il faisait l'objet en Autriche. Dès lors, Le *Freistaat Bayern* a décidé de lui retirer rétroactivement la naturalisation au motif qu'il l'aurait obtenu de manière frauduleuse. Saisi de l'affaire, le *Bundesverwaltungs-gericht* (Cour fédérale administrative) a décidé de surseoir à statuer et d'interroger la Cour de justice à titre préjudiciel. Les questions portaient sur la compatibilité du retrait de nationalité avec le droit de l'UE. En effet, le retrait de la nationalité allemande du requérant n'induit pas automatiquement la récupération de sa nationalité d'origine.

II. Ainsi, la Cour a considéré que le droit de l'UE ne s'oppose pas à ce qu'un État membre retire à un citoyen sa nationalité acquise, de manière frauduleuse, par naturalisation, même si ce retrait implique la perte de la citoyenneté de l'UE. Cependant, cette décision de retrait doit impérativement respecter le principe de proportionnalité. À cet égard, il convient de vérifier, notamment, si les conséquences qu'implique la perte de la citoyenneté européenne sont justifiées par rapport à la gravité de l'infraction.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-2012-3-007

a) Union européenne / **b)** Cour de justice de l'Union européenne / **c)** Grande chambre / **d)** 22.06.2010 / **e)** C-188/10, C-189/10 / **f)** Aziz Melki et Sélim Abdeli c. Commission des Communautés européennes / **g)** *Recueil*, I-5667 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

1.4.10 Justice constitutionnelle – Procédure – **Incidents de procédure.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Constitutionnalité, contrôle incident / CJCE, obligation de saisine / CJCE, décision préjudicielle.

Sommaire (points de droit):

1. Le caractère prioritaire d'une procédure incidente de contrôle de constitutionnalité d'une loi nationale dont le contenu se limite à transposer les dispositions impératives d'une directive de l'Union ne saurait porter atteinte à la compétence de la seule Cour de justice de constater l'invalidité d'un acte de l'Union, et notamment d'une directive, compétence ayant pour objet de garantir la sécurité juridique en assurant l'application uniforme du droit de l'Union.

En effet, pour autant que le caractère prioritaire d'une telle procédure aboutit à l'abrogation d'une loi nationale se limitant à transposer les dispositions impératives d'une directive de l'Union en raison de la contrariété de cette loi à la Constitution nationale, la Cour pourrait, en pratique, être privée de la possibilité de procéder, à la demande des juridictions du fond de l'État membre concerné, au contrôle de la validité de ladite directive par rapport aux mêmes motifs relatifs aux exigences du droit primaire, et notamment des droits reconnus par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, à laquelle l'article 6 Traité UE confère la même valeur juridique que celle qui est reconnue aux traités.

Résumé:

I. Dans le cadre d'un renvoi préjudiciel, la Cour s'est prononcée sur la compatibilité de la «question prioritaire de constitutionnalité» du droit français avec le droit de l'UE.

En l'espèce, MM. Melki et Abdeli, ressortissants algériens, en situation irrégulière, ont été contrôlés par la police française près de la frontière belge et ont été placés en rétention administrative. Dès lors, MM. Melki et Abdeli ont contesté la régularité de leur interpellation devant le juge des libertés et de la détention. Ils ont, notamment, invoqué l'inconstitutionnalité de la disposition du code de procédure pénale qui encadrerait ces contrôle.

Dès lors, le juge a saisi la Cour de cassation afin de déterminer la nécessité du renvoi de cette question devant le Conseil constitutionnel. La Cour de cassation a décidé de surseoir à statuer et d'interroger la Cour de justice, à titre préjudiciel, sur la conformité du mécanisme de la « question prioritaire de constitutionnalité » avec le droit de l'UE. En effet, les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours, ce qui limiterait la possibilité des juridictions de poser une question préjudicielle à la Cour de justice.

II. Dans un premier temps, la Cour a rappelé que les juridictions nationales, afin d'assurer la primauté du droit de l'UE, doivent avoir la possibilité de saisir la Cour de questions préjudicielles à tout moment de la procédure, et même à l'issue d'une procédure incidente de contrôle de constitutionnalité.

Dans un second temps, la Cour a examiné le cas particulier où ladite procédure serait appliquée à une loi dont le contenu se limite à transposer les dispositions d'une directive de l'UE. À cet égard, la Cour a rappelé qu'elle est seule compétente pour apprécier la validité d'un acte de l'UE. Dès lors, les juridictions nationales, statuant en dernière instance, sont tenues, avant d'effectuer le contrôle incident de constitutionnalité, d'interroger la Cour de justice sur la validité de la directive, à moins que la juridiction déclenchant ladite procédure ait elle-même saisi la Cour de justice de cette question.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.

Identification: ECJ-2012-3-008

a) Union européenne / **b)** Cour de justice de l'Union européenne / **c)** Grande chambre / **d)** 29.06.2010 / **e)** C-28/08 P / **f)** Commission européenne c. Bavarian Lager / **g)** *Recueil*, I-6055 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.17 Principes généraux – **Mise en balance des intérêts.**

5.3.25.1 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Droit à la transparence administrative – **Droit d'accès aux documents administratifs.**

5.3.32.1 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Droit à la vie privée – **Protection des données à caractère personnel.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Accès aux documents, exception / Droit communautaire, données à caractère personnel, protection, obligation.

Sommaire (points de droit):

L'article 4.1.b du règlement n° 1049/2001, relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, qui prévoit une exception à l'accès à un document dans le cas où la divulgation porterait atteinte à la protection de la vie privée ou de l'intégrité de l'individu, notamment en conformité avec la législation de l'Union relative à la protection des données à caractère personnel, établit un régime spécifique et renforcé de protection d'une personne dont les données à caractère personnel pourraient, le cas échéant, être communiquées au public. Cette disposition est indivisible et exige que l'atteinte éventuelle à la vie privée et à l'intégrité de l'individu soit toujours examinée et appréciée en conformité avec ladite législation, et ce notamment avec le règlement n° 45/2001, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.

Si, selon l'article 1.1 du règlement n° 45/2001, l'objet de celui-ci est d'assurer la protection des libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, notamment de leur vie privée, à l'égard du traitement des données à caractère personnel, cette disposition ne permet pas une séparation des cas de traitement des données à caractère personnel en deux catégories, à savoir une catégorie dans laquelle ce traitement serait examiné uniquement sur la base de l'article 8 CEDH et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme relative à cet article et une autre catégorie dans laquelle ledit traitement serait soumis aux dispositions du règlement n° 45/2001. À cet égard, s'il ressort de la première phrase du quinzième considérant de ce règlement que le législateur de l'Union a évoqué la nécessité de procéder à l'application de l'article 6 Traité UE et, par ce truchement, de l'article 8 CEDH, lorsque ce traitement est effectué par les institutions et organes communautaires pour l'exercice d'activités situées hors du champ d'application du présent règlement, en particulier celles prévues aux titres V et VI du traité UE, dans sa version antérieure au traité de Lisbonne, en revanche, un tel renvoi ne s'avère pas nécessaire pour un traitement effectué dans l'exercice d'activités situées dans le champ d'application dudit règlement, étant donné que, dans de tels cas, c'est manifestement le règlement n° 45/2001 lui-même qui s'applique.

Il s'ensuit que, lorsqu'une demande fondée sur le règlement n° 1049/2001 vise à obtenir l'accès à des documents comprenant des données à caractère personnel, les dispositions du règlement n° 45/2001 deviennent intégralement applicables, y compris les articles 8 et 18 de celui-ci, lesquels constituent des dispositions essentielles du régime de protection établi par ce règlement.

Résumé:

I. En 1993, un importateur de bière allemande au Royaume-Uni, la société Bavarian Lager, a informé la Commission de la violation, par le Royaume-Uni, des dispositions du traité CE relatives à la libre circulation des marchandises. Dans le cadre de la procédure en manquement engagée par la Commission à l'encontre du Royaume-Uni, les représentants des administrations communautaires et britanniques, ainsi que de la confédération des brasseurs du marché commun (CBMC), ont participé à une réunion sur la législation du Royaume-Uni qui s'est tenue le 11 octobre 1996. S'étant vu refuser, par la Commission, le droit de participer à cette réunion, Bavarian Lager a adressé à cette dernière plusieurs demandes d'accès aux documents du dossier.

Après l'intervention du Médiateur européen, la Commission a accepté de divulguer certains documents relatifs à cette réunion. Elle a cependant volontairement occulté cinq noms figurant sur celle-ci. En effet, deux personnes s'étaient expressément opposées à la divulgation de leur identité et trois autres n'avaient pu être contactées par la Commission.

Suite au rejet de sa demande visant à obtenir le procès-verbal complet de la réunion, Bavarian Lager a introduit un recours devant le Tribunal visant à l'annulation de cette décision. Par son arrêt, du 8 novembre 2007, le Tribunal a annulé celle-ci estimant, notamment, que la communication du nom des personnes ayant participé à une réunion au nom de l'organisation qu'elles représentaient ne constitue pas une atteinte à leur vie privée. Dès lors, la Commission, soutenue par le Royaume-Uni et le Conseil, s'est pourvue devant la Cour de justice.

II. Dans son arrêt du 29 juin 2010, la Cour a, tout d'abord, rappelé que le règlement n° 1049/2001 (*Journal officiel*, L 145, p. 43) établit comme règle générale l'accès du public aux documents des institutions. Cependant, des exceptions sont prévues, notamment dans le cas où la divulgation porterait atteinte à la protection de la vie privée ou à l'intégrité de l'individu, conformément à la législation de l'UE on relative à la protection des données à caractère personnel. La Cour a considéré que le Tribunal avait commis une erreur de droit, en ne tenant pas compte du renvoi à cette législation et en limitant l'application de l'exception aux situations où la vie privée serait violée au sens de l'article 8 CEDH et de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

En l'espèce, la Cour a jugé que la Commission avait, à juste titre, estimé que la liste des participants à une réunion tenue dans le cadre d'une procédure en manquement contenait des données à caractère personnel. Elle a, par ailleurs, reconnu que le demandeur d'accès devait établir, pour les personnes n'ayant pas donné leur consentement exprès, la nécessité du transfert de ces données personnelles. Partant, la Cour a considéré que c'était à bon droit que la Commission a rejeté la demande d'accès au procès-verbal complet de la réunion, Bavarian Lager n'ayant pas réussi à démontrer une telle nécessité.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Identification: ECJ-2013-1-003

a) Union européenne / **b)** Cour de justice de l'Union européenne / **c)** Grande chambre / **d)** 09.11.2010 / **e)** C-92/09, C-93/09 / **f)** Volker und Marcus Schecke et Eifert / **g)** *Recueil*, I-11063 / **h)** CODICES (anglais, français).

Mots-clés du thésaurus systématique:

3.16 Principes généraux – **Proportionnalité.**

3.17 Principes généraux – **Mise en balance des intérêts.**

5.1 Droits fondamentaux – **Problématique générale.**

5.3.32.1 Droits fondamentaux – Droits civils et politiques – Droit à la vie privée – **Protection des données à caractère personnel.**

Mots-clés de l'index alphabétique:

Données, à caractère personnel, publication obligatoire / Données, à caractère personnel, personne physique / Données, à caractère personnel, personne morale.

Sommaire (points de droit):

Les articles 42.8b et 44a du règlement n° 1290/2005, relatif au financement de la politique agricole commune, tel que modifié par le règlement n° 1437/2007, ainsi que le règlement n° 259/2008, portant modalités d'application du règlement n° 1290/2005 en ce qui concerne la publication des informations relatives aux bénéficiaires de fonds en provenance du Fonds européen agricole de garantie (ci-après «FEAGA») et du Fonds européen agricole pour le développement rural (ci-après «FEADER»), sont invalides dans la mesure où, s'agissant des personnes physiques bénéficiaires d'aides du FEAGA et du FEADER, ces dispositions imposent la publication de données à caractère personnel relatives à tout bénéficiaire, sans opérer de distinction selon des critères pertinents, tels que les périodes pendant lesquelles elles ont perçu de telles aides, la fréquence ou encore le type et l'importance de celles-ci.

En effet, les montants que les bénéficiaires perçoivent du FEAGA et du FEADER représentent une partie, souvent considérable, de leurs recettes et la publication sur un site Internet des données nominatives relatives auxdits bénéficiaires et aux

montants précis perçus par ceux-ci constitue, en raison du fait que ces données deviennent accessibles aux tiers, une ingérence dans leur vie privée au sens de l'article 7 CDFUE. À cet égard, demeure sans incidence le fait que les données publiées ont trait à des activités professionnelles. Par ailleurs, la publication imposée par l'article 44a du règlement n° 1290/2005 et par le règlement n° 259/2008 constitue un traitement de données à caractère personnel relevant de l'article 8.2 CDFUE. En outre, le fait que les bénéficiaires ont été informés de la publication obligatoire des données les concernant ne met pas en cause l'existence même d'une ingérence dans leur vie privée, dès lors que l'article 42.8b du règlement n° 1290/2005 et l'article 4.1 du règlement n° 259/2008, qui se bornent à prévoir que les bénéficiaires d'aides seront informés au préalable de la publication des données les concernant, ne cherchent pas à fonder le traitement de données à caractère personnel qu'ils instaurent sur le consentement desdits bénéficiaires.

Une telle atteinte n'est pas justifiée au regard de l'article 52.1 CDFUE. En effet, si, certes, dans une société démocratique, les contribuables ont le droit d'être tenus informés de l'utilisation des fonds publics, il n'en demeure pas moins qu'une pondération équilibrée des différents intérêts en cause nécessitait, avant l'adoption des dispositions visées, la vérification, par les institutions concernées, du point de savoir si la publication au moyen d'un site Internet unique par État membre et librement consultable des données nominatives relatives à tous les bénéficiaires concernés et aux montants précis provenant du FEAGA et du FEADER perçus par chacun de ceux-ci – et cela sans opérer de distinction en fonction de la durée, de la fréquence ou du type et de l'importance des aides perçues – n'allait pas au-delà de ce qui était nécessaire à la réalisation des objectifs légitimes poursuivis, eu égard notamment à l'atteinte générée par une telle publication aux droits reconnus par les articles 7 et 8 CDFUE. À cet égard, aucune prééminence automatique ne saurait être reconnue à l'objectif de transparence sur le droit à la protection des données à caractère personnel, même si des intérêts économiques importants sont en jeu. Dès lors qu'il n'apparaît pas que les institutions ont effectué une telle pondération équilibrée entre, d'une part, les objectifs de l'article 44a du règlement n° 1290/2005 ainsi que du règlement n° 259/2008 et, d'autre part, les droits reconnus aux personnes physiques par les articles 7 et 8 CDFUE, eu égard au fait que les dérogations à la protection des données à caractère personnel et les limitations de celle-ci doivent s'opérer dans les limites du strict nécessaire et que des mesures portant des atteintes moins importantes pour les personnes physiques audit droit

fondamental sont concevables tout en contribuant de manière efficace aux objectifs de la réglementation de l'Union en cause, le Conseil et la Commission, en imposant la publication des noms de toutes les personnes physiques bénéficiaires d'aides du FEAGA et du FEADER ainsi que des montants précis perçus par ceux-ci, ont excédé les limites qu'impose le respect du principe de proportionnalité.

En revanche, s'agissant des personnes morales bénéficiaires d'aides du FEAGA et du FEADER, et dans la mesure où elles peuvent se prévaloir des droits reconnus aux articles 7 et 8 CDFUE, il doit être considéré que l'obligation de publication résultant des articles 42.8b et 44a du règlement n° 1290/2005, ainsi que du règlement n° 259/2008, n'excède pas les limites qu'impose le respect du principe de proportionnalité. En effet, la gravité de l'atteinte au droit à la protection des données à caractère personnel se présente différemment pour les personnes morales et pour les personnes physiques. À cet égard, les personnes morales sont déjà soumises à une obligation accrue de publication de données les concernant. Par ailleurs, l'obligation pour les autorités nationales compétentes d'examiner avant la publication des données en cause, pour chaque personne morale bénéficiaire d'aides du FEAGA ou du FEADER, si le nom de celle-ci identifie des personnes physiques imposerait à ces autorités une charge administrative démesurée.

Résumé:

I. Dans cette affaire, la Cour s'est prononcée sur l'adéquation entre le droit à la protection des données à caractère personnel et l'obligation de transparence en matière de fonds européens. Les requérants, Volker und Markus Schecke GbR et Hartmut Eifert, respectivement une entreprise agricole et un exploitant agricole à plein temps, ont bénéficié de fonds provenant du Fonds européen agricole de garantie (ci-après «FEAGA») et du Fonds européen agricole pour le développement rural (ci-après «FEADER»). Selon la réglementation de l'Union, leurs données devaient être publiées par les autorités nationales, notamment par le biais de sites Internet. Ainsi, les requérants ont formé des recours auprès du *Verwaltungsgericht Wiesbaden* (tribunal administratif de Wiesbaden, Allemagne) visant à empêcher la publication de ces données.

Le *Verwaltungsgericht Wiesbaden* a décidé de sursoir à statuer et de poser à la Cour des questions préjudicielles sur la validité des règlements n° 1290/2005 et n° 259/2008 (*Journal officiel*, L 76, p. 28), estimant que la réglementation de l'Union constitue une atteinte injustifiée au droit à la protection des données à caractère personnel.

II. La Cour a considéré que la publication de données relatives aux bénéficiaires des fonds et aux montants perçus sur un site Internet accessible aux tiers constitue effectivement une atteinte au respect de leur vie privée et à la protection de leurs données à caractère personnel. Dès lors, le Conseil et la Commission étaient tenus d'effectuer une pondération équilibrée des différents intérêts en cause, à savoir l'objectif de transparence et le droit à la protection des données à caractère personnel. À cet égard, la Cour a considéré qu'en imposant la publication de données à caractère personnel relatives à toutes les personnes physiques bénéficiaires d'aides du FEAGA et du FEADER, sans opérer de distinction entre elles selon des critères pertinents, le Conseil et la Commission ont violé le principe de proportionnalité. En revanche, s'agissant des personnes morales, la Cour a jugé que le principe de proportionnalité avait été respecté.

Partant, la Cour a annulé certaines dispositions du règlement n° 1290/2005, ainsi que le règlement n° 259/2008 dans son ensemble.

Langues:

Danois, allemand, grec, anglais, français, italien, néerlandais, portugais, espagnol, finnois, suédois, estonien, tchèque, lituanien, letton, hongrois, maltais, polonais, slovaque, slovène, bulgare, roumain.



Thésaurus systématique (V21) *

* Les numéros de page du thésaurus systématique font référence à la page où se trouve l'identification de la décision plutôt qu'à celle du mot-clé lui-même.

1 Justice constitutionnelle¹

1.1 Juridiction constitutionnelle²

1.1.1	Statut et organisation	
1.1.1.1	Sources.....	17
1.1.1.1.1	Constitution	
1.1.1.1.2	Loi organique	
1.1.1.1.3	Loi	
1.1.1.1.4	Règlement émanant du pouvoir exécutif	
1.1.1.1.5	Acte émanant de la juridiction ³	
1.1.1.2	Autonomie	
1.1.1.2.1	Autonomie statutaire	
1.1.1.2.2	Autonomie administrative	
1.1.1.2.3	Autonomie financière	
1.1.2	Composition, recrutement et structure	
1.1.2.1	Qualifications requises ⁴	
1.1.2.2	Nombre de membres	
1.1.2.3	Autorités de nomination	
1.1.2.4	Désignation des membres ⁵	
1.1.2.5	Désignation du président ⁶	
1.1.2.6	Fonctions du président / vice-président	
1.1.2.7	Division en chambres ou en sections	
1.1.2.8	Hiérarchie parmi les membres ⁷	
1.1.2.9	Organes d'instruction ⁸	
1.1.2.10	Personnel ⁹	
1.1.2.10.1	Fonctions du secrétaire général / greffier	
1.1.2.10.2	Référendaires	
1.1.3	Statut des membres de la juridiction	
1.1.3.1	Durée du mandat des membres	
1.1.3.2	Durée du mandat du président	
1.1.3.3	Privilèges et immunités	
1.1.3.4	Incompatibilités	
1.1.3.5	Statut disciplinaire	
1.1.3.6	Statut pécuniaire	
1.1.3.7	Suspension des fonctions autre que disciplinaire	
1.1.3.8	Fin des fonctions	
1.1.3.9	Membres à statut particulier ¹⁰	
1.1.3.10	Statut du personnel ¹¹	
1.1.4	Rapports avec les autres institutions	

¹ Ce chapitre – comme le Thésaurus systématique en général – doit être utilisé de façon restrictive. Les mots-clés, qui y figurent, doivent être introduits uniquement si une question pertinente se pose. Ce chapitre ne sert donc pas à établir des statistiques, mais le lecteur du *Bulletin* ou l'utilisateur de la base CODICES doit y retrouver uniquement des décisions dont le sujet est également le thème du mot-clé.

² Cour constitutionnelle ou instance équivalente (tribunal ou conseil constitutionnel, cour suprême, etc.).

³ Par exemple, règlement intérieur.

⁴ Par exemple, âge, diplômes, expérience, ancienneté, moralité, citoyenneté.

⁵ Y compris les conditions et les modalités de cette désignation (élection, nomination, etc.).

⁶ Y compris les conditions et les modalités de cette désignation (élection, nomination, etc.).

⁷ Vice-présidents, présidents de chambre, de section, etc.

⁸ Ministère public, auditeur, parquet, etc.

⁹ Greffiers (adjoints), secrétaires généraux, référendaires, assistants, service d'étude, etc.

¹⁰ Par exemple, assesseurs, membres de droit.

¹¹ Greffiers (adjoints), secrétaires généraux, référendaires, assistants, service d'étude, etc.

	1.1.4.1	Chef de l'État ¹²	
	1.1.4.2	Organes législatifs	
	1.1.4.3	Organes exécutifs	
	1.1.4.4	Juridictions	
1.2	Saisine		
	1.2.1	Demande émanant d'une personne publique	
	1.2.1.1	Chef de l'État	
	1.2.1.2	Organes législatifs	
	1.2.1.3	Organes exécutifs	
	1.2.1.4	Organes d'autorités fédérées ou régionales	
	1.2.1.5	Organes de la décentralisation par service	
	1.2.1.6	Organe d'autonomie locale	
	1.2.1.7	Procureur ou avocat général	
	1.2.1.8	Médiateur	
	1.2.1.9	États membres de l'Union européenne	
	1.2.1.10	Institutions de l'Union européenne	
	1.2.1.11	Autorités religieuses	
	1.2.2	Demande émanant d'une personne ou de groupements privés	
	1.2.2.1	Personne physique	86
	1.2.2.2	Personne morale à but non lucratif	
	1.2.2.3	Personne morale à but lucratif	
	1.2.2.4	Partis politiques	
	1.2.2.5	Syndicats	
	1.2.3	Saisine émanant d'une juridiction ¹³	74
	1.2.4	Autosaisine	
	1.2.5	Contrôle obligatoire ¹⁴	
1.3	Compétences		18
	1.3.1	Étendue du contrôle	67
	1.3.1.1	Extension du contrôle ¹⁵	54
	1.3.2	Types de contrôle	
	1.3.2.1	Contrôle <i>a priori</i> / <i>a posteriori</i>	
	1.3.2.2	Contrôle abstrait / concret	
	1.3.3	Compétences consultatives	
	1.3.4	Types de contentieux	
	1.3.4.1	Contentieux des libertés et droits fondamentaux	
	1.3.4.2	Répartition des compétences entre les organes ou les pouvoirs de l'État ¹⁶	
	1.3.4.3	Répartition des compétences entre l'État et les entités fédérées ou régionales ¹⁷	
	1.3.4.4	Compétences des autorités locales ¹⁸	
	1.3.4.5	Contentieux électoral ¹⁹	
	1.3.4.6	Contentieux des référendums et des autres instruments de démocratie directe ²⁰	
	1.3.4.6.1	Admissibilité	54
	1.3.4.6.2	Autres contentieux	
	1.3.4.7	Contentieux répressif	
	1.3.4.7.1	Interdiction des partis politiques	
	1.3.4.7.2	Déchéance des droits civiques	
	1.3.4.7.3	Déchéance des parlementaires	
	1.3.4.7.4	<i>Impeachment</i>	

¹² Y compris les questions de l'exercice intérimaire des fonctions du Chef d'État.

¹³ Notamment les questions préjudicielles.

¹⁴ Acte dont le contrôle constitutionnel est légalement exigé.

¹⁵ Contrôle *ultra petita*, saisine d'office.

¹⁶ Répartition horizontale des compétences.

¹⁷ Répartition verticale des compétences, principalement dans le cadre des États à structure fédéralisée ou régionalisée.

¹⁸ Autorités décentralisées (communes, municipalités, provinces, etc.).

¹⁹ Pour des questions autres que de compétences, voir 4.9.

²⁰ Y compris des consultations populaires. Pour des questions autres que de compétences, voir 4.9.

1.3.4.8	Contentieux des conflits de juridiction	
1.3.4.9	Contentieux de la régularité formelle des textes normatifs ²¹	
1.3.4.10	Contentieux de constitutionnalité matérielle des textes normatifs	
1.3.4.10.1	Limites de la compétence législative	
1.3.4.11	Contentieux de la révision constitutionnelle	
1.3.4.12	Conflits de lois ²²	
1.3.4.13	Interprétation universellement contraignante des lois	
1.3.4.14	Répartition des compétences entre l'UE et les États membres	
1.3.4.15	Répartition des compétences entre les institutions de l'UE	
1.3.5	Objet du contrôle	
1.3.5.1	Traités internationaux	
1.3.5.2	Droit des Communautés européennes	10
1.3.5.2.1	Droit primaire	
1.3.5.2.2	Droit dérivé	77
1.3.5.3	Constitution ²³	
1.3.5.4	Lois à valeur quasi-constitutionnelle ²⁴	
1.3.5.5	Lois et autres normes à valeur législative	
1.3.5.5.1	Lois et autres normes en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Constitution	
1.3.5.6	Décrets du chef de l'État	
1.3.5.7	Règlements à valeur quasi-législative	
1.3.5.8	Normes d'entités fédérées ou régionales	
1.3.5.9	Règlements d'assemblées parlementaires	
1.3.5.10	Règlements de l'exécutif	
1.3.5.11	Actes d'autorités décentralisées	
1.3.5.11.1	Décentralisation territoriale ²⁵	
1.3.5.11.2	Décentralisation par services ²⁶	
1.3.5.12	Décisions juridictionnelles	
1.3.5.13	Actes administratifs individuels	
1.3.5.14	Actes de gouvernement ²⁷	
1.3.5.15	Carence d'acte du législateur ou de l'administration ²⁸	
1.4	Procédure	
1.4.1	Caractères généraux ²⁹	56
1.4.2	Procédure sommaire	
1.4.3	Délai d'introduction de l'affaire	
1.4.3.1	Délai de droit commun	
1.4.3.2	Délais exceptionnels	
1.4.3.3	Réouverture du délai	
1.4.4	Épuisement des voies de recours	
1.4.5	Acte introductif	
1.4.5.1	Décision d'agir ³⁰	
1.4.5.2	Signature	
1.4.5.3	Forme	
1.4.5.4	Annexes	
1.4.5.5	Notification	
1.4.6	Moyens	
1.4.6.1	Délais	54
1.4.6.2	Forme	
1.4.6.3	Moyens d'office	

²¹ Examen des vices de procédure et de forme des lois, des règlements, notamment quant à la composition des assemblées, la régularité des votes, la compétence des autorités auteurs du règlement, etc. (les problèmes de répartition des compétences entre l'État et les entités fédérées ou régionales font l'objet du mot-clé 1.3.4.3).

²² Au sens du droit international privé.

²³ Y compris les lois constitutionnelles.

²⁴ Par exemple, des lois organiques.

²⁵ Pouvoirs locaux, communes, municipalités, provinces, départements, etc.

²⁶ Ou décentralisation fonctionnelle (organismes publics à compétence déléguée).

²⁷ «*Political questions*».

²⁸ Inconstitutionnalité par omission.

²⁹ Y compris des questions de langue relatives à la procédure, aux délibérés, aux décisions, etc.

³⁰ Pour les désistements, voir également 1.4.10.4.

1.4.7	Pièces émanant des parties ³¹	
1.4.7.1	Délais	
1.4.7.2	Décision de déposer la pièce	
1.4.7.3	Signature	
1.4.7.4	Forme	
1.4.7.5	Annexes	
1.4.7.6	Notification	
1.4.8	Instruction de l'affaire	
1.4.8.1	Enregistrement	
1.4.8.2	Notifications et publications	
1.4.8.3	Délais	
1.4.8.4	Procédure préliminaire	
1.4.8.5	Avis	
1.4.8.6	Rapports	
1.4.8.7	Preuves	
1.4.8.7.1	Mesures d'instruction	
1.4.8.8	Décision constatant la fin de l'instruction	
1.4.9	Parties	
1.4.9.1	Qualité pour agir ³²	6, 12
1.4.9.2	Intérêt	50
1.4.9.3	Représentation	
1.4.9.3.1	Barreau	
1.4.9.3.2	Mandataire juridique extérieur au barreau	
1.4.9.3.3	Mandataire non avocat et non juriste	
1.4.9.4	Intervenants	56
1.4.10	Incidents de procédure	92
1.4.10.1	Intervention	
1.4.10.2	Inscription de faux	
1.4.10.3	Reprise d'instance	
1.4.10.4	Désistement ³³	
1.4.10.5	Connexité	
1.4.10.6	Récusation	
1.4.10.6.1	Récusation d'office	
1.4.10.6.2	Récusation à la demande d'une partie	
1.4.10.7	Question préjudicielle à la Cour de Justice de l'UE	84
1.4.11	Audience	
1.4.11.1	Composition de la formation de jugement	
1.4.11.2	Déroulement	
1.4.11.3	Publicité / huis clos	
1.4.11.4	Rapport	
1.4.11.5	Avis	
1.4.11.6	Exposés oraux des parties	
1.4.12	Procédures particulières	
1.4.13	Réouverture des débats	56
1.4.14	Frais de procédure ³⁴	
1.4.14.1	Exonération des frais de justice	
1.4.14.2	Aide ou assistance judiciaire	
1.4.14.3	Dépens des parties	
1.5	Décisions	
1.5.1	Délibéré	
1.5.1.1	Composition de la formation de jugement	
1.5.1.2	Présidence	
1.5.1.3	Mode de délibéré	
1.5.1.3.1	Quorum des présences	
1.5.1.3.2	Votes	

³¹ Mémoires, conclusions, notes, etc.

³² Peut être utilisé en combinaison avec le chapitre 1.2 Saisine.

³³ Pour le retrait de la décision d'agir, voir également 1.4.5.

³⁴ Comprend frais de justice, dépenses, droits de timbres et avance des frais.

1.5.2	Motivation	
1.5.3	Forme	
1.5.4	Types	
1.5.4.1	Décisions de procédure	
1.5.4.2	Avis	
1.5.4.3	Constatation de constitutionnalité ou d'inconstitutionnalité ³⁵	
1.5.4.4	Annulation	54
1.5.4.4.1	Annulation par voie de conséquence	
1.5.4.5	Suspension	
1.5.4.6	Révision	
1.5.4.7	Mesures provisoires	
1.5.5	Opinions individuelles des membres	
1.5.5.1	Opinions convergentes	
1.5.5.2	Opinions dissidentes	
1.5.6	Prononcé et publicité	
1.5.6.1	Prononcé	
1.5.6.2	Délai	
1.5.6.3	Publication	
1.5.6.3.1	Publication au journal officiel	
1.5.6.3.2	Publication dans un recueil officiel	
1.5.6.3.3	Publications privées	
1.5.6.4	Presse	
1.6	Effets des décisions	
1.6.1	Portée.....	54
1.6.2	Fixation des effets par la juridiction	
1.6.3	Effet absolu	
1.6.3.1	Règle du précédent	
1.6.4	Effet relatif	
1.6.5	Effets dans le temps	
1.6.5.1	Entrée en vigueur de la décision	
1.6.5.2	Effet rétroactif (<i>ex tunc</i>)	
1.6.5.3	Limitation à l'effet rétroactif	
1.6.5.4	Effet <i>ex nunc</i>	
1.6.5.5	Report de l'effet dans le temps	
1.6.6	Exécution	
1.6.6.1	Organe chargé de veiller à l'exécution de la décision	
1.6.6.2	Astreinte	
1.6.7	Influence sur les organes de l'État	
1.6.8	Influence sur la vie des citoyens	
1.6.9	Incidence sur d'autres procédures juridictionnelles	
1.6.9.1	Incidence sur des procès en cours	
1.6.9.2	Incidence sur des procès terminés	54, 76
2	Sources	
2.1	Catégories ³⁶	
2.1.1	Règles écrites	
2.1.1.1	Règles nationales	
2.1.1.1.1	Constitution.....	17
2.1.1.1.2	Lois et normes à valeur quasi-constitutionnelle ³⁷	
2.1.1.2	Règles nationales d'autres pays	
2.1.1.3	Droit communautaire.....	5, 8, 10
2.1.1.4	Instruments internationaux.....	17, 47, 52
2.1.1.4.1	Charte des Nations Unies de 1945.....	86
2.1.1.4.2	Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948	

³⁵ Pour l'interprétation sous réserve, voir 2.3.2.

³⁶ Réserve uniquement aux questions d'applicabilité et non d'application.

³⁷ Ce mot-clé permet d'inclure les normes et principes d'un « bloc de constitutionnalité » élargi par rapport à la seule Constitution (Déclarations de droits, Chartes fondamentales, etc.).

2.1.1.4.3	Conventions de Genève de 1949	26, 44
2.1.1.4.4	Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950 ³⁸	26, 44
2.1.1.4.5	Convention relative au statut des réfugiés de 1951	
2.1.1.4.6	Charte sociale européenne de 1961	
2.1.1.4.7	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965	
2.1.1.4.8	Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966	
2.1.1.4.9	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966	
2.1.1.4.10	Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969	
2.1.1.4.11	Convention américaine relative aux droits de l'homme de 1969	
2.1.1.4.12	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979	
2.1.1.4.13	Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981	
2.1.1.4.14	Charte européenne de l'autonomie locale de 1985	
2.1.1.4.15	Convention relative aux droits de l'enfant de 1989	
2.1.1.4.16	Convention-cadre pour la protection des minorités nationales de 1995	
2.1.1.4.17	Statut de la Cour pénale internationale de 1998	
2.1.1.4.18	Charte européenne des droits fondamentaux de 2000	
2.1.1.4.19	Conventions internationales régissant les relations diplomatiques et consulaires	
2.1.2	Règles non écrites	52, 63
2.1.2.1	Coutume constitutionnelle	
2.1.2.2	Principes généraux du droit	
2.1.2.3	Droit naturel	
2.1.3	Jurisprudence	
2.1.3.1	Jurisprudence interne	
2.1.3.2	Jurisprudence internationale	
2.1.3.2.1	Cour européenne des Droits de l'Homme	56
2.1.3.2.2	Cour de Justice des Communautés européennes	
2.1.3.2.3	Autres instances internationales	
2.1.3.3	Jurisprudence étrangère	
2.2	Hiérarchie	
2.2.1	Hiérarchie entre sources nationales et non nationales	
2.2.1.1	Traités et Constitutions	
2.2.1.2	Traités et actes législatifs.....	86
2.2.1.3	Traités et autres actes de droit interne	
2.2.1.4	Convention européenne des Droits de l'Homme et Constitutions	
2.2.1.5	Convention européenne des Droits de l'Homme et actes de droit interne non constitutionnels	
2.2.1.6	Droit communautaire et droit national	6, 8, 20, 21
2.2.1.6.1	Droit communautaire primaire et Constitutions	
2.2.1.6.2	Droit communautaire primaire et actes de droit interne non constitutionnels	
2.2.1.6.3	Droit communautaire dérivé et Constitutions.....	17
2.2.1.6.4	Droit communautaire dérivé et actes de droit interne non constitutionnels	
2.2.2	Hiérarchie entre sources nationales	
2.2.2.1	Hiérarchie au sein de la Constitution	
2.2.2.1.1	Hiérarchie au sein des droits et libertés	
2.2.2.2	Constitution et autres sources de droit interne	
2.2.3	Hiérarchie entre sources communautaires	
2.3	Techniques de contrôle	
2.3.1	Technique de l'erreur manifeste d'appréciation	46, 52

38

Y inclus ses protocoles.

2.3.2	Technique de la conformité ou interprétation sous réserve ³⁹	
2.3.3	Intention de l'auteur de la norme contrôlée	77
2.3.4	Interprétation analogique	80
2.3.5	Interprétation logique	
2.3.6	Interprétation historique	
2.3.7	Interprétation littérale	8
2.3.8	Interprétation systématique	
2.3.9	Interprétation téléologique.....	24, 26, 36, 39, 53
2.3.10	Interprétation contextuelle	
2.3.11	Interprétation <i>pro homine</i> /interprétation la plus favorable à l'individu	
3	<u>Principes généraux</u>	
3.1	Souveraineté	5, 6
3.2	République/Monarchie	
3.3	Démocratie	19
3.3.1	Démocratie représentative	
3.3.2	Démocratie directe	
3.3.3	Démocratie pluraliste ⁴⁰	
3.4	Séparation des pouvoirs	22, 41
3.5	État social ⁴¹	
3.6	Structure de l'État ⁴²	
3.6.1	État unitaire	
3.6.2	État reconnaissant des autonomies régionales	
3.6.3	État fédéral	
3.7	Relations entre l'État et les institutions religieuses et philosophiques ⁴³	
3.8	Principes territoriaux	
3.8.1	Indivisibilité du territoire	
3.9	État de droit	86
3.10	Sécurité juridique ⁴⁴	47, 54, 59, 63
3.11	Droits acquis	
3.12	Clarté et précision de la norme	
3.13	Légalité ⁴⁵	30, 77
3.14	<i>Nullum crimen, nulla poena sine lege</i> ⁴⁶	
3.15	Publicité des textes législatifs et réglementaires	
3.15.1	Nul n'est censé ignorer la loi	
3.15.2	Aspects linguistiques.....	84
3.16	Proportionnalité	57, 63, 67, 69, 71, 91, 95

³⁹ Présomption de constitutionnalité, interprétation neutralisante, interprétation conforme.

⁴⁰ Y compris le principe du multipartisme.

⁴¹ Y compris le principe de la justice sociale.

⁴² Voir aussi 4.8.

⁴³ Séparation de l'Église et de l'État, subventionnement et reconnaissance des cultes, laïcité, etc.

⁴⁴ Y compris protection de la confiance et attentes légitimes.

⁴⁵ Principe selon lequel les actes infra-législatifs généraux sont obligatoirement fondés sur et conformes à la loi.

⁴⁶ Légalité des délits et des peines.

3.17	Mise en balance des intérêts	59, 69, 93, 95
3.18	Intérêt général ⁴⁷	57, 59, 67
3.19	Marge d'appréciation	53, 57, 69
3.20	Raisonnabilité	
3.21	Égalité ⁴⁸	
3.22	Interdiction de l'arbitraire	
3.23	Équité	
3.24	Loyauté à l'État ⁴⁹	
3.25	Économie de marché ⁵⁰	
3.26	Principes du droit de l'UE	8, 8, 16, 74, 79
	3.26.1 Principes fondamentaux du Marché commun.....	67, 69
	3.26.2 Effet direct ⁵¹	5, 6, 10, 15, 16, 20, 32, 34, 39, 42, 47
	3.26.3 Coopération loyale entre les institutions et les États membres.....	24, 32, 38, 39, 40, 48, 49, 76
4	<u>Institutions</u>	
4.1	Constituant ⁵²	
	4.1.1 Procédure	
	4.1.2 Limites des pouvoirs	
4.2	Symboles d'État	
	4.2.1 Drapeau	
	4.2.2 Fête nationale	
	4.2.3 Hymne national	
	4.2.4 Emblème	
	4.2.5 Devise	
	4.2.6 Capitale	
4.3	Langues	
	4.3.1 Langue(s) officielle(s)	
	4.3.2 Langue(s) nationale(s)	
	4.3.3 Langue(s) régionale(s)	
	4.3.4 Langue(s) minoritaire(s)	
4.4	Chef de l'État	
	4.4.1 Vice-président / Régent	
	4.4.2 Suppléance temporaire	
	4.4.3 Pouvoirs	
	4.4.3.1 Relations avec les organes législatifs ⁵³	
	4.4.3.2 Relations avec les organes exécutifs ⁵⁴	
	4.4.3.3 Relations avec les organes juridictionnels ⁵⁵	
	4.4.3.4 Promulgation des lois	

⁴⁷ Y compris utilité publique.

⁴⁸ Seulement dans les cas où ce principe n'est pas appliqué en tant que droit fondamental (par exemple, entre autorités de l'État, municipalités, etc.).

⁴⁹ Y compris les questions de haute trahison.

⁵⁰ Y compris la prohibition des monopoles.

⁵¹ Pour le principe de la primauté du droit communautaire, voir 2.2.1.6.

⁵² Y compris l'organe responsable de la révision ou de l'amendement de la Constitution.

⁵³ Par exemple, message présidentiel, demande de rediscussion de la loi, droit de veto législatif, dissolution.

⁵⁴ Par exemple, désignation des membres du gouvernement, présidence du Conseil des ministres, contreséing.

⁵⁵ Par exemple, grâce.

	4.4.3.5	Relations internationales	
	4.4.3.6	Pouvoirs relatifs aux forces armées	
	4.4.3.7	Médiation ou régulation	
4.4.4		Désignation	
	4.4.4.1	Qualifications requises	
	4.4.4.2	Incompatibilités	
	4.4.4.3	Élection directe / indirecte	
	4.4.4.4	Succession héréditaire	
4.4.5		Mandat	
	4.4.5.1	Entrée en fonctions	
	4.4.5.2	Durée du mandat	
	4.4.5.3	Incapacité	
	4.4.5.4	Fin du mandat	
	4.4.5.5	Restriction du nombre de mandats	
4.4.6		Statut	
	4.4.6.1	Responsabilité	
	4.4.6.1.1	Responsabilité juridique	
		4.4.6.1.1.1 Immunité	
		4.4.6.1.1.2 Responsabilité civile	
		4.4.6.1.1.3 Responsabilité pénale	
	4.4.6.1.2	Responsabilité politique	
4.5		Organes législatifs⁵⁶	
	4.5.1	Structure ⁵⁷	
	4.5.2	Compétences ⁵⁸	
	4.5.2.1	Compétences liées aux traités internationaux	
	4.5.2.2	Pouvoir d'investigation ⁵⁹	
	4.5.2.3	Délégation à un autre organe législatif ⁶⁰	
	4.5.2.4	Incompétence négative ⁶¹	
4.5.3		Composition.....	63
	4.5.3.1	Élections	
	4.5.3.2	Nomination	
	4.5.3.3	Mandat de l'organe législatif	
	4.5.3.3.1	Durée	
	4.5.3.4	Mandat des membres	
	4.5.3.4.1	Caractéristiques ⁶²	
	4.5.3.4.2	Durée	
	4.5.3.4.3	Fin	
4.5.4		Organisation.....	63
	4.5.4.1	Règlement interne.....	63
	4.5.4.2	Président	
	4.5.4.3	Sessions ⁶³	
	4.5.4.4	Commissions ⁶⁴	
	4.5.4.5	Groupes parlementaires	
4.5.5		Financement ⁶⁵	
4.5.6		Procédure d'élaboration des lois ⁶⁶	19
	4.5.6.1	Initiative des lois	
	4.5.6.2	Quorum	
	4.5.6.3	Majorité requise	
	4.5.6.4	Droit d'amendement	

⁵⁶ Pour des autorités régionales et locales, voir chapitre 4.8.

⁵⁷ Bicaméralisme, monocamérisme, spécialisation d'une assemblée, etc.

⁵⁸ Y compris les compétences spécialisées de chaque organe législatif et les compétences réservées au législateur.

⁵⁹ Notamment commissions d'enquête.

⁶⁰ Pour la délégation des pouvoirs à un organe exécutif, voir mot-clé 4.6.3.2.

⁶¹ Obligation du législateur d'aller au bout de ses compétences.

⁶² Mandat représentatif/impératif.

⁶³ Y compris les questions de convocation, durée, publicité et ordre du jour.

⁶⁴ Notamment les questions de création, composition et mandat des commissions.

⁶⁵ Dotation, autres sources, etc.

⁶⁶ Pour la publication des lois, voir 3.15.

4.5.6.5	Relations entre les chambres	
4.5.7	Relations avec les organes exécutifs	
4.5.7.1	Questions au gouvernement	
4.5.7.2	Question de confiance	
4.5.7.3	Motion de censure	
4.5.8	Relations avec organes juridictionnels	
4.5.9	Responsabilité.....	13, 25
4.5.10	Partis politiques	
4.5.10.1	Création	
4.5.10.2	Financement	
4.5.10.3	Rôle	
4.5.10.4	Interdiction	
4.5.11	Statut des membres des organes législatifs ⁶⁷	
4.6	Organes exécutifs⁶⁸	
4.6.1	Hiérarchie	
4.6.2	Compétences	
4.6.3	Exécution des lois	
4.6.3.1	Compétence normative autonome ⁶⁹	
4.6.3.2	Compétence normative déléguée	
4.6.4	Composition	
4.6.4.1	Nomination des membres	
4.6.4.2	Élection des membres	
4.6.4.3	Fin des fonctions	
4.6.4.4	Statut des membres des organes exécutifs	
4.6.5	Organisation	
4.6.6	Relations avec les organes juridictionnels	
4.6.7	Déconcentration ⁷⁰	
4.6.8	Décentralisation par service ⁷¹	
4.6.8.1	Universités	
4.6.9	Fonction publique ⁷²	
4.6.9.1	Conditions d'accès à la fonction publique	
4.6.9.2	Motifs d'exclusion	
4.6.9.2.1	Lustration ⁷³	
4.6.9.3	Rémunération	
4.6.9.4	Responsabilité personnelle	
4.6.9.5	Statut syndical	
4.6.10	Responsabilité.....	57
4.6.10.1	Responsabilité juridique	
4.6.10.1.1	Immunité	
4.6.10.1.2	Responsabilité civile	
4.6.10.1.3	Responsabilité pénale	
4.6.10.2	Responsabilité politique	
4.7	Organes juridictionnels⁷⁴	
4.7.1	Compétences.....	22, 32, 33
4.7.1.1	Compétence exclusive.....	29
4.7.1.2	Compétence universelle	
4.7.1.3	Conflits de juridiction ⁷⁵	
4.7.2	Procédure	

⁶⁷ Notamment les incompatibilités survenant en cours de mandat, les immunités parlementaires, les éventuels privilèges de juridiction, etc. Pour les questions d'inéligibilité, voir mot-clé 4.9.5.

⁶⁸ Pour les pouvoirs locaux, voir 4.8.

⁶⁹ Dérivée directement de la Constitution.

⁷⁰ Voir aussi 4.8.

⁷¹ Octroi de compétences administratives à des personnes morales de droit public dotées d'une structure organisationnelle indépendante de l'autorité publique, mais contrôlées par elle. Pour d'autres organes exerçant des compétences administratives, voir aussi les mots-clés 4.6.7 et 4.13.

⁷² Fonctionnaires, agents administratifs, etc.

⁷³ Pratiques tendant à retirer de la fonction publique des fonctionnaires compromis par un régime totalitaire.

⁷⁴ Autre que l'organe ayant rendu l'arrêt résumé ici.

⁷⁵ Conflits positifs et négatifs.

-
- 4.7.3 Décisions
 - 4.7.4 Organisation
 - 4.7.4.1 Membres
 - 4.7.4.1.1 Qualifications
 - 4.7.4.1.2 Nomination
 - 4.7.4.1.3 Élection
 - 4.7.4.1.4 Durée du mandat
 - 4.7.4.1.5 Fin des fonctions
 - 4.7.4.1.6 Statut
 - 4.7.4.1.6.1 Incompatibilités
 - 4.7.4.1.6.2 Discipline
 - 4.7.4.1.6.3 Inamovibilité
 - 4.7.4.2 Auxiliaires de la justice
 - 4.7.4.3 Ministère public⁷⁶
 - 4.7.4.3.1 Compétences
 - 4.7.4.3.2 Nomination
 - 4.7.4.3.3 Élection
 - 4.7.4.3.4 Durée du mandat
 - 4.7.4.3.5 Fin des fonctions
 - 4.7.4.3.6 Statut
 - 4.7.4.4 Langues
 - 4.7.4.5 Greffe
 - 4.7.4.6 Budget
 - 4.7.5 Conseil supérieur de la magistrature ou organe équivalent⁷⁷
 - 4.7.6 Relations avec les juridictions internationales
 - 4.7.7 Juridiction suprême
 - 4.7.8 Juridictions judiciaires
 - 4.7.8.1 Juridictions civiles
 - 4.7.8.2 Juridictions pénales
 - 4.7.9 Juridictions administratives
 - 4.7.10 Juridictions financières⁷⁸
 - 4.7.11 Juridictions militaires
 - 4.7.12 Juridictions d'exception
 - 4.7.13 Autres juridictions
 - 4.7.14 Arbitrage
 - 4.7.15 Assistance et représentation des parties
 - 4.7.15.1 Barreau
 - 4.7.15.1.1 Organisation
 - 4.7.15.1.2 Compétences des organes
 - 4.7.15.1.3 Rôle des avocats
 - 4.7.15.1.4 Statut des avocats
 - 4.7.15.1.5 Discipline
 - 4.7.15.2 Assistance extérieure au barreau
 - 4.7.15.2.1 Conseillers juridiques
 - 4.7.15.2.2 Organismes d'assistance juridique
 - 4.7.16 Responsabilité
 - 4.7.16.1 Responsabilité de l'État34, 69
 - 4.7.16.2 Responsabilité des magistrats
- 4.8 Fédéralisme, régionalisme et autonomie locale**
- 4.8.1 Entités fédérées⁷⁹
 - 4.8.2 Régions et provinces
 - 4.8.3 Municipalités⁸⁰
 - 4.8.4 Principes de base
 - 4.8.4.1 Autonomie
 - 4.8.4.2 Subsidiarité
-

⁷⁶ Quelle que soit la branche du pouvoir étatique à laquelle appartient le ministère public.

⁷⁷ Haut Conseil de la Justice, *Judicial Service Commission*, etc.

⁷⁸ Cela comprend la Cour des Comptes en tant qu'elle exerce une fonction juridictionnelle.

⁷⁹ Voir aussi 3.6.

⁸⁰ Y compris d'autres unités d'autonomie locale.

- 4.8.5 Fixation des limites territoriales
 - 4.8.6 Aspects institutionnels
 - 4.8.6.1 Assemblées délibérantes
 - 4.8.6.1.1 Statut des membres
 - 4.8.6.2 Exécutif
 - 4.8.6.3 Juridictions
 - 4.8.7 Aspects budgétaires et financiers
 - 4.8.7.1 Financement
 - 4.8.7.2 Mécanismes de distribution des ressources financières de l'État
 - 4.8.7.3 Budget
 - 4.8.7.4 Mécanismes de solidarité
 - 4.8.8 Répartition des compétences
 - 4.8.8.1 Principes et méthodes
 - 4.8.8.2 Mise en œuvre
 - 4.8.8.2.1 Répartition *ratione materiae*
 - 4.8.8.2.2 Répartition *ratione loci*
 - 4.8.8.2.3 Répartition *ratione temporis*
 - 4.8.8.2.4 Répartition *ratione personae*
 - 4.8.8.3 Contrôle
 - 4.8.8.4 Coopération
 - 4.8.8.5 Relations internationales
 - 4.8.8.5.1 Conclusion des traités
 - 4.8.8.5.2 Participation aux organisations internationales ou à leurs organes
- 4.9 **Élections et instruments de démocratie directe**⁸¹
- 4.9.1 Organe compétent pour l'organisation et le contrôle du vote⁸²
 - 4.9.2 Référendums et autres instruments de démocratie directe⁸³
 - 4.9.2.1 Admissibilité⁸⁴
 - 4.9.2.2 Effets
 - 4.9.3 Mode de scrutin⁸⁵
 - 4.9.3.1 Modalités du vote⁸⁶
 - 4.9.4 Circonscriptions électorales
 - 4.9.5 Éligibilité⁸⁷
 - 4.9.6 Représentation de minorités
 - 4.9.7 Opérations préliminaires
 - 4.9.7.1 Listes électorales
 - 4.9.7.2 Enregistrement des partis et des candidats⁸⁸
 - 4.9.7.3 Bulletin de vote⁸⁹
 - 4.9.8 Propagande et campagne électorale⁹⁰
 - 4.9.8.1 Financement de la campagne
 - 4.9.8.2 Dépenses électorales
 - 4.9.8.3 Accès aux médias⁹¹
 - 4.9.9 Opérations de vote
 - 4.9.9.1 Bureaux de vote
 - 4.9.9.2 Isoirs
 - 4.9.9.3 Déroulement du scrutin⁹²
 - 4.9.9.4 Contrôle de l'identité des électeurs
 - 4.9.9.5 Modalité d'enregistrement des votants⁹³

⁸¹ Voir aussi mots-clés 5.3.41 et 5.2.1.4.

⁸² Organes de contrôle et de supervision.

⁸³ Y compris consultations populaires.

⁸⁴ Pour des questions de compétences, voir mot-clé 1.3.4.6.

⁸⁵ Proportionnel, majoritaire, préférentiel, uninominal, etc.

⁸⁶ Par exemple, panachage, vote nominatif, tête de liste, vote blanc.

⁸⁷ Pour les questions relevant de droits fondamentaux, voir 5.3.41.2.

⁸⁸ Pour la création des partis, voir 4.5.10.1.

⁸⁹ Par exemple, noms des partis, ordre de présentation, sigle, emblème ou question dans un référendum.

⁹⁰ Tracts, lettres, presse, radio-télévision, affiches, investitures, etc.

⁹¹ Pour l'accès des médias à l'information, voir 5.3.23, 5.3.24, combiné avec 5.3.41.

⁹² Impartialité des autorités électorales, incidents, troubles à l'ordre public.

⁹³ Émargements, tamponnages, etc.

	4.9.9.6	Expression du suffrage ⁹⁴	
4.9.10		Seuil minimum de participation	
4.9.11		Recensement	
	4.9.11.1	Dépouillement	
	4.9.11.2	Procès-verbaux	
4.9.12		Proclamation des résultats	
4.9.13		Opérations post-électorales	
4.10		Finances publiques⁹⁵	
	4.10.1	Principes	
	4.10.2	Budget	
	4.10.3	Comptes	
	4.10.4	Monnaie	
	4.10.5	Banque centrale	
	4.10.6	Institutions de contrôle ⁹⁶	71
	4.10.7	Fiscalité	
		4.10.7.1 Principes	
	4.10.8	Biens publics ⁹⁷	
		4.10.8.1 Privatisation	
4.11		Forces armées, forces de l'ordre et services de renseignement	
	4.11.1	Armée	
	4.11.2	Forces de police	
	4.11.3	Services de renseignement	
4.12		Médiateur⁹⁸	
	4.12.1	Nomination	
	4.12.2	Garanties d'indépendance	
		4.12.2.1 Durée du mandat	
		4.12.2.2 Incompatibilités	
		4.12.2.3 Immunités	
		4.12.2.4 Indépendance financière	
	4.12.3	Compétences	
	4.12.4	Organisation	
	4.12.5	Relations avec le chef de l'État	
	4.12.6	Relations avec les organes législatifs	
	4.12.7	Relations avec les organes exécutifs	
	4.12.8	Relations avec les institutions de contrôle financier ⁹⁹	
	4.12.9	Relations avec les organes juridictionnels	
	4.12.10	Relations avec les autorités fédérées ou régionalisées	
4.13		Autorités administratives indépendantes¹⁰⁰	
4.14		Activités et missions assignées à l'État par la Constitution¹⁰¹	
4.15		Exercice de fonctions publiques par des organisations privées	
4.16		Relations internationales	86
	4.16.1	Transfert de compétences aux institutions internationales	6, 11, 36, 40
4.17		Union européenne	

⁹⁴ Par exemple, en personne, par procuration, par correspondance, par voie électronique.

⁹⁵ Ce mot-clé couvre la propriété de l'État central, des régions et des municipalités et peut s'appliquer en combinaison avec 4.8.

⁹⁶ Par exemple, la Cour des Comptes.

⁹⁷ Comprend aussi le cas où les collectivités publiques détiennent une participation dans une société.

⁹⁸ Ombudsman, commissaire parlementaire, défenseur du peuple, commission des droits de l'homme, etc.

⁹⁹ Par exemple, la Cour des Comptes.

¹⁰⁰ Octroi des compétences administratives à des personnes morales de droit public situées en dehors de la hiérarchie administrative traditionnelle. Voir aussi 4.6.8.

¹⁰¹ *Staatszielbestimmungen*.

4.17.1	Structure institutionnelle.....	71
4.17.1.1	Parlement européen	19, 31
4.17.1.2	Conseil	
4.17.1.3	Commission	
4.17.1.4	Cour de justice de l'UE ¹⁰²	56
4.17.2	Répartition des compétences entre l'UE et les États membres	10, 11, 14, 18, 25, 29, 30, 33, 40, 42, 44, 46
4.17.3	Répartition des compétences entre les institutions de l'UE	22, 25, 31, 71, 77
4.17.4	Procédure normative.....	28, 37
4.18	État d'urgence et pouvoirs d'urgence ¹⁰³	
5	<u>Droits fondamentaux</u> ¹⁰⁴	
5.1	Problématique générale	95
5.1.1	Bénéficiaires ou titulaires des droits	
5.1.1.1	Nationaux	
5.1.1.1.1	Nationaux domiciliés à l'étranger	
5.1.1.2	Citoyens de l'Union européenne et assimilés	51, 61
5.1.1.3	Étrangers	
5.1.1.3.1	Réfugiés et demandeurs d'asile	
5.1.1.4	Personnes physiques.....	5
5.1.1.4.1	Mineurs ¹⁰⁵	
5.1.1.4.2	Incapables	
5.1.1.4.3	Détenus	
5.1.1.4.4	Militaires	
5.1.1.5	Personnes morales	
5.1.1.5.1	Personnes morales de droit privé	
5.1.1.5.2	Personnes morales de droit public	
5.1.2	Effets horizontaux	82
5.1.3	Obligation positive de l'État.....	21
5.1.4	Limites et restrictions ¹⁰⁶	21, 59, 63
5.1.4.1	Droits non-limitables	
5.1.4.2	Clause de limitation générale/spéciale	
5.1.4.3	Contrôle <i>a posteriori</i> de la limitation	
5.1.5	Situations d'exception ¹⁰⁷	
5.2	Égalité	
5.2.1	Champ d'application	
5.2.1.1	Charges publiques ¹⁰⁸	
5.2.1.2	Emploi	
5.2.1.2.1	Droit privé	
5.2.1.2.2	Droit public	
5.2.1.3	Sécurité sociale	
5.2.1.4	Élections ¹⁰⁹	
5.2.2	Critères de différenciation	
5.2.2.1	Sexe	
5.2.2.2	Race	
5.2.2.3	Origine ethnique	

¹⁰² Uniquement les aspects institutionnels: les questions de procédure, juridiction, composition, etc. sont traitées dans le chapitre 1.

¹⁰³ État de guerre, loi martiale, catastrophe naturelle, etc.; pour les questions de droits de l'homme, voir aussi le mot-clé 5.1.4.1.

¹⁰⁴ Aspects positifs et négatifs.

¹⁰⁵ Pour les droits de l'enfant, voir 5.3.44.

¹⁰⁶ Les critères de limitation aux droits de l'homme (légalité, but légitimé/intérêt général et proportionnalité) sont indexés au chapitre 3.

¹⁰⁷ Comprend les questions de la suspension des droits. Voir aussi 4.18.

¹⁰⁸ Impôts et autres devoirs vis-à-vis de l'État.

¹⁰⁹ Suffrage universel et équitable.

5.2.2.4	Citoyenneté ou nationalité ¹¹⁰	51, 61
5.2.2.5	Origine sociale	
5.2.2.6	Religion	
5.2.2.7	Age.....	79
5.2.2.8	Handicap physique ou mental	
5.2.2.9	Opinions ou appartenance politiques	
5.2.2.10	Langue	
5.2.2.11	Orientation sexuelle	
5.2.2.12	État civil ¹¹¹	
5.2.2.13	Differenciation <i>ratione temporis</i>	
5.2.3	Discrimination positive	
5.3	Droits civils et politiques	
5.3.1	Droit à la dignité	
5.3.2	Droit à la vie	
5.3.3	Interdictions de la torture et des traitements inhumains et dégradants	
5.3.4	Droit à l'intégrité physique et psychique	
5.3.4.1	Traitements et expériences scientifiques et médicaux	
5.3.5	Liberté individuelle ¹¹²	
5.3.5.1	Privation de liberté	
5.3.5.1.1	Arrestation ¹¹³	
5.3.5.1.2	Mesures non pénales	
5.3.5.1.3	Détention provisoire	
5.3.5.1.4	Mise en liberté conditionnelle	
5.3.5.2	Interdiction du travail forcé ou obligatoire	
5.3.6	Liberté de mouvement ¹¹⁴	82
5.3.7	Droit à l'émigration	
5.3.8	Droit à la citoyenneté ou à la nationalité	91
5.3.9	Droit de séjour ¹¹⁵	
5.3.10	Liberté du domicile et de l'établissement	82
5.3.11	Droit d'asile	
5.3.12	Droit à la sécurité	
5.3.13	Garanties de procédure, droits de la défense et procès équitable.....	30
5.3.13.1	Champ d'application	
5.3.13.1.1	Procédure constitutionnelle	
5.3.13.1.2	Procédure civile	
5.3.13.1.3	Procédure pénale	
5.3.13.1.4	Procédure administrative contentieuse	
5.3.13.1.5	Procédure administrative non contentieuse	
5.3.13.2	Recours effectif	26, 74, 80
5.3.13.3	Accès aux tribunaux ¹¹⁶	5
5.3.13.3.1	« Juge naturel »/Tribunal établi par la loi ¹¹⁷	
5.3.13.3.2	<i>Habeas corpus</i>	
5.3.13.4	Double degré de juridiction ¹¹⁸	
5.3.13.5	Effet suspensif du recours	
5.3.13.6	Droit d'être entendu	86
5.3.13.7	Droit de participer à la procédure ¹¹⁹	

¹¹⁰ Selon la Convention européenne sur la nationalité de 1997, STE n° 166: «'nationalité' désigne le lien juridique entre une personne et un État et n'indique pas l'origine ethnique de la personne» (article 2) et «en ce qui concerne les effets de la Convention, les termes 'nationalité' et 'citoyenneté' sont synonymes» (paragraphe 23, Rapport explicatif).

¹¹¹ Par exemple, discrimination entre personnes célibataires et personnes mariées.

¹¹² Ce mot-clé vise aussi la «liberté personnelle». Il devrait comprendre, par exemple, les contrôles d'identité, les fouilles corporelles, l'arrestation administrative.

¹¹³ Garde à vue, mesures policières.

¹¹⁴ Comprend les questions liées à l'octroi d'un passeport ou d'autres documents de voyage.

¹¹⁵ Peut comprendre des questions de déportation et d'extradition.

¹¹⁶ Inclut le droit au juge prévu par la loi; pour les questions relatives à l'établissement de juridictions d'exception, voir aussi le mot-clé 4.7.12.

¹¹⁷ Au sens de l'article 6.1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

¹¹⁸ Ce mot-clé vise le droit à un recours juridictionnel.

¹¹⁹ Comprend le droit de participer à l'audience.

5.3.13.8	Droit à la consultation du dossier	
5.3.13.9	Publicité des débats	
5.3.13.10	Participation de jurés	
5.3.13.11	Publicité des jugements	
5.3.13.12	Droit à la notification de la décision	
5.3.13.13	Délai raisonnable	
5.3.13.14	Indépendance	
5.3.13.15	Impartialité ¹²⁰	
5.3.13.16	Interdiction de la <i>reformatio in pejus</i>	
5.3.13.17	Légalité des preuves	
5.3.13.18	Motivation	
5.3.13.19	Égalité des armes	56
5.3.13.20	Principe du contradictoire	
5.3.13.21	Langues	
5.3.13.22	Présomption d'innocence	
5.3.13.23	Droit de garder le silence	
5.3.13.23.1	Droit de ne pas s'incriminer soi-même	
5.3.13.23.2	Droit de ne pas incriminer son conjoint/les parents proches	
5.3.13.24	Droit d'être informé des raisons de la détention	
5.3.13.25	Droit d'être informé de l'accusation	
5.3.13.26	Droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de l'affaire	
5.3.13.27	Droit à l'assistance d'un avocat	
5.3.13.27.1	Droit à la couverture des frais de l'assistance judiciaire	
5.3.13.28	Droit d'interroger les témoins	
5.3.14	<i>Ne bis in idem</i>	
5.3.15	Droits des victimes d'infractions pénales	
5.3.16	Principe de l'application de la loi la plus favorable	57
5.3.17	Droit à la réparation des dommages causés par la puissance publique	74
5.3.18	Liberté de conscience ¹²¹	
5.3.19	Liberté d'opinion	
5.3.20	Liberté des cultes	
5.3.21	Liberté d'expression ¹²²	59, 69
5.3.22	Liberté de la presse écrite	
5.3.23	Droits relatifs aux médias audiovisuels et aux autres modes de communication de masse	
5.3.24	Droit à l'information	
5.3.25	Droit à la transparence administrative	
5.3.25.1	Droit d'accès aux documents administratifs.....	93
5.3.26	Service national ¹²³	
5.3.27	Liberté d'association	
5.3.28	Liberté de réunion	
5.3.29	Droit de participer à la vie publique	
5.3.29.1	Droit aux activités politiques	
5.3.30	Droit de résistance	
5.3.31	Droit à l'honneur et à la réputation	
5.3.32	Droit à la vie privée	95
5.3.32.1	Protection des données à caractère personnel	67, 93, 95
5.3.33	Droit à la vie familiale ¹²⁴	
5.3.33.1	Filiation	
5.3.33.2	Succession	
5.3.34	Droit au mariage	
5.3.35	Inviolabilité du domicile	
5.3.36	Inviolabilité des communications	
5.3.36.1	Correspondance	

¹²⁰ Y compris la récusation du juge.

¹²¹ Ce mot-clé comprend notamment la liberté religieuse, essentiellement en ses aspects individuels. Ses expressions collectives sont appréhendées sous le mot-clé «Liberté des cultes».

¹²² Ce mot-clé comprend aussi le droit de communiquer librement une information.

¹²³ Milice, objection de conscience, etc.

¹²⁴ Les aspects de l'usage du nom sont traités soit ici, soit sous «Droit à la vie privée».

	5.3.36.2	Communications téléphoniques	
	5.3.36.3	Communications électroniques	
5.3.37		Droit de pétition	
5.3.38		Non rétroactivité de la loi	
	5.3.38.1	Loi pénale	
	5.3.38.2	Loi civile	
	5.3.38.3	Droit social	
	5.3.38.4	Loi fiscale	
5.3.39		Droit de propriété ¹²⁵	
	5.3.39.1	Expropriation	
	5.3.39.2	Nationalisation	
	5.3.39.3	Autres limitations.....	86
	5.3.39.4	Privatisation	
5.3.40		Liberté de l'emploi des langues	
5.3.41		Droits électoraux	
	5.3.41.1	Droit de vote	
	5.3.41.2	Droit d'être candidat.....	63
	5.3.41.3	Liberté de vote	
	5.3.41.4	Scrutin secret	
	5.3.41.5	Suffrage direct / indirect	
	5.3.41.6	Fréquence et régularité des élections	
5.3.42		Droits en matière fiscale	
5.3.43		Droit au libre épanouissement de la personnalité	
5.3.44		Droits de l'enfant	
5.3.45		Protection des minorités ou des personnes appartenant à des minorités	
5.4		Droits économiques, sociaux et culturels	
5.4.1		Liberté de l'enseignement	
5.4.2		Droit à l'enseignement	
5.4.3		Droit au travail	
5.4.4		Liberté de choix de la profession ¹²⁶	
5.4.5		Liberté d'exercice d'une activité lucrative	
5.4.6		Liberté du commerce et de l'industrie ¹²⁷	
5.4.7		Protection des consommateurs	
5.4.8		Liberté contractuelle	
5.4.9		Droit d'accès aux fonctions publiques	
5.4.10		Droit de grève.....	82
5.4.11		Liberté syndicale ¹²⁸	82
5.4.12		Droit à la propriété intellectuelle	
5.4.13		Droit au logement	
5.4.14		Droit à la sécurité sociale	61
5.4.15		Droit aux allocations de chômage	
5.4.16		Droit à la retraite	
5.4.17		Droit à des conditions de travail justes et convenables	
5.4.18		Droit à un niveau de vie suffisant	
5.4.19		Droit à la santé	
5.4.20		Droit à la culture	
5.4.21		Liberté scientifique	
5.4.22		Liberté artistique	
5.5		Droits collectifs	
5.5.1		Droit à l'environnement	
5.5.2		Droit au développement	
5.5.3		Droit à la paix	
5.5.4		Droit à l'autodétermination	
5.5.5		Droits des peuples autochtones, droits ancestraux	

¹²⁵ Y compris les questions de réparation.

¹²⁶ Ce mot-clé vise aussi la «liberté du travail».

¹²⁷ Ce terme inclut également la liberté d'entreprendre.

¹²⁸ Comprend les droits des particuliers relatifs aux syndicats, les droits des syndicats et le droit de conclure des accords collectifs en matière de travail.

Mots-clés de l'index alphabétique *

* Les décisions abrégées dans le *Bulletin* sont prioritairement indexées selon le Thésaurus systématique de droit constitutionnel élaboré par la Commission de Venise et les agents de liaison. L'indexation selon les mots-clés de l'index alphabétique est à titre complémentaire et couvre généralement les questions de fait en jeu plutôt que de droit constitutionnel.

Les numéros de page de l'index alphabétique font référence à la page où se trouve l'identification de la décision plutôt qu'à celle du mot-clé lui-même.

Pages	Pages
Accès aux documents, exception 93	Communautés européennes, ordre juridique, nature 5
Accord international, conclusion 77	Communautés européennes, patrimoine juridique, droits 5
Accord international, force obligatoire 77	Communautés européennes, politique, économique, action, législative, responsabilité 13
Administration, bonne, principe 63	Communautés européennes, responsabilité, fondement 13
Amende, remboursement, conditions 54	Constitutionnalité, contrôle incident 92
Arrêt d'annulation, portée 54	Contrôle judiciaire 8, 10, 14, 28, 31, 46, 53, 80
Avocat général, conclusions, droit de réponse 56	Convention européenne des Droits de l'Homme, adhésion par la Communauté européenne, possibilité 44
Bonne foi, principe 47	Conventionnement, dentiste, sécurité sociale, conditions 57
CJCE, décision préjudicielle 91, 92	Coopération, loyale, institutions, États membres 76
CJCE, obligation de respecter les systèmes juridiques nationaux 14, 17, 18	Cour des comptes, données salariales, accès 67
CJCE, obligation de saisine 92	Directive, transposition, disposition, nationale, compromettant résultat prescrit 49
CJCE, question préjudicielle 10, 15, 16, 17, 20, 26, 29, 34, 39, 51	Discrimination, traitement discriminatoire 51
CJCE, question préjudicielle, admissibilité 22	Domage, réparation 57
CJCE, question préjudicielle, détermination de sa propre juridiction 18	Données, à caractère personnel, personne morale 95
CJCE, question préjudicielle, question, cadre factuel et réglementaire 38	Données, à caractère personnel, personne physique 95
Commission européenne, décision, réexamen 54	Données, à caractère personnel, publication obligatoire 95
Commission européenne, droits, étendue de la protection, obligation 37	Droit communautaire, données à caractère personnel, protection, obligation 93
Commission européenne, rôle 22, 30, 46, 53	Droit communautaire, acte donnant effet à des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies 86
Communauté européenne, Banque centrale européenne, lutte anti-fraude 71	Droit communautaire, Constitution, conflit, conséquences 17, 21
Communauté européenne, compétences, limites 40	Droit communautaire, droit international coutumier, prééminence 52
Communauté européenne, directive, application directe 15, 16, 20, 39, 67	Droit communautaire, droit national, interprétation favorable au droit communautaire, limites 24
Communauté européenne, droit, violation par État membre, compensation, critères 74	Droit communautaire, juridiction, nationale, compétence 29
Communauté européenne, Office européen de lutte anti-fraude, compétences 71	Droit communautaire, juridiction, nationale, mesure provision, efficacité 32
Communauté européenne, réglementation, pas traduit, inopposabilité 84	Droit communautaire, principes 82
Communautés européennes, compétences, limites 14, 18, 44	Droit communautaire, principes, égalité de traitement 79
Communautés européennes, droit, décision, interprétation, version linguistique 8	
Communautés européennes, droit, intégration au droit national, effet direct 6	
Communautés européennes, droit, principe, droits fondamentaux 8	
Communautés européennes, État membre, souveraineté, limite 11	

Droit communautaire, responsabilité, État, fondement	34	Qualité pour agir, décision, atteinte d'un individu autre que le destinataire	6
Droit communautaire, violation suffisamment caractérisée, détermination	57	Question préjudicielle, effets	76
Droit communautaire, violation, législateur national, réparation	42	Question préjudicielle, obligation	22
Droit constitutionnel, Constitution, conflit, conséquences	8	Recours en annulation, recevabilité	12, 25, 31, 41, 53
Droit de mener une action collective	82	Recours en annulation, recevabilité, qualité pour agir	6
Droits fondamentaux, État, obligation de garantir l'exercice	5, 51	Règlement, mesure de protection	12
Droits, juridictions nationales, étendue	37	Requérant, droit de réponse	56
Entreprise, demande en intervention	50	Requérant, intérêt à agir	25
Équilibre institutionnel	77	Responsabilité, Communauté, règle supérieure de droit, violation, suffisamment caractérisée	25
Espace économique européen, accord, compétence	47	Responsabilité, État, fondement	39, 42
Espace économique européen, accord, interprétation, compétence	36	Salaire	67
Espace économique européen, système juridictionnel, droit communautaire, incompatibilité	36	Séjour, permis	61
État, obligation d'assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales	26	Service public, définition, pas à la discrétion des États membres	21
Étudiant, étranger, aide sociale, conditions d'octroi	61	Souveraineté, limitation, permanent	6
Exportation, restitution	76	Syndicat, action collective	82
Fonctionnaire, publication, autorisation préalable	59	Terrorisme, financement	86
Force de la chose jugée, réexamen d'une décision administrative, obligation	76	Terrorisme, lutte	80
Fraude, lutte	71	Terrorisme, mesures restrictives	86
Initiative législative	77	Traite, pouvoir de négocier et conclure, limite	11
Intervention, disproportionnée ou arbitraire, puissance publique	30	Union européenne, adhésion	84
Juridiction nationale, obligation	79	Union européenne, citoyen, statut	61
Juridiction, nationale, acte administratif national, sursis, possibilité	33	Union européenne, citoyen, statut	61
Libre circulation des marchandises, entrave d'origine privée, obligation de l'État d'empêcher	48, 69	Union européenne, parlement, traditions nationales communes aux pays membres	63
Libre circulation des personnes	61	Union européenne, règlement communautaire, base légale	87
Libre circulation des personnes, rémunération des professeurs d'université, discrimination indirecte	74		
Manifestation, entrave à la libre circulation des marchandises	69		
Mesure conservatoire	80		
Nationalité UE, perte	91		
Nations Unies, Conseil de sécurité, résolution, mise en œuvre par l'UE	86		
Naturalisation, retrait	91		
Parlement européen, actes, attaques, légitimation passive	25		
Parlement, commission, avis, obligation de demande	19		
Parlement, groupe, dissolution	63		
Parlement, membre, groupe, affiliation	63		
Politique commerciale commune	77		
Produits (pommes de table), import, licence, préalable	12		
Publication, interdiction	67		

Sales agents for publications of the Council of Europe
Agents de vente des publications du Conseil de l'Europe

BELGIUM/BELGIQUE

La Librairie Européenne
The European Bookshop
Rue de l'Orme, 1
BE-1040 BRUXELLES
Tel: 32 (0)2 231 0435
Fax: 32 (0)2 735 0860
E-mail: order@libeurop.be
<http://www.libeurop.be>

Jean De Lannoy / DL Services
Avenue du Roi 202 Koningslaan
BE-1190 BRUXELLES
Tel: 32 (0) 2 538 4308
Fax: 32 (0) 2 538 0841
E-mail: jean.de.lannoy@dl-servi.com
<http://www.jean-de-lannoy.be>

**BOSNIA AND HERZEGOVINA/
BOSNIE-HERZÉGOVINE**

Robert's Plus d.o.o
Marka Marulića 2/v
BA-71000, SARAJEVO
Tel/Fax: 387 33 640 818
E-mail: robertsplus@bih.net.ba

CANADA

Renouf Publishing Co. Ltd.
1-5369 Canotek Road
CA-OTTAWA, Ontario, K1J 9J3
Tel: 1 613 745 2665
Fax: 1 613 745 7660
Toll-Free Tel: (866) 767-6766
E-mail: order.dept@renoufbooks.com
<http://www.renoufbooks.com>

CROATIA/CROATIE

Robert's Plus d.o.o
Marasovićeveva 67
HR-21000, SPLIT
Tel: 385 21 315 800 ,801, 802, 803
Fax: 385 21 315 804
E-mail: robertsplus@robertsplus.hr

**CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE**

Suweco CZ s.r.o
Klecakova 347
CZ – 18021 PRAHA 9
Tél: 420 2 424 59 204
Fax: 420 2 848 21 646
E-mail: import@suweco.cz
<http://www.suweco.cz>

DENMARK/DANEMARK

GAD, Vimmelskaftet 32
DK-1161 KØBENHAVN K
Tel.: +45 77 66 60 00
Fax: +45 77 66 60 01
E-mail: gad@gad.dk
<http://www.gad.dk>

FINLAND/FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1
PO Box 128
FI-00100 HELSINKI
Tel.: 358 (0) 9 121 4430
Fax: 358 (0) 9 121 4242
E-mail : akati@akateeminen.com
<http://www.akateeminen.com>

FRANCE

La Documentation française
(diffusion/distribution France entière)
124, rue Henri Barbusse
FR-93308 AUBERVILLIERS CEDEX
Tel.: 33 (0)1 40 15 70 00
Fax: 33 (0)1 40 15 68 00
E-mail: commande@ladocumentationfrancaise.fr
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

Librairie Kléber
1 rue des Francs Bourgeois
FR-67000 Strasbourg
Tel: 33 (0) 3 88 15 78 88
Fax: 33 (0)3 88 15 78 80
E-mail: librairie-kleber@coe.int
<http://www.librairie-kleber.com>

**GERMANY/ALLEMAGNE
AUSTRIA/AUTRICHE**

UNO Verlag GmbH
August-Bebel-Allee 6
DE-53175 BONN
Tel.: (49) (0) 2 28 94 90 20
Fax: (49) (0) 2 28 94 90 222
E-mail: bestellung@uno-verlag.de
<http://www.uno-verlag.de>

GREECE/GRÈCE

Librairie Kauffmann s.a.
Stadiou 28
GR-10564 ATHINAI
Tel.: (30) 210 32 55 321
Fax: (30) 210 32 30 320
E-mail: ord@otenet.gr
<http://www.kauffmann.gr>

HUNGARY/HONGRIE

Euro Info Service
Pannónia u. 58, PF. 1039
HU-1136 BUDAPEST
Tel.: 36 1 329 2170
Fax: 36 1 349 2053
E-mail: euoinfo@euoinfo.hu
<http://www.euoinfo.hu>

ITALY/ITALIE

Licosa SpA
Via Duca di Calabria 1/1
IT-50125 FIRENZE
Tel.: (39) 0556 483215
Fax: (39) 0556 41257
E-mail: licosa@licosa.com
<http://www.licosa.com>

NORWAY/NORVÈGE

Akademika,
PO Box 84, Blindern
NO-0314 OSLO
Tel.: 47 2 218 8100
Fax: 47 2 218 8103
E-mail: support@akademika.no
<http://www.akademika.no>

POLAND/POLOGNE

Ars Polona JSC
25 Obroncow Street
PL-03-933 WARSZAWA
Tel.: 48 (0) 22 509 86 00
Fax: 48 (0) 22 509 86 10
E-mail: arspolona@arspolona.com.pl
<http://www.arspolona.com.pl>

PORTUGAL

Livraria Portugal
(Dias & Andrade, Lda.)
Rua do Carmo, 70
PT-1200-094 LISBOA
Tel.: 351 21 347 42 82 / 85
Fax: 351 21 347 02 64
E-mail: info@livrariaportugal.pt
<http://www.livrariaportugal.pt>

**RUSSIAN FEDERATION /
FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Ves Mir, 17b. Butlerova ul.
RU – 101000 MOSCOW
Tel: +7 495 739 0971
Fax: +7 495 739 0971
E-mail: orders@vesmirbooks.ru
<http://www.vesmirbooks.ru>

SPAIN/ESPAGNE

Díaz de Santos Barcelona
C/ Balmes, 417-419
ES-08022 BARCELONA
Tel.: 34 93 212 86 47
Fax: 34 93 211 49 91
E-mail: david@diazdesantos.es
<http://www.diazdesantos.es>

Díaz de Santos Madrid
C/ Albasanz, 2
ES-28037 MADRID
Tel.: 34 91 743 4890
Fax: 34 91 743 4023
E-mail: jpinilla@diazdesantos.es
<http://www.diazdesantos.es>

SWITZERLAND/SUISSE

Plantis Sàrl
16 chemin des pins
CH-1273 ARZIER
Tel.: 41 22 366 51 77
Fax: 41 22 366 51 78
E-mail: info@planetis.ch

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

The Stationery Office Ltd.
PO Box 29
GB-NORWICH NR3 1GN
Tel.: 44 (0) 870 600 55 22
Fax: 44 (0) 870 600 55 33
E-mail: book.enquiries@tso.co.uk
<http://www.tsoshop.co.uk>

**UNITED STATES and CANADA/
ÉTATS-UNIS et CANADA**

Manhattan Publishing Company
468 Albany Post Road
US-CROTON-ON-HUDSON,
NY 10520
Tel.: 1 914 271 5194
Fax: 1 914 271 5856
E-mail: Info@manhattanpublishing.com
<http://www.manhattanpublishing.com>

Council of Europe Publishing/Editions du Conseil de l'Europe
FR-67075 Strasbourg Cedex

Tel.: (33) 03 88 41 25 81 – Fax: (33) 03 88 41 39 10 – E-mail: publishing@coe.int – Website: <http://book.coe.int>

Sales agents for publications of the Council of Europe
Agents de vente des publications du Conseil de l'Europe

BELGIUM/BELGIQUE
La Librairie Européenne
The European Bookshop
Rue de l'Orme, 1
BE-1040 BRUXELLES
Tel: 32 (0) 2 231 0435
Fax: 32 (0) 2 735 0860
E-mail: order@libeurop.be
<http://www.libeurop.be>

FRANCE
La Documentation française
(diffusion/distribution France entière)
124, rue Henri Barbusse
FR-93308 AUBERVILLIERS CEDEX
Tel: 33 (0) 1 40 15 70 00
Fax: 33 (0) 1 40 15 68 00
E-mail: commande@ladocumentationfrancaise.fr
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

BOSNIA AND HERZEGOVINA
BOSNIE-HERZÉGOVINE
Robert's Plus d.o.o.
Marka Marulića 2/v
BA-71000, SARAJEVO
Tel/Fax: 387 33 640 818
E-mail: robertsplus@bih.net.ba

CANADA
Renouf Publishing Co. Ltd.
1-5369 Canotek Road
CA-OTTAWA, Ontario, K1J 9J3
Tel: 1 613 745 2665
Fax: 1 613 745 7660
Toll-Free Tel: (866) 767-6766
E-mail: order.dept@renoufbooks.com
<http://www.renoufbooks.com>

CROATIA/CROATIE
Robert's Plus d.o.o.
Marasovičeva 67
HR-21000, SPLIT
Tel: 385 21 315 800, 801, 802, 803
Fax: 385 21 315 804
E-mail: robertsplus@robertsplus.hr

CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Suweco CZ s.r.o.
Klecakova 347
CZ - 18021 PRAHA 9
Tel: 420 2 424 59 204
Fax: 420 2 848 21 646
E-mail: import@suweco.cz
<http://www.suweco.cz>

DENMARK/DANEMARK
GAD, Vimejskafætt 32
DK-1161 KØBENHAVN K
Tel.: +45 77 66 60 00
Fax: +45 77 66 60 01
E-mail: gad@gad.dk
<http://www.gad.dk>

FINLAND/FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1
FI-00100 HELSINKI
Tel.: 358 (0) 9 121 4430
Fax: 358 (0) 9 121 4242
E-mail: akattiaus@akateeminen.com
<http://www.akateeminen.com>

GERMANY/ALLEMAGNE
Librairie Kieber
1 rue des Francs Bourgeois
FR-67000 Strasbourg
Tel: 33 (0) 3 88 15 78 88
Fax: 33 (0) 3 88 15 78 80
E-mail: librairie-kieber@coe.int
<http://www.librairie-kieber.com>

AUSTRIA/AUTRICHE
UNO Verlag GmbH
August-Bebel-Allee 6
DE-53175 BONN
Tel: (49) (0) 2 28 94 90 20
Fax: (49) (0) 2 28 94 90 222
E-mail: bestellung@uno-verlag.de
<http://www.uno-verlag.de>

GREECE/GRÈCE
Librairie Kauffmann s.a.
Stadiou 28
GR-10564 ATHINAI
Tel: (30) 210 32 55 321
Fax: (30) 210 32 30 320
E-mail: ord@otenet.gr
<http://www.kauffmann.gr>

HUNGARY/HONGRIE
Euro Info Service
Pannónia u. 58, PF. 1039
HU-1136 BUDAPEST
Tel: 36 1 329 2170
Fax: 36 1 349 2053
E-mail: eurinfo@eurinfo.hu
<http://www.eurinfo.hu>

ITALY/ITALIE
Licosa Spa
Via Duca di Calabria 1/1
IT-50125 FIRENZE
Tel: (39) 0556 483215
Fax: (39) 0556 41257
E-mail: licosa@licosa.com
<http://www.licosa.com>

NORWAY/NORVÈGE
Akademika,
PO Box 84, Blindern
NO-0314 OSLO
Tel: 47 2 218 8100
Fax: 47 2 218 8103
E-mail: support@akademika.no
<http://www.akademika.no>

FINLAND/FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1
FI-00100 HELSINKI
Tel.: 358 (0) 9 121 4430
Fax: 358 (0) 9 121 4242
E-mail: akattiaus@akateeminen.com
<http://www.akateeminen.com>

SPAIN/ESPAGNE
Diaz de Santos Barcelona
C/ Balmes, 417-419
ES-08022 BARCELONA
Tel: 34 93 212 86 47
Fax: 34 93 211 49 91
E-mail: david@diazdesantos.es
<http://www.diazdesantos.es>

SWITZERLAND/SUISSE
Plantis Sàrl
16 chemin des pins
CH-1273 ARZIER
Tel.: 41 22 366 51 77
Fax: 41 22 366 51 78
E-mail: info@planets.ch

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI
The Stationery Office Ltd.
PO Box 29
GB-NORWICH NR3 1GN
Tel.: 44 (0) 870 600 55 22
Fax: 44 (0) 870 600 55 33
E-mail: book.enquiries@tso.co.uk
<http://www.tsoshop.co.uk>

UNITED STATES and CANADA/ÉTATS-UNIS et CANADA
Manhattan Publishing Company
468 Albany Post Road
US-CROTON-ON-HUDSON,
NY 10520
Tel.: 1 914 271 5194
Fax: 1 914 271 5856
E-mail: info@manhattanpublishing.com
<http://www.manhattanpublishing.com>

FRANCE
La Documentation française
(diffusion/distribution France entière)
124, rue Henri Barbusse
FR-93308 AUBERVILLIERS CEDEX
Tel: 33 (0) 1 40 15 70 00
Fax: 33 (0) 1 40 15 68 00
E-mail: commande@ladocumentationfrancaise.fr
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

PORTUGAL
Ars Polona JSC
25 Oboroncow Street
PL-03-933 WARSZAWA
Tel: 48 (0) 22 509 86 00
Fax: 48 (0) 22 509 86 10
E-mail: arspolona@arspolona.com.pl
<http://www.arspolona.com.pl>

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
Ves Mir, 17b. Butlerova ul.
RU - 101000 MOSCOW
Tel: +7 495 739 0971
Fax: +7 495 739 0971
E-mail: orders@vesmirbooks.ru
<http://www.vesmirbooks.ru>

SPAIN/ESPAGNE
Diaz de Santos Barcelona
C/ Balmes, 417-419
ES-08022 BARCELONA
Tel: 34 93 212 86 47
Fax: 34 93 211 49 91
E-mail: david@diazdesantos.es
<http://www.diazdesantos.es>

SWITZERLAND/SUISSE
Plantis Sàrl
16 chemin des pins
CH-1273 ARZIER
Tel.: 41 22 366 51 77
Fax: 41 22 366 51 78
E-mail: info@planets.ch

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI
The Stationery Office Ltd.
PO Box 29
GB-NORWICH NR3 1GN
Tel.: 44 (0) 870 600 55 22
Fax: 44 (0) 870 600 55 33
E-mail: book.enquiries@tso.co.uk
<http://www.tsoshop.co.uk>

UNITED STATES and CANADA/ÉTATS-UNIS et CANADA
Manhattan Publishing Company
468 Albany Post Road
US-CROTON-ON-HUDSON,
NY 10520
Tel.: 1 914 271 5194
Fax: 1 914 271 5856
E-mail: info@manhattanpublishing.com
<http://www.manhattanpublishing.com>

Council of Europe Publishing/Éditions du Conseil de l'Europe
FR-67075 Strasbourg Cedex
Tel.: (33) 03 88 41 25 81 - Fax: (33) 03 88 41 39 10 - E-mail: publishing@coe.int - Website: <http://book.coe.int>

- European Communities, policy, economic, action, legislative, liability 13
European Communities, powers, limits 13, 17, 43
European Community, directive, direct application 14, 15, 19, 38, 65
European Community, European Anti-Fraud Office, skills 68
European Community, European Central Bank, fight anti-fraud 68
European Community, law, breach by Member State, compensation, criteria 71
European Community, legislation, not translated, unenforceable 81
European Community, powers, limits 39
European Convention of Human Rights, accession by European Community, possibility 43
European Economic Area, Agreement, competence 45
European Economic Area, Agreement, interpretation, jurisdiction 35
European Economic Area, system of courts, Community law, incompatibility 35
European Parliament, measures, contested, passive legitimacy 25
European Union, accession 81
European Union, citizen, statute 59
European Union, parliament, traditions, common to member states 61
European Union, regulation, legal basis 83
Export, refunds 73
Fine, reimbursement, conditions 53
Fraud, fight 68
Free movement of goods, barriers of a private origin, obligation of the State to prevent such obstacles 46, 67
Free movement of persons 59
Free movement of persons, remuneration of university professors, direct discrimination 71
Fundamental rights, State, obligation to guarantee exercise 5, 49
Good faith, principle 45
Import, licence, prior 12
Interference, disproportionate or arbitrary, public authority, protection 29
Judgment, annulling a measure, scope 53
Judicial review 8, 9, 13, 27, 30, 44, 52, 77
Locus standi, decision, affecting individual other than the addressee 6
Legislation, initiating 74
Liability, Community, superior rule of law, breach, sufficiently serious 24
Liability, State, basis 38, 41
National Court, duty 76
Naturalisation, revocation 88
Parliament, Commission, opinion, obligation to request 18
Parliament, group, dissolution 61
Parliament, member group, affiliation 61
Preliminary ruling, effects 73
Products, (desert apples) 12
Protective measure 77
Public service, definition, not at discretion of Member states 20
Publication, interdiction 65
Reference for a preliminary ruling, obligation 22
Regulation, protective measure 12
Res iudicata, review of administrative decision, obligation 73
Residence, permit 59
Right to take collective action 79
Rights, national courts, protection, extent 36
Salary 65
Sovereignty, limitation, permanent 6
State, obligation to ensure the protection of human rights and fundamental freedoms 26
Student, foreign, social assistance, conditions for granting 59
Terrorism, fight 77
Terrorism, financing 83
Terrorism, restrictive measures 83
Trade union, action, collective 79
Treaty, power to negotiation and conclude, limitation 11
Undertaking, leave to intervene 48
United Nations, Security Council, resolution, implementation by the EU 83

Keywords of the alphabetical index *

* The précis presented in this Bulletin are indexed primarily according to the Systematic Thesaurus of constitutional law, which has been compiled by the Venice Commission and the liaison officers. Indexing according to the keywords in the alphabetical index is supplementary only and generally covers factual issues rather than the constitutional questions at stake.

Page numbers of the alphabetical index refer to the page showing the identification of the decision rather than the keyword itself.

Access to documents, right, exception	90	Pages
Action for annulment		
admissibility	12, 25, 30, 40, 52	
Action for annulment, admissibility;		
<i>locus standi</i>	6	
Administration, good, principle	61	
Advocate General, conclusions, right to		
response	54	
Agreement, international, binding effect	74	
Agreement, international, conclusion	74	
Applicant, <i>locus standi</i>	25	
Applicant, right to response	54	
Appointment scheme, dentist, social security,		
conditions	55	
Balance, institutional	74	
Border controls	89	
Civil servant, publication, authorisation, prior	57	
CJEC, obligation to refer	89	
CJEC, obligation to respect the national		
legal systems	13, 17	
CJEC, preliminary ruling	9, 14, 15, 16, 19,	
26, 28, 34, 38, 49, 88		
CJEC, preliminary ruling, admissibility	22	
CJEC, preliminary ruling, assessment of		
our jurisdiction	17	
CJEC, preliminary ruling, question, factual and		
legislative context	37	
CJED, obligation to respect the national		
legal systems	16	
Common commercial policy	74	
Community law, act implementing resolutions of		
the United Nations Security Council	83	
Community law, breach, national legislature,		
reparation	41	
Community law, Constitution, conflict,		
consequences	20	
Community law, Constitution, incompatibility,		
consequences	16	
Community law, Court, national, interim relief,		
effectiveness	31	
Community law, customary international law,		
pre-eminence	50	
Pages		
Community law, decision, interpretation,		
linguistic versions	7	
Community law, integration into national law,		
direct effect	6	
Community law, liability, State, basis	34	
Community law, national courts, power	28	
Community law, national law,		
interpretation favourable to Community law,		
limits	23	
Community law, personal data, protection,		
obligation	90	
Community law, principles	79	
Community law, principles, equal treatment	76	
Community law, principles, fundamental rights	7	
Community law, sufficiently serious		
breach, determination	55	
Constitutionality, interlocutory review	89	
Constitutional law, Constitution, conflict,		
consequences	8	
Co-operation, fair, institutions, member states	73	
Court of Auditors, employment data, access	65	
Court, national, national administrative		
measures, suspension, possibility	32	
Damage, reparation	55	
Data, personal, legal person	91	
Data, personal, mandatory publication	91	
Data, personal, natural person	91	
Demonstration, impeding free movement		
of goods	67	
Directive, transposition, measures, national,		
compromising result prescribed	47	
Discrimination, discriminatory treatment	49	
EU citizenship, revoked	88	
European Commission, decision, review	53	
European Commission, rights, assessment		
of extent of protection, obligation	36	
European Commission, role	21, 29, 44, 52	
European Communities, legal heritage, rights	5	
European Communities, legal order, nature	5	
European Communities, liability, basis	13	
European Communities, member state,		
sovereignty, limited	11	

5.3.39	Right to property ¹²⁵	5.3.39.1 Expropriation	83
		5.3.39.2 Nationalisation	
		5.3.39.3 Other limitations	
		5.3.39.4 Privatisation	
5.3.40	Linguistic freedom		
5.3.41	Electoral rights		
5.3.41.1	Right to vote		
5.3.41.2	Right to stand for election		
5.3.41.3	Freedom of voting		
5.3.41.4	Secret ballot		
5.3.41.5	Direct / indirect ballot		
5.3.41.6	Frequency and regularity of elections		
5.3.42	Rights in respect of taxation		
5.3.43	Right to self fulfilment		
5.3.44	Rights of the child		
5.3.45	Protection of minorities and persons belonging to minorities		
5.4	Economic, social and cultural rights		
5.4.1	Freedom to teach		
5.4.2	Right to education		
5.4.3	Right to work		
5.4.4	Freedom to choose one's profession ¹²⁶		
5.4.5	Freedom to work for remuneration ¹²⁷		
5.4.6	Commercial and industrial freedom ¹²⁷		
5.4.7	Consumer protection		
5.4.8	Freedom of contract		
5.4.9	Right of access to the public service		
5.4.10	Right to strike ¹²⁸		79
5.4.11	Freedom of trade unions ¹²⁸		79
5.4.12	Right to intellectual property		
5.4.13	Right to housing		
5.4.14	Right to social security		59
5.4.15	Right to unemployment benefits		
5.4.16	Right to a pension		
5.4.17	Right to just and decent working conditions		
5.4.18	Right to a sufficient standard of living		
5.4.19	Right to health		
5.4.20	Right to culture		
5.4.21	Scientific freedom		
5.4.22	Artistic freedom		
5.5	Collective rights		
5.5.1	Right to the environment		
5.5.2	Right to development		
5.5.3	Right to peace		
5.5.4	Right to self-determination		
5.5.5	Rights of aboriginal peoples, ancestral rights		

126 Including compensation issues.
 127 This keyword also covers "Freedom of work".
 128 This should also cover the term freedom of enterprise.
 Includes rights of the individual with respect to trade unions, rights of trade unions and the right to conclude collective labour agreements.

5.3.13.14	Independence	
5.3.13.15	Impartiality ¹²⁰	
5.3.13.16	Prohibition of <i>reformatio in peius</i>	
5.3.13.17	Rules of evidence	
5.3.13.18	Reasoning	
5.3.13.19	Equality of arms	54
5.3.13.20	Adversarial principle	
5.3.13.21	Languages	
5.3.13.22	Presumption of innocence	
5.3.13.23	Right to remain silent	
5.3.13.23.1	Right not to incriminate oneself	
5.3.13.23.2	Right not to testify against spouse/close family	
5.3.13.24	Right to be informed about the reasons of detention	
5.3.13.25	Right to be informed about the charges	
5.3.13.26	Right to have adequate time and facilities for the preparation of the case	
5.3.13.27	Right to counsel	
5.3.13.27.1	Right to paid legal assistance	
5.3.13.28	Right to examine witnesses	
5.3.14	<i>Ne bis in idem</i>	
5.3.15	Rights of victims of crime	
5.3.16	Principle of the application of the more lenient law	55
5.3.17	Right to compensation for damage caused by the State	71
5.3.18	Freedom of conscience ¹²¹	
5.3.19	Freedom of opinion	
5.3.20	Freedom of worship	
5.3.21	Freedom of expression ¹²²	57, 67
5.3.22	Freedom of the written press	
5.3.23	Rights in respect of the audiovisual media and other means of mass communication	
5.3.24	Right to information	
5.3.25	Right to administrative transparency	
5.3.25.1	Right of access to administrative documents ¹²³	90
5.3.26	National service ¹²³	
5.3.27	Freedom of association	
5.3.28	Freedom of assembly	
5.3.29	Right to participate in public affairs	
5.3.29.1	Right to participate in political activity	
5.3.30	Right of resistance	
5.3.31	Right to respect for one's honour and reputation	
5.3.32	Right to private life	91
5.3.32.1	Protection of personal data ¹²⁴	65, 90, 91
5.3.33	Right to family life ¹²⁴	
5.3.33.1	Descent	
5.3.33.2	Succession	
5.3.34	Right to marriage	
5.3.35	Inviolability of the home	
5.3.36	Inviolability of communications	
5.3.36.1	Correspondence	
5.3.36.2	Telephonic communications	
5.3.36.3	Electronic communications	
5.3.37	Right of petition	
5.3.38	Non-retrospective effect of law	
5.3.38.1	Criminal law	
5.3.38.2	Civil law	
5.3.38.3	Social law	
5.3.38.4	Taxation law	

120 including challenging of a judge.
 121 Covers freedom of religion as an individual right. Its collective aspects are included under the keyword "Freedom of worship" below.
 122 This keyword also includes the right to freely communicate information.
 123 Militia, conscientious objection, etc.
 124 Aspects of the use of names are included either here or under "Right to private life".

5.3	Civil and political rights	
5.2.3	Affirmative action	
5.2.2.13	Differentiation <i>ratione temporis</i>	
5.2.2.12	Civil status ¹¹¹	
5.2.2.11	Sexual orientation ¹¹¹	
5.2.2.10	Language	
5.2.2.9	Political opinions or affiliation	
5.2.2.8	Physical or mental disability	
5.2.2.7	Age	76
5.3.1	Right to dignity	
5.3.2	Right to life	
5.3.3	Prohibition of torture and inhuman and degrading treatment	
5.3.4	Right to physical and psychological integrity	
5.3.4.1	Scientific and medical treatment and experiments ¹¹²	
5.3.5	Individual liberty ¹¹²	
5.3.5.1	Deprivation of liberty ¹¹³	
5.3.5.1.1	Arrest	
5.3.5.1.2	Non-penal measures	
5.3.5.1.3	Detention pending trial	
5.3.5.1.4	Conditional release	
5.3.5.2	Prohibition of forced or compulsory labour ¹¹⁴	
5.3.6	Freedom of movement ¹¹⁴	79
5.3.7	Right to emigrate	
5.3.8	Right to citizenship or nationality ¹¹⁵	88
5.3.9	Right of residence ¹¹⁵	
5.3.10	Rights of domicile and establishment	79
5.3.11	Right of asylum	
5.3.12	Security of the person	
5.3.13	Procedural safeguards, rights of the defence and fair trial	29
5.3.13.1	Scope	
5.3.13.1.1	Constitutional proceedings	
5.3.13.1.2	Civil proceedings	
5.3.13.1.3	Criminal proceedings	
5.3.13.1.4	Litigious administrative proceedings	
5.3.13.1.5	Non-litigious administrative proceedings	
5.3.13.2	Effective remedy ¹¹⁶	26, 71, 77
5.3.13.3	Access to courts ¹¹⁶	
5.3.13.3.1	"Natural judge"/Tribunal established by law ¹¹⁷	5
5.3.13.3.2	<i>Habeas corpus</i> ¹¹⁸	
5.3.13.4	Double degree of jurisdiction ¹¹⁸	
5.3.13.5	Suspensive effect of appeal	
5.3.13.6	Right to a hearing	
5.3.13.7	Right to participate in the administration of justice ¹¹⁹	83
5.3.13.8	Right of access to the file	
5.3.13.9	Public hearings	
5.3.13.10	Trial by jury	
5.3.13.11	Public judgments	
5.3.13.12	Right to be informed about the decision	
5.3.13.13	Trial/decision within reasonable time	

111 For example, discrimination between married and single persons.
 112 This keyword also covers "Personal liberty". It includes for example identity checking, personal search and administrative arrest.
 113 Detention by police.
 114 Including questions related to the granting of passports or other travel documents.
 115 May include questions of expulsion and extradition.
 116 Including the right of access to a tribunal established by law; for questions related to the establishment of extraordinary courts, see also keyword 4.7.12.
 117 In the meaning of Article 6.1 of the European Convention on Human Rights.
 118 This keyword covers the right of appeal to a court.
 119 Including the right to be present at hearing.

4.18	State of emergency and emergency powers ¹⁰³	
5	Fundamental Rights ¹⁰⁴	
5.1	General questions	91
5.1.1	Entitlement to rights	
5.1.1.1	Nationals	
5.1.1.1.1	Nationals living abroad	
5.1.1.2	Citizens of the European Union and non-citizens with similar status	49, 59, 68
5.1.1.3	Foreigners	
5.1.1.3.1	Refugees and applicants for refugee status	
5.1.1.4	Natural persons	5
5.1.1.4.1	Minors ¹⁰⁵	
5.1.1.4.2	Incapacitated	
5.1.1.4.3	Detainees	
5.1.1.4.4	Military personnel	
5.1.1.5	Legal persons	
5.1.1.5.1	Private law	
5.1.1.5.2	Public law	
5.1.2	Horizontal effects	79
5.1.3	Positive obligation of the state	20
5.1.4	Limits and restrictions ¹⁰⁶	20, 57, 61
5.1.4.1	Non-derogable rights	
5.1.4.2	General/special clause of limitation	
5.1.4.3	Subsequent review of limitation	
5.1.5	Emergency situations ¹⁰⁷	
5.2	Equality	
5.2.1	Scope of application ¹⁰⁸	
5.2.1.1	Public burdens	
5.2.1.2	Employment	
5.2.1.2.1	In private law	
5.2.1.2.2	In public law	
5.2.1.3	Social security ¹⁰⁹	
5.2.1.4	Elections	
5.2.2	Criteria of distinction	
5.2.2.1	Gender	
5.2.2.2	Race	
5.2.2.3	Ethnic origin	
5.2.2.4	Citizenship or nationality ¹¹⁰	49, 59
5.2.5	Social origin	
5.2.6	Religion	
102	Institutional aspects only: questions of procedure, jurisdiction, composition, etc. are dealt with under the keywords of Chapter 1.	
103	Including state of war, martial law, declared natural disasters, etc.; for human rights aspects, see also keyword 5.1.4.1.	
104	Positive and negative aspects.	
105	For rights of the child, see 5.3.44.	
106	The criteria of the limitation of human rights (legality, legitimate purpose/general interest, proportionality) are indexed in Chapter 3.	
107	Includes questions of the suspension of rights. See also 4.18.	
108	Taxes and other duties towards the state.	
109	Universal and equal suffrage.	
110	According to the European Convention on Nationality of 1997, ETS no. 166, "nationality" means the legal bond between a person and a state and does not indicate the person's ethnic origin" (Article 2) and "... with regard to the effects of the Convention, the terms 'nationality' and 'citizenship' are synonymous" (paragraph 23, Explanatory Memorandum).	

4.9.10	Minimum participation rate required	4.9.11	Determination of votes
		4.9.11.1	Counting of votes
		4.9.11.2	Electoral reports
4.9.12	Proclamation of results		
4.9.13	Post-electoral procedures		
4.10	Public finances⁹⁵	4.10.1	Principles
		4.10.2	Budget
		4.10.3	Accounts
		4.10.4	Currency
		4.10.5	Central bank
		4.10.6	Auditing bodies ⁹⁶
		4.10.7	Taxation
		4.10.7.1	Principles ⁹⁷
4.10.8	Public assets ⁹⁷	4.10.8.1	Privatisation
4.11	Armed forces, police forces and secret services	4.11.1	Armed forces
		4.11.2	Police forces
		4.11.3	Secret services
4.12	Ombudsman⁹⁸	4.12.1	Appointment
		4.12.2	Guarantees of independence
		4.12.2.1	Term of office
		4.12.2.2	Incompatibilities
		4.12.2.3	Immunities
		4.12.2.4	Financial independence
		4.12.3	Powers
		4.12.4	Organisation
		4.12.5	Relations with the Head of State
		4.12.6	Relations with the legislature
		4.12.7	Relations with the executive
		4.12.8	Relations with auditing bodies ⁹⁹
		4.12.9	Relations with judicial bodies
		4.12.10	Relations with federal or regional authorities
4.13	Independent administrative authorities¹⁰⁰		
4.14	Activities and duties assigned to the State by the Constitution¹⁰¹		
4.15	Exercise of public functions by private bodies		
4.16	International relations	4.16.1	Transfer of powers to international institutions
4.17	European Union	4.17.1	Institutional structure
		4.17.1.1	European Parliament
		4.17.1.2	Council
68		18, 30	
<hr/>			
95	This keyword covers property of the central state, regions and municipalities and may be applied together with Chapter 4.8.		
96	For example, Auditor-General.		
97	Includes ownership in undertakings by the state, regions or municipalities.		
98	Parliamentary Commissioner, Public Defender, Human Rights Commission, etc.		
99	For example, Court of Auditors.		
100	The vesting of administrative competence in public law bodies situated outside the traditional administrative hierarchy. See also 4.6.8.		
101	<i>Staatszielbestimmungen.</i>		

- 4.8.6 Institutional aspects
 4.8.6.1 Deliberative assembly
 4.8.6.1.1 Status of members
 4.8.6.2 Executive
 4.8.6.3 Courts
 4.8.7 Budgetary and financial aspects
 4.8.7.1 Finance
 4.8.7.2 Arrangements for distributing the financial resources of the State
 4.8.7.3 Budget
 4.8.7.4 Mutual support arrangements
 4.8.8 Distribution of powers
 4.8.8.1 Principles and methods
 4.8.8.2 Implementation
 4.8.8.2.1 Distribution *ratione materiae*
 4.8.8.2.2 Distribution *ratione loci*
 4.8.8.2.3 Distribution *ratione temporis*
 4.8.8.2.4 Distribution *ratione personae*
 4.8.8.3 Supervision
 4.8.8.4 Co-operation
 4.8.8.5 International relations
 4.8.8.5.1 Conclusion of treaties
 4.8.8.5.2 Participation in international organisations or their organs
- 4.9 Elections and instruments of direct democracy⁸¹
 4.9.1 Competent body for the organisation and control of voting⁸²
 4.9.2 Referenda and other instruments of direct democracy⁸³
 4.9.2.1 Admissibility⁸⁴
 4.9.2.2 Effects⁸⁵
 4.9.3 Electoral system⁸⁶
 4.9.3.1 Method of voting⁸⁶
 4.9.4 Constituencies⁸⁷
 4.9.5 Eligibility⁸⁷
 4.9.6 Representation of minorities
 4.9.7 Preliminary procedures
 4.9.7.1 Electoral rolls
 4.9.7.2 Registration of parties and candidates⁸⁸
 4.9.7.3 Ballot papers⁸⁹
 4.9.8 Electoral campaign and campaign material⁹⁰
 4.9.8.1 Campaign financing
 4.9.8.2 Campaign expenses
 4.9.8.3 Access to media⁹¹
 4.9.9 Voting procedures
 4.9.9.1 Polling stations
 4.9.9.2 Polling booths
 4.9.9.3 Voting⁹²
 4.9.9.4 Identity checks on voters
 4.9.9.5 Record of persons having voted⁹³
 4.9.9.6 Casting of votes⁹⁴

See also keywords 5.3.41 and 5.2.1.4.

Organs of control and supervision.

Including other consultations.

For questions of jurisdiction, see keyword 1.3.4.6.

Proportional, majority, preferential, single-member constituencies, etc.

For example, *Panachage*, voting for whole list or part of list, blank votes.

For aspects related to fundamental rights, see 5.3.41.2.

For the creation of political parties, see 4.5.10.1.

For example, names of parties, order of presentation, logo, emblem or question in a referendum.

Tracts, letters, press, radio and television, posters, nominations, etc.

For the access of media to information, see 5.3.23, 5.3.24, in combination with 5.3.41.

Impartiality of electoral authorities, incidents, disturbances.

For example, signatures on electoral rolls, stamps, crossing out of names on list.

For example, in person, proxy vote, postal vote, electronic vote.

81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94

4.7.4	Organisation	4.7.4.1	Members
		4.7.4.1.1	Qualifications
		4.7.4.1.2	Appointment
		4.7.4.1.3	Election
		4.7.4.1.4	Term of office
		4.7.4.1.5	End of office
		4.7.4.1.6	Status
		4.7.4.1.6.1	Incompatibilities
		4.7.4.1.6.2	Discipline
		4.7.4.1.6.3	Irremovability
4.7.4.2	Officers of the court	4.7.4.2	Prosecutors / State counsel ⁷⁶
		4.7.4.3	Powers
		4.7.4.3.1	Appointment
		4.7.4.3.2	Election
		4.7.4.3.3	Term of office
		4.7.4.3.4	End of office
		4.7.4.3.5	Status
		4.7.4.3.6	Incompatibilities
4.7.4.4	Languages	4.7.4.4	Registry
4.7.4.5	Budget	4.7.4.5	Supreme Judicial Council or equivalent body ⁷⁷
4.7.5	Relations with bodies of international jurisdiction	4.7.5	Supreme court
4.7.6	Supreme court	4.7.6	Ordinary courts
4.7.7	Civil courts	4.7.7	Criminal courts
4.7.8	Administrative courts	4.7.8	Financial courts ⁷⁸
4.7.9	Military courts	4.7.9	Other courts
4.7.10	Special courts	4.7.10	Arbitration
4.7.11	Other courts	4.7.11	Legal assistance and representation of parties
4.7.12	Legal assistance and representation of parties	4.7.12	The Bar
4.7.13	The Bar	4.7.13	Organisation
4.7.14	Organisation	4.7.14	Powers of ruling bodies
4.7.15	Powers of ruling bodies	4.7.15	Role of members of the Bar
4.7.15.1	Role of members of the Bar	4.7.15.1.1	Status of members of the Bar
4.7.15.2	Status of members of the Bar	4.7.15.1.2	Discipline
4.7.15.2.1	Discipline	4.7.15.1.3	Assistance other than by the Bar
4.7.15.2.2	Assistance other than by the Bar	4.7.15.1.4	Legal advisers
4.7.15.2.2.1	Legal advisers	4.7.15.2.2	Legal assistance bodies
4.7.15.2.2.2	Legal assistance bodies		
4.7.16	Liability		
4.7.16.1	Liability of the State		
4.7.16.2	Liability of judges		
4.8	Federalism, regionalism and local self-government		
4.8.1	Federal entities ⁷⁹		
4.8.2	Regions and provinces		
4.8.3	Municipalities ⁸⁰		
4.8.4	Basic principles		
4.8.4.1	Autonomy		
4.8.4.2	Subsidiarity		
4.8.5	Definition of geographical boundaries		

76 Notwithstanding the question to which to branch of state power the prosecutor belongs.
 77 For example, Judicial Service Commission, *Haut Conseil de la Justice*, etc.
 78 See also 3.6.
 79 And other units of local self-government.

4.5.7.1	Questions to the government	
4.5.7.2	Questions of confidence	
4.5.7.3	Motion of censure	
4.5.8	Relations with judicial bodies	
4.5.9	Liability	13, 24
4.5.10	Political parties	
4.5.10.1	Creation	
4.5.10.2	Financing	
4.5.10.3	Role	
4.5.10.4	Prohibition	
4.5.11	Status of members of legislative bodies ⁶⁷	
4.6	Executive bodies⁶⁸	
4.6.1	Hierarchy	
4.6.2	Powers	
4.6.3	Application of laws	
4.6.3.1	Autonomous rule-making powers ⁶⁹	
4.6.3.2	Delegated rule-making powers	
4.6.4	Composition	
4.6.4.1	Appointment of members	
4.6.4.2	Election of members	
4.6.4.3	End of office of members	
4.6.4.4	Status of members of executive bodies	
4.6.5	Organisation	
4.6.6	Relations with judicial bodies ⁷⁰	
4.6.7	Administrative decentralisation ⁷¹	
4.6.8	Sectoral decentralisation ⁷¹	
4.6.9	The civil service ⁷²	
4.6.9.1	Conditions of access	
4.6.9.2	Reasons for exclusion	
4.6.9.2.1	Lustration ⁷³	
4.6.9.3	Remuneration	
4.6.9.4	Personal liability	
4.6.9.5	Trade union status	
4.6.10	Liability	55
4.6.10.1	Legal liability	
4.6.10.1.1	Immunity	
4.6.10.1.2	Civil liability	
4.6.10.1.3	Criminal liability	
4.6.10.2	Political responsibility	
4.7	Judicial bodies⁷⁴	
4.7.1	Jurisdiction	22, 31, 32
4.7.1.1	Exclusive jurisdiction	
4.7.1.2	Universal jurisdiction ⁷⁵	
4.7.1.3	Conflicts of jurisdiction ⁷⁵	
4.7.2	Procedure	
4.7.3	Decisions	

67

For example, incompatibilities arising during the term of office, parliamentary immunity, exemption from prosecution and others. For questions of eligibility, see 4.9.5.

68

For local authorities, see 4.8.

69

Derived directly from the Constitution.

70

See also 4.8.

71

The vesting of administrative competence in public law bodies having their own independent organisational structure, independent of public authorities, but controlled by them. For other administrative bodies, see also 4.6.7 and 4.13.

72

Civil servants, administrators, etc.

73

Practice aiming at removing from civil service persons formerly involved with a totalitarian regime.

74

Other than the body delivering the decision summarised here.

75

Positive and negative conflicts.

4.5	Legislative bodies⁵⁶	
4.5.1	Structure ⁵⁷	
4.5.2	Powers ⁵⁸	
4.5.2.1	Competences with respect to international agreements	
4.5.2.2	Powers of enquiry ⁵⁹	
4.5.2.3	Delegation to another legislative body ⁶⁰	
4.5.2.4	Negative incompetence ⁶¹	
4.5.3	Composition	61
4.5.3.1	Election of members	
4.5.3.2	Appointment of members	
4.5.3.3	Term of office of the legislative body	
4.5.3.3.1	Duration	
4.5.3.4	Term of office of members	
4.5.3.4.1	Characteristics ⁶²	
4.5.3.4.2	Duration	
4.5.3.4.3	End	
4.5.4	Organisation	61
4.5.4.1	Rules of procedure	61
4.5.4.2	President/Speaker	
4.5.4.3	Sessions ⁶³	
4.5.4.4	Committees ⁶⁴	
4.5.4.5	Parliamentary groups	
4.5.5	Finances ⁶⁵	
4.5.6	Law-making procedure ⁶⁶	18
4.5.6.1	Right to initiate legislation	
4.5.6.2	Quorum	
4.5.6.3	Majority required	
4.5.6.4	Right of amendment	
4.5.6.5	Relations between houses	
4.5.7	Relations with the executive bodies	
4.4	Appointment	
4.4.3.7	Mediating powers	
4.4.4	Necessary qualifications	
4.4.4.1	Incompatibilities	
4.4.4.2	Direct/indirect election	
4.4.4.3	Hereditary succession	
4.4.5	Term of office	
4.4.5.1	Commencement of office	
4.4.5.2	Duration of office	
4.4.5.3	Incapacity	
4.4.5.4	End of office	
4.4.5.5	Limit on number of successive terms	
4.4.6	Liability	
4.4.6.1	Legal liability	
4.4.6.1.1	Immunity	
4.4.6.1.1.1	Civil liability	
4.4.6.1.1.2	Criminal liability	
4.4.6.1.2	Political responsibility	

56 For regional and local authorities; see Chapter 4.8.
 57 Bicameral, monocameral, special competence of each assembly, etc.
 58 Including specialised powers of each legislative body and reserved powers of the legislature.
 59 In particular, commissions of enquiry.
 60 For delegation of powers to an executive body; see keyword 4.6.3.2.
 61 Obligation on the legislative body to use the full scope of its powers.
 62 Representative/imperative mandates.
 63 Including the convening, duration, publicity and agenda of sessions.
 64 Including their creation, composition and terms of reference.
 65 State budgetary contribution, other sources, etc.
 66 For the publication of laws, see 3.15.

3.18	General interest ⁴⁷	55, 57, 65
3.19	Margin of appreciation	52, 55, 67
3.20	Reasonableness	
3.21	Equality ⁴⁸	
3.22	Prohibition of arbitrariness	
3.23	Equity	
3.24	Loyalty to the State ⁴⁹	
3.25	Market economy ⁵⁰	
3.26	Principles of EU law	7, 8, 15, 71, 76
	3.26.1 Fundamental principles of the Common Market	65, 67
	3.26.2 Direct effect ⁵¹	5, 6, 9, 14, 15, 19, 31, 34, 38, 41, 45
	3.26.3 Genuine co-operation between the institutions and the member states	23, 31, 37, 38,
	.....	39, 46, 47, 73
4	Institutions	
4.1	Constituent assembly or equivalent body ⁵²	
	4.1.1 Procedure	
	4.1.2 Limitations on powers	
4.2	State Symbols	
	4.2.1 Flag	
	4.2.2 National holiday	
	4.2.3 National anthem	
	4.2.4 National emblem	
	4.2.5 Motto	
	4.2.6 Capital city	
4.3	Languages	
	4.3.1 Official language(s)	
	4.3.2 National language(s)	
	4.3.3 Regional language(s)	
	4.3.4 Minority language(s)	
4.4	Head of State	
	4.4.1 Vice-President / Regent	
	4.4.2 Temporary replacement	
	4.4.3 Powers	
	4.4.3.1 Relations with legislative bodies ⁵³	
	4.4.3.2 Relations with the executive bodies ⁵⁴	
	4.4.3.3 Relations with judicial bodies ⁵⁵	
	4.4.3.4 Promulgation of laws	
	4.4.3.5 International relations	
	4.4.3.6 Powers with respect to the armed forces	

47 Including compelling public interest.
48 Only where not applied as a fundamental right (e.g. between state authorities, municipalities, etc.).
49 Including questions of treason/high crimes.
50 Including prohibition on monopolies.
51 For the principle of primacy of Community law, see 2.2.1.6.
52 Including the body responsible for revising or amending the Constitution.
53 For example, nomination of members of the government, chairing of Cabinet sessions, countersigning.
54 For example, the granting of pardons.

2.3.3	Intention of the author of the enactment under review.....	74
2.3.4	Interpretation by analogy.....	77
2.3.5	Logical interpretation.....	
2.3.6	Historical interpretation.....	
2.3.7	Literal interpretation.....	7
2.3.8	Systematic interpretation.....	
2.3.9	Teleological interpretation.....	23, 26, 35, 38, 52
2.3.10	Contextual interpretation.....	
2.3.11	<i>Pro homine</i> /most favourable interpretation to the individual.....	
3	General Principles	
3.1	Sovereignty	5, 6
3.2	Republic/Monarchy	
3.3	Democracy	18
	3.3.1 Representative democracy.....	
	3.3.2 Direct democracy.....	
	3.3.3 Pluralist democracy ⁴⁰	
3.4	Separation of powers	21, 40
3.5	Social State ⁴¹	
3.6	Structure of the State ⁴²	
	3.6.1 Unitary State.....	
	3.6.2 Regional State.....	
	3.6.3 Federal State.....	
3.7	Relations between the State and bodies of a religious or ideological nature ⁴³	
3.8	Territorial principles	
	3.8.1 Indivisibility of the territory.....	
3.9	Rule of law	83
3.10	Certainty of the law ⁴⁴	45, 53, 57, 61
3.11	Vested and/or acquired rights	
3.12	Clarity and precision of legal provisions	
3.13	Legality ⁴⁵	29, 74
3.14	<i>Nullum crimen, nulla poena sine lege</i> ⁴⁶	
3.15	Publication of laws	
	3.15.1 Ignorance of the law is no excuse.....	
	3.15.2 Linguistic aspects.....	81
3.16	Proportionality	55, 61, 65, 67, 68, 88, 91
3.17	Weighting of interests	57, 67, 90, 91
40	Including the principle of a multi-party system.	
41	Includes the principle of social justice.	
42	See also 4.8.	
43	Separation of Church and State, State subsidisation and recognition of churches, secular nature, etc.	
44	Including maintaining confidence and legitimate expectations.	
45	Principle according to which general sub-statutory acts must be based on and in conformity with the law.	
46	Prohibition of punishment without proper legal base.	

2.1.1.4.3	Geneva Conventions of 1949	26, 43
2.1.1.4.4	European Convention on Human Rights of 1950	26, 43
2.1.1.4.5	Geneva Convention on the Status of Refugees of 1951	
2.1.1.4.6	European Social Charter of 1961	
2.1.1.4.7	International Convention on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination of 1965	
2.1.1.4.8	International Covenant on Civil and Political Rights of 1966	
2.1.1.4.9	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights of 1966	
2.1.1.4.10	Vienna Convention on the Law of Treaties of 1969	
2.1.1.4.11	American Convention on Human Rights of 1969	
2.1.1.4.12	Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women of 1979	
2.1.1.4.13	African Charter on Human and Peoples' Rights of 1981	
2.1.1.4.14	European Charter of Local Self-Government of 1985	
2.1.1.4.15	Convention on the Rights of the Child of 1989	
2.1.1.4.16	Framework Convention for the Protection of National Minorities of 1995	
2.1.1.4.17	Statute of the International Criminal Court of 1998	
2.1.1.4.18	Charter of Fundamental Rights of the European Union of 2000	
2.1.1.4.19	International conventions regulating diplomatic and consular relations	
2.1.2	Unwritten rules	50, 61
2.1.2.1	Constitutional custom	
2.1.2.2	General principles of law	
2.1.2.3	Natural law	
2.1.3	Case-law	
2.1.3.1	Domestic case-law	
2.1.3.2	International case-law	
2.1.3.2.1	European Court of Human Rights	54
2.1.3.2.2	Court of Justice of the European Communities	
2.1.3.2.3	Other international bodies	
2.1.3.3	Foreign case-law	
2.2	Hierarchy	
2.2.1	Hierarchy as between national and non-national sources	
2.2.1.1	Treaties and constitutions	
2.2.1.2	Treaties and legislative acts	83
2.2.1.3	Treaties and other domestic legal instruments	
2.2.1.4	European Convention on Human Rights and constitutions	
2.2.1.5	European Convention on Human Rights and non-constitutional domestic legal instruments	
2.2.1.6	Community law and domestic law	6, 8, 19, 20
2.2.1.6.1	Primary Community legislation and constitutions	
2.2.1.6.2	Primary Community legislation and domestic non-constitutional legal instruments	
2.2.1.6.3	Secondary Community legislation and constitutions	16
2.2.1.6.4	Secondary Community legislation and domestic non-constitutional instruments	
2.2.2	Hierarchy as between national sources	
2.2.2.1	Hierarchy emerging from the Constitution	
2.2.2.1.1	Hierarchy attributed to rights and freedoms	
2.2.2.2	The Constitution and other sources of domestic law	
2.2.3	Hierarchy between sources of Community law	
2.3	Techniques of review	
2.3.1	Concept of manifest error in assessing evidence or exercising discretion	44, 50
2.3.2	Concept of constitutionality dependent on a specified interpretation	

35 For questions of constitutionality dependent on a specified interpretation, use 2.3.2.
 36 Only for issues concerning applicability and not simple application.
 37 This keyword allows for the inclusion of enactments and principles arising from a separate constitutional chapter elaborated with reference to the original Constitution (declarations of rights, basic charters, etc.).

2	Sources	2.1.1.1 National rules 2.1.1.1.1 Constitution ³⁷ 2.1.1.1.2 Quasi-constitutional enactments ³⁷ 2.1.1.2 National rules from other countries 2.1.1.3 Community law 2.1.1.4 International instruments 2.1.1.4.1 United Nations Charter of 1945 2.1.1.4.2 Universal Declaration of Human Rights of 1948	16 5, 7, 9 16, 45, 50 83
2.1	Categories ³⁶	2.1.1 Written rules 2.1.1.1 National rules	16
1.6	Effects	1.6.1 Scope 1.6.2 Determination of effects by the Court 1.6.3 <i>Effect erga omnes</i> 1.6.3.1 <i>Stare decisis</i> 1.6.4 <i>Effect inter partes</i> 1.6.5 Temporal effect 1.6.5.1 Entry into force of decision 1.6.5.2 Retrospective effect (<i>ex tunc</i>) 1.6.5.3 Limitation on retrospective effect 1.6.5.4 <i>Ex nunc</i> effect 1.6.5.5 Postponement of temporal effect 1.6.6 Execution 1.6.6.1 Body responsible for supervising execution 1.6.6.2 Penalty payment 1.6.7 Influence on State organs 1.6.8 Influence on everyday life 1.6.9 Consequences for other cases 1.6.9.1 Ongoing cases 1.6.9.2 Decided cases	53, 73
1.5	Reasoning	1.5.2 Reasoning 1.5.3 Form 1.5.4 Types 1.5.4.1 Procedural decisions 1.5.4.2 Opinion 1.5.4.3 Finding of constitutionality or unconstitutionality ³⁵ 1.5.4.4 Annulment 1.5.4.4.1 Consequential annulment 1.5.4.5 Suspension 1.5.4.6 Modification 1.5.4.7 Interim measures 1.5.5 Individual opinions of members 1.5.5.1 Concurring opinions 1.5.5.2 Dissenting opinions 1.5.6 Delivery and publication 1.5.6.1 Delivery 1.5.6.2 Time limit 1.5.6.3 Publication 1.5.6.3.1 Publication in the official journal/gazette 1.5.6.3.2 Publication in an official collection 1.5.6.3.3 Private publication 1.5.6.4 Press	53

1.4.7	Documents lodged by the parties ³¹	1.4.7.1	Time-limits	
		1.4.7.2	Decision to lodge the document	
		1.4.7.3	Signature	
		1.4.7.4	Formal requirements	
		1.4.7.5	Annexes	
		1.4.7.6	Service	
1.4.8	Preparation of the case for trial	1.4.8.1	Registration	
		1.4.8.2	Notifications and publication	
		1.4.8.3	Time-limits	
		1.4.8.4	Preliminary proceedings	
		1.4.8.5	Opinions	
		1.4.8.6	Reports	
		1.4.8.7	Evidence	
		1.4.8.7.1	Inquiries into the facts by the Court	
1.4.9	Parties	1.4.9.1	<i>Locus standi</i> ³²	6, 12
		1.4.9.2	Interest	48
		1.4.9.3	Representation	
		1.4.9.3.1	The Bar	
		1.4.9.3.2	Legal representation other than the Bar	
		1.4.9.3.3	Representation by persons other than lawyers or jurists	
1.4.10	Intercutory proceedings	1.4.9.4	Persons or entities authorised to intervene in proceedings	54
		1.4.10.1	Intervention	
		1.4.10.2	Plea of forgery	
		1.4.10.3	Resumption of proceedings after interruption	
		1.4.10.4	Discontinuance of proceedings ³³	
		1.4.10.5	Joinder of similar cases	
		1.4.10.6	Challenging of a judge	
		1.4.10.6.1	Automatic disqualification	
		1.4.10.6.2	Challenge at the instance of a party	
		1.4.10.7	Request for a preliminary ruling by the Court of Justice of the EU	81
1.4.11	Hearing	1.4.11.1	Composition of the bench	
		1.4.11.2	Procedure	
		1.4.11.3	In public / in camera	
		1.4.11.4	Report	
		1.4.11.5	Opinion	
		1.4.11.6	Address by the parties	
1.4.12	Special procedures	1.4.14.1	Waiver of court fees	
		1.4.14.2	Legal aid or assistance	
		1.4.14.3	Party costs	
1.4.14	Costs ³⁴			54
1.4.13	Re-opening of hearing			
1.5	Decisions	1.5.1.1	Composition of the bench	
		1.5.1.2	Chair	
		1.5.1.3	Procedure	
		1.5.1.3.1	Quorum	
		1.5.1.3.2	Vote	

31

32

33

34

Headings, final submissions, notes, etc.
 May be used in combination with Chapter 1.2. Types of claim.
 For the withdrawal of the originating document, see also 1.4.5.
 Comprises court fees, postage costs, advance of expenses and lawyers' fees.

1.3.4.8	Litigation in respect of jurisdictional conflict	
1.3.4.9	Litigation in respect of the formal validity of enactments ²¹	
1.3.4.10	Litigation in respect of the constitutional validity of enactments	
1.3.4.11	Litigation in respect of the legislative competence	
1.3.4.11	Limits of the legislative competence	
1.3.4.11	Litigation in respect of constitutional revision	
1.3.4.12	Conflict of laws ²²	
1.3.4.13	Universally binding interpretation of laws	
1.3.4.14	Distribution of powers between the EU and member states	
1.3.4.15	Distribution of powers between institutions of the EU	
1.3.5	The subject of review	
1.3.5.1	International treaties	
1.3.5.2	Community law	9
1.3.5.2.1	Primary legislation	
1.3.5.2.2	Secondary legislation	74
1.3.5.3	Constitution ²³	
1.3.5.4	Quasi-constitutional legislation ²⁴	
1.3.5.5	Laws and other rules having the force of law	
1.3.5.5.1	Laws and other rules in force before the entry into force of the Constitution	
1.3.5.6	Decrees of the Head of State	
1.3.5.7	Quasi-legislative regulations	
1.3.5.8	Rules issued by federal or regional entities	
1.3.5.9	Parliamentary rules	
1.3.5.10	Rules issued by the executive	
1.3.5.11	Acts issued by decentralised bodies	
1.3.5.11.1	Territorial decentralisation ²⁵	
1.3.5.11.2	Sectoral decentralisation ²⁶	
1.3.5.12	Court decisions	
1.3.5.13	Administrative acts	
1.3.5.14	Government acts ²⁷	
1.3.5.15	Failure to act or to pass legislation ²⁸	
1.4	Procedure	
1.4.1	General characteristics ²⁹	54
1.4.2	Summary procedure	
1.4.3	Time-limits for instituting proceedings	
1.4.3.1	Ordinary time-limit	
1.4.3.2	Special time-limits	
1.4.3.3	Leave to appeal out of time	
1.4.4	Exhaustion of remedies	
1.4.5	Originating document	
1.4.5.1	Decision to act ³⁰	
1.4.5.2	Signature	
1.4.5.3	Formal requirements	
1.4.5.4	Annexes	
1.4.5.5	Service	
1.4.6	Grounds	
1.4.6.1	Time-limits	53
1.4.6.2	Form	
1.4.6.3	Ex-officio grounds	

21 Examination of procedural and formal aspects of laws and regulations, particularly in respect of the composition of parliaments, the validity of votes, the competence of law-making authorities, etc. (questions relating to the distribution of powers as between the State and federal or regional entities are the subject of another keyword 1.3.4.3).
 22 As understood in private international law.
 23 Including constitutional laws.
 24 For example, organic laws.
 25 Local authorities, municipalities, provinces, departments, etc.
 26 Or: functional decentralisation (public bodies exercising delegated powers).
 27 Political questions.
 28 Unconstitutionality by omission.
 29 Including language issues relating to procedure, deliberations, decisions, etc.
 30 For the withdrawal of proceedings, see also 1.4.10.4.

1.1.4	Relations with other institutions	1.1.4.1	Head of State ¹²	1.1.4.2	Legislative bodies	1.1.4.3	Executive bodies	1.1.4.4	Courts	17																																		
1.2	Types of claim	1.2.1	Claim by a public body	1.2.1.1	Head of State	1.2.1.2	Legislative bodies	1.2.1.3	Executive bodies	1.2.1.4	Organs of federated or regional authorities	1.2.1.5	Organs of sectoral decentralisation	1.2.1.6	Local self-government body	1.2.1.7	Public Prosecutor or Attorney-General	1.2.1.8	Ombudsman	1.2.1.9	Member states of the European Union	1.2.1.10	Institutions of the European Union	1.2.1.11	Religious authorities	1.2.2	Claim by a private body or individual	1.2.2.1	Natural person	1.2.2.2	Non-profit-making corporate body	1.2.2.3	Profit-making corporate body	1.2.2.4	Political parties	1.2.2.5	Trade unions	1.2.3	Referral by a court ¹³	1.2.4	Initiation ex officio by the body of constitutional jurisdiction ¹⁴	1.2.5	Obligatory review ¹⁴	17
1.3	Jurisdiction	1.3.1	Scope of review ¹⁵	1.3.1.1	Extension ¹⁵	1.3.2	Type of review	1.3.2.1	Preliminary / <i>ex post facto</i> review	1.3.2.2	Abstract / concrete review	1.3.3	Advisory powers	1.3.4	Types of litigation	1.3.4.1	Litigation in respect of fundamental rights and freedoms ¹⁶	1.3.4.2	Distribution of powers between State authorities ¹⁶	1.3.4.3	Distribution of powers between central government and federal or regional entities ¹⁷	1.3.4.4	Powers of local authorities ¹⁸	1.3.4.5	Electoral disputes ¹⁹	1.3.4.6	Litigation in respect of referendums and other instruments of direct democracy ²⁰	1.3.4.6.1	Admissibility	1.3.4.6.2	Other litigation	1.3.4.7	Restrictive proceedings	1.3.4.7.1	Banning of political parties	1.3.4.7.2	Withdrawal of civil rights	1.3.4.7.3	Removal from parliamentary office	1.3.4.7.4	Impeachment	53		

12 Including questions on the interim exercise of the functions of the Head of State.
 13 Referrals of preliminary questions in particular.
 14 Enactment required by law to be reviewed by the Court.
 15 Review *ultra petita*.
 16 Horizontal distribution of powers.
 17 Vertical distribution of powers, particularly in respect of states of a federal or regionalised nature.
 18 Decentralised authorities (municipalities, provinces, etc.).
 19 For questions other than jurisdiction, see 4.9.
 20 Including other consultations. For questions other than jurisdiction, see 4.9.

Systematic thesaurus (V21) *

* Page numbers of the systematic thesaurus refer to the page showing the identification of the decision rather than the keyword itself.

Constitutional Justice¹

1.1 Constitutional jurisdiction²

1.1.1 State and organisation 16

1.1.1.1 Constitution
 1.1.1.1.1 Institutional Acts
 1.1.1.1.2 Institutional Acts
 1.1.1.1.3 Other legislation
 1.1.1.1.4 Rule issued by the executive
 1.1.1.1.5 Rule adopted by the Court³
 1.1.1.2 Independence
 1.1.1.2.1 Statutory independence
 1.1.1.2.2 Administrative independence
 1.1.1.2.3 Financial independence
 1.1.2 Composition, recruitment and structure⁴
 1.1.2.1 Necessary qualifications⁴
 1.1.2.2 Number of members
 1.1.2.3 Appointing authority
 1.1.2.4 Appointment of members⁵
 1.1.2.5 Appointment of the President⁶
 1.1.2.6 Functions of the President / Vice-President
 1.1.2.7 Subdivision into chambers or sections
 1.1.2.8 Relative position of members⁷
 1.1.2.9 Persons responsible for preparing cases for hearing⁸
 1.1.2.10 Staff⁹
 1.1.2.10.1 Functions of the Secretary General / Registrar
 1.1.2.10.2 Legal Advisers

1.1.3 Status of the members of the court
 1.1.3.1 Term of office of Members
 1.1.3.2 Term of office of the President
 1.1.3.3 Privileges and immunities
 1.1.3.4 Professional incompatibilities
 1.1.3.5 Disciplinary measures
 1.1.3.6 Remuneration
 1.1.3.7 Non-disciplinary suspension of functions
 1.1.3.8 End of office
 1.1.3.9 Members having a particular status¹⁰
 1.1.3.10 Status of staff

¹ This chapter – as the Systematic Thesaurus in general – should be used sparingly, as the keywords therein should only be used if a relevant procedural question is discussed by the Court. This chapter is therefore not used to establish statistical data; rather, the *Bulletin* reader or user of the CODICES database should only look for decisions in this chapter, the subject of which is also the keyword.
² Constitutional Court or equivalent body (constitutional tribunal or council, supreme court, etc.);
³ For example, rules of procedure.
⁴ For example, age, education, experience, seniority, moral character, citizenship.
⁵ Including the conditions and manner of such appointment (election, nomination, etc.);
⁶ Including the conditions and manner of such appointment (election, nomination, etc.);
⁷ Vice-presidents, presidents of chambers or of sections, etc.
⁸ For example, State Counsel, prosecutors, etc.
⁹ (Deputy) Registrars, Secretaries General, legal advisers, assistants, researchers, etc.
¹⁰ For example, assessors, office members.
 (Deputy) Registrars, Secretaries General, legal advisers, assistants, researchers, etc.



Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Languages:

Consequently, the Court annulled some provisions of Regulation no. 1290/2005 and the whole of Regulation no. 259/2008.

of proportionality had been respected.
persons concerned, the Court held that the principle of proportionality. By contrast, with regard to the legal had failed to comply with the principle of on relevant criteria, the Council and the Commission and EAFRD aid without drawing a distinction based all natural persons who were beneficiaries of EAGF requiring the publication of personal data concerning data. In this respect, the Court considered that, by transparency and the right to protection of personal data. Accordingly, the Council and the Commission were required to strike a proper balance between the different interests involved, namely the objective of their private lives and the protection of their personal constitute an infringement of their right to respect for an Internet site available to third parties did indeed beneficiaries of funds and the amounts received on the II. The Court held that the publication of data on the

of personal data.
an unjustified interference with the right to protection considering that the European Union regulations were and no. 259/2008 (*Official Journal*, L 76, p. 28) rulings on the validity of Regulations no. 1290/2005 proceedings and to ask the Court for preliminary The Administrative Court decided to stay the

Germany, to prevent publication of this data.
proceedings in the Wiesbaden Administrative Court, Internet. In response, the applicants brought the national authorities through means including the data concerning the applicants was to be published by (hereinafter, "EAFRD"). Under European Union rules, the European Agricultural Fund for Rural Development Agricultural Guarantee Fund (hereinafter, "EAGF") and beneficiaries of funds deriving from the European and Mr Hartmut Eifert, who is a full-time farmer, were Schöcke GbR, which is an agricultural undertaking,

Headnotes:

Articles 42.8b and 44a of Regulation no. 1290/2005 on the financing of the common agricultural policy, as amended by Regulation no. 1437/2007, and Regulation no. 259/2008 laying down detailed rules for the application of Regulation no. 1290/2005 as regards the publication of information on the beneficiaries of funds deriving from the European Agricultural Guarantee Fund (hereinafter, "EAGF") and the European Agricultural Fund for Rural Development (hereinafter, "EAFRD") are invalid in so far as, with regard to natural persons who are beneficiaries of EAGF and EAFRD aid, those provisions impose an obligation to publish personal data relating to each beneficiary without drawing a distinction based on relevant criteria such as the periods during which those persons have received such aid, the frequency of such aid or the nature and amount thereof.

The amounts which the beneficiaries receive from the EAGF and the EAFRD represent part of their income, often a considerable part, and because the information becomes available to third parties, publication on a website of data naming those beneficiaries and indicating the precise amounts received by them constitutes an interference with their private life within the meaning of Article 7 CFRU. It is of no relevance in this respect that the data published concerns activities of a professional nature. Moreover, the publication required by Article 44a of Regulation no. 1290/2005 and Regulation no. 259/2008 constitutes the processing of personal data falling under Article 8.2 CFRU. Furthermore, the fact that the beneficiaries have been informed of the mandatory publication of the data relating to them does not call in question the very existence of an interference with their private life, since Article 42.8b of Regulation no. 1290/2005 and Article 4.1 of Regulation no. 259/2008, which merely provide that beneficiaries of aid are to be informed in advance that the data concerning them will be published, do not seek to base the personal data processing for which they provide on the consent of the beneficiaries concerned.

Such interference is not justified having regard to Article 52.1 CFRU. While it is true that in a democratic society taxpayers have a right to be kept informed of the use of public funds, the fact remains that striking a proper balance between the various interests involved made it necessary for the institutions concerned, before adopting the provisions in question, to ascertain whether publication via a single freely consultable website in each Member State of data by name relating to all the beneficiaries concerned and the precise amounts received by each

of them from the EAGF and the EAFRD – with no distinction being drawn according to the duration, frequency or nature and amount of the aid received – did not go beyond what was necessary for achieving the legitimate aims pursued, having regard in particular to the interference with the rights guaranteed by Articles 7 and 8 CFRU resulting from such publication. In this respect, no automatic priority can be conferred on the objective of transparency over the right to protection of personal data, even if important economic interests are at stake. Since it does not appear that the institutions properly balanced, on the one hand, the objectives of Article 44a of Regulation no. 1290/2005 and of Regulation no. 259/2008 against, on the other, the rights which natural persons are recognised as having under Articles 7 and 8 CFRU, having regard to the fact that derogations and limitations in relation to the protection of personal data must apply only in so far as is strictly necessary and that it is possible to envisage measures with a less adverse impact on that fundamental right of natural persons and which still contribute effectively to the objectives of the European Union rules in question, the Council and Commission, by requiring the publication of the names of all natural persons who were beneficiaries of EAGF and EAFRD aid and of the exact amounts received by those persons, exceeded the limits imposed by compliance with the principle of proportionality.

By contrast, with regard to the legal persons who received EAGF and EAFRD aid, and in so far as they may invoke the rights conferred by Articles 7 and 8 CFRU, the view must be taken that the obligation to publish which follows from Articles 42.8b and 44a of Regulation no. 1290/2005 and Regulation no. 259/2008 does not go beyond the limits imposed by compliance with the principle of proportionality. The seriousness of the breach of the right to protection of personal data manifests itself in different ways for legal persons and natural persons. Legal persons are already subject to a more onerous obligation in respect of the publication of data relating to them. Furthermore, the obligation on the competent national authorities to examine the data in question are published and for each legal person who is a beneficiary of EAGF or EAFRD aid, whether the name of that person identifies natural persons would impose on those authorities an unreasonable administrative burden.

Summary:

I. In this case, the Court ruled on the reconciliation between the right to protection of personal data and the duty of transparency with regard to the use of European funds. The applicants, Volker und Markus

Summary:

In 1993, an importer of German beer into the United Kingdom, a company called Bavarian Lager, informed the Commission of the violation by the United Kingdom of the provisions of the EC Treaty relating to the free movement of goods. In the context of the proceedings started by the Commission against the United Kingdom for failure to fulfil its obligations, representatives of the Community and UK authorities and of the *Confédération des brasseries du marché commun* (CBMC) took part in a meeting on the subject of UK legislation, which was held on 11 October 1996. Having been denied, by the Commission, the right to attend that meeting, Bavarian Lager made several applications to the Commission for access to documents in the file.

Following intervention by the European Ombudsman, the Commission agreed to disclose certain documents relating to that meeting. It nevertheless deliberately blanked out five names which appeared in the minutes of the meeting. In fact, two persons had expressly objected to the disclosure of their identity, and the other three had not been able to be contacted by the Commission.

Following the rejection of its request for the full minutes of the meeting, Bavarian Lager lodged an application before the General Court for annulment of that decision. In its judgment of 8 November 2007, the Court annulled the decision, taking the view, in particular, that the communication of the names of the persons who had taken part in a meeting on behalf of the organisation which they represented did not constitute a violation of their privacy. Subsequently, the Commission, with the support of the United Kingdom and the Council, appealed to the Court of Justice.

In its judgment of 29 June 2010, the Court, first of all, pointed out that Regulation no. 1049/2001 (*Official Journal*, 2001 L 145, p. 43) laid down as a general rule that the public may have access to the documents of the institutions. However, provision was made for exceptions, particularly in the event that disclosure would undermine the protection of the privacy and the integrity of the individual, in accordance with EU legislation regarding the protection of personal data. The Court took the view that the General Court had erred in law when it took no account of that legislation and limited the application of the exception to situations in which privacy would be infringed within the meaning of Article 8 ECHR and the case-law of the European Court of Human Rights.

In this case, the Court considered that the Commission had rightly taken the view that the list of participants in a meeting held in the context of proceedings for failure to fulfil obligations contained personal data. It had also recognised that the person requesting access needed to establish, in respect of those persons who had not given their express consent, the need to transfer those personal data. Hence the Court considered that the Commission had been right to reject the request for access to the full minutes of the meeting, Bavarian Lager not having successfully demonstrated such a need.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: E CJ-2013-1-003

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) Grand Chamber / d) 09.11.2010 / e) C-92/09, C-93/09 / f) Volker und Marcus Schecke and Eifert / g) *European Court Reports*, I-11063 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.16 General Principles – **Proportionality**.
3.17 General Principles – **Weighing of interests**.
5.1 Fundamental Rights – **General questions**.
5.3.32 Fundamental Rights – Civil and political rights – **Right to private life**.
5.3.32.1 Fundamental Rights – Civil and political rights – Right to private life – **Protection of personal data**.

Keywords of the alphabetical index:

Data, personal, mandatory publication / Data, personal, natural person / Data, personal, legal person.

11. The Court first pointed out that the national courts, in order to ensure the primacy of EU law, must be allowed to refer preliminary questions to the Court at any stage of the procedure, even at the end of an interlocutory procedure for review of constitutionality.

The Court then examined the specific case in which the said procedure was applied to a law, the content of which merely transposed the provisions of a European Union directive. In this regard, the Court pointed out that it alone had jurisdiction to declare an act of the European Union invalid. Consequently, national courts' ruling in the last instance are required, before carrying out an interlocutory procedure for review of constitutionality, to refer to the Court of Justice a question on the validity of that directive, unless the court which initiates that procedure has itself referred that question to the Court of Justice.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2012-3-008

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** Grand Chamber / **d)** 29.06.2010 / **e)** C-28/08P / **f)** European Commission v. Bavarian Lager / **g)** *European Court Reports*, I-6055 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.17 General Principles – **Weighing of interests.**

5.3.25.1 Fundamental Rights – Civil and political rights – Right to administrative transparency – **Right**

of access to administrative documents.

5.3.32.1 Fundamental Rights – Civil and political rights – Right to private life – **Protection of personal**

data.

Keywords of the alphabetical index:

Access to documents, right, exception / Community law, personal data, protection, obligation.

Article 4.1.b of Regulation no. 1049/2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents, which provides for an exception to access to a document where disclosure would undermine the protection of privacy and the integrity of the individual, in particular in accordance with EU legislation regarding the protection of personal data, establishes a specific and reinforced system of protection of a person whose personal data could, in certain cases, be communicated to the public. That provision is indivisible and requires that any undermining of privacy and the integrity of the individual must always be examined and assessed in conformity with that legislation, and in particular with Regulation no. 45/2001 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data by the Community institutions and bodies and on the free movement of such data.

Headnotes:

Whilst, according to Article 1.1 of Regulation no. 45/2001, the purpose of that regulation is to protect the fundamental rights and freedoms of natural persons, and in particular their right to privacy with respect to the processing of personal data, that provision does not allow cases of processing of personal data to be separated into two categories, namely a category in which that treatment is examined solely on the basis of Article 8 ECHR and the case-law of the European Court of Human Rights relating to that Article and another category in which that processing is subject to the provisions of Regulation no. 45/2001. In that regard, whilst it is clear from the first sentence of recital 15 of Regulation no. 45/2001 that the EU legislature has pointed to the need to apply Article 6 EU Treaty and, by that means, Article 8 ECHR, where such processing is carried out by Community institutions or bodies in the exercise of activities falling outside the scope of that regulation, in particular those laid down in Titles V and VI of the EU Treaty in its version prior to the Treaty of Lisbon, such a reference has not been found necessary for processing carried out in the exercise of activities within the scope of that regulation, given that, in such cases, it is clearly Regulation no. 45/2001 itself which applies.

It follows that, where a request based on Regulation no. 1049/2001 seeks to obtain access to documents including personal data, the provisions of Regulation no. 45/2001 become applicable in their entirety, including Articles 8 and 18 thereof, which constitute essential provisions of the system of protection established by that regulation.

The priority nature of an interlocutory procedure for the review of the constitutionality of a national law, the content of which merely transposes the mandatory provisions of a European Union directive, cannot limit the jurisdiction of the Court of Justice alone to declare an act of the European Union invalid, and in particular a directive, the purpose of that jurisdiction being to guarantee legal certainty by ensuring that EU law is applied uniformly.

Headnotes:

To the extent that the priority nature of such a procedure leads to the repeal of a national law doing no more than transpose the mandatory provisions of a European Union directive by reason of that law's being contrary to the national constitution, the Court could, in practice, be denied the opportunity, at the request of the court's ruling on the substance of cases in the Member State concerned, of reviewing the validity of that directive in relation to the same grounds relating to the requirements of primary law, and in particular the rights recognised by the Charter of Fundamental Rights of the European Union, to which Article 6 Treaty of the European Union accords the same legal value as that accorded to the Treaties.

Summary:

I. In the context of a reference for a preliminary ruling, the Court ruled on the compatibility of the "priority question on constitutionality" under French law with the EU law.

In this case, Mr Meiki and Mr Abdeli, who are Algerian nationals unlawfully present in France, were subject to a French police control near the Belgian border and placed in administrative detention. Mr Meiki and Mr Abdeli then challenged the lawfulness of their detention before the *Juge des libertés et de la détention* (judge deciding on provisional detention). *Inter alia* they pleaded that the provisions of the French Code of Criminal Procedure in the context of which such controls took place were unconstitutional.

The judge then referred the question to the *Cour de cassation* (Court of cassation) asking whether it was necessary to refer this question to the *Conseil constitutionnel* (Constitutional Council). The *Cour de cassation* decided to stay the proceedings and to refer to the Court of Justice for a preliminary ruling, the question of the conformity of the "priority question on constitutionality" mechanism with Union law. In practice, the decisions of the *Conseil constitutionnel* are not subject to appeal, a fact which restricts courts' opportunity to refer a question to the Court of Justice for a preliminary ruling.

to withdraw naturalisation from him with retroactive effect on the grounds that he had obtained German nationality by deception. The case was referred to the *Bundesverwaltungsgericht* (Federal Administrative Court), which decided to stay the proceedings and refer certain questions to the Court of Justice for a preliminary ruling. Those questions related to the compatibility of the withdrawal of nationality with EU law. In practice, the withdrawal of the applicant's German nationality did not automatically entail the recovery of his original nationality.

II. The Court considered that EU law did not prevent a member State from withdrawing from a citizen the nationality obtained through naturalisation, by deception, even if that withdrawal implied loss of citizenship of the EU. However, that withdrawal decision was required to observe the principle of proportionality. In this regard, it was necessary to establish, in particular, whether the consequences of that loss of European citizenship were justified in relation to the gravity of the offence.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2012-3-007

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) Grand Chamber / d) 22.06.2010 / e) C-188/10, C-189/10 / f) Aziz Meiki and Selim Abdeli v. Commission of the European Communities / g) *European Court Reports*, I-5667 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.4.10 Constitutional Justice – Procedure – Interlocutory proceedings.

Keywords of the alphabetical index:

Constitutionality, interlocutory review / CJEC, obligation to refer / Border controls.

Identification: ECJ-2012-3-003

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** Grand Chamber / **d)** 02.03.2010 / **e)** C-135/08 / **f)** Janko Rottmann v. Freistaat Bayern / **g)** *European Court Reports*, I-1449 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.16 General Principles – **Proportionality**.
5.3.8 Fundamental Rights – Civil and political rights – **Right to citizenship or nationality**.

Keywords of the alphabetical index:

Naturalisation, revocation / EU citizenship, revoked / CJEC, preliminary ruling.

Headnotes:

It is not contrary to European Union law (hereinafter, "EU law"), in particular to Article 17 EC Treaty, for a Member State to withdraw from a citizen of the Union the nationality of that State acquired by naturalisation, on condition that nationality was obtained by deception, when that nationality was obtained by deception, on principle of proportionality.

A decision withdrawing naturalisation because of deception corresponds to a reason relating to public interest. In this regard, it is legitimate for a Member State to wish to protect the special relationship of solidarity and good faith between it and its nationals and also the reciprocity of rights and duties, which form the bedrock of the bond of nationality. That consideration on the legitimacy, in principle, of a decision withdrawing naturalisation on account of deception remains, in theory, valid when the consequence of that withdrawal is that the person in question loses, in addition to the nationality of the Member State of naturalisation, citizenship of the EU.

Summary:

I. In this case, the Court of Justice ruled on the conditions for the withdrawal from a European citizen naturalisation through deception.

In this case, Dr Rottmann, who had been born in Austria, obtained naturalisation as a German citizen and thereby lost Austrian nationality. However, he had failed to disclose to the German authorities the fact that he was the subject of court proceedings in Austria. Consequently, the *Freistaat Bayern* decided



Security Council according to the terms of the Charter of the United Nations, an international treaty which takes precedence over Community law. Mr Kadi therefore appealed to the Court of Justice.

II. The Court of Justice held that the Community judiciary has jurisdiction to review the lawfulness of a regulation implementing a decision of the United Nations Security Council. It emphasised, in that regard, that the review of lawfulness undertaken by the Community judiciary concerns the Community measure designed to implement the international agreement in question and not the international agreement as such.

Furthermore, in the Court's view, the imposition of restrictive measures of an economic nature decided in the context of the common foreign and security policy offers a link to the operation of the common market that can justify the adoption of that regulation. The Court set aside the judgments of the Court of First Instance.

As for the substantive review of the contested measure in the light of fundamental rights, the Court observed that the regulation at issue made no provision for any procedure that would enable the persons concerned to know the grounds for their inclusion on the list and to put forward their views. It also observed that the Council had not informed the appellants of the evidence adduced against them. The Court thus considered that the freezing of funds constituted an unjustified restriction of Mr Kadi's right to property and therefore annulled the regulation in so far as it froze the funds of Mr Kadi and of Al Barakat International Foundation.

Cross-references:

- CFI, 21.09.2005, *Yusuf Al Barakat International Foundation v. Council and Commission* (T-306/01, *European Court Reports*, p. II-3533).

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

peace and security posed by acts of terrorism, the freezing of the funds, financial assets and other economic resources of the persons identified by the Security Council or the Sanctions Committee as being associated with Osama bin Laden, members of the Al-Qaeda organisation and the Taliban cannot per se be regarded as inappropriate or disproportionate. In this respect, the restrictive measures imposed by Regulation no. 881/2002 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons and entities associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network and the Taliban constitute restrictions of the right to property which may, in principle, be justified.

The applicable procedures must, however, afford the person or entity concerned a reasonable opportunity of putting his or its case to the competent authorities, as required by Article 1 Protocol 1 ECHR.

Thus, the imposition of the restrictive measures laid down by that regulation in respect of a person or entity, by including him or it in the list contained in its Annex I, constitutes an unjustified restriction of the right to property, for that regulation was adopted without furnishing any guarantee enabling that person or entity to put his or its case to the competent authorities, in a situation in which the restriction of property rights must be regarded as significant, having regard to the general application and actual continuation of the restrictive measures affecting him or it.

Summary:

1. Mr Kadi and Al Barakaat International Foundation were designated by the Sanctions Committee of the United Nations Security Council as a person and an entity suspected of supporting terrorism. In accordance with the United Nations resolutions, the Council of the European Union adopted Regulation no. 881/2002 ordering the freezing of the funds of persons appearing on the list annexed to that regulation, which reproduces the list established by the United Nations Security Council.

Mr Kadi and Al Barakaat International Foundation, whose names were on that list, brought an action for annulment of the regulation before the Court of First Instance, claiming that the Council was not competent to adopt the regulation in question and that the regulation infringed a number of their fundamental rights, notably the right to property and the rights of the defence. The Court of First Instance rejected those pleas and held that, in principle, the Community judiciary had no jurisdiction to review the validity of the contested regulation, since member States are required to comply with resolutions of the

persons, either at the same time as that inclusion or later and, furthermore, the Council neither communicated to the appellants the evidence used against them to justify the restrictive measures imposed on them nor afforded them the right to be informed of that evidence within a reasonable period after those measures were enacted.

8. The principle of effective judicial protection is a general principle of Community law stemming from the constitutional traditions common to the Member States, which has been enshrined in Articles 6 and 13 ECHR, this principle having furthermore been reaffirmed by Article 47 of the Charter of fundamental rights of the European Union.

Observance of the obligation to communicate the grounds on which the name of a person or entity is included in the list forming Annex I to Regulation no. 881/2002 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons and entities associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network and the Taliban is necessary both to enable the persons to whom restrictive measures are addressed to defend their rights in the best possible conditions and to decide, with full knowledge of the relevant facts, whether there is any point in their applying to the Community judiciary and also to put the latter fully in a position in which it may carry out the review of the lawfulness of the Community measure in question which is its duty under the EC Treaty.

Given that those persons or entities were not informed of the evidence adduced against them and having regard to the relationship between the rights of the defence and the right to an effective legal remedy, they have also been unable to defend their rights with regard to that evidence in satisfactory conditions before the Community judiciary and the latter is not able to undertake the review of the lawfulness of that regulation in so far as it concerns those persons or entities, with the result that it must be held that their right to an effective legal remedy has also been infringed.

9. The importance of the aims pursued by a Community act is such as to justify negative consequences, even of a substantial nature, for some operators, including those who are in no way responsible for the situation which led to the adoption of the measures in question, but who find themselves affected, particularly as regards their property rights.

With reference to an objective of public interest as fundamental to the international community as the fight by all means, in accordance with the Charter of the United Nations, against the threats to international

a responsibility which, under Chapter VII, includes the power to determine what and who poses a threat to international peace and security and to take the measures necessary to maintain or restore them.

The Charter of the United Nations does not, however, impose the choice of a predetermined model for the implementation of resolutions adopted by the Security Council under Chapter VII, since they are to be given effect in accordance with the procedure applicable in that respect in the domestic legal order of each Member of the United Nations. The Charter of the United Nations leaves the Members of the United Nations a free choice among the various possible models for transposition of those resolutions into their domestic legal order.

7. So far as concerns the rights of the defence, in particular the right to be heard, with regard to restrictive measures such as those imposed by Regulation no. 881/2002 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons and entities associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network and the Taliban, the Community authorities cannot be required to communicate, before the name of a person or entity is included for the first time in the list of persons or entities concerned by those measures, the grounds on which that inclusion is based. Such prior communication would be liable to jeopardise the effectiveness of the freezing of funds and resources imposed by that regulation. Nor, for reasons also connected to the objective pursued by that regulation and to the effectiveness of the measures provided by the latter, were the Community authorities bound to hear the appellants before their names were included for the first time in the list set out in Annex I to that regulation. In addition, with regard to a Community measure intended to give effect to a resolution adopted by the Security Council in connection with the fight against terrorism, overriding considerations to do with safety or the conduct of the international relations of the Community and of its Member States may militate against the communication of certain matters to the persons concerned and, therefore, against their being heard on those matters.

Nevertheless, the rights of the defence, in particular the right to be heard, were patently not respected, for neither the regulation at issue nor Common Position 2002/402 concerning restrictive measures against Osama bin Laden, members of the Al-Qaeda organisation and the Taliban and other individuals, groups, undertakings and entities associated with them, to which that regulation refers, provides for a procedure for communicating the evidence justifying the inclusion of the names of the persons concerned in Annex I to that regulation and for hearing those

and entities associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network and the Taliban in the light of fundamental freedoms is excluded by virtue of the fact that that measure is intended to give effect to a resolution of the Security Council adopted under Chapter VII of the Charter of the United Nations. Such immunity from jurisdiction for a Community measure, as a corollary of the principle of the primacy at the level of international law of obligations under the Charter of the United Nations, especially those relating to the implementation of resolutions of the Security Council adopted under Chapter VII of that Charter, cannot find a basis in the EC Treaty. Article 307 EC may in no circumstances permit any challenge to the principles that form part of the very foundations of the Community legal order, which include the principles of liberty, democracy and respect for human rights and fundamental freedoms enshrined in Article 6.1 EU as a foundation of the Union. If Article 300.7 EC, providing that agreements concluded under the conditions set out therein are to be binding on the institutions of the Community and on Member States, were applicable to the Charter of the United Nations, it would confer on the latter primacy over acts of secondary Community law. That primacy at the level of Community law would not, however, extend to primary law, in particular to the general principles of which fundamental rights form part.

The Community judiciary must, therefore, in accordance with the powers conferred on it by the EC Treaty, ensure the review, in principle the full review, of the lawfulness of all Community acts in the light of the fundamental rights forming an integral part of the general principles of Community law, including review of Community measures which, like the regulation at issue, are designed to give effect to the resolutions adopted by the Security Council under Chapter VII of the Charter of the United Nations.

6. The Community must respect international law in the exercise of its powers and a measure adopted by virtue of those powers must be interpreted, and its scope limited, in the light of the relevant rules of international law.

In the exercise of its power to adopt Community measures taken on the basis of Articles 60 EC and 301 EC, in order to give effect to resolutions adopted by the Security Council under Chapter VII of the Charter of the United Nations, the Community must attach special importance to the fact that, in accordance with Article 24 of the Charter of the United Nations, the adoption by the Security Council of resolutions under Chapter VII of the Charter constitutes the exercise of the primary responsibility with which that international body is invested for the maintenance of peace and security at the global level.

system, observance of which is ensured by the Court by virtue of the exclusive jurisdiction conferred on it by Article 220 EC, jurisdiction that forms part of the very foundations of the Community.

With regard to a Community act which, like Regulation no. 881/2002 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons and entities associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network and the Taliban, is intended to have effect to a resolution adopted by the Security Council under Chapter VII of the Charter of the United Nations, it is not for the Community judiciary, under the exclusive jurisdiction provided for by Article 220 EC, to review the lawfulness of such a resolution adopted by an international body, even if that review were to be limited to examination of the compatibility of that resolution with *jus cogens*, but rather to review the lawfulness of the implementing Community measure.

Any judgment given by the Community judiciary deciding that a Community measure intended to give effect to such a resolution is contrary to a higher rule of law in the Community legal order would not entail any challenge to the primacy of that resolution in international law.

5. Fundamental rights form an integral part of the general principles of law whose observance the Court ensures. For that purpose, the Court draws inspiration from the constitutional traditions common to the Member States and from the guidelines supplied by international instruments for the protection of human rights on which the Member States have collaborated or to which they are signatories. In that regard, the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms has special significance. Respect for human rights is therefore a condition of the lawfulness of Community acts, and measures incompatible with respect for human rights are not acceptable in the Community.

The obligations imposed by an international agreement cannot have the effect of prejudicing the constitutional principles of the EC Treaty, which include the principle that all Community acts must respect fundamental rights, that respect constituting a condition of their lawfulness which it is for the Court to review in the framework of the complete system of legal remedies established by the Treaty.

It is not a consequence of the principles governing the international legal order under the United Nations that any judicial review of the internal lawfulness of the Regulation no. 881/2002 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons

financial nature, plainly falls within the ambit *ratione materiae* of Articles 60 EC and 301 EC. Since those Articles do not, however, provide for any express or implied powers of action to impose such measures on addressees in no way linked to the governing regime of a third country such as those to whom that regulation applies, that lack of power, attributable to the limited ambit *ratione personae* of those provisions, may be made good by having recourse to Article 308 EC as a legal basis for that regulation in addition to the first two provisions providing a foundation for that measure from the point of view of its material scope, provided, however, that the other conditions to which the applicability of Article 308 EC is subject have been satisfied.

The objective pursued by the contested regulation being to prevent persons associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network or the Taliban from having at their disposal any financial or economic resources, in order to impede the financing of terrorist activities, it may be made to refer to one of the objectives of the Community for the purpose of Article 308 EC. Inasmuch as they provide for Community powers to impose restrictive measures of an economic nature in order to implement actions decided on under the common foreign and security policy, Articles 60 EC and 301 EC are the expression of an implicit underlying objective, namely, that of making it possible to adopt such measures through the efficient use of a Community instrument. That objective may be regarded as constituting an objective of the Community for the purpose of Article 308 EC.

Implementing such measures through the use of a general framework created by the provisions of the EC Treaty as a whole, because by their very nature they offer a link to the operation of the common market, that link constituting another condition for the application of Article 308 EC. If economic and financial measures such as those imposed by the regulation were imposed unilaterally by every Member State, the multiplication of those national measures might well affect the operation of the common market.

4. The Community is based on the rule of law, inasmuch as neither its Member States nor its institutions can avoid review of the conformity of their acts with the basic constitutional charter, the Treaty, which established a complete system of legal remedies and procedures designed to enable the Court of Justice to review the legality of acts of the institutions. An international agreement cannot affect the allocation of powers fixed by the Treaties or, consequently, the autonomy of the Community legal

interpreting Article 301 EC as building a procedural bridge between the Community and the European Union, so that it must be construed as broadly as the relevant Community competences, including those relating to the common commercial policy and the free movement of capital, threatens to reduce the ambit and, therefore, the practical effect of that provision, for, having regard to its actual wording, the subject of that provision is the adoption of potentially very diverse measures affecting economic relations with third countries which, therefore, by necessary inference, must not be limited to spheres falling within other material powers of the Community such as those in the domain of the common commercial policy or of the free movement of capital. Moreover, that interpretation finds no support in the wording of Article 301 EC, which confers a material competence on the Community the scope of which is, in theory, autonomous in relation to that of other Community competences.

Having regard to the purpose and subject-matter of that regulation, it cannot be considered that the regulation relates specifically to international trade in that it is essentially intended to promote, facilitate or govern trade, and it could not, therefore, be based on the powers of the Community in the sphere of the common commercial policy. A Community measure falls within the competence in the field of the common commercial policy provided for in Article 133 EC only if it relates specifically to international trade in that it is essentially intended to promote, facilitate or govern trade and has direct and immediate effects on trade in the products concerned. Nor can that regulation be regarded as falling within the ambit of the provisions of the EC Treaty on free movement of capital and payments, in so far as it prohibits the transfer of economic resources to individuals in third countries. With regard, first of all, to Article 57.2 EC, the restrictive measures at issue do not fall within one of the categories of measures listed in that provision. Next, so far as Article 60.1 EC is concerned, that provision cannot furnish the basis for the regulation in question either, for its ambit is determined by that of Article 301 EC. As regards, finally, Article 60.2 EC, this provision does not include any Community competence to that end, given that it does no more than enable the Member States to take, on certain exceptional grounds, unilateral measures against a third country with regard to capital movements and payments, subject to the power of the Council to require a Member State to amend or abolish such measures.

2. The view that Article 308 EC allows, in the special context of Articles 60 EC and 301 EC, the adoption of Community measures concerning not one of the objectives of the Community but one of the objectives under the EU Treaty in the sphere of external

relations, including the common foreign and security policy (the CFSP), runs counter to the very wording of Article 308 EC.

While it is correct to consider that a bridge has been constructed between the actions of the Community involving economic measures under Articles 60 EC and 301 EC and the objectives of the EU Treaty in the sphere of external relations, including the CFSP, neither the wording of the provisions of the EC Treaty nor the structure of the latter provides any foundation for the view that that bridge extends to other provisions of the EC Treaty, in particular to Article 308 EC.

Recourse to Article 308 EC demands that the action envisaged should, on the one hand, relate to the 'operation of the common market' and, on the other, be intended to attain 'one of the objectives of the Community'. That latter concept, having regard to its clear and precise wording, cannot on any view be regarded as including the objectives of the CFSP.

The coexistence of the Union and the Community as integrated but separate legal orders, and the constitutional architecture of the pillars, as intended by the framers of the Treaties now in force, constitute considerations of an institutional kind militating against any extension of that bridge to Articles of the EC Treaty other than those with which it explicitly creates a link.

In addition, Article 308 EC, being an integral part of an institutional system based on the principle of conferred powers, cannot serve as a basis for widening the scope of Community powers beyond the general framework created by the provisions of the EC Treaty as a whole and, in particular, by those defining the tasks and the activities of the Community.

Likewise, Article 3 EU, in particular its second paragraph, cannot supply a base for any widening of Community powers beyond the objects of the Community.

3. Article 308 EC is designed to fill the gap where no specific provisions of the EC Treaty confer on the Community institutions express or implied powers to act, if such powers appear none the less to be necessary to enable the Community to carry out its functions with a view to attaining one of the objectives laid down by the Treaty.

Regulation no. 881/2002 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons and entities associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network and the Taliban, inasmuch as it imposes restrictive measures of an economic and

Identification: ECJ-2010-1-007

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Union / **c)** Grand Chamber / **d)** European Communities / **e)** Grand Chamber / **f)** 03.09.2008 / **e)** C-402/05 P and C-415/05 P / **f)** Yassin Abdullah Kadi and Al Barakat International Foundation v. Council of the European Union and Commission of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, I-06351 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.2.2.1 Constitutional Justice or individual – Types of claim – Claim by a private body or individual – **Natural person**.
 2.1.1.4.1 Sources – Categories – Written rules – International instruments – **United Nations Charter of 1945**.

2.2.1.2 Sources – Hierarchy – Hierarchy as between national and non-national sources – **Treaties and legislative acts**.

3.9 General Principles – **Rule of law**.

4.16 Institutions – **International relations**.

5.3.13.6 Fundamental Rights – Civil and political rights – Procedural safeguards, rights of the defence and fair trial – **Right to a hearing**.

5.3.39.3 Fundamental Rights – Civil and political rights – Right to property – **Other limitations**.

Keywords of the alphabetical index:

European Union, regulation, legal basis / Community law, act implementing resolutions of the United Nations Security Council / Terrorism, financing / Nations Security Council / Terrorism, financing / Terrorism, restrictive measures / United Nations Security Council, resolution, implementation by the EU.

Headnotes:

1. To accept the interpretation of Articles 60 EC and 301 EC that it is enough for the restrictive measures laid down by Resolution 1390 (2002) of the United Nations Security Council and given effect by Regulation no. 881/2002 imposing certain specific restrictive measures directed against certain persons and entities associated with Osama bin Laden, the Al-Qaeda network and the Taliban to be directed at persons or entities present in a third country or associated with one in some other way, would give those provisions an excessively broad meaning and would fail to take any account at all of the requirement, imposed by their wording, that the measures decided on the basis of those provisions must be taken against third countries.

the Czech language on the date of the offence, Skoma-Lux applied for annulment thereof to the Czech Regional Court, which decided to stay the proceedings and refer three questions to the Court for a preliminary ruling. The referring court essentially asked the Court whether failure to publish a Community regulation in one of the official languages of the Union had the effect of rendering this act null and void vis-à-vis the applicant, and consequently inapplicable in its dispute with the Czech customs authorities.

According to the Court, failure to publish a regulation properly, i.e. in the instant case non-publication in the OJEU in one of the official languages of a member State, does not affect the validity of that act, but does make it unenforceable against individuals in that member State. The argument that the act at issue had been drawn to the attention of individuals through publication in the Czech language on the Internet is inadmissible.

The Court further dismissed the Czech Government's proposal to limit the temporal effects of its judgment. It stated on this occasion that Community law does not require the national authorities to call into question administrative or judicial decisions which have become final, when these have been taken on the basis of Community provisions which have not become enforceable on the territory of a member state, in the absence of proper publication. The situation could differ in two cases: when the decisions at issue have been the subject of proceedings at the date on which the judgment is issued, or when they are of a coercive nature.

Cross-references:

- CJEC, 06.03.2007, *Meilicke* e.a., C-292/04, *European Court Reports*, p. I-1835.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



adopted electronic publication as a valid form, it is the subject of legislation or regulations which organise it in detail and set out exactly when that publication is valid. Accordingly, as Community law now stands, the Court cannot consider that form of making Community legislation available to be sufficient for it to be enforceable. The only version of a Community regulation which is authentic, as Community law now stands, is that which is published in the Official Journal of the European Union, such that an electronic version predating that publication, even if it is subsequently seen to be consistent with the published version, cannot be enforced against individuals.

In holding that a Community regulation which is not published in the language of a Member State is unenforceable against individuals in that State, the Court is interpreting Community law for the purposes of Article 234 EC.

The provisions of the first sentence of Article 254.2 EC, of Articles 2 and 58 of the Act concerning the conditions of accession to the European Union of the Czech Republic, the Republic of Estonia, the Republic of Cyprus, the Republic of Latvia, the Republic of Lithuania, the Republic of Hungary, the Republic of Malta, the Republic of Poland, the Republic of Slovenia and the Slovak Republic and the adjustments to the Treaties on which the European Union is founded, and of Articles 4 and 5 of Regulation no. 1 determining the languages to be used by the European Economic Community do not affect the validity of a regulation applicable in the Member States in which it has been properly published. In addition, the fact that that regulation is not enforceable against individuals in a Member State in the language of which it has not been published has no bearing on the fact that, as part of the *acquis communautaire*, its provisions are binding on the Member State concerned as from its accession. The purpose and effect of interpreting those provisions in conjunction with one another is to delay the enforceability of the obligations which a Community regulation imposes on individuals in a Member State until those individuals can acquaint themselves with it in an official manner which is completely unambiguous.

In the context of an order for reference concerning the interpretation of a provision of Community law, the Court may, exceptionally, in application of the general principle of legal certainty inherent in the Community legal order, decide to restrict for any person concerned the right to rely upon a provision, which it has interpreted, with a view to calling in question legal relations established in good faith. However, if the question at issue is not that of limiting

the temporal effects of a judgment of the Court concerning the interpretation of a provision of a Community law, but that of limiting the effects of a judgment finding a Community act not published in the language of a Member State unenforceable in that State's territory, that State is not obliged under Community law to call into question the administrative or judicial decisions taken on the basis of such rules where those decisions have become definitive under the applicable national rules.

By virtue of an express provision of the EC Treaty, namely Article 231 EC, the Court may, even though an act is unlawful and deemed never to have been adopted, decide that some of its legal consequences shall nevertheless lawfully take effect. The same requirements of legal certainty dictate that the same should apply to national decisions taken pursuant to provisions of Community law which have not become enforceable in some Member States because they were not properly published in the Official Journal of the European Union in the official language of the States concerned, with the exception of any of those decisions which had been the subject of administrative or judicial proceedings at the date of the judgment.

It would be otherwise only in exceptional circumstances where administrative measures or judicial decisions, particularly of a coercive nature compromising fundamental rights, have been taken, which, within those limits, is a matter for the competent national authorities to determine.

Summary:

In its *Skoma-Lux* judgment, the Court issued a ruling as to the consequences of the failure to publish a Community regulation properly in the Official Journal of the European Union. It also specified its case-law in respect of the limitation of the temporal effects of its judgments.

In this particular case, Skoma-Lux, which operates in the wine importing sector, was fined for infringing customs regulations. The Czech customs authorities accused the company of having submitted inaccurate information about the customs classification of the red wine imported by it, thereby breaching not only the provisions of the Czech customs law in force prior to the accession of the Czech Republic to the Union, but also Regulation no. 2454/93 laying down provisions for the implementation of the Community Customs Code.

Accusing the customs authorities of having imposed a penalty on it in application of a Community regulation in not applicable to it, in the absence of publication in

Lithuania, the Republic of Hungary, the Republic of Malta, the Republic of Poland, the Republic of Slovenia and the Slovak Republic and the adjustments to the Treaties on which the European Union is founded precludes the obligations contained in Community legislation which has not been published in the Official Journal of the European Union in the language of a new Member State, where that language is an official language of the Union, from being imposed on individuals in that State, even though those persons could have learned of that legislation by other means.

The principle of legal certainty requires that Community legislation must allow those concerned to acquaint themselves with the precise extent of the obligations it imposes upon them, which may be guaranteed only by the proper publication of that legislation in the official language of those to whom it applies. In addition, it would be contrary to the principle of equal treatment to apply obligations imposed by Community legislation in the same way in the old Member States, where individuals have the opportunity to acquaint themselves with those obligations in the Official Journal of the European Union in the languages of those States, and in the new Member States, where it was impossible to learn of those obligations because of late publication. Observing fundamental principles of that kind is not contrary to the principle of effectiveness of Community law since the latter principle cannot apply to rules which are not yet enforceable against individuals. The approach which allows an act which has not been properly published to be enforceable in the name of the principle of effectiveness would be *contra legem* and result in individuals in the Member State concerned bearing the adverse effects of a failure by the Community administration to comply with its obligation to make available to those individuals, on the date of accession, the entire *acquis communautaire* in all the official languages of the Union.

Moreover, the fact that the party concerned is an international trader which must know the content of the customs requirements is not sufficient to make Community legislation which has not been properly published in the Official Journal of the European Union enforceable against an individual.

Similarly, although Community legislation is indeed available on the internet and individuals are using this means more and more frequently to acquaint themselves with it, making the legislation available by such means does not equate to a valid publication in the Official Journal of the European Union in the absence of any rules in that regard in Community law. Moreover, although various Member States have

such restrictions may in principle be justified for an overriding reason of public interest, such as the protection of workers, and left it to the national courts to determine whether, in this case, such action is proportionate and necessary in order to attain the objective pursued.

Cross-references:

- To be compared with the judgment of the Court (Grand Chamber) of 18.12.2007, *Laval un Partneri Ltd v Svenska Byggnadsarbetareförbundet* e.a., C-341/05 Reports, p. I-11767.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2009-3-014

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) Grand Chamber / d) 11.12.2007 / e) C-161/06 / f) Skoma-Lux sro v. Cejní reditelství Olomouc / g) *European Court Reports*, I-10841 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.4.10.7 Constitutional Justice – Procedure – Interlocutory proceedings – Request for a preliminary ruling by the Court of Justice of the EU

3.15.2 General Principles – Publication of laws – Linguistic aspects.

Keywords of the alphabetical index:

European Union, accession / European Community, legislation, not translated, unenforceable.

Headnotes:

Article 58 of the Act concerning the conditions of accession to the European Union of the Czech Republic, the Republic of Estonia, the Republic of Cyprus, the Republic of Latvia, the Republic of

It follows that the fundamental nature of the right to take collective action is not such as to render Article 43 EC inapplicable to such an action, initiated against an undertaking in order to induce that undertaking to enter into a collective agreement, the terms of which are liable to deter it from exercising freedom of establishment (see paragraphs 43-47).

Article 43 EC is such as to confer rights on a private undertaking which may be relied on against a trade union or an association of trade unions.

The abolition, as between Member States, of obstacles to freedom of movement for persons and freedom to provide services would be compromised if the abolition of State barriers could be neutralised by obstacles resulting from the exercise, by associations or organisations not governed by public law, of their legal autonomy. Moreover, the fact that certain provisions of the EEC Treaty are formally addressed to the Member States does not prevent rights from being conferred at the same time on any individual who has an interest in compliance with the obligations thus laid down. Furthermore, the prohibition on prejudicing a fundamental freedom laid down in a provision of the EEC Treaty that is mandatory in nature applies in particular to all agreements intended to regulate paid labour collectively.

Article 43 EC is to be interpreted to the effect that collective actions which seek to induce a private undertaking whose registered office is in a given Member State to enter into a collective work agreement with a trade union established in that State and to apply the terms set out in that agreement to the employees of a subsidiary of that undertaking established in another Member State, constitute restrictions within the meaning of that article.

Such collective action has the effect of making less attractive, or even pointless, the exercise by an undertaking of its right to freedom of establishment, inasmuch as it prevents that undertaking from enjoying the same treatment in the host Member State as other economic operators established in that State. Similarly, such collective action, seeking to prevent ship-owners from registering their vessels in a State other than that of which the beneficial owners of those vessels are nationals, must be considered to be at least liable to restrict an undertaking's exercise of its right of freedom of establishment.

Those restrictions may, in principle, be justified by an overriding reason of public interest, such as the protection of workers, provided that it is established that the restriction is suitable for ensuring the

attainment of the legitimate objective pursued and does not go beyond what is necessary to achieve that objective.

Summary:

In order to meet the challenge of direct competition by Estonian vessels, which had lower wage costs, the Finnish firm Viking, which operated ferries between Tallinn and Helsinki, wished to register in Estonia one of its ferries previously flying the Finnish flag. Opposed to this plan, a trade union representing Finnish seafarers (the Finnish Seamen's Union, hereinafter "FSU") threatened the firm with strike action, with the aim of forcing Viking to conclude a collective agreement providing that, when a change of flag took place, Finnish law would continue to apply. An international federation of trade unions representing transport sector workers (International Transport Federation, hereinafter "ITF"), to which the FSU was affiliated, also issued a circular requiring its members not to negotiate with Viking, on pain of sanctions. This case was brought before the British courts, the ITF having its headquarters in London, in order to have the action of the FSU and ITF declared contrary to Article 43 EC.

It was in this context that the Court of Appeal of England and Wales put to the Court a number of preliminary questions relating to the interpretation of Article 43 EC in respect of the rights of workers and trade union organisations to take collective action.

The referring court essentially asked the Court whether this action fell outside the scope of Article 43 EC. The next question that arose was that of the horizontal direct effect of the provisions of Article 43 EC, i.e. their application in relations between private parties. The final question was that of whether the collective action of the trade union organisations concerned constituted a restriction on freedom of establishment which could be justified.

The Court first stated that such action in principle falls within the scope of Article 43 EC. It then confirmed the right to take collective action, including the right to strike, as a fundamental right which is an integral part of the general principles of Community law, while specifying that the exercise of this right must be reconciled with the requirements relating to freedom of establishment. The Court also stated that Article 43 EC produces a horizontal direct effect, meaning that it confers rights which can be raised against not only the authorities of a member State, but also certain private parties, such as, in this case, a trade union or an association of trade unions. After noting that the collective action at issue did constitute a restriction of freedom of establishment, the Court concluded that

provisions laid down by law or regulation and sometimes by collective agreements and other acts concluded or adopted by private persons, limiting application of the prohibitions laid down by that Article to acts of a public authority would risk creating inequality in its application.

Since the organisation of collective action by trade unions must be regarded as covered by the legal autonomy which those organisations, which are not public law entities, enjoy pursuant to the trade union rights accorded to them, *inter alia*, by national law, and since those collective actions are inextricably linked to the collective agreement which the trade unions are seeking to conclude, those collective actions fall, in principle, within the scope of Article 43 EC.

The right to take collective action, including the right to strike, is recognised both by various international instruments which the Member States have signed or cooperated in, such as the European Social Charter, to which, moreover, express reference is made in Article 136 EC, and Convention no. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise, adopted in 1948 by the International Labour Organisation, and by instruments developed by those Member States at Community level or in the context of the European Union, such as the Community Charter of the Fundamental Social Rights of Workers adopted in 1989, which is also referred to in Article 136 EC, and the Charter of Fundamental Rights of the European Union.

Although that right, including the right to strike, must therefore be recognised as a fundamental right which forms an integral part of the general principles of Community law the observance of which the Court ensures, the exercise of that right may none the less be subject to certain restrictions. As is reaffirmed by Article 28 of the Charter of Fundamental Rights of the European Union, it is to be protected in accordance with Community law and national law and practices.

In that regard, even if the protection of fundamental rights is a legitimate interest which, in principle, justifies a restriction of the obligations imposed by Community law, even under a fundamental freedom guaranteed by the EEC Treaty, the exercise such rights does not fall outside the scope of the provisions of the EEC Treaty and must be reconciled with the requirements relating to rights protected under the Treaty and in accordance with the principle of proportionality.

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2009-3-013

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** Grand Chamber / **d)** 11.12.2007 / **e)** C-438/05 / **f)** International Transport Workers' Federation, Finnish Seamen's Union v. Viking Line ABP OU Viking Line Eesti / **g)** Reports, I-10779 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

5.1.2 Fundamental Rights – General questions – **Horizontal effects.**
5.3.6 Fundamental Rights – Civil and political rights – **Freedom of movement.**
5.3.10 Fundamental Rights – Civil and political rights – **Rights of domicile and establishment.**
5.4.10 Fundamental Rights – Economic, social and cultural rights – **Right to strike.**
5.4.11 Fundamental Rights – Economic, social and cultural rights – **Freedom of trade unions.**

Keywords of the alphabetical index:

Community law, principles / Right to take collective action / Trade union, action, collective.

Headnotes:

On a proper interpretation of Article 43 EC, collective action initiated by a trade union or a group of trade unions against a private undertaking in order to induce that undertaking to enter into a collective agreement, the terms of which are liable to deter it from exercising freedom of establishment, does not in principle fall outside the scope of that article.

Article 43 EC applies not only to the actions of public authorities but extends also to rules of any other nature aimed at regulating in a collective manner gainful employment, self-employment and the provision of services. Since working conditions in the different Member States are governed sometimes by

Under Article 2.3 of Regulation no. 2580/2001, read in conjunction with Article 1.4 to 1.6 of Common Position no. 2001/931, a person, group or entity can be included in the list of persons, groups and entities to which that regulation applies only if there is certain reliable information, and the persons, groups or entities covered must be precisely identified. In addition, it is made clear that the names of persons, groups or entities can be kept on the list only if the Council reviews their situation periodically. All these matters must be open to judicial review.

It follows that, where the Community legislature takes the view that an entity retains an existence sufficient for it to be subject to the restrictive measures laid down by Regulation no. 2580/2001, it must be accepted, on grounds of consistency and justice, that that entity continues to have an existence sufficient to contest those measures. The effect of any other conclusion would be that an organisation could be included in the list of persons, groups and entities to which that regulation applies without being able to bring an action challenging its inclusion.

3. The provisions of the Statute of the Court of Justice, in particular Article 21, the Rules of Procedure of the Court of Justice, in particular Article 38, and the Rules of Procedure of the Court of First Instance, in particular Article 44, were not devised with a view to the commencement of actions by organisations lacking legal personality. In that exceptional situation, the procedural rules governing the admissibility of an action for annulment must be applied by adapting them, to the extent necessary, to the circumstances of the case. It is a question of avoiding excessive formalism which would amount to the denial of any possibility of applying for annulment even though the entity in question has been the object of restrictive Community measures.

Summary:

The question of the admissibility of actions for annulment brought by natural or legal persons comes up frequently in EU case-law. The current case was a significant example of this even though the facts were admittedly very specific.

As part of the anti-terrorism measures following the attacks of 11 September 2001, the Council of the European Union adopted a series of measures, which included the inclusion of the Kurdistan Workers' Party (PKK) on a list of terrorist organisations, resulting in the freezing of its funds.

An action against that decision was brought before the Court of First Instance by Mr Osman Ocalan on behalf of the PKK and by Mr Serif Vanyli on behalf of

the Kurdistan National Congress (KNK), which is an association set up to promote Kurdish interests. By order of 15 February 2005, the Court of First Instance dismissed the action as inadmissible on the grounds that the KNK was not individually concerned within the meaning of Article 230.4 by the PKK's inclusion on the list of terrorist organisations, and that Mr Ocalan had failed to prove that he really represented the PKK, whose very existence was uncertain at the time of the facts.

Both applicants then lodged an appeal with the Court of Justice to have the order of the Court of First Instance set aside and their action declared admissible.

In support of its appeal, the KNK argued that the criteria for the admissibility of actions for annulment set by Article 230.4 were too restrictive and deprived the applicants of their right to an effective judicial remedy within the meaning of Article 13 ECHR. The Court rejected this argument, relying precisely on the case-law of the European Court of Human Rights with regard to Article 34 ECHR. It found that the KNK could not be considered a victim of a violation of the Convention within the meaning of the Article referred to and could not therefore reasonably lodge an application with the Strasbourg Court. The Court therefore considered that the dismissal of the KNK's action for inadmissibility under Article 230.4 was compatible with the case-law of the European Court of Human Rights.

The PKK argued that the Court of First Instance had been wrong to find, in the light of the evidence brought before it, that the organisation had ceased all activity in 2002 and therefore that Mr Ocalan could not validly represent it. The Court set aside the judgment of the Court of First Instance on this matter and held that the inclusion of the PKK on the list of terrorist organisations proved that this organisation retained a sufficient existence and that it could therefore dispute the impugned decision by means of an action for annulment. The Court also stated that in exceptional circumstances such as these, namely where a Council decision was disputed by an organisation without legal personality, the procedural rules on actions for annulment needed to be adjusted.

Cross-references:

- TPI, 03.05.2002, *Jégo-Quéré v. Commission*, T-177/01, Rec. 2002, p. II-2365;
- TPI, 12.07.2006, *Ayadi v. Council*, T-253/02, Rec. 2006, p. II-2139.

Headnotes:

1. Fundamental rights form an integral part of the general principles of law the observance of which the Court ensures. For that purpose, the Court draws inspiration from the constitutional traditions common to the Member States and from the guidelines supplied by international instruments for the protection of human rights on which the Member States have collaborated or to which they are signatories. The European Convention on Human Rights has special significance in that respect. The case-law of the European Court of Human Rights, as it currently stands, appears to indicate that an organisation which does not appear on the list of persons, groups and entities subject to the restrictive measures laid down by Regulation no. 2580/2001 on specific restrictive measures directed against certain persons and entities with a view to combating terrorism would not be able to establish that it has the status of a victim within the meaning of Article 34 ECHR and therefore would not be able to bring an action before that Court.

Consequently, where the Community judicature concludes that such an organisation is not individually concerned within the meaning of Article 230.4 EC, as interpreted by the case-law, and its action for annulment is therefore inadmissible, there is no conflict between the European Convention on Human Rights and Article 230.4 EC.

2. The European Community is a community based on the rule of law in which its institutions are subject to judicial review of the compatibility of their acts with the Treaty and with the general principles of law which include fundamental rights. Individuals are therefore entitled to effective judicial protection of the rights they derive from the Community legal order, and the right to such protection is one of the general principles of law stemming from the constitutional traditions common to the Member States. That right has also been enshrined in Articles 6 and 13 ECHR.

In that respect, as regards Regulation no. 2580/2001 on specific restrictive measures directed against certain persons and entities with a view to combating terrorism, it is particularly important for that judicial protection to be effective because the restrictive measures laid down by Regulation no. 2580/2001 have serious consequences. Not only are all financial transactions and financial services thereby prevented in the case of a person, group or entity covered by the regulation, but also their reputation and political activity are damaged by the fact that they are classified as terrorists.

relationships or contracts, or by limiting the number of renewals of such contracts or relationships. He contended that, even if labour law did not expressly lay down such restrictions in respect of older workers, there was in fact an objective reason, within the meaning of Clause 5.1.a of the Framework Agreement, that justified the conclusion of a fixed-term contract of employment, which was the difficulty those workers have in finding work having regard to the features of the labour market.

Doubtful as to whether the provisions on which the impugned contractual clause was based were compatible with Community law, the *Arbeitsgericht München* had decided to stay the proceedings and to refer a number of questions to the Court of Justice for a preliminary ruling.

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2009-1-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) First Chamber / d) 18.01.2007 / e) C-229/05 P / f) Osman Ocalan, on behalf of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and Serif Vanly, on behalf of the Kurdistan National Congress (KNK) v. Council of the European Union / g) *European Court Reports*, I-00439 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.3.4 Sources – Techniques of review – Interpretation by analogy
5.3.13.2 Fundamental Rights – Civil and political rights – Procedural safeguards, rights of the defence and fair trial – **Effective remedy**.

Keywords of the alphabetical index:

Terrorism, fight / Protective measure / Judicial review.

respect of age, which is a general principle of Community law, to provide, in a case within its jurisdiction, the legal protection which individuals derive from the rules of Community law and to ensure that those rules are effective, setting aside any provision of national law which may conflict with that law, even where the period prescribed for transposition of a directive based on that general principle, such as Directive no. 2000/78 establishing a general framework for equal treatment in employment and occupation, has not yet expired.

Summary:

This case arose from a reference for a preliminary ruling concerning the interpretation of Clauses 2, 5 and 8 of the Framework Agreement on Fixed-Term Work, concluded on 18 March 1999, put into effect by Council Directive no. 1999/70/EC of 28 June 1999 concerning the framework agreement on fixed-term work concluded by ETUC, UNICE and CEEP (*Official Journal*, L 175, p. 43), and of Article 6 of Council Directive no. 2000/78/EC of 27 November 2000 establishing a general framework for equal treatment in employment and occupation (*Official Journal*, L 303, p. 16, Judgment, point 1).

The reference had been made in the course of proceedings before the *Arbeitsgericht München* (Munich Labour Court) brought by Mr Mangold against Mr Helm concerning a fixed-term employment contract between them.

Mr Mangold, then aged 56, had concluded this contract with Mr Helm, who practises as a lawyer. The contract took effect on 1 July 2003 and stipulated a termination date of 28 February 2003. Under the terms of the contract, the fixed duration of the employment relationship was based on the combined provisions of German labour law aimed at making it easier to conclude fixed-term employment contracts with older workers, since the employee was more than 52 years old.

Mr Mangold ultimately considered, however, that this provision, inasmuch as it limited the duration of his contract, was, although such a limitation was in conformity with labour law, incompatible with the Framework Agreement and Directive no. 2000/78.

Mr Helm argued that Clause 5 of the Framework Agreement required the Member States to introduce measures to prevent abuse arising from the use of successive fixed-term contracts of employment, in particular, by requiring objective reasons justifying the renewal of such contracts, or by fixing the maximum total duration of such fixed-term employment

Commission's right of initiative. According to the French government, that restriction on the Commission's right of initiative gave rise to consequences for the Community's entire legislative process, since the nature of the proposals made by the Commission affected the freedom of action of the Council, which could reject those proposals only by unanimity.

The Court held, however, that, as they were devoid of binding effect in the case in question, the Guidelines could not impose obligations on the Commission in carrying out its role of initiating legislation. Therefore, the mere fact that a measure such as the Guidelines provided for the possibility of engaging in prior consultation and gathering all necessary information before submitting appropriate proposals could not be alleged to undermine the Commission's power of initiative.

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2007-3-006

a) European Union / **b)** Court of First Instance / **c)** Grand Chamber / **d)** 22.11.2005 / **e)** C-144/04 / **f)** Werner Mangold v. Rüdiger Helm / **g)** *European Court Reports*, I-6451 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.26 General Principles – Principles of EU law
5.2.2.7 Fundamental Rights – Equality – Criteria of distinction – Age.

Keywords of the alphabetical index:

Community law, principles, equal treatment / National Court, duty.

Headnotes:

It is the responsibility of the national court, hearing a dispute involving the principle of non-discrimination in

note of it at a meeting on 9 April 2002. The text was not, however, published in the Official Journal of the European Communities.

With regard to the merits, the French Government relied on two pleas in law in support of its application, relating, first, to the Commission's lack of competence to adopt the contested measure and, secondly, to infringement of the sole right to initiate legislation conferred upon the Commission by the EC Treaty.

The Court held, however, that none of the pleas in France's action was founded and therefore rejected it.

By its first plea, the French Government claimed, more specifically, that the Commission was not competent to adopt the contested measure, inasmuch as the Guidelines amounted to a binding international agreement the conclusion of which, under the division of powers pursuant to Article 300 EC, lay within the competence of the Council (Judgment, paragraph 28). The Commission, on the other hand, took the view that the Guidelines did not constitute a legally binding agreement, as confirmed by analysis of the intention of the parties, which was the only decisive criterion in international law for the purpose of establishing the existence of binding effect (Judgment, paragraph 32). It accordingly inferred that, inasmuch as the Guidelines were merely an agreement for practical co-operation, devoid of binding legal effect, the Commission had the power to agree such a document with the United States authorities.

The Court held, however, that the fact that a measure such as the Guidelines on Regulatory Cooperation and Transparency agreed with the United States of America was not binding was not sufficient to confer on the Commission the competence to adopt it. Determining the conditions under which such a measure could be adopted required that the division of powers and the institutional balance established by the Treaty in the field of the common commercial policy be duly taken into account, since in this case the measure sought to reduce the risk of conflict related to the existence of technical barriers to trade in goods.

By its second plea, the French Government claimed that the Guidelines infringed the EC Treaty in that they restricted the exercise of the Commission's sole right of initiative under the Community's legislative process and thereby affected that process as a whole. It argued in particular that the Commission was obliged to take the Guidelines into account at the stage of the legislative process for which it was responsible and that they therefore restricted the

under which such a measure may be adopted requires that the division of powers and the institutional balance established by the Treaty in the field of the common commercial policy be duly taken into account, since in this case the measure seeks to reduce the risk of conflict related to the existence of technical barriers to trade in goods.

2. For the purpose of determining whether or not a measure, such as the guidelines on regulatory cooperation and transparency agreed upon with the United States of America, is binding, the intention of the parties must in principle be the decisive criterion. In the present case, that intention is clearly expressed in the text of the Guidelines itself, paragraph 7 of which specifies that the purpose of the document is to establish guidelines which regulators of the United States Federal Government and the services of the Commission intend to apply on a voluntary basis. On the basis of that information, it is apparent that the parties had no intention of entering into legally binding commitments when they concluded those guidelines. Consequently, those guidelines do not constitute a binding agreement and therefore do not fall within the scope of Article 300 EC.

Since they are devoid of binding effect, those guidelines cannot impose obligations on the Commission in carrying out its role of initiating legislation in the context of the Community legislative process. Therefore, the mere fact that a measure such as those guidelines provides for the possibility of engaging in prior consultation and gathering all necessary information before submitting appropriate proposals cannot undermine the Commission's power of initiative.

Summary:

This case originated in the application by France for annulment of the decision by which the Commission concluded an agreement with the United States of America entitled "Guidelines on Regulatory Cooperation and Transparency" (Judgment, paragraph 1). Discussions on the Guidelines had begun in July 1999 between the relevant services of the Commission and their colleagues in the services of the United States Trade Representative and the Department of Commerce. Throughout those discussions, the Commission's services had insisted that the guidelines would not create any rights or obligations at the international level between the European Community and the United States of America. The Guidelines had been finalised in February 2002 by agreement between the Commission's negotiators and their United States colleagues. The document was not signed. The text was notified to the Commission, which took formal

- refunds under that sub-heading and had paid the relevant amounts. After checking, however, the Productschap had reclassified the goods under the sub-heading "Other" and following that reclassification had demanded repayment of a specified amount from Kühne & Heitz. Its objection to the repayment claim having been rejected, Kühne & Heitz appealed against the rejection decision to the *Collegie van Beroep voor het bedrijfsleven*. The *Collegie van Beroep voor het bedrijfsleven* dismissed the appeal on the ground that the goods in question were not covered by the term "legs" within the meaning of the relevant sub-heading of the common customs tariff (judgment, Sections 5 to 7). In those proceedings Kühne & Heitz had not requested that the matter be referred to the Court for a preliminary ruling. Following a judgment subsequently delivered by the Court which was in line with their arguments, Kühne & Heitz had asked the Productschap to repay the refunds which, in their view, the Productschap had wrongly required of them, and had sought payment of a sum equivalent to the greater amount which they would have received in refunds if the chicken legs had been classified in accordance with the new judgment. The Productschap had rejected the requests and, ruling on the complaint submitted to it, had upheld its earlier rejection decision in a further decision. Kühne & Heitz had then appealed to the *Collegie van Beroep voor het bedrijfsleven* against the second rejection decision (judgment, Sections 9 and 10).
- It was in connection with examining an appeal of that kind that the *Collegie van Beroep voor het bedrijfsleven* had wondered whether the finality of an administrative decision must exceptionally be disregarded in a case such as the one referred to it, in which, first, Kühne & Heitz had exhausted the legal remedies available to it; second, its interpretation of Community law had proved to be contrary to a judgment given subsequently by the Court; and third, the person concerned had complained to the administrative body immediately after becoming aware of that judgment of the Court (judgment, Section 17).
- II. The issue having been referred to it for a preliminary ruling, the Court held that the principle of co-operation arising from Article 10 EC required that an administrative body review a final administrative decision, where an application for such review was made to it, in order to take account of the interpretation of the relevant provision given in the meantime by the Court where:
- under national law it had the power to reopen decisions;
 - the administrative decision in question had become final as a result of a judgment of a national court ruling at final instance;

1. The fact that a measure, such as the Guidelines on regulatory cooperation and transparency agreed upon with the United States of America, is not binding is not sufficient to confer on the Commission the competence to adopt it. Determining the conditions

Headnotes:

Agreement, international, conclusion / Agreement, international, binding effect / Common commercial policy / Balance, institutional / Legislation, initiating.

Keywords of the alphabetical index:

1.3.5.2 Constitutional Justice – Jurisdiction – The subject of review – Community law – **Secondary legislation**.
 2.3.3 Sources – Techniques of review – **Intention of the author of the enactment under review**.
 3.13 General Principles – **Legality**.
 4.17.3 Institutions – European Union – **Distribution of powers between institutions of the EU**.

Keywords of the systematic thesaurus:

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) Plenary / d) 23.03.2004 / e) C-233/02 / f) France v. Commission / g) *European Court Reports*, I-02759 / h) CODICES (English, French).
 1.3.5.2 Constitutional Justice – Jurisdiction – The subject of review – Community law – **Secondary legislation**.

Identification: ECJ-2006-1-004



Languages:

- that judgment, in the light of a decision given by the Court subsequent to it, was based on a misinterpretation of Community law which had been adopted without the question's being referred to the Court for a preliminary ruling under Article 234.3 EC; and
- the person concerned had complained to the administrative body immediately after becoming aware of that decision of the Court (judgment, Section 28 and the operative paragraphs).
- Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Keywords of the systematic thesaurus:

1.6.9.2 Constitutional Justice – Effects – Consequences for other cases – **Decided cases.**

3.26.3 General Principles – Principles of EU law – **Genuine co-operation between the institutions and the member states.**

Keywords of the alphabetical index:

Export, refunds / Preliminary ruling, effects / Co-operation, fair, institutions, member states / *Res iudicata*, review of administrative decision, obligation.

Headnotes:

The principle of cooperation arising from Article 10 EC imposes on an administrative body an obligation to review a final administrative decision, where an application for such review is made to it, in order to take account of the interpretation of the relevant provision given in the meantime by the Court where:

- under national law, it has the power to reopen that decision;
- the administrative decision in question has become final as a result of a judgment of a national court ruling at final instance;
- that judgment is, in the light of a decision given by the Court subsequent to it, based on a misinterpretation of Community law which was adopted without a question being referred to the Court for a preliminary ruling under Article 234.3 EC; and
- the person concerned complained to the administrative body immediately after becoming aware of that decision of the Court.

Summary:

I. The *College van Beroep voor het bedrijfsleven* (the Dutch Appeal Court dealing with administrative disputes in economic matters) had asked the Court for a preliminary ruling on the interpretation of Community law and, in particular, the principle of co-operation arising from Article 10 EC. The question had been raised in proceedings between Kühne & Heitz NV and the *Productschap voor Pluimvee en Eieren*, a poultry and eggs group, concerning payment of export refunds (Judgment, Sections 1 and 2). Kühne & Heitz had exported quantities of poultrymeat parts to non-member countries. In its declarations to the Netherlands customs authorities it had designated the goods as falling under the “Legs and cuts of legs of other poultry” sub-heading of the common customs tariff. On the basis of the declarations the *Productschap* had granted export

15 years’ service solely in Austrian universities – with no account being taken of periods of service in universities in other Member States – amounted, since the accession of the Republic of Austria to the Community, to indirect discrimination unjustified under Community law. In the proceedings to which Mr Köbler’s claim gave rise, the *Verwaltungsgerichtshof* referred a question to the Court of Justice for a preliminary ruling. However, the *Verwaltungsgerichtshof* withdrew its reference for a preliminary ruling and, by judgment of the same date, dismissed Mr Köbler’s action, on the ground that the special length-of-service increment was a loyalty bonus which objectively justified a derogation from the Community law provisions on freedom of movement for workers.

Mr Köbler therefore brought an action for damages against the Republic of Austria before the *Landesgericht für Zivilrechtssachen Wien*, seeking reparation for the loss which he claimed to have suffered as a result of the non-payment to him of a special length-of-service increment. He maintained that the judgment of the *Verwaltungsgerichtshof* had infringed directly applicable provisions of Community law, as interpreted by the Court of Justice in judgments in which it held that a special length-of-service increment does not constitute a loyalty bonus. Taking the view that in the case before it the interpretation of Community law was not free from doubt and that such interpretation was necessary in order for it to give its decision, the *Landesgericht für Zivilrechtssachen Wien* decided to stay proceedings and to refer to the Court of Justice for a preliminary ruling the five questions giving rise to the present case.

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2006-1-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) Grand Chamber / d) 13.01.2004 / e) C-453/00 / f) Kühne & Heitz NV v. *Productschap voor Pluimvee en Eieren* / g) *European Court Reports*, I-00837 / h) CODICES (English, French).

Headnotes:

1. The principle that Member States are obliged to make good damage caused to individuals by infringements of Community law for which they are responsible is also applicable when the alleged infringement stems from a decision of a court adjudicating at last instance.

That principle, inherent in the system of the EEC Treaty, applies in which a Member State breaches Community law, whichever is the authority of the Member State whose act or omission was responsible for the breach.

It is for the legal system of each Member State to designate the court competent to adjudicate on disputes relating to such reparation. Subject to the reservation that it is for the Member States to ensure in each case that those rights are effectively protected, it is not for the Court to become involved in resolving questions of jurisdiction to which the classification of certain legal situations based on Community law may give rise in the national judicial system.

2. Member States are obliged to make good damage caused to individuals by infringements of Community law for which they are responsible where the rule of Community law infringed is intended to confer rights on individuals, the breach is sufficiently serious and there is a direct causal link between that breach and the loss or damage sustained by the injured parties. In order to determine whether the infringement is sufficiently serious when the infringement at issue stems from a decision of a court adjudicating at last instance, the competent national court must, taking into account the specific nature of the judicial function and the legitimate requirement of legal certainty, determine whether that infringement is manifest.

In particular, the national court must take account of all the factors which characterise the situation put before it. Those factors include, in particular, the degree of clarity and precision of the rule infringed, whether the infringement was intentional, whether the error of law was excusable or inexcusable, the position taken, where applicable, by a Community institution and non-compliance by the court in question with its obligation to make a reference for a preliminary ruling under Article 234.3 EC.

In any event, an infringement of Community law will be sufficiently serious where the decision concerned was made in manifest breach of the case-law of the Court in the matter.

Summary:

4. An infringement of Community law does not have the requisite manifest character for liability under Community law to be incurred by a Member State for a decision of one of its courts adjudicating at last instance when, firstly, Community law does not expressly cover the issue of law in question, there is no answer to be found in the Court's case-law and the answer is not obvious and secondly, the infringement is not deliberate in nature but results from the incorrect reading of a judgment of the Court.

As it precludes, for the purpose of the grant of the special length-of-service increment for which it provides, any possibility of taking into account periods of activity completed by a university professor in another Member State, such a regime is clearly likely to impede freedom of movement for workers. Although it cannot be excluded that an objective of rewarding workers' loyalty to their employers in the context of policy concerning research or university education constitutes a pressing public-interest reason, the obstacle which such a measure entails clearly cannot be justified in the light of such an objective.

3. Article 48 of the EEC Treaty (now, after amendment, Article 39 EC) and Article 7.1 of Regulation no. 1612/68 on freedom of movement for workers within the Community are to be interpreted as meaning that they preclude the grant by a Member State *qua* employer, of a special length-of-service increment to university professors which secures a financial benefit in addition to basic salary, the amount of which is already dependent on length of service, and which a university professor receives if he has carried on that profession for at least 15 years with a university in that Member State and if, furthermore, he has been in receipt for at least four years of the normal length-of-service increment.

Mr Köbler has been employed since 1 March 1986 under a public-law contract with the Austrian State in the capacity of ordinary university professor in Innsbruck. On his appointment he was awarded the salary of an ordinary university professor, tenth step, increased by the normal length-of-service increments. However, Mr Köbler applied for the special length-of-service increment for university professors, under Article 50a of the law on salaries. He claimed that, although he had not completed 15 years' service as a professor at Austrian universities, he had completed the requisite length of service if the duration of his service in universities of other Member States of the Community were taken into consideration. He maintained that the condition of completion of

The Court upheld the application, holding that the contested decision was incompatible with the regulation, since it sought to establish a regime of fraud prevention separate from and exclusive by reference to the regime provided for by Regulation no. 1073/1999, although that regulation provides that it is to apply to all the "institutions, bodies, offices and agencies established by, or on the basis of, the Treaties", which includes the ECB. The Court stated that such an application is not per se capable of undermining the ECB's independence.

Cross-references:

On the application of Regulation no. 1073/1999 to the EIB: CJEC, 10 July 2003, *Commission v. European Investment Bank*, C-15/00, paragraphs 97-99.

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2005-2-022

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 30.09.2003 / e) C-224/01 / f) Gerhard Kobbler v. Austria / g) *European Court Reports*, I-10239 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.2.3 Constitutional Justice – Types of claim – Referral by a court.

3.26 General Principles – Principles of EU law.

5.3.13.2 Fundamental Rights – Civil and political rights – Procedural safeguards, rights of the defence and fair trial – Effective remedy.

5.3.17 Fundamental Rights – Civil and political rights – Right to compensation for damage caused by the State.

Keywords of the alphabetical index:

Free movement of persons, remuneration of university professors, direct discrimination / European Community, law, breach by Member State, compensation, criteria.

by, or on the basis of, the Treaties: that is so notwithstanding the existence of control mechanisms specific to those institutions, bodies, offices and agencies. In that regard, the investigative function conferred on OLAf is different, as regards its specific nature and its specific subject-matter, from general control tasks such as those entrusted to the Court of Auditors, as regards examination of the operational efficiency of the Bank, and to external auditors, as regards the auditing of its accounts. As regards the functions assigned to the Directorate for Internal Audit and the Bank's Anti-Fraud Committee by Decision 1999/26 on fraud prevention the Community legislature can take the view that disparate control mechanisms adopted within the institutions, bodies, offices or agencies established by, or on the basis of, the Treaties, with the existence of such control mechanisms and the procedures followed by them being left to the discretion of those entities, do not constitute a solution presenting a degree of effectiveness equivalent to that which might be expected of a system designed to centralise the investigative function within one and the same specialised and independent body.

9. Decision 1999/26 of the European Central Bank on fraud prevention infringes Regulation no. 1073/1999 concerning investigations conducted by the European Anti-Fraud Office (OLAF), in particular Article 4 thereof, and exceeds the margin of autonomy of organisation which the Bank retains for the purpose of combating fraud, since, in view of its preamble and provisions, that decision is based on the incorrect premise that Regulation no. 1073/1999 does not apply to the Bank and consequently gives expression to the Bank's intention to assume sole responsibility for combating fraud within it, by failing to apply the system set up by the regulation and substituting for adoption of the decision referred to in Article 4.1.2 and 4.1.6 of the regulation the establishment of a separate system peculiar to the Bank.

Summary:

According to Decision no. 1999/26/EC of the European Central Bank (ECB) of 7 October 1999 on fraud prevention, administrative investigations in the ECB in respect of fraud fall within the sole competence of the Directorate for Internal Audit, which ipso facto precludes both the investigative powers in fraud matters conferred upon the European Anti-Fraud Office (OLAF) by Regulation (EC) no. 1073/1999 of the European Parliament and of the Council of 25 May 1999 and the applicability of that regulation to the ECB. The Commission brought an action for annulment of that decision on the ground that it infringed Regulation no. 1073/1999 and amounted to the outright negation of that regulation.

apparent from the wording of Article 280 EC, it would scarcely be compatible with the objectives pursued by that article. If the protection of the European Community's financial interests is to be rendered effective, it is essential that the deterrence of, and the fight against, fraud and other irregularities operate at all levels at which those interests are liable to be affected by such phenomena and it is often the case that phenomena fought in that way simultaneously involve actors at various levels.

5. The obligation laid down by Article 105.4 EC to consult the European Central Bank on any proposed act in its field of competence is intended essentially to ensure that the legislature adopts the act only when the body has been heard, which, by virtue of the specific functions that it exercises in the Community framework in the area concerned and by virtue of the high degree of expertise that it enjoys, is particularly well placed to play a useful role in the legislative process envisaged.

That is not the case as regards the prevention of fraud detrimental to the financial interests of the Community, an area in which the Bank has not been assigned any specific tasks. The fact that Regulation no. 1073/1999 concerning investigations conducted by the European Anti-Fraud Office (OLAF) may affect the Bank's internal organisation does not mean that the Bank should be treated differently from the other institutions, bodies, offices and agencies established by the Treaties.

6. It is clear from the wording of Article 108 EC that the outside influences from which that provision seeks to shield the European Central Bank and its decision-making bodies are those likely to interfere with the performance of the "tasks" which the Treaty and the Statute of the European System of Central Banks assign to the Bank. Article 108 EC seeks, in essence, to shield the Bank from all political pressure in order to enable it effectively to pursue the objectives attributed to its tasks, through the independent exercise of the specific powers conferred on it for that purpose by the Treaty and the State. By contrast, recognition that the Bank has such independence does not have the consequence of separating it entirely from the European Community and exempting it from every rule of Community law. There are no grounds which *prima facie* preclude the Community legislature from adopting, by virtue of the powers conferred on it by the Treaty and under the conditions laid down therein, legislative measures capable of applying to the European Central Bank.

7. Neither the fact that the European Anti-Fraud Office (OLAF) was established by the Commission and is incorporated within the Commission's

administrative and budgetary structures on the conditions laid down in Decision 1999/352, nor the fact that the Community legislature has conferred on such a body external to the European Central Bank powers of investigation on the conditions laid down in Regulation no. 1073/1999 concerning investigations conducted by OLAF is per se capable of undermining the Bank's independence.

The rules put in place by the regulation reflect the settled intention of the Community legislature to subject the powers conferred on OLAF, first, to guarantees intended to ensure OLAF's complete independence, in particular from the Commission, and, second, to strict observance of the rules of Community law, including, in particular, the Protocol on the Privileges and Immunities of the European Communities, human rights and fundamental freedoms and the Staff Regulations of officials of the European Communities and the Conditions of Employment of other servants of the European Communities.

The exercise of those powers is subject to various specific rules and guarantees, whilst the purpose for which they may be used is clearly delineated. The system of investigation set up by Regulation no. 1073/1999 is specifically intended to permit the investigation of suspicions relating to acts of fraud or corruption or other illegal activities detrimental to the financial interests of the European Community and a decision by OLAF's Director to open an investigation cannot be taken unless there are sufficiently serious suspicions in that respect. The internal investigations which OLAF may carry out must also be carried out under the conditions and in accordance with the procedures provided for in decisions adopted by each institution, body, office and agency. Thus it is conceivable that matters specific to the performance of its tasks will, where appropriate, be taken into account by the Bank when it adopts such a decision and it is incumbent on the Bank to establish that any restrictions in that regard are necessary.

8. Regulation no. 1073/1999 concerning investigations conducted by the European Anti-Fraud Office (OLAF) cannot be declared inapplicable with regard to the European Central Bank on the ground of a breach of the principle of proportionality.

The Community legislature does not make a manifest error of assessment in considering it necessary, for the purposes of strengthening the prevention of, and the fight against, fraud, corruption and other irregularities detrimental to the financial interests of the European Community, to set up a control mechanism and operated within one particular organ, specialised and operated independently and uniformly with respect to the various institutions, bodies, offices and agencies established

principle, revenue and expenditure covered by the budget of other bodies, offices and agencies established by the Treaty. The expression is peculiar to Article 280 EC and is different from the terms used in other provisions of Title II of Part Five of the EEC Treaty, which refer invariably to the "budget" of the European Community. Furthermore, that expression seems wider than the expression "items of revenue and expenditure of the Community" found *inter alia* in Article 268 EC. Lastly, the fact that a body, office or agency owes its existence to the Treaty suggests that it was intended to contribute towards the attainment of the European Community's objectives and places it within the framework of the Community, so that the resources that it has at its disposal by virtue of the EEC Treaty have by their nature a particular and direct financial interest for the Community.

The European Central Bank, pursuant to the EEC Treaty, falls within the Community framework and its resources and their use are thus of evident financial interest to the European Community and its objectives. Therefore, the expression "financial interests of the Community" in Article 280 EC also covers the resources and expenditure of the Bank.

4. By introducing into Article 280 EC the statements in paragraphs 1 and 4, the draftsmen of the Treaty of Amsterdam clearly intended to step up the fight against fraud and irregularities affecting the financial interests of the European Community, in particular by expressly conferring on the Community the specific task of "combating", like the Member States, such fraud and irregularities by adopting "measures" which act as a "deterrent" and afford "effective protection in the Member States". The fact that Article 280.1 EC specifies that the measures are to be taken in accordance with that Article does not mean that the scope of the Community's competence in this sphere is to be determined exclusively by reference to the remaining paragraphs of Article 280 EC, in particular paragraph 4. Article 280.4 EC must be construed as providing a fuller explanation of the Community's competence and specifying certain of the conditions on which it is exercised.

In that context, the fact that Article 280.4 EC refers in particular to the need to afford effective and equivalent protection in the Member States cannot be taken to mean that the draftsmen of the Treaty of Amsterdam implicitly intended to make any action taken by the Community subject to a supplementary restriction as basic as a prohibition on combating fraud and other irregularities affecting its financial interests by adopting legislative measures covering the institutions, bodies, offices and agencies established by, or on the basis of, the Treaties. Quite apart from the fact that such a restriction of the Community's competence is not

the distinctive features of its status within the Community legal order, the European Central Bank was indeed established by the Treaty, as is apparent from the actual wording of Article 8 EC. It does not follow from either the preamble to, or the provisions of, Regulation no. 1073/1999 that the Community legislature intended to draw any distinction between the institutions, bodies, offices and agencies established by, or on the basis of, the Treaties, in particular by excluding those bodies, offices or agencies which have resources distinct from the Community budget. The seventh recital to the regulation specifically draws attention to the need to extend the scope of OLA's internal investigations to all the institutions, bodies, offices and agencies.

2. Although it is true, first, that a decision adopted by the Community institutions which has not been challenged by its addressee within the time-limit laid down by Article 230.5 EC becomes definitive as against that person and, second, that the general principle, to which Article 241 EC gives expression and which has the effect of ensuring that every person has or will have had the opportunity to challenge a Community measure which forms the basis of a decision adversely affecting him, does not in any way preclude a regulation from becoming definitive as against an individual in regard to whom it must be considered to be an individual decision and who could undoubtedly have sought its annulment under Article 230 EC, a fact which prevents that individual from pleading the illegality of that regulation before the national court, those principles nevertheless do not in any way affect the rule laid down by Article 241 EC, which provides that any party may, in proceedings in which a regulation of the kind referred to in Article 241 EC is at issue, plead the grounds specified in Article 230.2 EC in order to invoke before the Court of Justice the inapplicability of that regulation.

Therefore, in an action for annulment of a decision adopted by a Community body, based on the latter's failure to comply with Regulation no. 1073/1999 concerning investigations conducted by the European Anti-Fraud Office (OLAF), that body cannot be denied the right to invoke the possible illegality of that regulation, given that its legislative nature has not been challenged by any of the parties and that, more particularly, it has not been claimed that the regulation should be treated as a decision or that the body in question would, in such a case, be the addressee thereof.

3. The expression "financial interests of the Community" in Article 280 EC must be interpreted as encompassing not only revenue and expenditure covered by the Community budget but also, in

a number of questions on the interpretation of Articles 30, 34 and 36 of the EC Treaty (now, after amendment, Articles 28 EC, 29 EC and 30 EC), read in conjunction with Article 5 of the EC Treaty (now Article 10 EC), and also on the conditions in which a member State would be liable for the damage caused to individuals by a breach of Community law. Those questions were raised in proceedings between a transport undertaking and the Republic of Austria concerning the permission implicitly granted by the competent authorities of that State to an environmental association whose objective was mainly to organise a demonstration on the Brenner motorway, which had the effect that that motorway was completely closed to traffic for almost 30 hours.

An association, whose objective is the protection of the biosphere space in the Alpine region, had informed the local authorities, as required by both the Austrian code and the Austrian highway code, that a demonstration would be held on the Brenner motorway, with the result that while it was in progress a section of that motorway would be closed to traffic.

Taking the view that the demonstration was lawful under Austrian law, the competent authorities had decided not to ban it, without however considering whether their decision might infringe Community law.

An international transport undertaking, whose principal activity consists in transporting timber from Germany to Italy and steel from Italy to Germany, and whose articulated vehicles essentially use the Brenner motorway, brought an action for damages against the Republic of Austria on the ground that five of its vehicles had been unable to use the Brenner motorway on four consecutive days. The undertaking contended that the failure to ban the demonstration and the Austrian authorities' failure to prevent the closure of that trunk route constituted a restriction of the free movement of goods which, as it could not be justified by the demonstrators' rights to freedom of expression and freedom of assembly, infringed Community law and was, accordingly, of such a kind as to render the member State concerned liable.

On appeal, the case came before the *Oberlandesgericht Innsbruck*, which, taking the view that account must be taken of the requirements of Community law where rights based at least in part on justice principally whether, in essence, the principle of free movement of goods, possibly in conjunction with Article 5 of the EEC Treaty, requires that a member State guarantee free access to main transit routes and whether that obligation takes precedence over the fundamental rights, such as freedom of

expression and freedom of assembly, guaranteed by Articles 10 and 11 ECHR.

The Court held that while a demonstration on the public highway normally entails some inconvenience for those not taking part, in particular as regards freedom of movement, that inconvenience may in principle be tolerated provided that the aim pursued is the public and lawful demonstration of an opinion.

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2005-2-013

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 10.07.2003 / **e)** C-11/00 / **f)** Commission of the European Communities v. European Central Bank (ECB) / **g)** *European Court Reports*, I-07147 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.16 General Principles – **Proportionality**.
4.10.6 Institutions – Public finances – **Auditing bodies**.
4.17.1 Institutions – European Union – **Institutional structure**.
4.17.3 Institutions – European Union – **Distribution of powers between institutions of the EU**.

Keywords of the alphabetical index:

Fraud, fight / European Community, European Central Bank, fight anti-fraud / European Community, European Anti-Fraud Office, skills.

Headnotes:

1. Regulation no. 1073/1999 concerning investigations conducted by the European Anti-Fraud Office (hereinafter, "OLAF") must be interpreted as being intended to apply *inter alia* to the European Central Bank. The expression 'institutions, bodies, offices and agencies established by, or on the basis of, the Treaties' in Article 1.3 of the regulation must be interpreted as including the Bank. Regardless of

Keywords of the alphabetical index:

Demonstration, impeding free movement of goods / Free movement of goods, barrier, private origin, obligation of state to prevent such obstacles.

Headnotes:

The fact that the competent authorities of a Member State did not ban a demonstration by protesters which resulted in the complete closure of a major transit route between Member States for a given period is not incompatible with Articles 30 and 34 of the EEC Treaty (now, after amendment, Articles 28 EC and 29 EC), read together with Article 5 of the EEC Treaty (now Article 10 EC) provided that that restriction of trade in goods between Member States is justified by the legitimate interest in the protection of fundamental rights, in this case the protesters' freedom of expression and freedom of assembly, which applies both to the Community and the Member States.

In considering that justification, the interests involved must be weighed, namely the free movement of goods which may, in certain circumstances, be subject to restrictions for the reasons laid down in Article 36 of the EEC Treaty (now, after amendment, Article 30 EC) or for overriding requirements relating to the public interest, on the one hand, and the freedom of expression and freedom of assembly, which are also subject to certain limitations justified by objectives in the public interest, on the other, having regard to all the circumstances of the case in order to determine whether a fair balance was struck between those interests.

It is true that the national authorities enjoy a wide margin of appreciation in that regard, but it is for the Court to determine whether the restrictions placed upon intra-Community trade are proportionate in the light of the legitimate objective pursued, namely, in the present case, the protection of fundamental rights.

Whilst a demonstration on a public highway usually entails inconvenience for non-participants, in particular as regards free movement, that inconvenience may in principle be tolerated provided that the objective pursued is the public and lawful demonstration of an opinion.

Summary:

In this case the *Oberlandesgericht Innsbruck* had been requested by the Court of Justice of the European Communities to give a preliminary ruling on

The Court answered in the negative, stating however that, in view of the requirement of respect for private life laid down by the European Convention on Human Rights, it must be shown that the wide disclosure not merely of the amounts of the annual income above a certain threshold of persons employed by the bodies subject to control by the *Rechnungshof* but also of the names of the recipients of that income is necessary for and appropriate to the objective of proper management of public funds pursued by the constituent power, which was a matter for the national courts to ascertain.

Cross-references:

- Constitutional Court of Austria, *Bulletin* 2003/3 [AUT-2003-3-004] and *Bulletin* 2000/3 [AUT-2000-3-009].

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2005-1-010

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 12.06.2003 / e) C-112/00 / f) Eugen Schmidberger, Internationale Transporte und Planzüge v. Republik Österreich / g) *European Court Reports*, I-05659 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.16 General Principles – Proportionality.
3.17 General Principles – Weighing of interests.
3.19 General Principles – Margin of appreciation.
3.26.1 General Principles – Principles of EU law – Fundamental principles of the Common Market.
4.7.16.1 Institutions – Judicial bodies – Liability – Liability of the State.
5.3.21 Fundamental Rights – Civil and political rights – Freedom of expression.

To establish the existence of such an interference, it does not matter whether the information communicated is of a sensitive character or whether the persons concerned have been inconvenienced in any way. It suffices to find that data relating to the remuneration received by an employee or pensioner have been communicated by the employer to a third party.

4. The interference with private life resulting from the application of national legislation which requires a State control body to collect and communicate, for purposes of publication, data on the income of persons employed by the bodies subject to that control, where that income exceeds a certain threshold, may be justified under Article 8.2 ECHR only in so far as the wide disclosure not merely of the amounts of the annual income above a certain threshold of persons employed by the bodies subject to control by the State body in question but also of the names of the recipients of that income is both necessary for and appropriate to the aim of keeping salaries within reasonable limits, that being a matter for the national courts to examine.

5. Articles 6.1.c, 7.c and 7.e of Directive 95/46 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data do not preclude national legislation requiring a State control body to collect and communicate, for purposes of publication, data on the income of persons employed by the bodies subject to that control, where that income exceeds a certain threshold, provided that it is shown that the wide disclosure not merely of the amounts of the annual income above a certain threshold of persons employed by the bodies subject to control by the State body in question but also of the names of the recipients of that income is necessary for and appropriate to the objective of proper management of public funds pursued by the constituent power, that being for the national courts to ascertain.

6. Wherever the provisions of a directive appear, so far as their subject-matter is concerned, to be unconditional and sufficiently precise, they may, in the absence of implementing measures adopted within the prescribed period, be relied on against any national provision which is incompatible with the directive or in so far as they define rights which individuals are able to assert against the State.

Such a character may be attributed to Article 6.1.c of Directive 95/46 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, under which 'personal data must be [...] adequate, relevant and not excessive in relation to the purposes for which they

Summary:

are collected and/or further processed', and to Article 7.c or Article 7.e of that directive, under which personal data may be processed only if *inter alia* 'processing is necessary for compliance with a legal obligation to which the controller is subject' or 'is necessary for the performance of a task carried out in the public interest or in the exercise of official authority vested in the controller [...] to whom the data are disclosed'.

The Court had been requested by the Austrian Constitutional Court (*Verfassungsgeschichtshof*) and the Austrian Supreme Court (*Oberster Gerichtshof*), respectively, to give a preliminary ruling on a number of questions, framed in substantially identical terms, on the interpretation of Directive 95/46/EC of the European Parliament and of the Council of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data. Each of the two courts was dealing with disputes concerning the obligation of public bodies subject to control by the Court of Auditors, the *Rechnungshof*, to communicate to the *Rechnungshof*, pursuant to the Federal Constitutional Law on the limitation of salaries of officials, the salaries and pensions exceeding a certain level paid by them to their employees and pensioners, together with the names of the recipients, for the purpose of drawing up an annual report to be transmitted to the National Council and the Parliaments of the Länder and made available to the public. In the proceedings before the *Verfassungsgeschichtshof*, certain territorial communities, public undertakings and a statutory professional representative body, all subject to control by the *Rechnungshof*, had refused to communicate the information relating to the income of the personnel concerned, or had communicated the information, to various degrees, anonymously. In the proceedings before the *Oberster Gerichtshof*, two employees of a body subject to control by the *Rechnungshof* had lodged an application for interim measures seeking to prevent the authority for which they worked from complying with such requests for communication.

The two referring courts thus asked the Court in substance whether the provisions of Community law, in particular the provisions on data protection, must be interpreted as precluding national legislation which requires a legal body to communicate data on the income of its staff members and a State body to collect and communicate those data, for the purposes of the publication of the names and income of those staff members.

Keywords of the systematic thesaurus:

1.3.1 Constitutional Justice – Jurisdiction – **Scope of review**

3.16 General Principles – **Proportionality**.

3.18 General Principles – **General interest**.

3.26.1 General Principles – Principles of EU law –

Fundamental principles of the Common Market.

5.3.32.1 Fundamental Rights – Civil and political

rights – Right to private life – **Protection of personal**

data

Keywords of the alphabetical index:

Court of Auditors, employment data, access /
Publication, interdiction / Salary / European
Community, directive, direct application.

Headnotes:

1. The applicability of Directive 95/46 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data cannot depend on whether the specific situations at issue have a sufficient link with the exercise of the fundamental freedoms guaranteed by the Treaty, in particular the freedom of movement of workers. A contrary interpretation could make the limits of the field of application of the directive particularly unsure and uncertain, which would be contrary to its essential objective of approximating the laws, regulations and administrative provisions of the Member States in order to eliminate obstacles to the functioning of the internal market deriving precisely from disparities between national legislations.

2. The provisions of Directive 95/46 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, in so far as they govern the processing of personal data liable to infringe fundamental freedoms, in particular the right to privacy, must necessarily be interpreted in the light of fundamental rights, which form an integral part of the general principles of law whose observance the Court ensures.

3. While the mere recording by an employer of data by name relating to the remuneration paid to his employees cannot as such constitute an interference with private life, the communication of that data to third parties, in the present case a public authority, infringes the right of the persons concerned to respect for private life, whatever the subsequent use of the information thus communicated, and constitutes an interference within the meaning of Article 8 ECHR.

unimputable as it only concerned the internal organisation of the Parliament's work, and had no legal effects on third parties. In any event the applicants were not directly and individually concerned, within the meaning of Article 230.4 EC, by this act, which, the defence argued, merely gave a general, abstract interpretation of a general legal provision. The Court accepted none of these arguments. While the impugned act indeed comprised a general interpretation, it also included the decision that the TDI group no longer existed *ex tunc* as it was not in conformity with Rule 29.1 of the rules of procedure of the Parliament. Likewise the act of 14 September 1999 could not strictly be considered to concern only the internal organisation of the Parliament's work, as it affected the conditions in which the members concerned carried out their parliamentary duties and therefore had legal effects on them. The Court of First Instance accordingly found that the impugned act concerned the applicant parties directly and individually and declared the appeals for annulment admissible.

On the merits, the Court confirmed the imperative nature of the provision in Rule 29.1 of the rules of procedure of the Parliament concerning political affiliates. In respect thereof it ruled out any violation of the principles of equal treatment, democracy, proportionality and freedom of association, and any disregard for the parliamentary traditions shared by the member states. It also ruled out the allegations of violation of essential formalities and abuse of procedure. The appeals were thus finally dismissed.

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

**Identification: ECJ-2005-1-008**

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 20.05.2003 / e) C-465/00, C-138/01 and C-139/01 / f) Österreichischer Rundfunk and others / g) *European Court Reports*, I-04989 / h) CODICES (English, French).

16. The principle of freedom of association which is enshrined in Article 11 ECHR and stems from the constitutional traditions common to the Member States is one of the fundamental rights which, as the Court has consistently held and as is reaffirmed in the preamble to the Single European Act and in Article 6.2 EU, are protected in the Community legal order. Nevertheless, even if that principle were intended to apply to the internal organisation of the Parliament, it should be stressed that it is not absolute. Restrictions may be imposed, for legitimate reasons, on the exercise of freedom of association, provided that those restrictions do not constitute, with regard to the aim pursued, disproportionate and unreasonable interference undermining the very substance of that right.

In that regard, the principle of freedom of association does not preclude the Parliament in the context of its power of internal organisation from making formation of a group of Members of the Parliament subject to a requirement of political affinity dictated by the pursuit of legitimate objectives and from prohibiting the formation of a group which is in patent breach of that requirement. Such measures, which are based on legitimate grounds, do not affect the right of Members concerned to organise themselves into a group provided that the conditions laid down in that connection by the Rules are observed.

17. Even if the case-law to the effect that in ensuring that fundamental rights are safeguarded the Community judiciary is obliged to draw inspiration from the constitutional traditions common to the Member States applies by analogy to the parliamentary traditions common to the latter, the act of the Parliament banning the formation of groups whose members abjure any political affinity cannot be adjudged contrary to a parliamentary tradition common to the Member States.

In fact, even though the formation of technical or mixed groups is permitted by one or other of the national parliaments, it does not appear that the national parliaments which, like the Parliament, make formation of a group within the parliament subject to a requirement of political affinity would interpret a statement concerning the formation of a group such as a group abjuring any political affinity as between its members in a manner differing from the Parliament's interpretation. Nor does it appear that formation of a group whose members expressly state that it is entirely unpolitical, would be possible in the majority of national parliaments.

Summary:

18. Under Rule 180.5 and 180.6 of the Parliament's Rules of Procedure, interpretations by the Parliament are adopted in the form of explanatory notes to the corresponding rule or rules and those explanatory notes constitute precedents in particular for the application of the rules concerned. Unlike Rule 181.3, which concerns amendments to those Rules, and under which any such amendment is to enter into force only on the first day of the part-session following its adoption, under the abovementioned provisions of Rule 180 the application to a specific case of the interpretation of a provision of the Rules of Procedure adopted by the Parliament is not subject to any time-limit or formality.

Thus, the interpretation by the Parliament of a rule elucidates and specifies its meaning and scope as it ought to be and ought to have been understood and applied from the time of its entry into force. It follows that the provision as so construed may be applied to situations arising prior to the adoption of the interpretative decision.

19. Point XV 8 of Annex VI and Rule 180.1 and 180.3 of the Parliament's Rules of Procedure must be construed as giving competence to the Committee on Constitutional Affairs, where a question is referred to it, to propose to the Parliament its interpretation of the rule in connection with the specific problem giving rise to such referral.

20. There is a misuse of powers, of which misuse of procedure is merely another form, only if the contested measure appears, on the basis of objective, relevant and consistent factors, to have been taken with the exclusive purpose, or at any rate the main purpose, of achieving ends other than those stated.

In the case of the constitution of the TDI group (see the judge's order of 25 November 1999 published in Bulletin ECJ-1999-H-001), the Court of First Instance of the European Communities judges the merits of the appeals. It begins by examining the arguments of the European Parliament as to why the appeals for annulment lodged by MEPs in the TDI group, the *Front national* and the *Lista Emma Bonino* are inadmissible. The defence claimed that the act at issue consisted simply of adopting the interpretation of Rule 29 of the Parliament's rules of procedure proposed by the Committee on Constitutional Affairs. As there was no decision calling for the dissolution of the TDI group, neither the *Front national*, nor Mrs Bonino or any other MP could request its annulment. Furthermore, the act of 14 September 1999 was

that principle the conditions under which Members who have been democratically vested with a parliamentary mandate exercise that mandate cannot be affected by their not belonging to a political group to an extent which exceeds what is necessary for the attainment of the legitimate objectives pursued by the Parliament through its organisation in political groups.

14. The principle of proportionality requires measures adopted by the Community institutions to be appropriate and necessary for meeting the objectives legitimately pursued by the legislation in question, and where there is a choice between several appropriate measures, the least onerous measure must be used.

In that connection, the combined provisions of Rule 29.1 and Rule 30 of the Parliament's Rules of Procedure, which only allow the formation of groups based on political affinities, constitute measures of internal organisation which are appropriate and necessary in the light of the legitimate objectives pursued by the Parliament. In fact, in the light of the Parliament's specific characteristics and operating constraints, only groups made up of Members sharing political affinities within the meaning of Rule 29.1 enable the Parliament to perform the institutional tasks and the objectives assigned to it by the Treaty. If Members declaring that they are forming a group as provided for in Rule 29.1 share no political affinity, the Parliament has no choice but to prohibit the formation of such a group and, as provided for by Rule 30, to deem them to be non-attached, since otherwise it would jeopardise the attainment of the legitimate objectives which it pursues by means of its organisation in political groups. Accordingly, Rule 29.1 in conjunction with Rule 30 cannot be regarded as measures which, in breach of the principle of proportionality, go beyond what is appropriate and necessary in order to attain the legitimate objectives pursued.

15. It is for the Parliament to consider, in compliance with the internal procedures provided for in that regard and subject to possible review by the Community judicature, whether the situation of Members who are non-attached within the meaning of Rule 30 of the Parliament's Rules of Procedure and, in the exercise of their functions, do not enjoy the same advantages as those conferred on the members of political groups complies with the principle of proportionality, by verifying whether in the case of each of the relevant provisions of the Parliament's internal rules, a less stringent solution would be just as appropriate for achieving the legitimate objectives pursued by the Parliament by way of its political group structure.

belonging to them, enjoy certain privileges and facilities denied to non-attached Members, it is for the Parliament to examine under the relevant internal procedures whether the differences in treatment as between those two categories of Member stemming from the abovementioned provisions are all necessary and thus objectively justified in the light of the abovementioned objectives. If appropriate, it will be for the Parliament under its power of internal organisation to remedy the inequalities inherent in those provisions which do not satisfy that requirement of necessity and which might consequently be held to be discriminatory on review by the Community judicature of acts of the Parliament adopted under those provisions.

11. The principle of protection of legitimate expectations, which is one of the fundamental principles of the Community, presupposes that the Community institution in question gave to those concerned specific assurances giving rise on their part to reasonable expectations.

In that connection, the absence in the past of opposition by the Parliament to statements concerning the formation of political groups not having the same characteristics as a group whose formation is now being declared cannot be regarded as a specific assurance giving rise in the minds of the Members who declared that they were forming that group reasonable expectations as to its compliance with the requirement of political affinities laid down in Rule 29.1 of the Parliament's Rules of Procedure.

12. Whilst the principle of democracy is a founding principle of the European Union, it does not preclude the Parliament from adopting measures of internal organisation, such as Rule 29.1 in conjunction with Rule 30 of the Parliament's Rules of Procedure, which allow only the formation of groups based on political affinities and which enable it to perform as well as possible, in keeping with its special characteristics, the institutional role and the objectives assigned to it by the:

13. In compliance with the internal procedures provided for in that regard and subject to possible review by the Community judicature, it is for the Parliament to determine whether the situation of non-attached Members within the meaning of Rule 30 of the Rules of Procedure of the Parliament who in the exercise of their functions are deprived by various provisions of the internal rules of the Parliament of the benefit of a number of material, administrative, financial and parliamentary privileges which are accorded to the political groups is in all respects compatible with the principle of democracy. Under

8. The Parliament is authorised by virtue of the power to determine its own internal organisation conferred on it by Articles 25 CS, 199 EC and 112 EA to take appropriate measures to ensure the proper functioning and conduct of its proceedings.

In that connection, the combined provisions of Rule 29.1 and Rule 30 of the Parliament's Rules of Procedure allowing within the Parliament only the formation of groups founded on political affinities and providing that the Members not belonging to a political group are to sit as non-attached Members under the conditions laid down by the Bureau of the Parliament, rather than authorising them to form a technical group or to constitute a mixed group, constitute measures of internal organisation which are warranted by the special characteristics of the Parliament, the constraints under which it operates and the responsibilities and objectives assigned to it by the Treaty.

9. The principle of non-discrimination, which constitutes a fundamental principle of law, prohibits comparable situations from being treated differently or different situations from being treated in the same way, unless such treatment is objectively justified.

In that regard, the Members of the Parliament all have a mandate bestowed on them democratically by the electorate and all assume the same task of political representation at European level. In that respect they are all in the same situation. It is certainly the case that Rule 29.1 in conjunction with Rule 30 of the Parliament's Rules of Procedure, by allowing only the formation of groups based on political affinities, introduces a distinction between two categories of Members, those belonging to a political group within the meaning of the Parliament's internal rules and those who sit as non-attached Members under the conditions laid down by the Bureau of the Parliament. That distinction is justified, however, by the fact that the former satisfy, unlike the latter, a requirement under the Rules of Procedure dictated by the pursuit of legitimate objectives. Accordingly, such a distinction cannot be held to constitute an infringement of the principle of non-discrimination.

10. It is for the Parliament to determine whether the situation arising from application of the various internal provisions governing the status of the non-attached Member is in all respects in conformity with the principle of equal treatment.

In that connection, although the attainment of the legitimate objectives pursued by the Parliament by means of its organisation in political groups justifies the fact that those groups, and thus the Members

However, that presumption cannot be regarded as irrebuttable. Pursuant to its supervisory competence, the Parliament has the power to examine whether the requirement laid down in Rule 29.1 has been observed where the Members declaring the formation of a group openly exclude any political affinity between themselves, in patent non-compliance with the abovementioned requirement.

6. The reference in the statement of formation of a parliamentary group to the fact that the various signatories comprising it retain their voting freedom both in committee and in plenary assembly does not warrant the conclusion that there are no political affinities between those signatories. In fact, that is an expression of the principle of the independent mandate enshrined in Article 4.1 of the Act of 20 September 1976 concerning the election of the representatives of the Assembly by direct universal suffrage and Rule 2 of the Parliament's Rules of Procedure and cannot therefore have any influence on assessment of a group's compliance with Rule 29.1. Nor does the fact that Members forming themselves into a group declare that they remain politically independent from one another suffice to warrant a finding that they do not share political affinities. A declaration of that kind is similarly in keeping with the principle of the independent mandate.

None the less, that is not the case where the members of the group concerned categorically rejected any common political affinity, undertook on no account to give the impression of sharing any such affinity and precluded in advance any action, even of an ad hoc nature, which might during the currency of that legislature have been conducive to that end.

7. Article 241 EC gives expression to the general principle conferring upon any party to proceedings the right to challenge, in order to seek annulment of a decision of direct and individual concern to that party, the validity of a previous act of the institutions which forms the legal basis of the decision which is being challenged, if that party was not entitled under Article 230 EC to bring a direct action challenging that act, by which it was thus affected without having been in a position to ask that it be declared void.

In that regard, the scope of that Article must extend to acts of the institutions which were relevant to the adoption of the decision forming the subject-matter of the action for annulment, even if such acts did not formally constitute the legal basis of that decision.

representatives of the peoples of the States brought together in the Community, the Members of the Parliament must, in regard to an act emanating from the Parliament and producing legal effects as regards the conditions under which the electoral mandate is exercised, be regarded as third parties within the meaning of Article 230.1 EC.

3. Rule 29.1 of the Rules of Procedure of the Parliament, which provides that Members may form themselves into groups according to their political affinities and appears in a rule dealing with the 'formation of political groups', must necessarily be construed as meaning that Members who choose to form a group within the Parliament may do so only on the basis of political affinities. Any argument as to the optional nature of the criterion of political affinities referred to in that provision is therefore invalidated by the very terms of that provision, in conjunction with its heading.

In that regard, the attitude previously adopted by the Parliament in regard to the statements of formation of certain groups must be regarded as reflecting an assessment as to observance of the requirement of political affinities dependent upon the specific content and context of each of those statements. Conversely, it cannot be deemed to constitute a legal interpretation according to which the requirement of political affinities mentioned in successive versions of the Parliament's Rules of Procedure could be regarded as optional.

4. As is clear from Rule 180 of the Parliament's Rules of Procedure, it has competence to ensure, if need be by referring a matter to the Committee on Constitutional Affairs, that its Rules of Procedure are being correctly applied and interpreted. In that respect it has competence specifically to monitor compliance with the requirement of political affinity laid down in Rule 29.1 by a group declaring its formation to the President of the Parliament under Rule 29.4. To deny the Parliament that monitoring power would be tantamount to compelling it to deprive Rule 29.1 of all effectiveness.

5. The concept of political affinity in Rule 29.1 of the Parliament's Rules of Procedure must be understood as having in each specific case the meaning which the Members forming themselves into a political group under Rule 29 intend to give to it, without necessarily openly so stating. It follows that Members declaring that they are organising themselves into a group under this provision are presumed to share political affinities, however minimal.

a) European Union / **b)** Court of First Instance / **c)** First Chamber / **d)** 02.10.2001 / **e)** T-222/99, T-327/99 and T-329/99 / **f)** Jean-Claude Martinez, Charles de Gaulle, Front national and Emma Bonino and others v. European Parliament / **g)** *European Court Reports*, FP-IA-0155; FP-II-0713 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.1.2 Sources – Categories – **Unwritten rules**.
 3.10 General Principles – **Certainty of the law**.
 4.5.3 Institutions – Legislative bodies – **Composition**.
 4.5.4 Institutions – Legislative bodies – **Organisation**.
 4.5.4.1 Institutions – Legislative bodies – **Rules of procedure**.
 5.1.4 Fundamental Rights – General questions – **Limits and restrictions**.
 5.3.41.2 Fundamental Rights – Civil and political rights – Electoral rights – **Right to stand for election**.

Keywords of the alphabetical index:

European Union, parliament, traditions, common to member states / Administration, good, principle / Parliament, group, dissolution / Parliament, member group, affiliation.

Headnotes:

1. Whilst the purpose of the rules of procedure of a Community institution is to organise the internal functioning of its services in the interests of good administration, and the rules laid down therefore have as their essential purpose to ensure the smooth conduct of procedure, that consideration alone does not preclude an act of the Parliament providing a general interpretation of a provision of its Rules of Procedure proposed by the Committee on Constitutional Affairs from having legal effects in regard to third parties and thus from being capable of forming the subject-matter of an action for annulment brought before the Community Judicature under Article 230 EC. The Parliament cannot claim that that act purports merely to give a general and abstract interpretation of the provisions at issue not capable of forming the subject-matter of an action for annulment.

2. Elected under Article 1 of the Act of 20 September 1976 concerning the election of the representatives of the Assembly by direct universal suffrage as

Identification: ECJ-2001-H-001

circumstances as Mr Grzelczyk would satisfy the conditions for obtaining the “minimex”. It was therefore a case of discrimination on the sole ground of nationality. The fact that a student who was a Union citizen pursued university studies in a Member State other than the State of which he was a national could not, of itself, deprive him of the possibility of relying on the prohibition of all discrimination on grounds of nationality. True, the Court acknowledged, Article 8a of the EEC Treaty (which became Article 18 EC after amendment), proclaimed the right for citizens of the Union to move and reside freely within the territory of the Member States, subject to the limitations and conditions laid down in the Treaty and by the measures adopted to give it effect. Accordingly, a Member State was entitled to take the view that a student who has recourse to social assistance no longer fulfils the conditions of his right of residence or to take measures, within the limits imposed by Community law, either to withdraw his residence permit or not to renew it. However, the Court added, in no case could such measures become the automatic consequence of a student who is a national of another Member State having recourse to the host Member State’s social assistance system. Only an unreasonable burden to the public funds of the host State could warrant a measure of removal from the territory, as Directive 93/96 accepted a certain degree of financial solidarity between nationals of a host Member State and nationals of other Member States.

In the light of the foregoing, the Court ruled that Articles 6 and 8 of the EEC Treaty precluded entitlement to a non-contributory social benefit, such as the “minimex”, from being made conditional, in the case of nationals of Member States other than the host State where they lawfully resided, on their falling within the scope of Regulation no. 1612/68 when no such condition applied to nationals of the host Member State.

Languages:

Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



States other than the host State where they are legally resident, on their falling within the scope of Regulation no. 1612/68 on the freedom of movement for workers within the Community when no such condition applies to nationals of the host Member State.

Summary:

Mr Grzelczyk, a French national, began a course of university studies in Belgium. During the first three years of his studies, he supported himself by taking on a variety of paid casual work and by obtaining credit facilities. At the beginning of his fourth and final year of study, he applied for award of the “minimex”, a social welfare benefit intended to guarantee a minimum means of subsistence to the recipient. After considering his application, the local public social welfare centre decided to grant him the minimex for the current academic year. The controlling authority nevertheless contested the propriety of the decision on the ground that the legal requirements for the grant of the minimex, and in particular the nationality requirement, had not been satisfied. It was by invoking Mr Grzelczyk’s student status that the social welfare centre eventually withdrew the assistance which it had previously granted to him, since Directive 93/96 provided that students wishing to exercise the right of residence in a different Member State than their home country must have sufficient resources to avoid becoming a burden on the social assistance system of the host Member State during their period of residence. Mr Grzelczyk challenged that decision before the Labour Tribunal of Nivelles (Belgium). Being unsure of the effect of several provisions of the EC Community and the derived Community law, that court decided to postpone its decision and refer a preliminary question to the Court of Justice of the European Communities.

The referring court asked the Court of Justice to determine in particular whether it was contrary to the principle of non-discrimination provided for in Article 6 of the EC Treaty (which became Article 12 EC after amendment) and to the European citizenship (which became Article 17 EC) – for entitlement to a non-contributory social benefit, such as the minimum subsistence allowance in question, to be granted only on condition that the person requesting it came within the scope of Regulation (EEC) no. 1612/68 of 15 October 1968 on the freedom of movement for workers within the Community, whereas no such condition applied to nationals of the host Member State. On that issue, the Court found that a student of Belgian nationality, though not having the status of a worker within the meaning of Regulation no. 1612/68, who found himself in exactly the same

discrimination on grounds of nationality laid down in Article 6 of the EEC Treaty. The Treaty on European Union has introduced citizenship of the European Union into the Treaty and added to Title VIII of Part Three a new Chapter 3 devoted to education and vocational training. There is nothing in the amended text of the EEC Treaty to suggest that students who are citizens of the Union, when they move to another Member State to study there, lose the rights which the Treaty confers on citizens of the Union. Furthermore, the Council has also adopted Directive 93/96, which provides that the Member States must grant the right of residence to student nationals of a Member State who satisfy certain requirements.

Article 1 of Directive 93/96 on the right of residence for students does not require, as a condition for obtaining the right of residence, resources of any specific amount, nor that they be evidenced by specific documents. The Article refers merely to a declaration, or such alternative means as are at least equivalent, which enables the student to satisfy the national authority concerned that he has, for himself and, in relevant cases, for his spouse and dependent children, sufficient resources to avoid becoming a burden on the social assistance system of the host Member State during their stay.

That interpretation does not, however, prevent a Member State from taking the view that a student who has recourse to social assistance no longer fulfils the conditions of his right of residence or from taking measures, within the limits imposed by Community law, either to withdraw his residence permit or not to renew it. Nevertheless, in no case may such measures become the automatic consequence of a national of another Member State having recourse to the host Member State's social assistance system.

Indeed, Directive 93/96, like Directives 90/364 on the right of residence and 90/365 on the right of residence for employees and self-employed persons who have ceased their occupational activity, accepts a certain degree of financial solidarity between nationals of a host Member State and nationals of other Member States, particularly if the difficulties which a beneficiary of the right of residence encounters are temporary. Furthermore, a student's financial position may change with the passage of time for reasons beyond his control. The truthfulness of a student's declaration is therefore to be assessed only as at the time when it is made.

Articles 6 and 8 of the EEC Treaty (now, after amendment, Articles 12 EC and 17 EC) preclude entitlement to a non-contributory social benefit, such as a minimum subsistence allowance, from being made conditional, in the case of nationals of Member



Identification: ECJ-2004-2-008

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 20.09.2001 / **e)** C-184/99 / **f)** Rudy Grzeleczyk v. Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve / **g)** *European Court Reports*, I-06193 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

5.1.1.2 Fundamental Rights – General questions – Entitlement to rights – **Citizens of the European Union and non-citizens with similar status.**
5.2.4 Fundamental Rights – Equality – Criteria of distinction – **Citizenship or nationality.**
5.4.14 Fundamental Rights – Economic, social and cultural rights – **Right to social security.**

Keywords of the alphabetical index:

European Union, citizen, statute / Free movement of persons / Residence, permit / Student, foreign, social assistance, conditions for granting.

Headnotes:

Union citizenship is destined to be the fundamental status of nationals of the Member States, enabling those who find themselves in the same situation to enjoy the same treatment in law irrespective of their nationality, subject to such exceptions as are expressly provided for.

A citizen of the European Union, lawfully resident in the territory of a host Member State, can rely on Article 6 of the EEC Treaty (now, after amendment, Article 12 EC) in all situations which fall within the scope *ratione materiae* of Community law.

Those situations include those involving the exercise of the fundamental freedoms guaranteed by the Treaty and those involving the exercise of the right to move and reside freely in another Member State, as conferred by Article 8a of the EEC Treaty (now, after amendment, Article 18 EC).

The fact that a Union citizen pursues university studies in a Member State other than the State of which he is a national cannot, of itself, deprive him of the possibility of relying on the prohibition of all

Consequently, the mere fact that there is a difference of opinion between an official and his institution does not justify refusing a request under Article 17.2 of the Staff Regulations for permission to publish, in so far as there is no evidence that making that difference public would be liable to prejudice the interests of the Communities.

Summary:

In the context of litigation concerning European Community officials, an application was lodged with the Court of First Instance to set aside a decision of the Commission refusing to authorise an official to publish the text of a lecture he had given.

The applicant was initially authorised to give a lecture on an economic subject. His superiors then refused to authorise him to publish the text of his lecture, on the grounds that it might harm the interests of the Community. In support of his claim the applicant alleged that under Article 17.2 of the Staff Regulations of the Communities, officials enjoyed freedom of expression in the framework of their statutory obligations and that, in prohibiting the publication of his text on the grounds that it would restrict the Community's room for manoeuvre, the Commission had made a mistake of law in its interpretation of the Staff Regulations and abused the power of discretion they conferred on it. The applicant refused that publication of the text in question might restrict the Commission's room for manoeuvre and claimed accordingly that the restriction of his freedom of expression was unjustified. The Court of First Instance, having recalled that fundamental rights, including freedom of expression, were protected by Community law, but that restrictions could be placed on the exercise of these rights to protect a legitimate aim in the general interest, verified whether the permission to publish was effectively denied in this case in order not to place the interests of the Community at risk. It noted that according to the Commission's decision to prohibit publication, the danger to the interests of the Community consisted solely in the public expression by an official of points of view different from those of the institution. Considering that differences of opinion are the whole point of freedom of expression, the Court found that this ground did not justify a restriction of the right to freedom of expression, and that the denial of permission to publish had no legal foundation and should be annulled.

Languages:

Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish.

Keywords of the alphabetical index:

Civil servant, publication, authorisation, prior.

Headnotes:

1. Freedom of expression, enshrined in Article 10 ECHR, is one of the fundamental rights which, as the Court of Justice has consistently held and as is reaffirmed by the preamble to the Single European Act and by Article F.2 of the EEC Treaty on European Union (now, after amendment, Article 6.2 EU), are protected in the Community legal order and apply *inter alia* to Community officials. However, fundamental rights do not constitute an unfettered prerogative but may be subject to restrictions, provided that the latter in fact correspond to objectives of general interest and do not constitute, in relation to the objective pursued, a disproportionate and intolerable interference in a democratic society, which infringes upon the very substance of the rights safeguarded.

Considered in the light of those principles, Article 17.2 of the Staff Regulations gives expression to the permanent need to strike a fair balance between ensuring that a fundamental right may be exercised and protecting a legitimate objective of general interest. Hence, that objective may justify restricting the exercise of such a right only if the actual circumstances require it and only in so far as necessary. According to that provision, an official is obliged to request permission to publish an article but the obligation is limited to articles dealing with the work of the Communities and permission may be refused only where the proposed publication is liable to prejudice the interests of the Communities.

2. In a democratic society founded on respect for fundamental rights, the fact that an official publicly expresses points of view different from those of the institution for which he works cannot, in itself, be regarded as liable to prejudice the interests of the Communities for the purposes of Article 17.2 of the Staff Regulations. Clearly, the purpose of freedom of expression is precisely to enable expression to be given to opinions which differ from those held at an official level. To accept that freedom of expression could be restricted merely because the opinion at issue differs from the position adopted by the institutions would be to negate the purpose of that fundamental right. Likewise, Article 17.2 of the Staff Regulations would be rendered nugatory, since, as is apparent from its wording, it clearly lays down the principle on which permission for publication is granted, specifically providing that such permission is to be refused only where the proposed publication is liable to prejudice the interests of the Communities.

Mr Haim's situation conditional upon his having the linguistic knowledge necessary for the exercise of his profession in the member state of establishment. After noting that such a situation did not fall within the scope of Directive 78/686 the Court stated that national measures which restrict the exercise of fundamental freedoms guaranteed by the EC Treaty can be justified only if they are applied in a non-discriminatory manner, are justified by overriding reasons based on the general interest, are suitable for securing the attainment of the objective which they pursue and do not go beyond what is necessary in order to attain that objective. In this context the Court considered that the reliability of a dental practitioner's communication with his patient and with administrative authorities and professional bodies constitutes an overriding reason of general interest such as to justify making his appointment under a social security scheme subject to language requirements. However it is also in the interest of patients whose mother tongue is not the national language that there exist a certain number of dental practitioners capable of communicating with them in their own language. The national courts must therefore strike a balance between these linguistic requirements.

Languages:

English, French, Finnish, Danish, Dutch, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2000-H-001

a) European Union / b) Court of First Instance / c) Fourth Chamber / d) 14.07.2000 / e) T-82/99 / f) Michael Cwik v. Commission of the European Communities / g) *European Court Reports*, FP-IA-0155; FP-II-0713 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the Systematic Thesaurus:

3.10 General Principles – **Certainty of the law**.
 3.17 General Principles – **Weighing of interests**.
 3.18 General Principles – **General interest**.
 5.14 Fundamental Rights – General questions – **Limits and restrictions**.
 5.3.21 Fundamental Rights – Civil and political rights – **Freedom of expression**.

a social security scheme, under Article 52 of the EC Treaty [now, after modification, Article 43 EC] it was not permissible for the competent authorities of that member state to refuse such an appointment without examining whether, and, if so, to what extent, the concerned corresponded to what was required by that country's legislation. Following this decision, Mr Haim was enrolled on the register of dental practitioners by decision of 4 January 1995. On account of his age, he did not take the steps necessary to obtain his appointment as a dental practitioner under a social security scheme, but nevertheless brought a further action against the KVN to obtain compensation for the loss of earnings. Before reaching a decision on this claim, the *Landgericht Düsseldorf* submitted certain questions to the Court of Justice that were answered in this judgment.

Firstly the national court asked whether a public-law body could be held liable for damages to an individual as a result of violations of Community law as well as the member state itself. The Court's reply was very clear: where the conditions for member state liability for breach of Community law are met, it is on the basis of rules of national law on liability that the state must make reparation for the consequences of the loss and damage caused. Nothing therefore prevents a member state from making a decentralised authority or any other public-law body distinct from itself liable to make any reparation under Community law. Nor is it precluded from making itself and the public law body jointly liable.

In the second question, the national court asked the Court of Justice to clarify the notion of a "sufficiently serious" breach of Community law, which is one of the three conditions of entitlement to reparation. Could the fact that an official did not have any discretion in taking his decision give rise to a serious breach of Community law? After reviewing its case-law on the subject, the Court ruled that the discretion which may be conferred by national law on the official or the institution responsible for the breach of Community law is irrelevant in assessing that breach. In order to determine whether such an infringement of Community law constitutes a sufficiently serious breach, a national court hearing a claim for reparation must take account of all the factors which characterise the situation put before it. Whether or not the Court has already ruled in a similar case is one of the factors national courts must take into account in reaching a decision.

In the third question, the national court asked the Court of Justice whether the competent authorities of a member state could make the appointment to a social security scheme of a dental practitioner in

4.6.10 Institutions – Executive bodies – **Liability**,
 5.3.16 Fundamental Rights – Civil and political rights
 – **Principle of the application of the more lenient law**.

Keywords of the alphabetical index:

Damage, reparation / Community law, sufficiently serious breach, determination / Appointment scheme, dentist, social security, conditions.

Headnotes:

1. It is for each Member State to ensure that individuals obtain reparation for loss and damage caused to them by non-compliance with Community law, whichever public authority is responsible for the breach and whichever public authority is in principle, under the law of the Member State concerned, responsible for making reparation.

However, reparation for loss and damage caused to individuals by national measures taken in breach of Community law does not necessarily have to be provided by the Member State itself in order for its obligations under Community law to be fulfilled. Thus, in the Member States in which certain legislative or administrative tasks are devolved to territorial bodies with a certain degree of autonomy or to any other public-law body legally distinct from the State, reparation for that loss and damage caused by measures taken by a public-law body may be made by that body.

Nor does Community law preclude a public-law body, in addition to the Member State itself, from being liable to make reparation for loss and damage caused to individuals as a result of measures which it took in breach of Community law.

2. In order to determine whether there is a serious breach of Community law, qua one of the conditions to be satisfied for a Member State to be required to make reparation for loss and damage caused to individuals as a result of breaches of Community law for which the State can be held responsible, account must be taken of the extent of the discretion enjoyed by the Member State concerned. The existence and the scope of that discretion must be determined by reference to Community law and not by reference to national law. The discretion which may be conferred by national law on the official or the institution responsible for the breach of Community law is therefore irrelevant in this respect.

In order to determine whether a mere infringement of Community law by a Member State constitutes a sufficiently serious breach, a national court hearing a claim for reparation must take account of all the factors which characterise the situation put before it. Those factors include, in particular, the clarity and precision of the rule infringed, whether the infringement and the damage caused was intentional or involuntary, whether any error of law was excusable or inexcusable, and the fact that the position taken by a Community institution may have contributed towards the adoption or maintenance of national measures or practices contrary to Community law.

Summary:

The judgment, following a reference for a preliminary ruling by the *Landgericht Düsseldorf*, originated with proceedings lasting more than ten years between *Salomone Halm* and the *Kassenzahlrichtige Vereinigung Nordrhein* (KVN – association of dental practitioners of social security schemes in the North Rhine region). It was the second *Halm* judgment, as the Court had already ruled on a reference for a preliminary ruling in this case (Judgment of 9 February 1994, *Halm I*, C-319/92, *European Court Reports*, I-425).

Mr Halm, an Italian national, held a diploma in dentistry awarded in 1946 by the University of Istanbul, Turkey, the town in which he had practised as a dentist until 1980. In 1981, he obtained permission to practise as a self-employed dentist in the Federal Republic of Germany. However he decided to practise in Belgium, where in 1982 his Turkish diploma was recognised as equivalent to the relevant Belgian qualification. In 1988 he applied to the KVN to be enrolled on the register of dental practitioners so that he could then be eligible for appointment as a dental practitioner under a social security scheme. In a decision of 10 August 1988, the KVN refused to enrol Mr Halm on the register of dental practitioners on the ground that he had not completed the two-year preparatory training period required by the national regulations and did not hold a qualification awarded by another member state. Mr Halm challenged that decision on the grounds that it infringed Community law and in the course of those proceedings the *Bundessozialgericht* referred a number of questions to the Court of Justice for preliminary ruling. In a decision of 9 February 1994, the Court adopted a cautious approach. Although Article 20 of Directive 78/686 did not prohibit a member state from requiring a national of another member state in a similar situation to Mr Halm to complete a preparatory training period in order to be eligible for appointment as a dental practitioner under

European Convention on Human Rights – referred to, moreover, in Article 6.2 EU – has special significance in that respect.

Article 6.1 ECHR concerning the right of all persons, in adversarial proceedings, to a fair hearing does not preclude the Court from refusing a request for leave to submit written observations in response to the Opinion of the Advocate General.

First, within the judicial system established by the Treaty and by the Statute of the Court of Justice, as set out in detail in the Court's Rules of Procedure, the Opinion of the Advocate General – by contrast with an opinion addressed to the judges or to the parties which stems from an authority outside the Court or which derives its authority from that of, say, a Procureur General's department (or French *ministère public*) – constitutes the individual reasoned opinion, expressed in open court, of a Member of the Court of Justice itself, who takes part, publicly and individually, in the process by which the Court reaches its judgment, and therefore in carrying out the judicial function entrusted to the Court.

Summary:

In a case referred to the Court of Justice for a preliminary ruling under Article 177 of the EC Treaty (now Article 234 EC), the plaintiff in the dispute to be determined by the national court, *Emesa Sugar (Free Zone) NV*, seeking to explain its position to the Court, sought leave to submit written observations in reply to the submissions of the Advocate General. There was provision for this neither in the Statute of the Court nor in its Rules of Procedure. The applicant maintained that it should be allowed to do so under the case-law of the European Court of Human Rights (ECHR) regarding the scope of Article 6.1 ECHR, and it referred in particular to the judgment in *Vermeylen v. Belgium* (20 February 1996, *Reports of Judgments and Decisions* 1996 I, p. 224). The applicant argued that not being allowed to reply to the Advocate General's submissions would contravene its fundamental right to adversarial proceedings, as guaranteed by Article 6.1 ECHR. It maintained that European Court of Human Rights case-law in the matter applied to the Advocate General's submissions to the Court of Justice. The Court pointed out that, under its established case-law, fundamental rights were among the general legal principles whose observance it ensured and in that context the European Convention on Human Rights, as referred to in Article 6.2 EU, was of special significance.

The Court nonetheless took the view that Article 6.2 did not prevent its rejecting a request from a party to lodge written observations in reply to the Advocate General's submissions: first, in the judicial system established by the Treaty and by the Statute of the Court of Justice, as set out in detail in the Court's Rules of Procedure, the submissions of the Advocate General, unlike an opinion addressed to the judges or the parties by an authority outside the Court or deriving their authority from that of a prosecutor's department, constituted the individual reasoned opinion, expressed in open court, of a member of the Court of Justice itself, who publicly and individually took part in this way in the process by which the Court reached its decision and therefore in performing the judicial function entrusted to the Court.

Secondly, regard being had to the very purpose of adversarial proceedings, which was to prevent the Court from being influenced by arguments which the parties had been unable to discuss, the Court might of its own motion, or on a proposal from the Advocate General or at the request of the parties, reopen the oral proceedings in accordance with Article 61 of its Rules of Procedure, if it considered that it lacked sufficient information, or that the case must be dealt with on the basis of an argument which had not been debated between the parties.

Holding that *Emesa's* application did not relate to reopening of the proceedings, the Court rejected it.

Languages:

English, French, Finnish, Danish, Dutch, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish



Identification: E CJ-2003-2-016

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 04.07.2000 / e) C-424/97 / f) Salomone Haim v. Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein / g) *European Court Reports*, I-5123 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.16 General Principles – **Proportionality**.

3.18 General Principles – **General interest**.

3.19 General Principles – **Margin of appreciation**.

refusing their request for a re-examination in the light of the judgment in favour of other parties to the agreement in the wood pulp sector.

Languages:

English, French, Finnish, Danish, Dutch, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2003-1-009

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 04.02.2000 / e) C-17/98 / f) *Emesa Sugar* (Free Zone) NV v. Aruba / g) *European Court Reports*, I-0665 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.4.1 Constitutional Justice – Procedure – **General characteristics.**

1.4.9.4 Constitutional Justice – Procedure – Parties – **Persons or entities authorised to intervene in proceedings.**

1.4.13 Constitutional Justice – Procedure – **Re-opening of hearing.**

2.1.3.2.1 Sources – Categories – Case-law – International case-law – **European Court of Human Rights.**

4.17.1.4 Institutions – European Union – Institutional structure – **Court of Justice of the EU.**

5.3.13.19 Fundamental Rights – Civil and political rights – Procedural safeguards, rights of the defence and fair trial – **Equality of arms.**

Keywords of the alphabetical index:

Advocate General, conclusions, right to response / Applicant, right to response.

Headnotes:

Fundamental rights form an integral part of the general principles of law, the observance of which the Court ensures. For that purpose, the Court draws inspiration from the constitutional traditions common to the Member States and from the guidelines supplied by international treaties for the protection of human rights on which the Member States have cooperated or of which they are signatories. The

(11/29.725 – wood pulp). By that decision the Commission had found that some of its 43 addressees had infringed Article 85.1 of the EC Treaty and had fined them. Only some of the addressees of the decision had lodged an application for its annulment, which the Court had allowed. In the light of the judgment annulling the decision, *Assidomän Kraft Products and others* had asked the Commission, although they were not addressees of that judgment, to reconsider their legal position, contending in particular that they were in the same position as the other producers. The Commission had refused their request, and the applicants had lodged with the Court of First Instance an application for annulment of that refusal, founded on a single plea alleging that, by its decision to refuse their request for review, the Commission had disregarded the legal consequences of the Court's judgment and infringed Article 176.1 of the EC Treaty (now Article 233.1 EC), relating to the measures involved in executing a judgment of the Court of Justice. They argued that that provision required the Commission to take measures in regard not only of the parties to the proceedings, but also of other parties, and consequently to re-examine similar cases in the light of the annulling judgment. In this connection, the Court of First Instance held that the wording of Article 176 of the EC Treaty did not rule out the possibility that the consequences to be drawn from a judgment annulling a measure could go beyond the group of persons who had brought the action, and it accordingly annulled the Commission's decision of 4 October 1995 as vitiated by an error of law, in so far as it was based on the premises that the Commission was neither obliged nor even entitled to refund the fines paid by the respondents. The Commission appealed against that judgment, raising, in substance, the question whether, where several similar individual decisions imposing fines had been adopted pursuant to a common procedure and only some addressees had taken legal action and obtained annulment, the institution which adopted them must, at the request of the other addressees, re-examine the lawfulness of the unchallenged decisions in the light of the grounds of the annulling judgment and determine whether, on the basis of such re-examination, the fines paid must be refunded. The Court, clarifying the scope of Article 176 and relying on the principle of legal certainty and the time-limits for appealing laid down in Article 173 of the EC Treaty (now, after amendment, Article 230 EC), allowed the appeal and set aside the Court of First Instance's judgment. In accordance with the second sentence of Article 54.1 of the EC Statute of the Court of Justice, the Court itself gave final judgment in the matter, dismissing as unfounded the action for annulment lodged with the Court of First Instance by the respondents against the Commission's decision

been addressed, but who have not themselves brought proceedings, the institution must re-examine those decisions, allegedly affected by the same irregularity.

The scope of a judgment annulling a measure is limited in two respects:

- first, since it would be *ultra vires* for the Community judiciary to rule *ultra petita*, the scope of the annulment may not go further than that sought by the applicant;
- secondly, although the authority *erga omnes* exerted by an annulling judgment given by the Community judiciary attaches to both the operative part and the *ratio decidendi*, it cannot entail annulment of a measure alleged to be violated by the same illegality, but which has not been challenged before the Community judiciary.

2. A decision which has not been challenged by the addressee within the time-limit laid down by Article 173 of the EC Treaty (now, after amendment, Article 230 EC) becomes definitive as against him. The purpose of time-limits for bringing legal proceedings is to ensure legal certainty by preventing Community measures which produce legal effects from being called in question indefinitely. Where a number of similar individual decisions imposing fines have been adopted pursuant to a common procedure and where only some of the addressees have taken legal action and secured the annulment of those decisions, the principle of legal certainty precludes any need for the institution which adopted the decisions to re-examine, at the request of other addressees and in the light of the grounds of the annulling judgment, the legality of the unchallenged decisions and to determine, on the basis of that examination, whether the fines paid must be refunded.

Summary:

The Commission of the European Communities lodged an appeal against the judgment of the Court of First Instance in the case *AssiDomän Kraft Products and Others v. Commission* (T-227/95, *European Law Reports* p. II-1185), whereby that court had annulled the Commission's decision of 4 October 1995 rejecting a request made by *AssiDomän Kraft Products and Others* that it review, in the light of the Court's judgment of 31 March 1993 in the case *Ahlström Osakeyhtiö and Others v. Commission* (C-89/85, C-104/85, C-114/85, C-116/85, C-117/85 and C-125/85 to C-129/85, *European Law Reports* p. I-1307), the lawfulness of the Commission's Decision 85/202/EEC of 19 December 1984 relating to proceedings under Article 85 of the EC Treaty

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-2003-1-003

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 14.09.1999 / **e)** C-310/97 / **f)** Commission of the European Communities v. AssiDomän Kraft Products AB, Iggesund Bruk AB, Korsnäs AB, Modo Paper AB, Södra Cell AB, Stora Kopparbergs Bergslags AB and Svenska Cellulosa AB / **g)** *European Court Reports*, I-5363 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.3.1.1 Constitutional Justice – Jurisdiction – Scope of review – **Extension**.
 1.3.4.6.1 Constitutional Justice – Jurisdiction – Types of litigation in respect of referendums and other instruments of direct democracy – **Admissibility**.
 1.5.4.4 Constitutional Justice – Decisions – Types – **Annulment**.
 1.6.1 Constitutional Justice – Effects – **Scope**.
 1.6.9.2 Constitutional Justice – Effects – Consequences for other cases – **Decided cases**.
 3.10 General Principles – **Certainty of the law**.

Keywords of the alphabetical index:

Judgment, annulling a measure, scope / European Commission, decision, review / Fine, reimbursement, conditions.

Headnotes:

1. Although, in cases where a measure has been annulled by the Community judiciary, Article 176 of the EC Treaty (now Article 233 EC) requires the institution which had adopted that measure to ensure that any measure intended to replace it is not affected by the same irregularities as those identified in the judgment annulling the original measure, that provision does not mean that, at the request of parties to whom identical or similar decisions have

Identification: ECJ-1999-S-001

a) European Union / **b)** Court of First Instance of the European Communities / **c)** / **d)** 25.03.1999 / **e)** T-102/96 / **f)** Gencor Ltd v. Commission of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, II-753 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.3.9 Sources – Techniques of review – **Teleological interpretation.**

3.19 General Principles – **Margin of appreciation.**

Keywords of the alphabetical index:

European Commission, role / Judicial review / Action for annulment, admissibility.

Headnotes:

An action for annulment brought by a natural or legal person is admissible only insofar as that person has an interest in the contested measure being annulled; that is the position where annulment would enable future repetition of the alleged illegality to be avoided.

Summary:

1. Gencor Ltd is a company incorporated under South African law which operates in the mining and metals industries. It holds 46.5% of Implats, the remainder of the capital being spread over a number of third parties. Implats is a South African company bringing together Gencor's activities in the platinum group metal sector. Lonrho Pic is a company incorporated under English law and carries out various activities, notably in the mining and metals sectors. It holds 73% of Eastplats and Westplats (LPD), companies incorporated under South African law which bring together Lonrho's activities in the platinum group metal sector. Gencor holds 27% of LPD.

Gencor and Lonrho proposed to acquire joint control of Implats and then to grant that undertaking sole control of LPD.

Following that transaction, Implats would have had sole control of LPD, which would have eliminated competition between those two undertakings, not only in the extraction and production of platinum group metals in South Africa, but also in their marketing in the Community, where Implats and LPD had significant sales. Thus, two South African suppliers of platinum group metals, and no longer three

(Implats/LPD and Amplats, the leading world supplier) would have supplied the market.

Gencor and Lonrho notified the Commission, in accordance with Community law, of the series of agreements relating to the concentration. The Commission declared the concentration incompatible with the common market, on the ground that it would have resulted in a collective dominant position of the entity resulting from the concentration and Amplats on the world market for platinum and rhodium. Gencor brought an action before the Court of First Instance for annulment of that decision.

II. In its judgment, the Court of First Instance considered various questions relating to the parties' interest in acting, the interpretative techniques to be applied to a measure and also the Commission's discretion in the context of operations to control concentrations. The undertaking to which a decision declaring a concentration incompatible with the common market was addressed has an interest in bringing proceedings and in having the legality of that decision examined by the Community judicature.

Since interpretations based on the wording, history and conceptual structure of a measure do not permit its precise scope to be assessed, that measure must be interpreted by reference to its purpose.

In assessing, in the context of its endeavours to control concentrations, whether there is a collective dominant position, the Commission is obliged to establish, using a prospective analysis of the relevant market, whether the concentration under investigation would lead to a situation in which effective competition in the relevant market would be significantly impeded by the undertakings involved in the concentration and one or more other undertakings which together, in particular because of factors giving rise to a connection between them, are able to adopt a common policy on the market and act to a considerable extent independently of their competitors, their customers and, ultimately, of consumers. In that connection, the basic provisions of the Regulation, in particular Article 2 thereof, confer on the Commission a certain discretion, especially with respect to assessments of an economic nature. Consequently, review by the Community judicature of the exercise of that discretion, which is essential for defining the rules on concentrations, must take account of the discretionary margin implicit in the provisions of an economic nature which form part of the rules on concentrations. In this case the Court of First Instance dismissed the applicant's action and upheld the Commission's decision.

Summary:

1. The *Bundesfinanzhof* was uncertain as to the validity of Regulation no. 3300/91 of 11 November 1991 whereby the Council suspended, at the time of war in the former Yugoslavia, the trade concessions provided for in the Co-operation Agreement between the European Economic Community and the Federal Socialist Republic of Yugoslavia.

A. Rack GmbH & Co., the plaintiff in the main proceedings, imported wine originating in Serbia and enjoyed tariff advantages on imports of Yugoslav wine until the Council adopted the disputed regulation.

Relying on rules of international law, and in particular on the principle *pacta sunt servanda* and the clause *rebus sic stantibus*, Racke maintained that the Council regulation suspending the trade concessions was invalid.

The present case raised the new problem of whether an individual may rely on rules of general international law as against the decision to suspend the application of an international agreement.

11. In its judgment the Court of Justice held that Community law is subject to the obligation to comply with international law. An agreement concluded by the Council with a non-member country in accordance with the provisions of the EC Treaty is, as far as the Community is concerned, an act of a Community institution, and the provisions of such an agreement form an integral part of Community law. If, therefore, a Community regulation suspending the application of a co-operation agreement were to be declared invalid by reason of its being contrary to rules of customary international law, the trade concessions granted by the provisions of that agreement would remain applicable in Community law until the Community brought that agreement to an end in accordance with the relevant rules of international law.

Moreover, the European Community must respect international law in the exercise of its powers. It is therefore required to comply with the rules of customary international law when adopting a regulation suspending the trade concessions granted by, or by virtue of, an agreement which it has concluded with a non-member country.

It follows that the rules of customary international law concerning the termination and the suspension of treaty relations by reason of a fundamental change of circumstances are binding upon the Community institutions and form part of the Community legal order.



Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Languages:

However, because of the complexity of those rules and the imprecision of some of the concepts to which they refer, judicial review must necessarily, and in particular in the context of a preliminary reference for an assessment of validity, be limited to the question whether, by adopting the suspending regulation, the Council made manifest errors of assessment concerning the conditions for applying those rules.

In those circumstances, an individual relying in legal proceedings on rights which he derives directly from an agreement with a non-member country may not be denied the possibility of challenging the validity of a regulation which, by suspending the trade concessions granted by that agreement, prevents him from relying on it, and of invoking, in order to challenge the validity of the suspending regulation, obligations deriving from rules of customary international law which govern the termination and suspension of treaty relations.

Moreover, those rules form an exception to the *pacta sunt servanda* principle, which constitutes a fundamental principle of any legal order and, in particular, the international legal order. Applied to international law, that principle requires that every treaty be binding upon the parties to it and be performed by them in good faith.

Where an individual is incidentally challenging the validity of a Community regulation under rules of customary international law concerning the termination and the suspension of treaty relations by reason of a fundamental change of circumstances in order to rely upon rights which he derives directly from an agreement of the Community with a non-member country, the case in question does not concern the direct effect of those rules.

including the right, laid down in Article 6 of the EC Treaty, not to suffer discrimination on grounds of nationality within the scope of application *ratione materiae* of the EC Treaty.

Community law precludes a Member State from requiring nationals of other Member States authorised to reside in its territory to produce a formal residence permit issued by the national authorities in order to receive a child-raising allowance, whereas that Member State's own nationals are only required to be permanently or ordinarily resident in that Member State.

For the purposes of the grant of the benefit in question, possession of a residence permit cannot be constitutive of the right to the benefit when, for the purposes of recognition of the right of residence, it has only declaratory and probative force.

Summary:

I. Ms. Maria Martínez Sala is a Spanish national who has lived in Germany since she was 12 years old. She worked there until 1989 and subsequently received social assistance. Until 1984 she obtained regular residence permits; subsequently the German authorities issued only a document certifying that she had applied for an extension of her residence permit. In 1993, Ms Martínez Sala gave birth to her second child, for whom she applied for a child-raising allowance, which was refused by Freistaat Bavaria on the ground that she was not a German national and did not have a residence permit. In any event, she was allowed to reside in Germany on the basis of the European Convention on Social and Medical Assistance of 1953.

Following the rejection of her complaint by the administration, Ms Martínez Sala brought a judicial action, relying on Regulation no. 612/68 on freedom of movement for migrant workers (*Official Journal, English Special Edition* 1968 (II), p. 475) and Regulation no. 1408/71 on social protection for migrant workers and their families (*Official Journal, English Special Edition* 1971 (II), p. 416). The *Bayerisches Landessozialgericht* decided to stay the proceedings and to request a preliminary ruling from the Court of Justice. The national court sought to ascertain, in particular, whether it was compatible with Community law for national legislation to make the grant of the child-raising allowance conditional on possession of a residence permit even where the person concerned was a national of another member State and was permitted to reside in Germany.

II. In its answer the Court used for the first time the concept of citizenship of the European Union and indicated the rights resulting from that status, including the right not to suffer discrimination on grounds of nationality within the scope of application *ratione materiae* of the EC Treaty. In this case, the Court concluded that Ms Martínez Sala had suffered discrimination in that she was required to produce a residence permit in order to obtain a child-raising allowance, whereas that was not the case for nationals.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1998-S-003

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 16.06.1998 / e) C-162/96 / f) A. Racke GmbH & Co v. Hauptzollamt Mainz / g) *European Court Reports*, I-3665 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.1.14 Sources – Categories – Written rules – International instruments
2.1.2 Sources – Categories – Unwritten rules.
2.3.1 Sources – Techniques of review – Concept of manifest error in assessing evidence or exercising discretion.

Keywords of the alphabetical index:

Community law, customary international law, pre-eminence.

Headnotes:

When invoking in legal proceedings the preferential customs treatment granted to him by Article 22.4 of the Co-operation Agreement between the EEC and the Socialist Federal Republic of Yugoslavia, an individual may challenge the validity under customary international law rules of a regulation suspending the trade concessions granted under that Agreement.

undertaking Elliniki Viomichania Opon SA sought leave to intervene in support of the form of order sought by the applicant.

11. The Court of First Instance considered, by order, that that application to intervene was inadmissible, as the undertaking could establish only an indirect interest in the result of the case, by reason of a mere similarity between the situations in question. The concept of an interest in the result of the case must be understood as a direct interest in the outcome of the application.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1998-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 12.05.1998 / e) C-85/96 / f) María Martínez Sala v. Freistaat Bayern / g) *European Court Reports*, I-2691 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

5.1.2 Fundamental Rights – General questions – Entitlement to rights – Citizens of the European Union and non-citizens with similar status. 5.2.4 Fundamental Rights – Equality – Criteria of distinction – Citizenship or nationality.

Keywords of the alphabetical index:

Discrimination, discriminatory treatment / Fundamental rights, State, obligation to guarantee exercise / CJEC, preliminary ruling.

Headnotes:

A national of a Member State lawfully residing in the territory of another Member State comes within the scope *ratione personae* of the provisions of the EC Treaty on European citizenship and can rely on the rights laid down by the EC Treaty, Article 8.2 of which attaches to the status of citizen of the Union,

In 1975, the applicant had concluded with the Ministry of Works and Housing of the Republic of Iraq a contract for services relating to the organisation and supervision of works on the construction of Iraq Expressway no. 1. Article X of the contract provided that, in the event of differences arising as to the interpretation of the contract or non-performance of the contractual obligations, the contracting parties were to endeavour to find an acceptable solution by conciliation.

The outstanding debts owed to the applicant by the Iraqi authorities in 1990 for services rendered under the above-mentioned contract were acknowledged in two letters from the Iraqi Ministry to an Iraqi Bank, Rafidain Bank, directing it to transfer the sums due to the applicant's bank account.

On 8 August 1990 the Council, referring to the "serious situation resulting from the invasion of Kuwait by Iran" and to United Nations Security Council Resolution no. 661 (1990), adopted, on a proposal from the Commission, Regulation no. 2340 preventing trade by the Community as regards Iraq and Kuwait (*Official Journal*, 1990 L 213, p. 1).

On 16 September 1990 the Higher Revolutionary Council of the Republic of Iraq, referring to arbitrary decisions by certain governments, adopted Law no. 57 on protection of Iraqi property, interests and rights in Iraq and elsewhere. That Law froze all property and assets and income from them held at the material time by the governments, undertakings, companies and banks of those States which had adopted those arbitrary decisions against Iraq.

Not having received payment from the Iraqi authorities of the sums acknowledged in the letters of 5 and 6 February 1990 from the Iraqi Ministry, the applicant approached the Council and the Commission, requesting that they compensate it for the damage which it had suffered as a result of those debts having become irrecoverable through the application of Law no. 57, since that Law had been adopted in response to the adoption by the Community of Regulation no. 2340/90. The applicant claimed that the Community legislature was under an obligation to compensate operators affected by the embargo against Iraq and that the failure to do so rendered the Community liable under Article 215.2 of the EC Treaty.

However, the Council refused to grant the applicant's request for compensation.

In those circumstances the applicant brought the claim for compensation before the Court of First Instance. In the context of that procedure, the

period from taking any measures liable seriously to compromise the result prescribed by the directive in question.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1998-S-001

a) European Union / **b)** Order of the Court of First Instance / **c)** / **d)** 28.04.1998 / **e)** T-184/95 / **f)** Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH v. Council of the European Union and Commission of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, II-667 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.4.9.2 Constitutional Justice – Procedure – Parties – Interest.

Keywords of the alphabetical index:

Undertaking, leave to intervene.

Headnotes:

An interest in the result of the case, within the meaning of Article 37.2 of the Statute of the Court of Justice, must be understood as a direct interest in the outcome of the application where, in the course of an action for damages, an application for leave to intervene is submitted by an undertaking whose interest consists in defending its own situation, which, although comparable to that of the applicant in the main proceedings, is nevertheless different from it inasmuch as the rights which the two undertakings wish to assert against the Community concern different losses.

Summary:

I. The applicant, *Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH*, is a company whose principal activity is engineering consultancy in various countries.

incompatible provisions and of their duration in time. More particularly, if the provisions in issue are intended to constitute full and definitive transposition of the directive, their incompatibility with the directive might give rise to the presumption that the result prescribed by the directive will not be achieved within the period prescribed if it is impossible to amend them in time. Conversely, the national court could take into account the right of a Member State to adopt transitional measures or to implement the directive in stages, where the incompatibility of the transitional national measures with the directive, or the non-transposition of certain of its provisions, would not necessarily compromise the result prescribed.

Summary:

I. Inter-Environnement Wallonie requested the Belgian *Conseil d'Etat* to annul an order of the Walloon Regional Executive on toxic or hazardous waste, on the ground, in particular, that that order was incompatible with certain provisions of Council Decision 75/442/EEC of 15 July 1975 on waste (*Official Journal*, 1975 L 194, p. 39).

However, the contested order had been adopted before the expiry of the period prescribed for transposition of the directive. As the legality of the order had to be assessed on the date on which it was adopted, whether or not obligations contained in the directive could be taken into account therefore depended on the determination of the obligations of the Member States before expiry of the period prescribed for transposition.

II. As to whether the EEC precludes Member States from adopting measures contrary to a directive during the period prescribed for transposition, the Court first observed that the obligation for a member State to take all the measures necessary to achieve the result prescribed by a directive is a binding obligation.

The Court then observed that a directive has legal effect with respect to the Member State to which it is addressed from the time at which it is notified.

Although the directive provides for a period for transposition which is designed, in particular, to give Member States the necessary time to adopt transposition measures, the fact nonetheless remains that it is during that transposition period that the Member States must take the measures necessary to ensure that the result prescribed by the directive is achieved upon expiry of that period.

In that regard, while the Member States are not required to adopt those measures before the expiry of that transposition period, they must refrain during that

Treaty does not merely prohibit measures emanating from the State which, in themselves, create restrictions on trade between Member States, but may also apply where a Member State abstains from adopting the measures required in order to deal with obstacles to the free movement of goods which are not caused by the State. The fact that a Member State abstains from taking action or fails to adopt adequate measures to prevent obstacles to the free movement of goods that are created, in particular, by actions by private individuals on its territory aimed at products originating in other Member States is just as likely to obstruct intra-Community trade as is a positive act. Article 30 of the EC Treaty therefore requires the Member States not merely themselves to refrain from adopting measures or engaging in conduct liable to constitute an obstacle to trade but also, when read with Article 5 of the EC Treaty, to take all necessary and appropriate measures to ensure that the free movement of goods, a fundamental freedom, is complied with on their territory.

Summary:

1. Following various complaints about violent acts committed by private individuals and by protest movements of French farmers directed against agricultural products from other Member States, in particular Spanish strawberries, the Commission gave the French Republic formal notice, inviting it to take all necessary measures to put an end to acts of that type. Further incidents nonetheless occurred and the Commission issued a reasoned opinion in which it considered that, by failing to take all necessary and proportionate measures in order to prevent the free movement of fruit and vegetables from being obstructed by actions by private individuals, the French Republic had failed to fulfil its obligations under Community law. Following that reasoned opinion, the French Government stated that it had adopted all the measures available to it to ensure the free movement of goods on its territory. Nonetheless, during the following months lorries transporting fruit and vegetables from Spain were the subject of acts of violence in the south of France, without any intervention by the police, and the same happened again a few weeks later when Italian and Spanish fruit were once again destroyed by French farmers.

The Commission then decided to bring infringement proceedings before the Court of Justice.

11. In its judgment, the Court stated for the first time that Member States are also under an obligation to take all necessary and appropriate measures in order to ensure compliance with the principle of the free movement of goods, even if it is individuals that impede such free movement. In the present case the Court made a declaration against France on the

ground that it had failed to take the above-mentioned measures.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1997-S-003

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 18.12.1997 / e) C-129/96 / f) Inter-Environnement Wallonie ASBL v. Région wallonne / g) *European Court Reports*, I-7411 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.2.1.6.4 Sources – Hierarchy – Hierarchy as between national and non-national sources – Community law and domestic law – **Secondary Community legislation and domestic non-constitutional instruments.**
 3.26.3 General Principles – Principles of EU law – **Genuine co-operation between the institutions and the member states.**

Keywords of the alphabetical index:

Directive, transposition, measures, national, compromising result prescribed.

Headnotes:

Articles 5.2 and 189.3 of the Treaty, and Directive 91/156/EEC amending Directive 75/442/EEC on waste, require the Member States to which that directive is addressed to refrain, during the period laid down therein for its implementation, from adopting measures liable seriously to compromise the result prescribed. It is for the national court to assess whether that is the case as regards the national provisions whose legality it is called upon to consider.

In making that assessment, the national court must consider, in particular, whether the provisions in issue purport to constitute full transposition of the directive, as well as the effects in practice of applying those

Article 10 of the Agreement creating the European Economic Area, which prohibits, as between the contracting parties, customs duties on imports and exports and any charges having equivalent effect, and which provides that, without prejudice to the arrangements set out in Protocol 5 to that agreement, customs duties of a fiscal nature are likewise prohibited, lays down an unconditional and precise rule, subject to a single exception which is itself unconditional and precise, and therefore has direct effect.

The principle of legal certainty requires Community legislation to be certain and its application foreseeable by individuals and that every Community measure having legal effects must be clear and precise and must be brought to the notice of the person concerned in such a way that he can ascertain exactly the time at which the measure comes into being and starts to have legal effects. That requirement must be observed all the more strictly in the case of a measure liable to have financial consequences in order that those concerned may know precisely the extent of the obligations which it imposes on them.

A regulation which creates a situation in which two contradictory rules of law co-exist as to the duties imposed on the importation of certain products into the Community cannot be regarded as Community legislation which is certain and its application foreseeable by those subject to it; accordingly, it infringes the principle of legal certainty.

Summary:

1. In 1991, the Republic of Austria and Opel Austria GmbH entered into an agreement whereby Opel Austria undertook, in exchange for aid from the Republic of Austria, to invest in Austria with a view to increasing production of various car components. The European Commission was informed of that agreement, but the Austrian Government, taking the view that the aid was compatible with the Free Trade Agreement (hereinafter, the "FTA"), between the Community and Austria, informed Opel Austria that the aid would be paid quickly and that the company could commence its investments. The work to extend the factory began in 1991 and the aid began to be paid in 1992. On 13 December 1993 the Council and the Commission adopted Decisions 94/1/ECSC, EC (Official Journal, 1004 L 1, p. 1) and 94/2/ECSC, EC (Official Journal, 1994 L 1, p. 571), which approved the Agreement on the European Economic Area (hereinafter, the "EEA") and the Protocol adjusting that agreement. On 20 December 1993 the Council adopted Regulation no. 3697/93 (Official Journal, 1993 L 343, p. 1), within the framework of the FTA,

withdrawing tariff concessions. The purpose of that regulation was to reintroduce a duty on the import to the Community of products manufactured by Opel Austria until the aid granted no longer had the effect of distorting competition. The EEA Agreement entered into force on 1 January 1994. Taking the view that Regulation no. 3697/93 infringed Article 10 of the EEA Agreement, Opel Austria brought an action before the Court of First Instance for annulment of that regulation.

11. In its judgment, the Court of First Instance addressed the recognition in Community law of various general principles of international law, namely the principle of good faith, the protection of legitimate expectations and also the principle of legal certainty. In the present case, the Court held that there had been a breach of those principles and annulled Regulation no. 3697/93.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1997-S-002

Keywords of the systematic thesaurus:

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 09.12.1997 / e) C-265/95 / f) Commission of the European Communities v. French Republic / g) European Court Reports, I-6959 / h) CODICES (English, French).

3.26.3 General Principles – Principles of EU law – Genuine co-operation between the institutions and the member states.

Keywords of the alphabetical index:

Free movement of goods, barriers of a private origin, obligation of the State to prevent such obstacles.

Headnotes:

As an indispensable instrument for the realisation of a market without internal frontiers, Article 30 of the EC



Identification: ECJ-1997-S-001

a) European Union / **b)** Court of First Instance of the European Communities / **c)** / **d)** 22.01.1997 / **e)** T-115/94 / **f)** Opel Austria GmbH v. Council of the European Union / **g)** *European Court Reports*, II-39 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.1.1.4 Sources – Categories – Written rules – **International instruments.**

3.10 General Principles – **Certainty of the law.**

3.26.2 General Principles – Principles of EU law –

Direct effect.

Keywords of the alphabetical index:

Good faith, principle / European Economic Area, Agreement, competence.

Headnotes:

The principle of good faith, codified by Article 18 of the First Vienna Convention, is a rule of customary international law whose existence is recognised by the International Court of Justice and is therefore binding on the Community. That principle is the corollary in public international law of the principle of protection of legitimate expectations, which forms part of the Community legal order and on which any economic operator to whom an institution has given justified hopes may rely.

In a situation where the Community has deposited its instrument of approval of an international agreement and the date of entry into force of that agreement is known, economic operators may rely on the principle of protection of legitimate expectations in order to challenge the adoption by the institutions, during the period preceding its entry into force, of any measure contrary to the provisions of that agreement which will have direct effect on them after it has entered into force.

Agreements concluded in accordance with the conditions provided for in Article 228 of the EC Treaty are binding on the institutions and the Member States, form an integral part of the Community legal order once they have entered into force, and may have direct effect if their provisions are unconditional and sufficiently precise.

or disproportionate fashion, thus infringing Article 85.1 of the EC Treaty. They are responsible in particular for ensuring that the criteria at issue are not used to prevent new operators capable of selling the products in question in conditions which do not detract from their image from gaining admission to the network.

In addition, an applicant refused admission to the network may submit a complaint to the Commission under Article 3 of Regulation no. 17, in particular if the conditions for admission are systematically used in a manner incompatible with Community law.

Summary:

1. Yves Saint Laurent, a manufacturer of luxury cosmetic products, had notified to the Commission a network of selective distribution contracts for the marketing in the Community of its perfume, skin care and beauty products and applied for negative clearance. The Commission had subsequently published a notice stating that it proposed to adopt a favourable decision regarding the notified contracts. In response to that notice, *Groupement d'achat Edward Leclerc* objected to the decision on the ground that certain Leclerc Centres suitable for the distribution of luxury cosmetics would be excluded if it were adopted.

Commission Decision 92/33, which considered that the requirements of the notified contracts which fell within the scope of Article 85.1 of the EC Treaty had the effect of ensuring that Yves Saint Laurent products were distributed only under conditions that could preserve their high quality image and that the distribution system did not contain any obligation restricting competition which was not indispensable to the attainment of the objectives envisaged, formed the subject-matter of the present judgment.

Groupement Leclerc therefore brought an action for annulment of that decision.

11. The Court held that a provision of the decision that allowed Yves Saint Laurent to treat retailers' applications less favourably merely because performers represented a minority of their activities was not covered by Article 85.1 of the EC Treaty and therefore annulled the decision.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

activities of the Community. On any view, Article 235 of the EC Treaty cannot be used as a basis for the adoption of provisions whose effect would, in substance, be to amend the EC Treaty without following the procedure which it provides for that purpose.

Fundamental rights form an integral part of the general principles of law whose observance the Court ensures. For that purpose, the Court draws inspiration from the constitutional traditions common to the Member States and from the guidelines supplied by international treaties for the protection of human rights on which the Member States have collaborated or of which they are signatories. In that regard, the European Convention on Human Rights, to which reference is made in particular in Article F.2 of the EEC Treaty on European Union, has special significance.

As Community law now stands, the Community has no competence to accede to the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms because no provision of the EEC Treaty confers on the Community institutions in a general way the power to enact rules concerning human rights or to conclude international agreements in this field and such accession cannot be brought about by recourse to Article 235 of the EC Treaty.

Respect for human rights is a condition of the lawfulness of Community acts. Accession by the Community to the European Convention on Human Rights would, however, entail a substantial change in the present Community system for protection of human rights in that it would entail the entry of the Community into a distinct international institutional system as well as integration of all the provisions of the Convention into the Community legal order. Such a modification of the system for the protection of human rights in the Community, with equally fundamental institutional implications for the Community and for the Member States, would be of constitutional significance and would therefore be such as to go beyond the scope of Article 235 of the EC Treaty. It could be brought about only by way of EC Treaty amendment.

In its Opinion, the Court of Justice considered that, such an amendment would have assumed a constitutional dimension exceeding the powers conferred by Article 308 of the EC Treaty.

In the absence of detailed information regarding the terms of accession, and in particular on the solutions that were envisaged for the actual arrangement of the Commission's submission to the present and future judicial supervision machinery established by the Convention, the Court was unable to consider that accession was possible.

Languages: Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1996-S-003

a) European Union / **b)** Court of First Instance of the European Communities / **c)** / **d)** 12.12.1996 / **e)** T-19/92 / **f)** Groupement d'achat Edouard Leclerc v. Commission of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, II-1851 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.3.1 Sources – Techniques of review – **Concept of manifest error in assessing evidence or exercising discretion.**
4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states.**

Keywords of the alphabetical index:

European Commission, role / Judicial review.

Headnotes:

Review by the Court under Article 173 of the EC Treaty of a decision whereby the Commission determines that the selection criteria used in a selective distribution system fulfill the conditions necessary for them to be regarded as lawful under Article 85.1 of the EC Treaty is limited to establishing whether the Commission's findings are vitiated by a defective statement of reasons, a manifest error of fact or of law, a manifest error of assessment or a misuse of powers. It is not for the Community judicature to rule on the application of those criteria in specific cases.

On the other hand, it is for the competent national courts or authorities to which the case of an applicant refused admission to the network is referred to decide, in the light of the case-law of the Court of Justice and the Court of First Instance where relevant, whether in a specific case the selection criteria at issue have been applied in a discriminatory

4.17.2 Institutions – European Union – Distribution of powers between the EU and member states.

Keywords of the alphabetical index:

European Communities, powers, limits / European Convention of Human Rights, accession by European Community, possibility.

Headnotes:

It follows from Article 3b of the EC Treaty, which states that the Community is to act within the limits of the powers conferred upon it by the EC Treaty and of the objectives assigned to it therein, that it has only those powers which have been conferred upon it. That principle of conferred powers must be respected in both the internal action and the international action of the Community. The Community acts ordinarily on the basis of specific powers which are not necessarily the express consequence of specific provisions of the Treaty but may also be implied from them. Thus, the competence of the Community to enter into international commitments may not only flow from express provisions of the Treaty but also be implied from those provisions.

Summary:

1. Using the procedure for requesting an Opinion, the Council had consulted the Court on the compatibility with the EC Treaty of the Commission's accession to an international agreement, namely the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

11. Whenever Community law has created for the institutions of the Community powers within its internal system for the purpose of attaining a specific objective, the Community is empowered to enter into the international commitments necessary for the attainment of that objective even in the absence of an express provision to that effect.

Article 235 of the EC Treaty is designed to fill the gap where no specific provisions of the EC Treaty confer on the Community institutions express or implied powers to act, if such powers appear nonetheless to be necessary to enable the Community to carry out its functions with a view to attaining one of the objectives laid down by the Treaty.

That provision, being an integral part of an institutional system based on the principle of conferred powers, cannot serve as a basis for widening the scope of Community powers beyond the general framework created by the provisions of the EC Treaty as a whole and, in particular, by those that define the tasks and the

In particular, pursuant to the national legislation which it applies, the national court cannot make reparation of loss or damage conditional upon fault (intentional or negligent) on the part of the organ of the State responsible for the breach, going beyond that of a sufficiently serious breach of Community law.

The decisive test for finding that a breach of Community law is sufficiently serious is whether the Member State concerned manifestly and gravely disregarded the limits on its discretion. The factors which the competent court may take into consideration include the clarity and precision of the rule breached, the measure of discretion left by that rule to the national or Community authorities, whether the infringement and the damage caused were intentional or involuntary, whether any error of law was excusable or inexcusable, the fact that the position taken by a Community institution may have contributed to national measures or practices contrary to Community law. In any case, a breach of Community law will be sufficiently serious if it has persisted despite a judgment finding the infringement in question to be established, or a preliminary ruling or settled case-law of the Court on the matter from which it is clear that the conduct in question constituted an infringement.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1996-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Union / c) / d) 28.03.1996 / e) Opinion 2/94 / f) Accession by the Community to the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms / g) *European Court Reports*, I-1759 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.1.14.3 Sources – Categories – Written rules – International instruments – Geneva Conventions of 1949.

held that the provisions of the German law were incompatible with Community law. *Brasserie du Pêcheur* therefore brought an action before the *Bundesgerichtshof* against the Federal Republic of Germany for reparation of the loss suffered while its exports were restricted.

The second case concerned *Factortame* and also various natural persons and companies incorporated under the laws of the United Kingdom, which had brought an action before the High Court of Justice for reparation of the loss suffered following the application of a new Merchant Shipping Act. Under that law, which established new conditions for the registration of vessels in a new register, vessels ineligible for registration in the new register were deprived of the right to fish. Those new conditions, relating in particular to nationality, residence and domicile, had been held incompatible with Community law by the Court of Justice in two judgments, delivered respectively on 22/189 *Factortame II* [1991] *European Court Reports* I-3905 and in infringement proceedings (CJEC, Case C-246/89 *Commission v. United Kingdom* [1991] *European Court Reports* I-4585).

Both the *Bundesgerichtshof* and the High Court of Justice decided to stay the proceedings and to refer questions to the Court of Justice for a preliminary ruling on the liability of Member States resulting from an infringement of Community law attributable to the national legislature.

II. In its answer, the Court established the principle of such liability and sets out the conditions that must be satisfied in order for the injured individuals to be entitled to reparation.

Since the EEC Treaty contains no provision expressly and specifically governing the consequences of breaches of Community law by Member States, it is for the Court, in pursuance of the task conferred on it by Article 164 of the EEC Treaty of ensuring that in the interpretation and application of the EEC Treaty the law is observed, to rule on such a question in accordance with generally accepted methods of interpretation, in particular by reference to the fundamental principles of the Community legal system and, where necessary, general principles common to the legal systems of the Member States.

The principle that Member States are obliged to make good loss or damage caused to individuals by breaches of Community law for which they can be held responsible is applicable where the national legislature was responsible for the breaches.

That principle, which is inherent in the system of the EEC Treaty, holds good for any case in which a Member State breaches Community law, whatever the organ of the State whose act or omission was responsible for the breach, and, in view of the fundamental requirement of the Community legal order that Community law be uniformly applied, the obligation to make good damage enshrined in that principle cannot depend on domestic rules as to the distribution of powers between constitutional authorities.

In order to define the conditions under which a Member State may incur liability for damage caused to individuals by a breach of Community law, account should first be taken of the principles inherent in the Community legal order which form the basis for State liability, namely, the full effectiveness of Community law and the effective protection of the rights which they confer and the obligation to co-operate imposed on Member States by Article 5 of the EEC Treaty. Reference should also be made to the rules which have been defined on non-contractual liability on the part of the Community, insofar as, under the Article 215.2 of the EEC Treaty, they were construed on the basis of the general principles common to the laws of the Member States and it is not appropriate, in the absence of particular justification, to have different rules governing the liability of the Community and the liability of Member States in like circumstances, since the protection of the rights which individuals derive from Community law cannot vary depending on whether a national authority or a Community authority is responsible for the damage.

Accordingly, where a breach of Community law by a Member State is attributable to the national legislature acting in a field in which it has a wide discretion to make legislative choices, individuals suffering loss or injury thereby are entitled to reparation where the rule of Community law breached is intended to confer rights upon them, the breach is sufficiently serious and there is a direct causal link between the breach and the damage sustained by the individuals.

Subject to that reservation, the State must make good the consequences of the loss or damage caused by the breach of Community law attributable to it, in accordance with its national law on liability. However, the conditions laid down by the applicable national laws must not be less favourable than those relating to similar domestic claims or framed in such a way as in practice to make it impossible or excessively difficult to obtain reparation.

which has not been exercised in a specific field cannot confer exclusive external competence in that field on the Community.

The same applies in respect of Article 235 of the EEC Treaty, which, whilst enabling the Community to cope with any insufficiency in the powers conferred on it, expressly or by implication, for the achievement of its objectives, cannot in itself vest exclusive competence in the Community at international level.

Where it is apparent that the subject-matter of an international agreement or convention falls in part within the competence of the Community and in part within that of the Member States, the requirement of unity in the international representation of the Community is such that it is essential to ensure close co-operation between the Member States and the Community institutions, both in the process of negotiation and conclusion and in the fulfilment of the commitments entered into.

The duty to co-operate is all the more imperative in the case of agreements such as those annexed to the Agreement establishing the World Trade Organisation, which are inextricably interlinked, and in respect of which a dispute settlement system is established involving cross-retaliation measures.

Summary:

1. The Commission had requested the Court of Justice for an Opinion, pursuant to Article 288 EC. The request for an Opinion was designed to ascertain, first of all, whether or not the Community had exclusive competence to conclude the Multilateral Agreements on Trade in Goods. It then related to the Community's exclusive competence to conclude the General Agreement on Trade in Services (hereinafter, "GATS") and the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights, including trade in counterfeit goods (hereinafter, "TRIPS").

11. In that Opinion the Court of Justice limited the Community's external competence, considering that certain aspects of GATS and TRIPS did not come within the common commercial policy and that the Agreements should therefore be accepted by the Member States for the purposes of ratification. The Agreement was therefore a mixed agreement combining Community competence with the competence of the Member States. As regards the Multilateral Agreements on Trade in Goods, however, the Court considered that since common rules had been established at internal level, the Community alone was competent.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1995-S-001

a) European Union / **b)** Court of First Instance of the European Communities / **c)** / **d)** 09.11.1995 / **e)** T-346/94 / **f)** France-Aviation v. Commission of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, II-2841 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.4 General Principles – Separation of powers.

Keywords of the alphabetical index:

Action for annulment, admissibility.

Headnotes:

1. In an action for annulment, the Community Court cannot, without encroaching on the prerogatives of the administrative authority, order a Community institution to take the measures necessary for the enforcement of a judgment by which a decision is annulled. Article 176 of the EEC Treaty, under which the institution which adopted the measure annulled is required to take the necessary measures, is a limiting provision in this connection.

Summary:

France-Aviation is a company whose business involves the import of aircraft components into the Community. The customs duty regime differed depending on whether the imported goods were exempt from customs duty or military use (in which case they were subject to customs duty). In the applicant's case the imported goods might be intended for either civil or military use and, accordingly, the French customs authorities had introduced a special arrangement which allowed that undertaking to be exempt from all customs duties, subject to regularisation *ex post* for goods used for

Identification: ECJ-1994-S-002

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 15.11.1994 / **e)** Opinion 1/94 / **f)** Competence of the Community to conclude international agreements concerning services and the protection of intellectual property - Article 228.6 of the EC Treaty / **g)** *European Court Reports*, I-5267 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.26.3 General Principles – Principles of EU law – **Genuine co-operation between the institutions and the member states.**
 4.16.1 Institutions – International relations – **Transfer of powers to international institutions.**
 4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states.**

Keywords of the alphabetical index:

European Community, powers, limits.

Headnotes:

Even in the field of transport, the Community's exclusive external competence does not automatically flow from its power to lay down rules at internal level. The Member States, whether acting individually or collectively, only lose their right to assume obligations with non-member countries as those obligations come into being. Only insofar as common rules have been established at internal level does the external competence of the Community become exclusive. However, not all transport matters are already covered by common rules; consequently, the Member States have not lost all their powers to conclude international agreements in that sphere.

Even supposing that the exercise of those powers entailed any risk of distortion in the flow of services and impairment of the cohesion of the internal market, there is nothing to prevent the institutions from arranging, in the common rules laid down by them, concerted action in relation to non-member countries or from prescribing the approach to be taken by the Member States in their external dealings.

It is undeniable that, where the harmonising powers conferred by Article 100a of the EEC Treaty have been exercised, the harmonisation measures thus adopted may limit, or even remove, the freedom of the Member States to negotiate with non-member countries. However, an internal power to harmonise

Summary:

1. Ms Faccini Dori, an Italian national, had entered into a contract at Milan Central Railway Station with Interdiffusion Srl for an English language correspondence course. A few days later she informed that company that she wished to cancel her order. Interdiffusion Srl replied that it had assigned its contractual right to another company, Recreb Srl. Ms Faccini Dori therefore reiterated her cancellation of her subscription, relying in particular on the right of cancellation provided for in the directive on contracts negotiated away from business premises (*Official Journal*, 1985 L 372, p. 31), which had not yet been transposed into Italian law. However, Recreb requested the *Giudice conciliatore di Firenze* to order Ms Faccini Dori to pay the agreed sum plus interest and costs, which that court did by *ex parte* order. Ms Faccini Dori lodged an objection to that order with the same court and again stated that she had withdrawn from the contract under the conditions laid down in the directive. The national court then considered whether, notwithstanding the failure to transpose the directive, it could apply the provisions thereof. It therefore decided to stay the proceedings and to refer a question to the Court of Justice for a preliminary ruling.

11. In its answer, the Court referred to its case-law on direct effect and emphasised that, unlike regulations and certain provisions of the Treaty, directives cannot produce direct horizontal effect, that is to say, direct effect *vis-à-vis* individuals. The Court held, however, that the national courts, as authorities of the Member States, are required to achieve the result envisaged by directives and that they can do so by means of interpretation or through the non-contractual liability of Member States on account of their failure to transpose a directive.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



The *Pretura di Frascati* referred two questions to the Court of Justice for a preliminary ruling on the Treaty provisions on competition. By way of explanation for those questions, the national court merely referred to Article 86 of the EEC Treaty and stated that a problem of jurisdiction had been raised before it.

11. The Court of Justice considered that the information provided to it was too fragmentary and that it was necessary that the national court define the factual and legislative context of the questions which it was asking.

Consequently, the Court declined to answer the questions referred.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1994-S-001

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 14.07.1994 / e) C-91/92 / f) Paola Facchini Dori v. Recreb / g) *European Court Reports*, I-3325 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.3.9 Sources – Techniques of review – **Teleological interpretation.**
3.26.2 General Principles – Principles of EU law – **Direct effect.**
3.26.3 General Principles – Principles of EU law – **Genuine co-operation between the institutions and the member states.**

Keywords of the alphabetical index:

European Community, directive, direct application / Liability, State, basis / CJEC, preliminary ruling.

Headnotes:

The possibility of relying on directives against State entities is based on the fact that under Article 189 of

the EEC Treaty a directive is binding only in relation to each Member State to which it is addressed and has been established in order to prevent a State from taking advantage of its own failure to comply with Community law. It would be unacceptable if a State, when required by Community legislature to adopt certain rules intended to govern the State's relations or those of State entities – with individuals and to confer certain rights on individuals, were able to rely on its own failure to discharge its obligations so as to deprive individuals of the benefit of those rights.

The effect of extending that principle to the sphere of relations between individuals would be to recognise a power in the Community to enact obligations for individuals with immediate effect, whereas it has competence to do so only where it is empowered to adopt regulations.

It follows that, in the absence of measures of transposition within the prescribed time-limit, an individual may not rely on a directive in order to claim a right against another individual and enforce such a right in a national court.

The Member States' obligation arising from a directive to achieve the result envisaged by the Treaty to take all appropriate measures, whether general or particular, is binding on all the authorities of the Member States, including, for matters within their jurisdiction, the courts. It follows that, when applying national law, whether adopted before or after the directive, the national court that has to interpret that law must do so, as far as possible, in the light of the wording and the purpose of the directive so as to achieve the result it has in view and thereby comply with Article 189.3 of the EEC Treaty.

If a Member State fails to comply with the obligation to transpose a directive which it has under Article 189.3 of the EEC Treaty, and if the result prescribed by the directive cannot be achieved by way of interpretation of national law by the courts, Community law requires that Member State to make good the damage caused to individuals through failure to transpose the directive, provided that three conditions are fulfilled, namely that the result prescribed by the directive must entail the grant of rights to individuals, the content of those rights must be identifiable on the basis of the provisions of the directive and there must be a causal link between the breach of the State's obligation and the damage suffered. In those circumstances, it is for the national court to uphold the right of aggrieved persons to obtain reparation in accordance with national law on liability.

Summary:

I. Automec Srl is an Italian distributor of motor cars and had entered into an agreement with BMW for the distribution of cars in Italy. Subsequently BMW Italia SPA, the subsidiary responsible for the distribution network in Italy, informed Automec that it would not renew the distribution contract. Following that exclusion, Automec brought an action for an order that BMW Italia should continue the previous contractual relationship, while BMW Italia brought an action for an order prohibiting Automec from using the BMW trade mark. Against that background, Automec, acting on the basis of Article 3.2 of Regulation no. 17 (*Official Journal, English Special Edition* 1959-62, p. 87), lodged a complaint with the Commission, claiming that BMW and BMW Italia SPA had infringed Article 85 of the EEC Treaty. A preliminary exchange of views took place between Automec and the Commission, and eventually the Member of the Commission responsible for competition informed Automec that it had decided to take no action on its complaint. In that decision, the Commission stated that under Regulation no. 99/63/EEC (*Official Journal, English Special Edition* 1963-1964, p. 47) it has discretion as to whether it is appropriate to initiate proceedings when it receives a complaint. Automec then sought annulment of that decision before the Court of First Instance.

II. In its judgment, the Court of First Instance set out the obligations borne by the Commission where it has received a complaint and also the extent of review by the Community Courts of decisions to take no action on a complaint. In the present case, the Court of First Instance considered that the Commission had fulfilled its obligations, and Automec's action was therefore dismissed.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

**Identification: ECJ-1993-S-001**

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 16.01.1993 / **e)** C-320/90, C-321/90 and C-322/90 / **f)** Telemarscabruzzo SPA and Others v. CircoStel, Ministero delle Poste e Telecomunicazioni e Ministero della Difesa / **g)** *European Court Reports*, I-393 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.26.3 General Principles – Principles of EU law – **Genuine co-operation between the institutions and the member states.**

Keywords of the alphabetical index:

CJEC, preliminary ruling, question, factual and legislative context.

Headnotes:

The need to provide an interpretation of Community law which will be of use to the national court makes it necessary that the national court define the factual and legislative context of the questions it is asking or, at the very least, explain the factual circumstances on which those questions are based. Those requirements are of particular importance in the field of competition, which is characterised by complex factual and legal situations.

Summary:

I. The companies *Telemarscabruzzo*, *Telattalia* and *Telazio*, three private television companies, began to broadcast locally in Lazio, in the Rome region, between 1983 and 1986. They used certain television channels and the Italian authorities ordered them to cease broadcasting on the channels in question.

The companies challenged those orders before the competent administrative court, which upheld them. The companies subsequently requested the *Pratura di Frascati* to order suspension of the operation of the orders. The court granted those applications.

The national authorities relied, in particular, on the fact that the Ministry of Posts and Telecommunications and the Ministry of Defence had not carried out the "technical coordination" which is the precondition of the use of the channels in question by private companies.

is created by such an agreement as regards the interpretation and application of its provisions.

As far as the Agreement creating the EEA is concerned, the question arises in a particular light. Since it takes over an essential part of the rules which govern economic and trading relations within the Community and which constitute, for the most part, fundamental provisions of the Community legal order, the Agreement has the effect of introducing into the Community legal order a large body of legal rules which is juxtaposed to a corpus of identically-worded Community rules. Furthermore, insofar as it is intended to secure uniform application and equality of conditions of competition, it necessarily covers the interpretation both of the provisions of the Agreement and of the corresponding provisions of the Community legal order.

Although, under the Agreement, the Court of the EEA is under a duty to interpret the provisions of the Agreement in the light of the relevant rulings of the Court of Justice given prior to the date of signature of the Agreement, the Court of the EEA will no longer be subject to any such obligation in the case of decisions given by the Court of Justice after that date. Consequently, the Agreement's objective of ensuring homogeneity of the law throughout the EEA will determine not only the interpretation of the rules of the Agreement itself but also the interpretation of the corresponding rules of Community law.

Article 238 of the EEC Treaty does not provide any basis for setting up under an international agreement a system of courts which conflicts with Article 164 of the EEC Treaty and, more generally, with the very foundations of the Community. For the same reasons, an amendment of Article 238 of the EEC Treaty could not cure the incompatibility with Community law of the system of courts to be set up by the Agreement.

Summary:

I. In the context of the drafting of the Agreement on the EEA, the Commission sought the opinion of the Court of Justice pursuant to Article 228 of the EEC Treaty.

II. In that opinion, and in accordance with the Commission's request, the Court confined itself to examining the compatibility with the EEC Treaty of the system of judicial supervision which it was proposed to set up under the EEA Agreement. The proposed system included, in particular, the setting up of an "EEA Court", and set out its functioning and composition and also its relationship with the Court of Justice and the latter Court's previous case-law. The Court examined, particularly from the aspect of the

different objectives of the Community and the EEA, the compatibility of those rules with Community law and concluded that the judicial system which the EEA Agreement proposed to set up was incompatible with the EEC Treaty. One of the consequences of that opinion was that the EEA Court was never set up, giving place to the present system, composed of two independent Courts of Justice, one for the Member States of the Community and the other for the Member States of EFTA.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1992-S-001

a) European Union / b) Court of First Instance of the European Communities / c) / d) 18.09.1992 / e) T-24/90 / f) Automec Srl v. Commission of the European Communities / g) *European Court Reports*, II-2223 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.17.4 Institutions – European Union – Legislative procedure.

Keywords of the alphabetical index:

Rights, national courts, protection, extent / European Commission, rights, assessment of extent of protection, obligation.

Headnotes:

Where the Commission gives as its reason for closing, without taking action, the file on a complaint from an undertaking alleging infringement of the Community competition rules the fact that the complainant can assert his rights before the national courts, the Community court called on to review the legality of the decision closing the file should check whether the extent of the protection which national courts can provide in respect of the complainant's rights under provisions of the EEC Treaty was properly assessed by the Commission.

identically. An international treaty is to be interpreted not only on the basis of its wording, but also in the light of its objectives.

With regard to the comparison of the objectives of the provisions of the Agreement and those of Community law, it must be observed that the Agreement is concerned with the application of rules on free trade and competition in economic and commercial relations between the Contracting Parties. In contrast, as far as the Community is concerned, the rules on free trade and competition have developed and form part of the Community legal order, the objectives of which go beyond that of the Agreement. Indeed, the EEC Treaty aims to achieve economic integration leading to the establishment of an internal market and economic and monetary union and the objective of all the Community treaties is to contribute together to making concrete progress towards European unity.

The context in which the objective of the Agreement is situated also differs from that in which the Community aims are pursued. The EEA is to be established on the basis of an international treaty which merely creates rights and obligations as between the Contracting Parties and provides for no transfer of sovereign rights to the inter-governmental institutions which it sets up. In contrast, the EEC Treaty, albeit concluded in the form of an international agreement, nonetheless constitutes the constitutional charter of a Community based on the rule of law. The Community treaties established a new legal order for the benefit of which the States have limited their sovereign rights and the subjects of which comprise not only Member States but also their nationals. The essential characteristics of the Community legal order which has thus been established are in particular its primacy over the law of the Member States and the direct effect of a whole series of provisions.

Where, however, an international agreement provides for its own system of courts, including a court with jurisdiction to settle disputes between the Contracting Parties to the Agreement, and, as a result, to interpret its provisions, the decisions of that court will be binding on the Community institutions, including the Court of Justice, *inter alia* where the Court of Justice is called upon to rule on the interpretation of the international agreement, insofar as that agreement is an integral part of the Community legal order.

An international agreement providing for such a system of courts is in principle compatible with Community law. The Community's competence in the field of international relations and its capacity to conclude international agreements necessarily entails the power to submit to the decisions of a court which

In the absence of any Community legislation, it is in accordance with the rules of national law on liability that the State must make reparation for the consequences of the loss and damage caused. Nevertheless, the relevant substantive and procedural conditions laid down by the national law of the Member States must not be less favourable than those relating to similar domestic claims and must not be so framed as to make it virtually impossible or excessively difficult to obtain reparation.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1991-S-003

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 14.12.1991 / e) Opinion 1/91 / f) Opinion delivered pursuant to Article 228.1.2 of the EEC Treaty - Draft agreement between the Community, on the one hand, and the countries of the European Free Trade Association, on the other, relating to the creation of the European Economic Area / g) *European Court Reports*, I-6079 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.3:9 Sources of review – Techniques of review – Teleological interpretation.
4.16.1 Institutions – International relations – Transfer of powers to international institutions.

Keywords of the alphabetical index:

European Economic Area, Agreement, interpretation, jurisdiction / European Economic Area, system of courts, Community law, incompatibility.

Headnotes:

The fact that the provisions of the Agreement relating to the creation of the European Economic Area (hereinafter, the "EEA") and the corresponding Community provisions are identically worded does not mean that they must necessarily be interpreted

Identification: ECJ-1991-S-002

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Union / **c)** / **d)** 19.11.1991 / **e)** Joined cases C-6/90 and C-9/90 / **f)** Andrea Francovich and Danila Bonifaci and Others v. Italian Republic / **g)** *European Court Reports*, I-5357 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.26.2 General Principles – Principles of EU law –
Direct effect.
4.7.16.1 Institutions – Judicial bodies – Liability –
Liability of the State.

Keywords of the alphabetical index:

Community law, liability, State, basis / CJEC,
preliminary ruling.

Headnotes:

The right of a Member State to which a directive is addressed to choose among several possible means of achieving the result required by it does not preclude the possibility for individuals of enforcing before the national courts rights whose content can be determined sufficiently precisely on the basis of the provisions of the directive alone.

Summary:

1. Directive 80/987 was adopted in order to ensure that employees would enjoy a minimum Community protection in the event of the insolvency of their employer, without prejudice to the more favourable provisions existing in Member States.

Member States were required to bring into force the laws, regulations and administrative provisions necessary to comply with the directive within a certain period. In its judgment of 2 February 1989 (Case C-22/87 *Commission v Italy* [1987] *European Court Reports* 143) the Court of Justice held that the Italian Republic had failed to fulfill its obligations, as it had not complied with its obligation to transpose the directive.

In Case C-6/90 Mr Francovich had worked for an undertaking in Vicenza and had received only sporadic payment on account of his wages. The *Pretura di Vicenza* ordered the undertaking to pay a certain sum, which the undertaking failed to do. Consequently, Mr Francovich relied on the right to

obtain from the Italian State either the guarantees provided for in Directive 80/987 or compensation.

In Case C-9/90 Ms Bonifaci and 33 other employees had worked for an undertaking in *Bassano del Grappa* which was declared insolvent in 1985. Five years later they had been paid nothing, although they were owed Lit 253 million. The plaintiffs therefore brought proceedings against the Italian Republic before the *Pretura di Bassano del Grappa*, in view of the State's obligation to implement Directive 80/987.

The two Italian courts therefore referred identical questions to the Court of Justice for a preliminary ruling. Those questions asked whether an individual who has been adversely affected by the failure of the State to implement Directive 80/987 – a failure which had already been confirmed by the above-mentioned judgment of the Court of Justice of 2 February 1989 – could invoke the liability of the State.

II. The Court answered in the affirmative and established the principle of the liability of the State, which is inherent in the system of the EEC Treaty. The full effectiveness of Community rules would be impaired and the protection of the rights which they grant would be weakened if individuals were unable to obtain reparation when their rights are infringed by a breach of Community law for which a Member State can be held responsible. Such a possibility of reparation by the Member State is particularly indispensable where the full effectiveness of Community rules is subject to prior action on the part of the State and where, consequently, in the absence of such action, individuals cannot enforce before the national courts the rights conferred upon them by Community law.

It follows that the principle whereby a State must be liable for loss and damage caused to individuals by breaches of Community law for which the State can be held responsible is inherent in the system of the EEC Treaty.

In the case of a Member State which fails to fulfill its obligation under Article 189.3 of the EEC Treaty to take all the measures necessary to achieve the result prescribed by a directive, the full effectiveness of that rule of Community law requires that there should be a right to reparation where three conditions are met, that is to say, firstly, that the result prescribed by the directive should entail the grant of rights to individuals; secondly, that it should be possible to identify the content of those rights on the basis of the provisions of the directive; and thirdly, that there should be a causal link between the breach of the State's obligation and the loss and damage suffered by the injured parties.



Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Languages:

11. The Court replied that such suspension was possible and set out the conditions for this. For the remainder, the Court considered that Regulation no. 1914/87 was valid.

12. During the sugar marketing year 1986/1987, export refunds funded by the Community in order to ensure that excess sugar production within the Community could be disposed of in non-member countries had been particularly high, and the Community had suffered losses. With a view to eliminating those losses in full, a special elimination levy was introduced by Regulation no. 1914/87 (*Official Journal*, 1987 L 183, p. 5). On the basis of that special levy two sugar manufacturers were required by their respective principal customs offices to pay significant sums. Those companies' objections were rejected and they brought proceedings before the *Finanzgericht Hamburg* and the *Finanzgericht Düsseldorf*. Those courts granted the sugar manufacturers' requests to defer a decision and to refer questions to the Court of Justice for a preliminary ruling on the validity of Regulation no. 1914/87. One of those questions related to the distribution of powers between the national courts and the Community Court and the possibility for the national courts to grant suspension of the operation of a national administrative measure adopted on the basis of a Community regulation.

Summary:

Court, itself refer that question to the Court; there must be urgency in the sense that the applicant is threatened with serious and irreparable damage, and due account must be taken of the interests of the Community. It follows from the last-mentioned requirement that the national court must examine whether the Community measure in question would be deprived of all effectiveness if not immediately implemented. It also follows from that requirement that the national court should be in a position to require the applicant to provide adequate guarantees if there is a possibility that suspension of enforcement may involve a financial risk for the Community.

In order for a national court to be entitled to grant such a suspension, it must entertain serious doubts as to the validity of the Community measure and, should the question of the validity of the contested measure not already have been brought before the

In the second place, the Court, for the purpose of ensuring the effectiveness of Article 177 of the EEC Treaty, has already acknowledged that national courts which refer to it for a preliminary ruling questions of interpretation in order to resolve a problem of compatibility between national legislation and rules of Community law may suspend the application of that national legislation. The interim protection guaranteed to individuals before national courts cannot vary according to whether they contest the compatibility of national legal provisions with Community law or the validity of Community measures by way of secondary law, if the dispute in both cases is based on Community law itself.

In the first place, in the context of actions for annulment, Article 185 of the EEC Treaty enables applicants to request suspension of enforcement of the contested act and empowers the Court to order such suspension. The coherence of the system of interim legal protection therefore requires that, in the context of a preliminary reference to be made by a national court, the latter should also be able to order suspension of enforcement of a national administrative measure based on a Community regulation, the legality of which is in dispute and which only the Court of Justice may declare to be invalid.

Article 189 of the EEC Treaty does not preclude the power of national courts to suspend enforcement of an administrative measure based on a Community regulation.

Headnotes:

Court, national, national administrative measures, suspension, possibility.

Keywords of the alphabetical index:

2.2.1.6.4 Sources – Hierarchy – Hierarchy as between national and non-national sources – Community law and domestic law – **Secondary Community legislation and domestic non-constitutional instruments.**
4.7.1 Institutions – Judicial bodies – **Jurisdiction.**
4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states.**

Keywords of the systematic thesaurus:

Keywords of the systematic thesaurus:

- 3.26.2 General Principles – Principles of EU law – **Direct effect.**
- 3.26.3 General Principles – Principles of EU law – **Genuine co-operation between the institutions and the member states.**
- 4.7.1 Institutions – Judicial bodies – **Jurisdiction.**

Keywords of the alphabetical index:

Community law, Court, national, interim relief, effectiveness.

Headnotes:

It is for the national courts, in application of the principle of co-operation laid down in Article 5 of the EEC Treaty, to ensure the legal protection which persons derive from the direct effect of provisions of Community law.

Any provision of a national legal system and any legislative, administrative or judicial practice which might impair the effectiveness of Community law by withholding from the national court having jurisdiction to apply such law, the power to do everything necessary at the time of its application to set aside national legislative provisions which might prevent, force and effect, are incompatible with the requirements inherent in the very nature of Community law.

The full effectiveness of Community law would be just as much impaired if a rule of national law could prevent a court seized of a dispute governed by Community law from granting interim relief in order to ensure the full effectiveness of the judgment to be given on the existence of the rights claimed under Community law. It follows that a court which in those circumstances, would grant interim relief, if it were not for a rule of national law, is obliged to set aside that rule.

That interpretation is reinforced by the system established by Article 177 of the EEC Treaty, whose effectiveness would be impaired if a national court, having stayed proceedings pending the reply by the Court of Justice to the question referred to it for a preliminary ruling, were not able to grant interim relief until it delivered its judgment following the reply given by the Court of Justice.

Summary:

1. The United Kingdom had passed a law, the Merchant Shipping Act 1988, amending the Act of 1894, concerning the registration of fishing vessels. According to that Law, British nationality was required in order to fly the British flag. As a result, a vessel whose owner and crew were Spanish, but which flew the British flag under the 1894 Act, and which used United Kingdom fishing quotas, lost the right to be registered. The United Kingdom adopted that amendment in order to put an end to the practice of "quota-hopping", namely the practice which, according to the United Kingdom Government, consisted in the "plundering" of the fishing quotas allocated to the United Kingdom by vessels flying the British flag but not genuinely British.

In an action between the Secretary of State for Transport and Factorame and other companies, the House of Lords referred a number of questions to the Court of Justice for a preliminary ruling on the interpretation of Community law and the extent of the power of the national courts to grant interim measures where the rights in issue are conferred by Community law.

II. The Court of Justice referred to its judgment in *Simenthal* (Case C-106/77 [1978] *European Court Reports* 629) and considered that Community law allows the national courts to order interim measures in a dispute concerning Community law by setting aside a rule of national law, irrespective of its rank in the hierarchy of rules, which would constitute an obstacle to that ability to order interim measures.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

*Identification: ECJ-1991-S-001*

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 21.02.1991 / e) Joined cases C-143/88 and C-92/89 / f) Zuckerrafabriik Süderdithmarschen AG v. Hauptzollamt Itzehoe and Zuckerrafabriik Soest GmbH v. Hauptzollamt Paderborn / g) *European Court Reports*, I-415 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.17.1.1 Institutions – European Union – Institutional structure – **European Parliament**.

4.17.3 Institutions – European Union – **Distribution of powers between institutions of the EU**.

Keywords of the alphabetical index:

Judicial review / Action for annulment, admissibility.

Headnotes:

By setting up a system for distributing powers among the different Community institutions, assigning to each institution its own role in the institutional structure of the Community and the accomplishment of the tasks entrusted to the Community, the Treaties have created an institutional balance. Observance of that balance means that each of the institutions must exercise its powers with due regard for the powers of the other institutions. It also requires that it should be possible to penalise any breach of that rule which may occur.

The Court, which under the Treaties has the task of ensuring that in the interpretation and application of the Treaties the law is observed, must therefore be able to maintain the institutional balance, and in order to do so must be able to review observance of the prerogatives of the various institutions by means of appropriate legal remedies.

Although the Treaties contain no provision giving the Parliament the right to bring an action for annulment, it would be incompatible with the fundamental interest in the maintenance and observance of the institutional balance which they establish for it to be possible to breach the Parliament's prerogatives without that institution being able, like the other institutions, to have recourse to one of the legal remedies provided for by the Treaties which may be exercised in a certain and effective manner.

Consequently, an action for annulment brought by the Parliament against an act of the Council or the Commission is admissible provided that the action seeks only to safeguard the Parliament's prerogatives and that it is founded only on submissions alleging breach of them. Provided that condition is met, the Parliament's action for annulment is subject to the rules laid down in the Treaties for actions for annulment brought by the other institutions.

Summary:

1. Following the Chernobyl disaster, the Council, acting on a proposal of the Commission, adopted Regulation (Euratom) no. 3945/87 laying down maximum permitted levels of radioactive contamination of foodstuffs (*Official Journal*, 1987 L 371, p. 11). During the drafting of that regulation, and in accordance with the procedure laid down in Article 31 of the Euratom Treaty, the Commission consulted the Parliament, which expressed its disagreement as to the legal basis of Article 31 Euratom and, taking the view that the process for the adoption of the act came within the co-operation procedure, requested the Commission to submit a new proposal based on Article 100 A of the EEC Treaty. The Commission did not comply with that request and the Council adopted the regulation on the basis of Article 31 of the Euratom Treaty, whereupon the Parliament brought an action for annulment before the Court of Justice. The Council then raised an objection of inadmissibility, maintaining that according to the Treaty, and in particular Article 173, the Parliament did not have *locus standi* to bring an action for annulment.

II. In its interlocutory judgment, the Court recognised that, on certain conditions, the Parliament has the right to bring an action for annulment, although the Treaties do not say so. The proceedings therefore continued on the substance and led to the judgment of 4 October 1991 in Case C-70/88, in which the Parliament's action was dismissed.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1990-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 19.06.1990 / e) C-213/89 / f) The Queen v. Secretary of State for Transport, *ex parte*: Factorame Ltd and Others / g) *European Court Reports*, I-2433 / h) CODICES (English, French).

undertakings to assess the scope of their duty to cooperate while at the same time safeguarding the rights of the defence.

It follows from Article 14.6 of Regulation no. 17 that it is for each Member State to determine the conditions under which the national authorities will afford assistance to the Commission's officials. In that regard, the Member States are required to ensure that the Commission's action is effective, while respecting the general principles of Community law. Within those limits, the appropriate procedural rules designed to ensure respect for undertakings' rights are those laid down by national law.

The Commission is required to respect the relevant procedural rules laid down by national law and must make sure that the competent body under national law has all that it needs to exercise its own supervisory powers.

That body, whether judicial or otherwise, cannot in this respect substitute its own assessment of the need for the investigations ordered for that of the Commission, the lawfulness of whose assessments of fact and law is subject only to review by the Court of Justice. On the other hand, it is within the powers of the national body, after satisfying itself that the decision ordering the investigation is authentic, to consider whether the measures of constraint envisaged are arbitrary or excessive having regard to the subject-matter of the investigation and to ensure that the rules of national law are complied with in the application of those measures.

Summary:

1. Having become aware of the existence of agreements or concerted practices concerning the fixing of prices and delivery quotas of PVC and polyethylene in the Community, the Commission adopted a decision in 1987 in order to carry out an investigation into several undertakings, including Hoechst, the applicant.

Armed with that decision, an official of the competent German competition authority and two Commission officials arrived at the applicant's premises in order to carry out the investigation. The applicant considered that this constituted an unlawful search, as there was no court warrant, and refused to submit to the investigation.

After three unsuccessful attempts to carry out the investigation, the Commission adopted a decision imposing on the applicant a periodic penalty payment of ECU 1 000 for each day of delay, so that it would submit to the investigation.

The *Amtsgenicht Frankfurt* dismissed the competition authority's application for a search warrant on the ground that no facts had been put before it to justify the suspicion of the existence of agreements or concerted practices.

In Case C-46/87 R the President of the Court of Justice dismissed, by order, the applicant's application for suspension of the operation of the decisions in issue.

Eventually, on 31 March 1987, the German competition authority succeeded in obtaining from the *Amtsgenicht Frankfurt* a search warrant issued directly in favour of the Commission. This time the applicant allowed the Commission to carry out the investigation on the ground that it had a court warrant.

In the light of those facts, the Commission, by its contested decision of 26 May 1988, fixed a definitive fine of ECU 55 000, that is to say, ECU 1 000 per day, imposed on the applicant for not having submitted to the investigation at the outset.

In was in that context that Hoechst brought an action for annulment of the three contested decisions of the Commission.

11. In this judgment, the Court of Justice refused to recognise that the right to the inviolability of the home enshrined in Article 8 ECHR can apply to undertakings. However, the Court confirmed that every natural or legal person must be protected against arbitrary or disproportionate interference by the public authorities.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1990-S-001

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 22.05.1990 / e) C-70/88 / f) European Parliament v. Council of the European Communities / g) *European Court Reports*, I-2041 / h) CODICES (English, French).

Identification: ECJ-1988-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Union / **c)** / **d)** 21.09.1988 / **e)** Joined cases 46/87 and 227/88 / **f)** Hoechst AG v. Commission of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, 2859 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.13 General Principles – **Legality**.
4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states**.
5.3.13 Fundamental Rights – Civil and political rights and fair trial.
Procedural safeguards, rights of the defence

Keywords of the alphabetical index:

Interference, disproportionate or arbitrary, public authority, protection / European Commission, role.

Headnotes:

Although the existence of a fundamental right to the inviolability of the home must be recognised in the Community legal order as a principle common to the laws of the Member States in regard to the private dwellings of natural persons, the same is not true in regard to undertakings, because there are not considerable divergences between the legal systems of the Member States in regard to the nature and degree of protection afforded to business premises against intervention by the public authorities. No other inference is to be drawn from Article 8 ECHR.

Nonetheless, in all the legal systems of the Member States, any intervention by the public authorities in the sphere of private activities of any person, whether natural or legal, must have a legal basis and be justified on the grounds laid down by law, and, consequently, those systems provide, albeit in different forms, protection against arbitrary or disproportionate intervention. The need for such protection must be recognised as a general principle of Community law.

However, the exercise of the wide powers of investigation conferred on the Commission is subject to conditions serving to ensure respect for the rights of undertakings. In that regard, the Commission's obligation to specify the subject-matter and purpose of the investigation is a fundamental requirement not merely in order to show that the investigation to be carried out on the premises of the undertakings concerned is justified but also to enable those



Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish, Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Languages:

II. In its answer, the Court referred to its case-law on the distribution of powers between the national courts and the Community Court and ruled that the national courts cannot declare acts of the Community institutions invalid. In this case, the Court ruled that the Commission's decision was invalid.

Community acts.
for the national courts to review the validity of justice to give a preliminary ruling on the possibility stay the proceedings and to request the Court of the Commission's decision was doubtful, decided to court. That court, which considered that the validity of challenged that notice before the competent German for post-clearance recovery against Foto-Frost, which the Commission the customs office issued a notice recovery must be effected. Following that decision of and the Commission's response was that the requested the Commission to determine the matter recovery. The Federal Minister for Finance therefore customs office could not itself decide not to effect question was more than ECJ 2 000 the principal concerned. As the amount of customs duty in force so far as his customs declaration was observed all the provisions laid down by the rules in and where the latter had acted in good faith and reasonably have been detected by the person liable made by the competent authorities which could not duty had not been collected as a result of an error from taking action for such recovery where the import Article allowed the competent authorities to refrain no. 1697/79 (*Official Journal*, 1979 L 197, p. 1). That requirements set out in Article 5.2 of Regulation the duty, on the ground that Foto-Frost satisfied the decided not to effect the post-clearance recovery of under the German customs legislation. However, it customs office considered that customs duty was due following a detailed check, however, the principal the in the Protocol on German internal trade. Democratic Republic, under the regime provided for duty, since they had originated in the German initially allowed those goods to enter free of import

Keywords of the alphabetical index:

Community law, court, national, power / CJEC, preliminary ruling.

Headnotes:

National courts against whose decisions there is a judicial remedy under national law may consider the validity of a Community act and, if they consider that the grounds put forward before them by the parties in support of invalidity are unfounded, they may reject them, concluding that the measure is completely valid. In contrast, national courts, whether or not a judicial remedy exists against their decisions under national law, themselves have no jurisdiction to declare that acts of Community institutions are invalid.

That conclusion is dictated, in the first place, by the requirement for Community law to be applied uniformly. Divergences between courts in the Member States as to the validity of Community acts would be liable to place in jeopardy the very unity of the Community legal order and detract from the fundamental requirement of legal certainty.

Secondly, it is dictated by the necessary coherence of the system of judicial protection established by the EEC Treaty. In Articles 173 and 184 of the EEC Treaty, on the one hand, and in Article 177 of the EEC Treaty, on the other, the Treaty established a complete system of legal remedies and procedures designed to permit the Court of Justice to review the legality of measures adopted by the institutions. Since Article 173 of the EEC Treaty gives the Court exclusive jurisdiction to declare void an act of a Community institution, the coherence of the system requires that where the validity of an act is challenged before a national court, the power to declare the act invalid must also be reserved for the Court of Justice.

That division of jurisdiction may have to be qualified in certain circumstances where the validity of a Community act is contested before a national court in proceedings relating to an application for interim measures.

Summary:

I. Foto-Frost is a company established in the Federal Republic of Germany and an importer, exporter and wholesaler of photographic goods. It imported into and sold in the Federal Republic of Germany goods originating in the German Democratic Republic but bought from traders established in Denmark and the United Kingdom. The competent customs office had

For 1986 the system was implemented by three Council regulations relating to textile products, industrial products and agricultural products.

The Commission sought annulment of the first two of those regulations, which referred only to the EEC Treaty as the legal basis. The Commission had proposed that the words "[h]aving regard to the Treaty establishing the European Economic Community" be supplemented by "and in particular Article 113 thereof", but the Council refused to follow that proposal.

11. According to the Court of Justice, the choice of legal basis may not depend simply on an institution's conviction as to the objective pursued, but must be based on objective factors which are amenable to judicial review.

The Court held that the contested regulations were measures falling within the sphere of the common commercial policy and that the Council had power to adopt them pursuant to Article 113 of the EEC Treaty, but was not justified in taking Article 235 of the EEC Treaty as its basis.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1987-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 22.10.1987 / e) 314/85 / f) Foto-Frost v. Hauptzollamt Lübeck-Ost / g) European Court Reports, 4199 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.7.1.1 Institutions – Judicial bodies – Jurisdiction – Exclusive jurisdiction.
4.17.2 Institutions – European Union – Distribution of powers between the EU and member states.



Identification: ECJ-1987-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 26.03.1987 / **e)** 45/86 / **f)** Commission of the European Communities v. Council of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, 1493 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.17.4 Institutions – European Union – **Legislative procedure.**

Keywords of the alphabetical index:

Judicial review.

Headnotes:

In order to satisfy the requirement to state reasons, which is laid down by Article 190 of the EEC Treaty, Community measures must include a statement of the facts and law which led the institution in question to adopt them, so as to make possible review by the Court and so that the Member States and the nationals concerned may have knowledge of the conditions under which the Community institutions have applied the Treaty.

Although failure to refer in the statement of reasons to a precise provision of the EEC Treaty need not necessarily constitute an infringement of essential procedural requirements when the legal basis for the measure may be determined from other parts of the measure, such explicit reference is indispensable where, in its absence, the parties concerned and the Court are left uncertain as to the precise legal basis.

In the context of the organisation of the powers of the Community the choice of the legal basis for a measure may not depend simply on an institution's conviction as to the objective pursued, but must be based on objective factors which are amenable to judicial review.

Summary:

I. The system of generalised preferences consists in the suspension of customs rights entered in the common customs tariff in order to facilitate the import of certain products originating in certain developing countries.

RUC" – the Northern Ireland police) considered that he was unable to maintain that practice. He therefore decided that men would carry firearms in the normal performance of their duties but that women would not be armed and would not receive training in the handling and firing of firearms. It was in that context that Ms Johnson's contract as a full-time member of the police reserve was not renewed, after two successive three-year contracts, although such renewal was the normal practice. The Chief Constable had adopted a new recruitment policy, under which it was no longer appropriate to offer contracts to women or to renew such contracts, as police duties frequently included tasks which involved the carrying of firearms and there were sufficient women police officers to carry out the tasks generally entrusted to them. Ms Johnston brought an action against that decision before the Industrial Tribunal, claiming to have suffered unlawful discrimination, contrary to the Sex Discrimination (Northern Ireland) Order 1976. During the proceedings the Chief Constable relied on Article 53 of the Sex Discrimination Order, which provides that nothing in the provisions of that order "shall render unlawful an act done for the purpose of safeguarding national security or of protecting public safety or public order" and submitted a certificate signed by the minister which, according to that Article, constitutes conclusive evidence that the act refusing to renew Ms Johnson's contract had been taken for the purpose of safeguarding national security and protecting public safety and public order. Ms Johnston then referred to the provisions of Directive 76/207 (*Official Journal*, 1976 L 39, p. 40) on the implementation of the principle of equal treatment for men and women, and in particular Article 6 of that directive, which provides that all persons who consider themselves wronged by discrimination must be able to pursue their claims by judicial process. The Industrial Tribunal decided to stay the proceedings and to refer a number of questions to the Court of Justice for a preliminary ruling.

II. In its answer, the Court ruled on the compatibility of Article 53 of the Sex Discrimination Order with Article 6 of the directive and established, as a general principle of law, the principle of an effective judicial remedy, referring to the European Convention on Human Rights and the constitutional principles common to the Member States.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

11. The Court of Justice annulled the decisions on the basis of a breach of Article 7.2 of the Act concerning the election of the representatives of the Assembly by direct universal suffrage, which provides that the reimbursement of election campaign expenses and the determination of the relevant procedures are within the competence of the Member States.

Article 173 of the Treaty established that the measures, which might be contested, must be issued by the Council or the Commission and did not mention the European Parliament. By its judgment, the Court extended the provisions of that article to measures adopted by the Parliament, thus conferring passive legitimacy on that institution.

In addition, the Court clarified the concept of *locus standi* of the applicant, by reference to its previous case-law and in particular its judgment of 15 July 1963 in Case C-25/62 *Plaumann v. Commission* [1962] *European Court Reports* 199.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1986-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 15.05.1986 / e) 222/84 / f) Marguerite Johnston v. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary / g) *European Court Reports*, 1651 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.1.1.4.3 Sources – Categories – Written rules – 1949. International instruments – Geneva Conventions of 2.3.9 Sources of review – Teleological interpretation.

5.3.13.2 Fundamental Rights – Civil and political rights – Procedural safeguards, rights of the defence and fair trial – **Effective remedy.**

Keywords of the alphabetical index:

State, obligation to ensure the protection of human rights and fundamental freedoms / CJEC, preliminary ruling.

Headnotes:

As the European Parliament, Council and Commission recognised in their Joint Declaration of 5 April 1977 and as the Court has recognised in its decisions, the principles on which the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms is based must be taken into consideration in Community law.

The principle of effective judicial control laid down in Article 6 of Council Directive 76/207, a principle which underlies the constitutional traditions common to the Member States and which is laid down in Articles 6 and 13 ECHR, does not allow a certificate issued by a national authority stating that the conditions for derogating from the principle of equal treatment for men and women for the purposes of protecting public safety are satisfied to be treated as conclusive evidence so as to exclude the exercise of any power of review by the courts. The provision contained in Article 6 to the effect that all persons who consider themselves wronged by discrimination between men and women must have an effective judicial remedy may be relied upon by individuals as against a Member State which has not ensured that it is fully implemented in its internal legal order.

The Member States' obligation to achieve the result envisaged by a directive and their duty under Article 5 of the EEC Treaty to take all appropriate measures, whether general or particular, to ensure the fulfilment of that obligation, is binding on all the authorities of the Member States including, for matters within their jurisdiction, the courts. It follows that, in applying national law, and in particular the provisions of national legislation specifically introduced in order to implement a directive, national courts are required to interpret their national law in the light of the wording and the purpose of the directive in order to achieve the result referred to in Article 189.3 of the EEC Treaty.

Summary:

1. In the United Kingdom police officers generally do not carry firearms on duty and no distinction is made in that regard between men and women. Nonetheless, owing to the high number of assaults on police officers in Northern Ireland, the Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary ("the

Keywords of the systematic thesaurus:

4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states.**
 4.17.3 Institutions – European Union – **Distribution of powers between institutions of the EU.**

Keywords of the alphabetical index:

Action for annulment, admissibility / European Parliament, measures, contested, passive legitimacy / Applicant, *locus standi*.

Headnotes:

An interpretation of Article 173 of the EEC Treaty, which excluded measures adopted by the European Parliament from those which could be contested by means of an action for annulment, would lead to a result contrary both to the spirit of the Treaty as expressed in Article 164 and to its scheme, which is to make a direct action available against all measures adopted by the institutions which are intended to have legal effects. Measures adopted by the European Parliament in the context of the Treaty could encroach on the powers of the Member States or of the other institutions, or exceed the limits which have been set to the Parliament's powers, without its being possible to refer them for review by the Court. It must therefore be concluded that an action for annulment may lie against measures adopted by the European Parliament intended to have legal effects *vis-à-vis* third parties.

Summary:

I. In 1982, the Bureau of the European Parliament adopted, upon a proposal from the chairman of the political groups, a decision concerning the allocation of some appropriations in the General Budget of the European Communities earmarked for the political parties' campaigns for the elections to the European Parliament. In 1983, the enlarged Bureau of the European Parliament adopted the rules governing the use of those appropriations.

The ecological party "Les Verts" maintained that that allocation favoured the largest political groupings, especially those which were already present at the time of the previous election.

It was against that background that the party brought an action for annulment of the two decisions of the Bureau of the European Parliament.

of a technical error committed by the Commission in the management of a common market organisation, which error, although leading in fact to unequal treatment for certain producers, did not constitute a serious breach of a superior rule of law.

Summary:

I. The applicants, 13 Greek companies involved in the production of tomato concentrates, brought actions under Articles 178 and 215.2 of the EEC Treaty against the European Commission, seeking compensation for the damage which they claimed to have sustained following the incorrect fixing of Community aid for tomato concentrates for the 1981/82 and 1982/83 marketing years.

In its judgment in Case 192/83 *Hellenic Republic v. Commission* the Court had declared that the system of coefficients used in Commission Regulation no. 1615/83 fixing coefficients for the 1983/84 marketing year was unlawful. For identical reasons, the Court also recognised that Regulations Nos 1962/81 and 1602/82 fixing coefficients for the 1981/82 and 1982/83 marketing years respectively were unlawful. The Court then raised the question whether the fact that the coefficients had been fixed unlawfully constituted a sufficient basis on which to find that the Community was liable. After referring to its case-law on the matter, the Court set out the conditions that must be satisfied in order for the Community to incur liability.

II. In the present case the Court concluded that those conditions had not been satisfied and that the Community could not therefore be held liable.

Languages:

Danish, Dutch, English, French, German, Greek, Italian, Spanish.



Identification: ECJ-1986-S-001

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 23.04.1986 / e) 294/83 / f) Parti écologiste "Les Verts" v. European Parliament / g) *European Court Reports*, 1339 / h) CODICES (English, French).

obligation, is binding on all the authorities of Member States including, for matters within their jurisdiction, the courts. It follows that, in applying national law and in particular the provisions of a national law specifically introduced in order to implement a directive, the national court is required to interpret its national law in the light of the wording and the purpose of the directive.

It is for the national court to interpret and apply the legislation adopted for the implementation of the directive in conformity with the requirements of Community law, insofar as it is given discretion to do so under national law.

Summary:

1. In 1982, two vacancies for social workers arose at Werl prison. The two plaintiffs in the main proceedings applied for those posts. Two male candidates were eventually appointed. The plaintiffs brought an action before the *Arbeitsgericht Hamm* against the *Land Nordrhein-Westfalen*, which administers Werl prison. The action sought a declaration that it was solely because of their sex that the plaintiffs had not been appointed. Consequently, they claimed that the defendant Land should be ordered to offer them a contract of employment in that prison or, in the alternative, to pay them damages equivalent to six months' salary. In a second claim in the alternative, the plaintiff von Colson claimed reimbursement of travelling expenses incurred by her in pursuing her application for the post. The *Arbeitsgericht* held that the plaintiffs had been rejected for those posts because of their sex.

Nonetheless, it considered that under German law it was unable to allow their claims, with the exception of the alternative claim submitted by the plaintiff von Colson for her travelling expenses.

In order to determine the legal rules applicable at Community level in the event of discrimination regarding access to employment, the referring court considered it necessary to obtain from the Court an interpretation of certain provisions of Council Directive 76/207 of 9 February 1976 on the implementation of the principle of equal treatment for men and women as regards access to employment, vocational training and promotion, and working conditions (*Official Journal*, 1976 L 39, p. 40).

The directive in issue essentially lays down the principle of equal treatment for men and women as regards access to employment, which entails the obligation to abolish provisions which are incompatible with that principle. Article 6 of the directive, in addition, guarantees the protection by the

courts of the rights which may result from that obligation. Lastly, Member States must bring into force the laws, regulations and administrative provisions necessary in order to apply the directive.

11. In that landmark judgment, the Court of Justice considered that where there is a conflict between Community rules not having direct effect and domestic rules, the parties may request their national courts to interpret domestic law in such a way as to enable Community law to be effective.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1985-S-001

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 19.09.1985 / e) Joined cases 194 to 206/83 / f) Asteris v. Commission / g) *European Court Reports*, 2815 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.5 Institutions – Legislative bodies – Liability.

Keywords of the alphabetical index:

Liability, Community, superior rule of law, breach, sufficiently serious.

Headnotes:

The Community does not incur liability unless a sufficiently serious breach of a superior rule of law for the protection of the individual has occurred. The finding that a legislative measure is void is insufficient to give rise to such liability, since individuals may be required to accept, within reasonable limits, certain harmful effects on their economic interests as a result of a legislative measure, even if it has been declared void. There can be no question of indemnification unless the institution concerned has manifestly and gravely disregarded the limits on the exercise of its powers. Those conditions are not fulfilled in the case

not, according to Article 177.3 of the EEC Treaty, escape the obligation to bring the matter before the Court of Justice. In the light of those opposing arguments, the Court of Cassation decided to stay the proceedings and to refer a question to the Court of Justice for a preliminary ruling concerning what limits there might be on the obligation placed on courts of last instance to make a reference for a preliminary ruling.

II. In its answer, the Court of Justice interpreted Article 17.3 of the EEC Treaty and introduced the conditions of a possible limitation of the obligation to bring the matter before the Court of Justice.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1984-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c) / d)** 10.04.1984 / **e)** 14/83 Nordrhein-Westfalen / **g)** *European Court Reports*, 1891 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.3.9 Sources – Techniques of review – **Teleological interpretation.**

3.26.3 General Principles – Principles of EU law – **Genuine co-operation between the institutions and the member states.**

Keywords of the alphabetical index:

Community law, national law, interpretation favourable to Community law, limits.

Headnotes:

The Member States' obligation arising from a directive to achieve the result envisaged by the directive and their duty under Article 5 of the EEC Treaty to take all appropriate measures, whether general or particular, to ensure the fulfilment of that

dealt with the point of law in question, irrespective of the nature of the proceedings which led to those decisions, even though the questions at issue are not strictly identical. However, it must not be forgotten that in all such circumstances national courts and tribunals, including those referred to in Article 177.3 of the EEC Treaty, remain entirely at liberty to bring a matter before the Court of Justice if they consider it appropriate to do so.

Article 177.3 of the EEC Treaty is to be interpreted as meaning that a court or tribunal against whose decisions there is no judicial remedy under national law is required, where a question of Community law is raised before it, to comply with its obligation to bring the matter before the Court of Justice, unless it has established that the correct application of Community law is so obvious as to leave no scope for any reasonable doubt. The existence of such a possibility must be assessed in the light of the specific characteristics of Community law, the particular difficulties to which its interpretation gives rise and the risk of divergences in judicial decisions within the Community.

Summary:

I. This case concerned a dispute between two Italian companies operating as wool importers and the Italian Ministry of Health regarding the payment of a fixed health inspection levy in respect of wool imported from countries not members of the Community. Those companies relied on Regulation no. 827/68 of 28 June 1968 on the common organisation of the market in certain products listed in Annex II to the Treaty (*Official Journal, English Special Edition* 1968 (I), p. 209), in that it prohibited Member States from levying any charge having an effect equivalent to a customs duty on "animal products". The Ministry of Health contended, against that argument, that wool was not included in Annex II to the Treaty and that, consequently, it was not subject to a common organisation of agricultural markets. The courts of first and second instance found in favour of the Ministry of Health, and the plaintiffs appealed on a point of law. Before the *Corte Suprema di Cassazione* the Ministry of Health maintained that the answer to the question of the interpretation of the measure adopted by the Community institutions was so obvious as to rule out the possibility of there being any interpretative doubt and thus obviated the need to refer the matter to the Court of Justice for a preliminary ruling. The plaintiffs defended the opposite argument, maintaining that since a question concerning the interpretation of a regulation had been raised before the *Corte di Cassazione*, against whose decisions there is no judicial remedy under national law, that court could

Summary:

1. The Governments of the French Republic, the Italian Republic and the United Kingdom had each brought an action for annulment of Commission Directive 80/723 of 25 June 1980 on the transparency of financial relations between Member States and public undertakings (*Official Journal*, 1980 L 195, p. 35) before the expiry of the period prescribed for the transposition of that directive. That directive required Member States to keep available for five years information concerning public funds made available by public authorities to public undertakings.

The actions were based on lack of competence on the part of the Commission, breach of essential procedural requirements, infringement of the EEC Treaty and misuse of powers.

11. In that judgment, the Court of Justice considered that by virtue of its duty of surveillance of compliance with Articles 87 and 88 of the EC Treaty, the Commission had a legitimate interest in being informed of the transfers of public resources to public undertakings, whether coming directly or indirectly from other public undertakings.

The Court dismissed the actions brought by the French, Italian and United Kingdom Governments.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1982-S-004

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 06.10.1982 / **e)** 283/81 / **f)** Srl CILFIT and Lanificio di Gavardo SpA v. Ministry of Health / **g)** *European Court Reports*, 3415 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.7.1 Institutions – Judicial bodies – Jurisdiction.

Keywords of the alphabetical index:

CJEC, preliminary ruling, admissibility / Reference for CJEC, preliminary ruling, obligation.

Headnotes:

The obligation to refer to the Court of Justice questions concerning the interpretation of the EEC Treaty and of measures adopted by the Community institutions which Article 177.3 of the EEC Treaty imposes on national courts and tribunals against whose decisions there is no judicial remedy under national law is based on co-operation, established with a view to ensuring the proper application and uniform interpretation of Community law in all the Member States, between national courts, in their capacity as courts responsible for the application of Community law, and the Court of Justice. More particularly, the aforesaid provision seeks to prevent the occurrence within the Community of divergences in judicial decisions on questions of Community law. The scope of that obligation must therefore be assessed, in view of those objectives, by reference to the powers of the national courts, on the one hand, and to those of the Court of Justice, on the other.

It follows from the relationship between Article 177.2 and 177.3 of the EEC Treaty that the courts or tribunals referred to in the third paragraph have the same discretion as any other national court or tribunal to ascertain whether a decision on a question of Community law is necessary to enable them to give judgment. Accordingly, those courts or tribunals are not obliged to refer to the Court of Justice a question concerning the interpretation of Community law raised before them if that question is not relevant, that is to say, if the answer to that question, regardless of what it may be, can in no way affect the outcome of the case. If, however, those courts or tribunals consider that recourse to Community law is necessary to enable them to decide a case, Article 177 imposes an obligation on them to refer to the Court of Justice any question of interpretation which may arise.

Although Article 177.3 of the EEC Treaty unreservedly requires national courts or tribunals against whose decisions there is no judicial remedy under national law to refer to the Court every question of interpretation raised before them, the authority of an interpretation already given by the Court may however deprive the obligation of its purpose and thus empty it of its substance. Such is the case especially when the question raised is materially identical to a question which has already been the subject of a preliminary ruling in a similar case or where previous decisions of the Court have already

discretion of the Member States and observed that recourse to provisions of the domestic legal systems, as the Belgian Government claimed to do, to restrict the scope of the provisions of Community law had the effect of impairing the unity and efficacy of that law and consequently could not be accepted.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1982-S-003

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 06.07.1982 / **e)** 188 to 190/80 / **f)** French Republic, Italian Republic and United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland v. Commission of the European Communities / **g)** *European Court Reports, 2545 / h)* CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.4 General Principles – **Separation of powers. Distribution of powers between institutions of the EU.**

Keywords of the alphabetical index:

European Commission, role.

Headnotes:

There is no basis in the EEC Treaty provisions governing the institutions for the view that, by virtue of the very principles which govern the distribution of powers and responsibilities between the Community institutions, all original law-making power is vested in the Council, whilst the Commission has only powers of surveillance and implementation. It follows that the limits of the powers conferred on the Commission by a specific provision of the EEC Treaty are to be inferred not from a general principle, but from an interpretation of the particular wording of the provision in question, analysed in the light of its purpose and its place in the scheme of the EEC Treaty.

conferred by public law and with the protection of general interests, at the same time it is necessary to ensure that the effectiveness and scope of the provisions of the EEC Treaty on freedom of movement of workers and equality of treatment of nationals of all Member States shall not be restricted by interpretations of the concept of public service which are based on domestic law alone and which would obstruct the application of Community rules.

Summary:

1. Within Belgian communes or public establishments, access to certain posts was conditional on possession of Belgian nationality, irrespective of the nature of the duties to be carried out. The Commission considered that a practice of this type was incompatible with the provisions of Community law guaranteeing freedom of movement for workers within the Community.

In 1977, the Commission invited the Belgian Government to take the necessary measures for the services concerned to refrain from any discrimination incompatible with the Community rules on recruitment. Belgium informed the Commission that the conduct in issue was not incompatible with the Community rules and that it would continue to recruit its staff according to the procedures complained of.

The Commission therefore decided to initiate the infringement procedure provided for in Article 169 of the EEC Treaty. The Belgian Government was required to submit arguments showing that it had not failed to fulfil its obligations, which were rejected by the Commission. The Commission therefore issued a reasoned opinion, requiring the Kingdom of Belgium to bring the infringement to an end within a certain period.

Belgium failed to react to that reasoned opinion and in 1979 the Commission brought infringement proceedings.

11. The Court considered that, for the posts in issue, the information in the case-file did not enable it accurately to appraise the actual nature of the duties involved in the posts in question and therefore to determine those which did not come within the concept of public service within the meaning of Article 48.4 of the EEC Treaty. The Court therefore refused to adjudicate on Belgium's failure to fulfil its obligations and invited the parties to re-examine the issue in the light of the legal considerations contained in its judgment.

The Court considered that the definition of the concept of "public service" could not be left to the

Headnotes:

It would be incompatible with the binding effect which Article 189 of the EEC Treaty ascribes to directives to exclude in principle the possibility of the obligation imposed by it being relied upon by persons concerned. Particularly in cases in which the Community authorities have, by means of a directive, placed Member States under a duty to adopt a certain course of action, the effectiveness of such a measure would be diminished if persons were prevented from relying upon it in proceedings before a court and if national courts were prevented from taking it into consideration as an element of Community law. Consequently, a Member State which has not adopted the implementing measures required by the directive within the prescribed period may not plead, as against individuals, its own failure to perform the obligations which the directive entails. Thus, wherever the provisions of a directive appear, as far as their subject-matter is concerned, to be unconditional and sufficiently precise, those provisions may, in the absence of implementing measures adopted within the prescribed period, be relied upon as against any national provision which is incompatible with the directive or insofar as the provisions define rights which individuals are able to assert against the State.

Summary:

1. Ursula Becker, a German national, carried on the business of a self-employed credit negotiator, an activity which was exempt from value added tax under Article 13 B.d.1 of the Sixth Directive 77/388 (*Official Journal*, 1977 L 145, p. 1). Under Article 1 of that directive, Member States were required to have transposed it into their domestic legal systems by 1 January 1978. In Germany that period for transposition of the directive was extended until 1 January 1979 and the Sixth Directive took effect only from 1 January 1980. In her turnover tax returns for the period March to June 1979, Ms Becker applied for exemption from tax in respect of her transactions, claiming that the exemption provided for in the Sixth Directive and Article 13 B.d.1 thereof had to be applied by the Member States on expiry of the transposition period. The competent tax office did not accept that argument and therefore charged tax, in accordance with the national legislation, which had not yet been amended. Ms Becker's objection against that decision was rejected and she brought an action before the *Finanzgericht*, which decided to stay the proceedings and to refer a question to the Court of Justice for a preliminary ruling on the direct applicability of Article 13 B.d.1 of the Sixth Directive 77/388.

Languages:

11. In its judgment, the Court confirmed its previous case-law on the direct effect of directives and stated that such direct effect may be recognised, on certain conditions, to the provisions of a directive where the period for its transposition has expired. In this case, the Court concluded that that was the case for Article 13 B.d.1.



Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Identification: ECJ-1982-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 26.05.1982 / e) 149/79 / f) Commission of the European Communities v. Kingdom of Belgium / g) *European Court Reports*, 3881 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.2.1.6 Sources – Hierarchy – Hierarchy as between national and non-national sources – **Community law and domestic law.**

5.1.3 Fundamental Rights – General questions – **Positive obligation of the state.**

Keywords of the alphabetical index:

Public service, definition, not at discretion of Member states / Community law, Constitution, conflict, consequences.

Headnotes:

The rule fundamental to the existence of the Community, by which recourse to provisions of the domestic legal system to restrict the scope of the provisions of Community law is not permissible as it would have the effect of impairing the unity and efficacy of that law, must also apply in determining the scope and bounds of Article 48.4 of the EEC Treaty. Whilst it is true that that provision takes account of the legitimate interest which the Member States have in reserving for their own nationals a range of posts connected with the exercise of powers

isoglucose. It requested the Court to declare the fixing of the production quota resulting for it from Annex II to Regulation no. 1111/77, introduced by Regulation no. 1293/79, to be invalid. It put forward three pleas in law in that regard. The first two pleas, alleging breach of the principle of equality and of the principle of proportionality, were rejected by the Court as unfounded. The third plea put forward by the applicant, supported on that point by the European Parliament, as interveners, was that Regulation no. 1111/77 as amended had been adopted by the Parliament without regard to the consultation procedure provided for in Article 43.2 of the EEC Treaty, and that it must therefore be treated as void for infringement of essential procedural requirements. After referring to the scope and importance of Article 43.2.3 of the EEC Treaty, the Court upheld the plea and annulled Regulation no. 1293/79.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1982-S-001

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 19.01.1982 / e) 8/81 / f) Ursula Becker v. Finanzamt Münster-Innenstadt / g) *European Court Reports*, 53 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.2.1.6: Sources – Hierarchy – Hierarchy as between national and non-national sources – **Community law and domestic law**.
3.26.2 General Principles – Principles of EU law – **Direct effect**.

Keywords of the alphabetical index:

European Community, directive, direct application / CJEC, preliminary ruling.

should take part in the exercise of power through the intermediary of a representative assembly.

Due consultation of the Parliament in the cases provided for by the Treaty therefore constitutes an essential formality, disregard of which means that the measure concerned is void. Observance of that requirement implies that the Parliament has expressed its opinion. It is impossible to take the view that the requirement is satisfied by the Council's simply asking for the opinion, if no opinion is afterwards given by the Parliament.

Summary:

By its judgment of 25 October 1978 in Joined Cases 103/77 and 145/77 25 October 1978 [1978] *European Court Reports* 2037 the Court annulled Articles 8 and 9 of Regulation no. 1111/77 isoglucose (*Official Journal*, 1977 L 134, p. 4) insofar as they established a system that offended against the principle of equality, in this instance between sugar and isoglucose manufacturers. In that judgment, the Court left the Council free to take any appropriate measures to ensure the proper functioning of the market in sweeteners. Following that judgment the Commission submitted to the Council a proposal amending the regulation in question, and the Council sought the opinion of the Parliament on that proposal, in accordance with Article 43.2.3 of the EEC Treaty. In its request for an opinion, that Council stated that, in the light of the situation, it would be helpful if the Parliament could give its opinion at its April 1979 session. The President of the Parliament referred the matter to the Committee on Agriculture and the Committee on Budgets. At its session on 10 May 1979 the Parliament rejected the draft resolution submitted by the Committee on Agriculture and referred it back to that Committee for reconsideration. The parliamentary session of 7 to 11 May 1979 was to be the last before 17 July 1979, the date of the first session of the Parliament newly elected following the elections that were due to take place on 7 and 10 June 1979. The Bureau of the Parliament had stated, however, at two meetings held in March and May 1979, that the Parliament might meet for an additional session should the Commission or the Council consider it necessary, pursuant to Article 1.4 of the Rules of Procedure of the Parliament.

On 25 June 1979 the Council, without having obtained the opinion requested, adopted the proposal for a regulation drawn up by the Commission, which thus became Regulation no. 1293/79 amending Regulation no. 1111/77.

The applicant, *Roquettes Frères SA*, is an undertaking which manufactures, *inter alia*,

Community with the information on the interpretation of Community law which is necessary to enable them to settle genuine disputes which are brought before them.

On the other hand the Court does not have jurisdiction (otherwise the whole system of legal remedies available to private individuals to enable them to protect themselves against tax provisions which are contrary to the EEC Treaty would be jeopardised) to rule on questions raised within the framework of proceedings in which the parties to the main action are concerned in obtaining a ruling that the tax system of a Member State is invalid by the expedient of proceedings before a court of another Member State between two private individuals who are in agreement as to the result to be attained and who have inserted a clause in their contract in order to induce that court to give a ruling on the point. The artificial nature of this expedient is underlined by the fact that the parties did not avail themselves of the remedies open under the national law of the first Member State against the tax in question.

Summary:

1. Foglia, a company dealing in wines and alcoholic beverages, had entered into a contract with Ms Novello under which it was to send certain cases of liqueur wine from Italy to France. On entering into the contract, Foglia had stated that it would bear only the costs of dispatch and transport, and excluded various charges, in particular both Italian and French taxes.

Foglia had entrusted the dispatch of the goods to the undertaking Danzas, which, having had to pay taxes to the French customs, had sent the bill for the dispatch and transport to Foglia, which in turn asked Ms Novello for reimbursement of the bill which it had paid to Danzas.

M Novello had refused to pay the bill on the ground that a duty had been unlawfully paid to the French customs when the goods crossed the frontier, and Foglia had summoned her to appear before the *Pretoire de Bra*. The Italian court found that, according to the contract, Ms Novello was required to pay only the taxes authorised by the Community provisions in force guaranteeing the free movement of goods. The Court of Justice was therefore requested to give a preliminary ruling on whether the taxes paid by Danzas constituted an impediment to the free movement of goods.

11. Although the Court of Justice had previously established the principle that the national courts can decide autonomously whether to refer a question for

a preliminary ruling and had refused to assess the relevance of such a question, the judgment in *Foglia v. Novello* introduced a condition of admissibility of the reference for a preliminary ruling, namely the reality of the dispute. In the present case the parties to the main proceedings had identical interests, since both sought to obtain a ruling that the French tax system was invalid and the dispute in question was constructed, that is to say, artificial.

The Court of Justice therefore refused to answer the questions referred to it for a preliminary ruling.

Languages:

Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1980-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 29.10.1980 / e) 138/79 / f) SA Roquette Frères v. Council of the European Communities / g) *European Court Reports*, 3333 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.3 General Principles – **Democracy**.
4.5.6 Institutions – Legislative bodies – **Law-making procedure**.
4.17.1.1 Institutions – European Union – Institutional structure – **European Parliament**.

Keywords of the alphabetical index:

Parliament, Commission, opinion, obligation to request.

Headnotes:

The consultation provided for in Article 43.2.3 of the EEC Treaty as in other similar provisions, is the means which allows the Parliament to play an actual part in the legislative process of the Community. Such power represents an essential factor in the institutional balance intended by the EEC Treaty. Although limited, it reflects at Community level the fundamental democratic principle that the peoples

Headnotes:

Fundamental rights form an integral part of the general principles of the law, the observance of which is ensured by the Court. In safeguarding those rights, the latter is bound to draw inspiration from constitutional traditions common to the Member States, so that measures which are incompatible with the fundamental rights recognised by the constitutions of those States are unacceptable in the Community. International treaties for the protection of human rights on which the Member States have collaborated or of which they are signatories can also supply guidelines which should be followed within the framework of Community law.

In these circumstances, the doubts evinced by a national court as to the compatibility of the provisions of an act of an institution of the Communities with the rules concerning the protection of fundamental rights formulated with reference to national constitutional law must be understood as questioning the validity of that act in the light of Community law.

Summary:

1. Ms Hauer, the owner of a plot of land in Germany, wished to plant vines on the plot and therefore applied for the necessary authorisation to undertake the new planting of vines on the plot. Authorisation was refused on the ground that her land was unsuitable for wine-growing according to national law. Ms Hauer lodged an objection against that decision refusing authorisation; her objection was dismissed on the twofold grounds that the land was unsuitable for wine-growing according to national law and that Council Regulation (EEC) no. 1162/76 of 17 May on measures designed to adjust wine-growing potential to market requirements (*Official Journal*, 1976 L 135, p. 32) had in the meantime prohibited all new planting of vines. Ms Hauer appealed against that decision to the *Verwaltungsgericht Neustadt*, and in the course of the proceedings the Land Rheinland-Pfalz stated that it was willing to grant the authorisation requested after the expiry of the prohibition on new planting imposed by Regulation no. 1162/76, so the Community rules remained the only obstacle to the starting of wine-growing. Ms Hauer claimed that that regulation was not applicable to a request for authorisation submitted well before its entry into force and that the regulation was also incompatible with certain provisions, in particular Articles 12 and 14, of the German Basic Law on the right to property and the freedom to exercise a professional or trade activity. The *Verwaltungsgericht Neustadt* decided to stay the proceedings and to refer two questions to the Court of Justice for a preliminary ruling on the application *ratione temporis* and *ratione materiae* of Regulation no. 1162/76.

Identification: ECJ-1980-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 11.03.1980 / **e)** 104/79 / **f)** Pasquale Foglia v. Mariella Novello / **g)** *European Court Reports*, 745 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.3 Constitutional Justice – **Jurisdiction**.
4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states**.

Keywords of the alphabetical index:

European Communities, powers, limits / CJEC, CJEC, Preliminary ruling, assessment of our jurisdiction.

Headnotes:

The duty of the Court of Justice under Article 177 of the EEC Treaty is to supply all courts in the

**Languages:**

11. The Court replied briefly to those questions, being of the view that the text of that regulation was clear and that the prohibition on new planting applied in this case. The Court dealt at greater length with fundamental rights, confirming the principle established in the case of *Internationale Handelsgesellschaft*, 17 December 1970, [1970] *European Court Reports* 1125 and stating that the right to property and the right to freely pursue trade and professional activities form part of the fundamental rights the observance of which is ensured by the Court. In this case, the prohibition on new planting imposed by Community legislation did not, in the light of the general interest pursued, constitute a disproportionate and intolerable interference such as to impinge on the above-mentioned fundamental rights.

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

precedence in, the legal order applicable in the territory of each of the Member States - also preclude the valid adoption of new national legislative measures to the extent to which they would be incompatible with Community provisions.

A national court which is called upon, within the limits of its jurisdiction, to apply provisions of Community law is under a duty to give full effect to those provisions, if necessary refusing of its own motion to apply any conflicting provision of national legislation, even if adopted subsequently, and it is not necessary for the court to request or await the prior setting aside of such provisions by legislative or other constitutional means.

Summary:

1. In 1973, an importer of beef, Simmenthal, was required to pay a fee for a health inspection of beef imported into Italy from France. That inspection was provided for in the single text of Italian health legislation.

Simmenthal was of the opinion that that legislation was contrary to the free movement of goods and brought an action before the *Pretore de Susa* for repayment of the sums which in its view had been paid without any justification.

The *Pretore de Susa* felt it necessary to refer a question to the Court of Justice for a preliminary ruling on the compatibility of such a fee with Community law, which led to the judgment of 15 December 1976 in Case 35/76 [1976] *European Court Reports* 1871. In that judgment, the Court considered that health inspections, whether carried out systematically or not, constituted measures having an effect equivalent to quantitative restrictions within the meaning of Article 30 of the EEC Treaty.

Thus, the Italian court ordered the Italian administration to repay the sums unduly paid. The Italian administration appealed.

In view of the arguments put forward by the *Amministrazione delle Finanze*, the *Pretore de Susa* found that the issue before him was the incompatibility of certain rules of Community law with a subsequent national law. That incompatibility between Community law and a subsequent national law had to be submitted to the Italian Constitutional Court, in accordance with the recent case-law of that court.

The *Pretore de Susa* therefore made a new reference to the Court of Justice for a preliminary ruling on the consequences of the principle of the direct applicability of a rule of Community law. The question was whether such a principle meant that a national provision could be disregarded of the court's own motion without there being any need to wait until it had been eliminated by the national legislature or by other constitutional authorities.

II. The Court of Justice answered in the affirmative; it considered that withholding from the national court having jurisdiction to apply Community law the power to do everything necessary to set aside the national legislative provisions would be incompatible with the requirements which are the very essence of Community law and would constitute an impediment to the full effectiveness of the Community rules.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1979-S-001

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 13.12.1979 / e) 44/79 / f) Liselotte Hauer v. Land Rheinland-Pfalz / g) *European Court Reports*, 3727 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.1.1.1 Constitutional Justice - Constitutional jurisdiction - State and organisation - Sources.
2.1.1.4 Sources - Categories - Written rules - International instruments.
2.2.1.6.3 Sources - Hierarchy - Hierarchy as between national and non-national sources - Community law and domestic law - Secondary

Community legislation and constitutions.

Keywords of the alphabetical index:

CJEU, obligation to respect the national legal systems / Community law, Constitution, incompatibility, consequences / CJEC, Preliminary ruling.

policy; can, where it deems necessary, refuse a national of another member State the benefit of the principle of freedom of movement for workers.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1978-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 09.03.1978 / **e)** 106/77 / **f)** Amministrazione delle Finanze dello Stato v. Simmenthal SpA / **g)** *European Court Reports*, 629 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.26 General Principles – Principles of EU law.

Keywords of the alphabetical index:

European Community, directive, direct application / CJEC, Preliminary ruling.

Headnotes:

The direct applicability of Community law means that its rules must be fully and uniformly applied in all the Member States from the date of their entry into force and for so long as they continue in force. Directly applicable provisions are a direct source of rights and duties for all those affected thereby, whether Member States or individuals; this consequence also concerns any national court whose task it is as an organ of a Member to protect the rights conferred upon individuals by Community law.

In accordance with the principle of the precedence of Community law, the relationship between provisions of the EEC Treaty and directly applicable measures of the institutions on the one hand and the national law of the Member States on the other is such that those provisions and measures not only by their entry into force render automatically inapplicable any conflicting provision of current national law but - insofar as they are an integral part of, and take

Headnotes:

It would be incompatible with the binding effect attributed to a directive by Article 189 to exclude, in principle, the possibility that the obligation which it imposes may be invoked by those concerned. In particular, where the Community authorities have, by directives, imposed on Member States the obligation to pursue a particular course of conduct, the useful effect of such an act would be weakened if individuals were prevented from relying on it before the national courts and if the latter were prevented from taking it into consideration as an element of Community law. Article 177 of the EEC Treaty, which empowers national courts to refer to the Court questions concerning the validity and interpretation of all acts of the Community institutions, without distinction, implies furthermore that these acts may be invoked by individuals in the national courts.

It is necessary to examine in every case whether the nature, general scheme and wording of the provision in question are capable of having direct effects on the relations between Member States and individuals.

Summary:

1. Yvonne Van Duyn was a Netherlands national who, with the intention of taking up an offer of employment as a secretary with the Church of Scientology in the United Kingdom, travelled to that country in 1973. However, the United Kingdom Government, which regarded the activities of that organisation as contrary to public policy, had prohibited the issue of work permits to foreign nationals coming to work in a Scientology establishment. Ms Van Duyn was therefore refused leave to enter the United Kingdom by an immigration officer, in application of the Government rules. In the action which she brought against that decision in the High Court of Justice, she relied on the Community rules on freedom of movement for workers, and especially on Article 48 of the EEC Treaty and Article 3 of Directive 64/221 (*Official Journal, English Special Edition* 1963-1964, p. 117), claiming that the refusal of leave to enter the United Kingdom was unlawful. The High Court referred a question to the Court of Justice for a preliminary ruling on the direct effect of those provisions.

11. Reiterating its earlier case-law, the Court ruled, first of all, that Article 48 of the EEC Treaty had direct effect. It then laid down, for the first time, the principle of the direct effect of directives and specified the conditions necessary for the provisions of a directive to have such direct effect, enabling individuals to rely on them before the national courts. In this case, the Court ruled that a member State, for reasons of public

Keywords of the systematic thesaurus:

4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states.**

Keywords of the alphabetical index:

European Communities, powers, limits / Judicial review / CJEC, obligation to respect the national legal systems.

Headnotes:

A rule of national law whereby a court is bound on points of law by the rulings of a higher court cannot on this ground deprive the lower courts of their power, provided for under Article 177 of the EEC Treaty, to refer questions to the Court for a preliminary ruling.

However, in the case of a court against whose decisions there is a judicial remedy under national law, Article 177 of the EEC Treaty does not preclude a decision of such a court referring a question to this Court for a preliminary ruling from remaining subject to the remedies normally available under national law.

Nevertheless, in the interests of clarity and legal certainty, the Court must abide by the decision to refer, which must have its full effect so long as it has not been revoked.

Summary:

1. In this judgment the Court of Justice ruled on the question whether the domestic courts are bound by the judgment of the national court of last instance where the outcome of the dispute assumes the application of Community law.

The undertaking *Rheinmühlen*, the plaintiff in the main action, was instructed to export pearl barley from the Federal Republic of Germany. As a result of the particulars given by the plaintiff, according to which the goods were being delivered to a third country, the intervention agency, the *Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel* (EVST), the defendant in the main action, allowed the plaintiff the refunds for exports to third countries. EVST subsequently withdrew those refunds on the ground that the deliveries had been made in Member States and not in third countries.

The plaintiff submitted an unsuccessful administrative appeal and then brought an action before the *Hessisches Finanzgericht*, which dismissed the action. The plaintiff then appealed on a point of law to

the *Bundesfinanzhof*, which quashed the judgment of the *Finanzgericht* and sent the case back to it, together with an analysis of the system of refunds at issue in the case. According to Article 126.5 of the Rules of Procedure for the *Finanzgerichte*, the court to which the case is sent back is bound by the judgment of the court of last instance. Thus, the *Finanzgericht* was required to comply with the higher court's analysis of the system of refunds. However, the *Finanzgericht*, which considered that that analysis was not consistent with the system of refunds provided for by European Regulation no. 19/62, stayed the proceedings and referred a number of questions to the Court of Justice for a preliminary ruling. The reference to the Court of Justice related to the power of a lower national court to refer a question for a preliminary ruling if the case comes before it for a second time, and also the system of refunds.

II. The Court of Justice considered that Article 177.2 of the EEC Treaty did not preclude the decisions of a court against whose decisions there was a judicial remedy under national law from remaining subject to the remedies normally available under national law. However, that court is required to comply with the case-law of the Court of Justice, even where that would run counter to the information provided by the higher national courts.

Languages:

Danish, Dutch, English, French, German, Italian.



Identification: ECJ-1974-S-002

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 04.12.1974 / **e)** 41/74 / **f)** Yvonne van Duyn v. Home Office / **g)** *European Court Reports*, 1337 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

3.26.2 General Principles – Principles of EU law –

Direct effect:**Keywords of the alphabetical index:**

European Community, directive, direct application / CJEC, preliminary ruling.

Identification: ECJ-1971-S-004

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 02.12.1971 / **e)** 5/71 / **f)** Zuckerfabrik Schöppenstedt v. Council of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, 975 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.5.9 Institutions – Legislative bodies – **Liability**.

Keywords of the alphabetical index:

European Communities, policy, economic, action, legislative, liability / European Communities, liability, basis.

Headnotes:

The action for damages provided for by Articles 178 and 215 of the EEC Treaty was introduced as an autonomous form of action, with a particular purpose to fulfil within the system of actions and subject to conditions on its use dictated by its specific nature.

It differs from an application for annulment in that its end is not the abolition of a particular measure, but compensation for damage caused by an institution.

Where legislative action involving choices of economic policy is concerned, the Community does not incur non-contractual liability for damage suffered by individuals as a consequence of that action, by virtue of the provisions contained in Article 215.2 of the EEC Treaty, unless a sufficiently flagrant violation of a superior rule of law for the protection of the individual has occurred.

Summary:

1. On 1 July 1968 the national organisation of the market in sugar in Germany was replaced by the "common organisation of the market in sugar" set up by Council Regulation no. 1009/67 of 18 December 1967 (*Official Journal, English Special Edition* 1967 I, p. 304). In application of that regulation, the Council adopted Regulation no. 760/68 of 18 June 1968 setting out the necessary measures to offset the difference between national sugar prices and prices in force from 1 July 1968 (*Official Journal*, 1968 L 143, p. 14). That regulation substituted from 1 July 1968 a system of common prices for the former system of national prices and made provision for compensation in cases where the difference between the former national prices and the common prices was not marginal. In Germany the difference in price, following the calculations made in



Identification: ECJ-1974-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 12.02.1974 / **e)** 146/73 / **f)** Rheinmühlen Düsseldorf v. Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel / **g)** *European Court Reports*, 139 / **h)** CODICES (English, French).

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

11. In its judgment, the Court, relying on Article 215.2 of the EEC Treaty, laid down the first principles of the system of the non-contractual liability of the Community. In this particular case, the action was dismissed as unfounded.

Having applied to the Council without success for compensation, *Aktien-Zuckerfabrik Schöppenstedt* brought an action for compensation before the Court of Justice, maintaining that the Council had committed a "wrongful act" by adopting the provisions of Regulation no. 769/68, as those provisions were incompatible with the principles of the compensation mechanism laid down in Regulation no. 1009/67, the principle of non-discrimination in Article 40.3 of the EEC Treaty and the general principle of equality.

Under the Article 215.2 of the EEC Treaty, caused it damage which entitled it to compensation exercising its legislative power, the Council had therefore not marginal. It considered that, in and that the difference between those two prices was appreciably higher than that in force from 1 July 1968 of raw sugar applicable until 30 June 1968 was maintained that the price manufacturer of raw sugar, *Aktien-Zuckerfabrik Schöppenstedt*, in that context, a

accordance with Regulation no. 769/68, appeared to be marginal and, accordingly, no compensation was granted in that country.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1971-S-003

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 13.05.1971 / **e)** 41 to 44/70 / **f)** International Fruit Company and Others v. Commission / **g)** *European Court Reports*, 411 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.4.9.1 Constitutional Justice – Procedure – Parties –

Locus standi**Keywords of the alphabetical index:**

Products, (desert apples) / Import, licence, prior / Regulation, protective measure / Action for annulment, admissibility.

Headnotes:

A provision of a regulation concerning a group of requests for import licences after the time-limit for submission of requests has expired, so that no other requests can be made, is not in the nature of a regulation in the sense of Article 189.2 of the EEC Treaty but must be regarded as a conglomeration of individual decisions, each of which is such as to be of individual concern, within the meaning of Article 173.2 of the EEC Treaty, to the person or persons making each request.

A Community measure, in relation to which the only duty of national authorities is to collect data in order that the Community may adopt it, and subsequently to take the national measures needed to give effect to it in the national legal system, is of direct and individual concern within the meaning of Article 173.2 of the EEC Treaty to the parties in question.

Summary:

1. Article 2 of the Regulation of 9 December 1969 (*Official Journal*, 1969 L 318) adopted by the Council comprises a safeguard clause by virtue of which appropriate measures may be adopted so as to counteract a disturbance or threatened disturbance of the market in the Community. Furthermore, on 11 March 1970 the Commission approved a regulation (*Official Journal*, 1970 L 57) adopting protective measures applicable to the import of dessert apples.

On the basis of those measures the Commission decided to introduce a system of import licences and adopted Regulation no. 565/70 (*Official Journal*, 1970 L 69). Under that system, companies importing certain products were required to obtain import licences before being allowed to import those products.

The applicants, International Fruit Company and Others, were refused import licences for dessert apples, pursuant to Regulations nos. 459/70, 565/70 and 686/70. In effect, where the Commission finds that there is a foreseeable change in prices of domestic products on the Community market, and in particular a tendency for them to fall excessively, it may refuse to issue import licences for dessert apples from third countries, in order to protect the Community market.

It was in that context that the applicants sought an annulment of the Commission's decisions contained in the above-mentioned regulations.

II. In that judgment, the Court considered that the Community institutions may adopt a regulation which in reality covers a conglomeration of individual decisions. Indeed, a regulation which was adopted in consideration of the total quantity in respect of which applications for import licences had been submitted unlawfully avoided the right to bring annulment proceedings.

The actions for annulment were held to be admissible.

Languages:

Danish, Dutch, English, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish.



Identification: ECJ-1971-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Union / **b)** Court of Justice of the European Union / **c)** / **d)** 31.03.1971 / **e)** 22/70 / **f)** Commission of the European Communities v. Council of the European Communities / **g)** *European Court Reports*, 263 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

4.16.1 Institutions – International relations – **Transfer of powers to international institutions.**
4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states.**

Keywords of the alphabetical index:

European Communities, member state, sovereignty, limited / Treaty, power to negotiation and conclude, limitation.

Headnotes:

The Community enjoys the capacity to establish contractual links with third countries over the whole field of objectives defined by the Treaty. This authority arises not only from an express conferment by the EEC Treaty, but may equally flow from other provisions of the EEC Treaty and from measures adopted, within the framework of those provisions, by the Community institutions.

In particular, each time the Community, with a view to implementing a common policy envisaged by the Treaty, adopts provisions laying down common rules, whatever form they may take, the Member States no longer have the right, acting individually or even collectively, to undertake obligations with third countries which affect those rules or alter their scope.

With regard to the implementation of the provisions of the EEC Treaty, the system of internal Community measures may not be separated from that of external relations.

Summary:

I. Within the framework of the United Nations Economic Commission for Europe, the European agreement concerning the work of crews of vehicles engaged in international road transport (hereinafter, the "AETR") was signed at Geneva on 19 January 1962 by various European States, including five of the six Member States of the EEC. Nonetheless, that agreement did not enter into force, since a sufficient number of ratifications was not obtained, and in 1967

At its meeting on 20 March 1970 the Council discussed the attitude to be taken by the six Member States in the current negotiations for the conclusion of a new AETR. The Commission brought an action for annulment of the proceedings of the Council, being of the view that it was the Community, and not the Member States, that was competent on that date to negotiate and conclude the AETR. Before the Court, the Council claimed, by way of preliminary objection, that the action was inadmissible and relied in that regard on no fewer than seven arguments designed to prove that its proceedings were not an act within the meaning of Article 173 of the EEC Treaty against which an action might be brought.

II. The Court considered that before examining that objection it was necessary to settle the question of the power to negotiate and conclude the AETR. In answer to that question, the Court stated that, since the entry into force of Regulation no. 543/69, it was the Community that was empowered to negotiate and conclude the AETR. In accordance with the reasoning followed in order to reach that conclusion, the Court placed limits on the freedom of Member States to enter into agreements with non-member States, in that they could no longer undertake obligations affecting or altering the common rules established in the framework of the common policies.

As the Council's declaration fell within the framework of the exercise of the powers of the Community, it was therefore a challengeable measure against which the Commission could take action. As regards the substantive decision, the Court considered that it was apparent from the facts of the case that at the time of the negotiation and conclusion of the agreement, the Member States had acted in the interest of and on behalf of the Community, in accordance with Article 5 of the EEC Treaty. Accordingly, the Commission's action was dismissed.



Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish.

Languages:

usual form of turnover tax. issue in the German law did not correspond to the effect. In this case, the Court ruled that the tax in effect of provisions contained in a decision and a

11. In its response, the Court examined the combined effect of provisions contained in a decision and a

1965, which Germany disputed, contending that decisions, unlike Community regulations, were not directly applicable. The *Finanzgericht* therefore decided to stay the proceedings and to request a preliminary ruling from the Court of Justice.

Under that law, the German customs authorities levied a tax on the carriage of goods belonging to Mr Franz Grad, who exported preserved fruit from Germany to Austria. Mr Grad then brought an action before the *Finanzgericht* Munich, maintaining that the new German law infringed the Community rules. He relied, *inter alia*, on the Commission Decision of 1965, which Germany disputed, contending that decisions, unlike Community regulations, were not directly applicable. The *Finanzgericht* therefore decided to stay the proceedings and to request a preliminary ruling from the Court of Justice.

Summary:

1. In expectation of the establishment of a common system of turnover tax, the Commission had in 1965 adopted a decision (*Official Journal, English Special Edition* 1965, p. 67) which provided, in particular, that when that common system had been brought into force in the Member States, it would replace the systems of specific taxes applied instead of turnover tax so far as the transport sector was concerned. In 1967 the First VAT Directive (*Official Journal, English Special Edition*, p. 14) was adopted and Germany transposed it into national law in the same year. The German law transposing the directive also repealed the law on transport tax. However, the German Government had in draft form a "Law on the taxation of carriage of goods by road" and, in accordance with the prior consultation procedure, had informed the Commission of that draft law. The Commission, in response, addressed a recommendation to the German Government in which it requested Germany to cancel the special tax. However, the German law was adopted in 1968.

3. It is not for the Court, in the procedure laid down by Article 177 of the EEC Treaty, to assess, from the point of view of Community law, the features of a measure adopted by one of the Member States. On the other hand it is within its jurisdiction to interpret the relevant provision of Community law in order to enable the national court to apply it correctly to the measure in question.

2. Article 4.2 of the Council Decision of 13 May 1965, which prohibits the Member States from applying the common system of turnover tax concurrently with specific taxes, levied instead of turnover tax, is capable, in conjunction with the provisions of the Council Directives of 11 April 1967 and 9 December 1969, of producing direct effects in the legal relationships between the Member States to which the decision is addressed and those subject to their jurisdiction and of creating for the latter the right to invoke these provisions before the courts.

1. It would be incompatible with the binding effect attributed to decisions by Article 189 to exclude in principle the possibility that persons affected may invoke the obligation imposed by a decision. Particularly in cases where, for example, the Community authorities have by means of a decision imposed an obligation on a Member State or all the Member States to act in a certain way, the effectiveness (*'effet utile'*) of such a measure would be weakened if the nationals of that State could not invoke it in the courts and the national courts could not take it into consideration as part of Community law. Although the effects of a decision may not be identical with those of a provision contained in a regulation, this difference does not exclude the possibility that the end result, namely the right of the individual to invoke the measure before the courts, may be the same as that of a directly applicable provision of a regulation. Therefore, in each particular case, it must be ascertained whether the nature, background and wording of the provision in question, are capable of producing direct effects in the legal relationships between the addressee of the act and third parties.

Keywords of the alphabetical index:

Judicial review / CJEC, preliminary ruling.

Headnotes:

Community rules must respect fundamental rights and the essential principles of national law guaranteed by the German Constitution. In the event of conflict, the primacy of supranational law conflicted with the principles of the Basic Law.

11. The Court reasserted the principle of the primacy of Community law, observing that the validity of Community measures can be judged only in the light of Community law, which is an independent source of law and which, because of its very nature, cannot be overridden by measures of national law. The validity of a Community measure cannot be affected by allegations that it runs counter to fundamental rights guaranteed by the Constitution of a member State or the principles of its constitutional structure. However, the Court made clear that respect for fundamental rights forms an integral part of the general principles of Community law protected by the Court through its case-law, inspired by the constitutional traditions common to the Member States. Consequently, the Court concluded that examination of the questions put revealed no factor capable of affecting the validity of the Community provisions in question.

Languages:

Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1970-S-002

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 06.10.1970 / e) 9/70 / f) Franz Grad v. Finanzamt Traunstein / g) *European Court Reports*, 825 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.3.5.2 Constitutional Justice – Jurisdiction – The subject of review – **Community law**.
2.1.1.3 Sources – Categories – Written rules – **Community law**.
3.26.2 General Principles – Principles of EU law – **Direct effect**.
4.17.2 Institutions – European Union – **Distribution of powers between the EU and member states**.

Headnotes:

1. The validity of measures adopted by the institutions of the Community can only be judged in the light of Community law. The law stemming from the Treaty, an independent source of law, cannot because of its very nature be overridden by rules of national law, however framed, without being deprived of its character as Community law and without the legal basis of the Community itself being called in question. Therefore the validity of a Community measure or its effect within a Member State cannot be affected by allegations that it runs counter to either fundamental rights as formulated by the Constitution of that State or the principles of its constitutional structure.

2. Respect for fundamental rights forms an integral part of the general principles of law protected by the Court of Justice. The protection of such rights, whilst inspired by the constitutional traditions common to the Member States, must be ensured within the framework of the structure and objectives of the Community.

Summary:

1. Under Regulation no. 120/67/EEC of 13 June 1967 on the common organisation of the market in cereals (*Official Journal, Special English Edition* 1967, p. 33) the issue of export certificates was conditional on the lodging of a deposit ensuring the commitment to export during their validity. In August 1967 the import-export undertaking *Internationale Handlungsgesellschaft mbH*, based at Frankfurt-am-Main, obtained an export certificate the validity of which was limited to the end of that year. In spite of the fact that the undertaking had only partially effected exportation during the period of validity of the certificate, the competent national authorities declared DM 17 026.47 of the deposit to be forfeited, in accordance with Regulation no. 473/67/EEC (*Official Journal*, 1967, no. 204, p. 16).

The plaintiff had lodged an objection against the decision of the national authority, which refused to reach a decision on that objection. *Internationale Handlungsgesellschaft mbH* therefore appealed to the competent national court and disputed the validity of the deposit scheme as provided for in Regulation no. 120/67/EEC. The *Verwaltungsgericht*, Frankfurt-am-Main referred two questions to the Court of Justice for a preliminary ruling, concerning, first, the legality of the payment of a deposit and the loss of the deposit in the event of failure to export during the validity of the export certificate and, second, the fact that the only case of exemption from loss of the deposit provided for by the Community provision in question was *force majeure*. In the order for reference, the national court emphasised that the

Keywords of the systematic thesaurus:

2.1.1.3 Sources – Categories – Written rules –

Community law.2.3.7 Sources – Techniques of review – **Literal****Interpretation.**3.26 General Principles – **Principles of EU law.**5 Fundamental Rights – **Fundamental Rights.***Keywords of the alphabetical index:*

Community law, principles, fundamental rights / Community law, decision, interpretation, linguistic versions.

Headnotes:

1. When a single decision is addressed to all the Member States the necessity for uniform application and accordingly for uniform interpretation makes it impossible to consider one version of the text in isolation but requires that it be interpreted on the basis of both the real intention of its author and the aim he seeks to achieve, and in the light in particular of the versions in all four languages.

2. The provision at issue contains nothing capable of prejudicing the fundamental human rights enshrined in the general principles of Community law and protected by the Court.

Summary:

1. In the context of the surplus butter production in the framework of the common agricultural policy, the Commission put in place action designed to increase demand, in an attempt to reduce the surplus quantities. On 12 February 1969 the European Commission adopted a decision on the basis of *Journal*, 1969 L 52) authorising Member States to make butter available to certain categories of consumers in receipt of social assistance. In order to implement that project, it appeared necessary to the Commission also to introduce control measures in order to ensure that the product in question sold at a reduced price did in fact reach the category of consumers concerned.

In that context, the Federal Republic of Germany made use of that authorisation and issued cards consisting of detachable coupons with a stub which, in order to be valid, had to bear the name of the beneficiary. In his capacity as a person disabled in the war, Mr Stauder was entitled to benefit under that system. However, he considered that the requirement that beneficiaries inform shopkeepers of their name

and address constituted a discriminatory measure that violated the fundamental rights laid down in the German Basic Law. In proceedings brought by the applicant before the national administrative courts, those courts considered that the Commission's requirement that the beneficiary's name be stated gave rise to doubt as to its legality, by reference to fundamental rights.

The court dealing with the matter therefore decided to refer a question to the Court of Justice for a preliminary ruling on the compatibility of the disclosure of the beneficiary's identity to the seller with the general principles of Community law.

11. In its judgment, the Court referred for the first time to fundamental human rights as forming part of the principles of Community law protected by the Court. In this case, the provision at issue contained nothing capable of prejudicing fundamental rights.

Languages:

Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish.

*Identification: ECJ-1970-S-001*

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 17.12.1970 / e) 11/70 / f) Internationale Handelsgesellschaft mbH v. Einfuhr- und Vorratstelle für Getreide und Futtermittel / g) *European Court Reports*, 1125 / h) CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.2.1.6 Sources – Hierarchy – Hierarchy as between national and non-national sources – **Community law and domestic law.**

3.26 General Principles – **Principles of EU law.**

5 Fundamental Rights – **Fundamental Rights.**

Keywords of the alphabetical index:

Judicial review / Constitutional law, Constitution, conflict, consequences.

was based on the incompatibility of the relevant law, States and which their courts are bound to apply.

integral part of the legal systems of the Member States and which their courts are bound to apply.

of the Treaty of Rome.

The *Giudice Conciliatore*, Milan, referred a question for a preliminary ruling concerning the constitutional relationship between the European Community and the Member States. The case of *Flaminio Costa v. Ente Nazionale per l'Energia Elettrica* gave the Court of Justice the opportunity to express its view on the primacy of Community law over national law.

By creating a Community of unlimited duration, having its own institutions, its own personality, its own legal capacity and capacity of representation on the international plane and, more particularly, real powers stemming from a limitation of sovereignty or a transfer of powers from the States to the Community, the Member States have limited their sovereign rights and have thus created a body of law which binds both their nationals and themselves.

II. The Court ruled that, by contrast with ordinary international treaties, the EEC Treaty created its own legal system which, on the entry into force of the EEC Treaty, became an integral part of the legal systems of the Member States and which their courts are bound to apply. The EEC Treaty created a Community having real powers stemming from a transfer of powers from the Member States to the Community and limiting their sovereign rights. That integration of provisions of a Community nature, as a corollary, made it impossible for States to accord precedence to a unilateral and subsequent measure, which cannot be inconsistent with the Community legal system. Because of its special and original nature, the law stemming from the Treaty cannot be overridden by a domestic legal measure. The transfer by the States from their domestic legal system to the Community legal system therefore carries with it a permanent limitation of their sovereign rights. A member State's obligation under the EEC Treaty becomes an integral part of the law of that State and directly concerns its nationals, in whose favour it has created individual rights which national courts must protect.

The integration into the laws of each Member State of provisions which derive from the Community and more generally the terms and the spirit of the EEC Treaty, make it impossible for the States, as a corollary, to accord precedence to a unilateral and subsequent measure over a legal system accepted by them on a basis of reciprocity. Such a measure cannot therefore be inconsistent with that legal system. The law stemming from the Treaty, an independent source of law, could not because of its special and original nature, be overridden by domestic legal provisions, however framed, without being deprived of its character as Community law and without the legal basis of the Community itself being called into question.

The transfer by the States from their domestic legal system to the Community legal system of the rights and obligations arising under the Treaty carries with it a permanent limitation of their sovereign rights.

A Member State's obligation under the EEC Treaty, which is neither subject to any conditions nor, as regards its execution or effect, to the adoption of any measure either by the States or by the Commission, is legally complete and consequently capable of producing direct effects on the relations between Member States and individuals. Such an obligation becomes an integral part of the legal system of the Member States, and thus forms part of their own law, and directly concerns their nationals in whose favour it has created individual rights which national courts must protect.

Summary:

I. In 1962, Italy decided to nationalise the energy production and distribution sector, grouping various private companies together in ENEL, to which those companies' assets were transferred. Mr Costa, a lawyer in Milan and a shareholder in one of the nationalised companies, had lost his rights to dividends and therefore refused to pay his electricity bills, which resulted in proceedings being initiated to recover the unpaid amounts. Mr Costa's argument



Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Identification: ECJ-1969-S-001

a) European Union / b) Court of Justice of the European Communities / c) / d) 12.11.1969 / e) 29/69 / f) Stauder v. Stadt Ulm / g) *European Court Reports*, 419 / h) CODICES (English, French).

Identification: ECJ-1963-S-002

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Union / **b)** Court of Justice of the European Union / **c)** / **d)** 15.07.1963 / **e)** 25/62 / **f)** Plaumann & Co. v. Commission of the European Economic Community / **g)** *European Court Reports*, 199 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

1.4.9.1 Constitutional Justice – Procedure – Parties –

Locus standi.

Keywords of the alphabetical index:

Action for annulment, admissibility, *locus standi* / *Locus standi*, decision, affecting individual other than the addressee.

Headnotes:

1. The provisions of the EEC Treaty regarding the right of action of interested parties must not be interpreted restrictively; where the Treaty is silent a limitation in this respect may not be presumed.

11. Individuals other than the addressees of a decision may claim to be individually concerned only if that decision affects them by reason of certain attributes which are peculiar to them or by reason of circumstances in which they are differentiated from all other persons just as in the case of the persons addressed.

Summary:

1. The applicant, a German company which imported fruit grown in the south, challenged before the Court of Justice a decision relating to customs duties. The applicant sought annulment of the Commission decision refusing to allow Germany to suspend the application of the common customs tariff to imports of clematines and replace it by the German customs tariff, at a rate of 10% instead of 13%. The applicant also claimed compensation for the loss caused by that decision.

11. Under Article 173 of the EEC Treaty, an individual cannot bring an action against a measure adopted by a European institution which is not addressed to him or her, unless the measure is of direct and individual concern to him or her. In interpreting that article, the Court laid down two alternative conditions. It declared that individuals other than the addressees of a decision may claim to be individually concerned only if that decision affects them by reason of certain

attributes which are peculiar to them or by reason of circumstances in which they are differentiated from all other persons just as in the case of the persons addressed.

In the light of those conditions, the Court considered that the Commission decision forming the subject-matter of the action in question did not refer individually to Plaumann, which was harmed as any other importer of similar products would have been harmed. The formula enshrining the restrictive interpretation adopted by the Court of Justice to define the "individual concern" test has been consistently reiterated in subsequent case-law.

Languages:

Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.



Identification: ECJ-1964-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 15.07.1964 / **e)** 6/64 / **f)** *Flaminio Costa v. E.N.E.L.* / **g)** *European Court Reports*, 1141 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.2.1.6 Sources – Hierarchy – Hierarchy as between national and non-national sources – **Community law and domestic law.**

3.1 General Principles – **Sovereignty.**

Direct effect.

4.16.1 Institutions – International relations – **Transfer of powers to international institutions.**

Keywords of the alphabetical index:

Sovereignty, limitation, permanent / Community law, integration into national law, direct effect.

Headnotes:

By contrast with ordinary international treaties, the EEC Treaty has created its own legal system which, on the entry into force of the EEC Treaty, became an

Court of Justice of the European Union

Important decisions

Identification: ECJ-1963-S-001

a) European Union / **b)** Court of Justice of the European Communities / **c)** / **d)** 05.02.1963 / **e)** 26/62 / **f)** NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend en Loos v. Netherlands Inland Revenue Administration / **g)** *European Court Reports*, 3 / **h)** CODICES (English, French).

Keywords of the systematic thesaurus:

2.1.1.3 Sources – Categories – Written rules – **Community law**.
3.1 General Principles – **Sovereignty**.
3.26.2 General Principles – Principles of EU law – **Direct effect**.
5.1.1.4 Fundamental Rights – General questions – Entitlement to rights – **Natural persons**.
5.3.13.3 Fundamental Rights – Civil and political rights – Procedural safeguards, rights of the defence and fair trial – **Access to courts**.

Keywords of the alphabetical index:

Fundamental rights, State, obligation to guarantee exercise / European Communities, legal order, nature / European Communities, legal heritage, rights.

Headnotes:

The European Economic Community constitutes a new legal order of international law for the benefit of which the states have limited their sovereign rights, albeit within limited fields, and the subjects of which comprise not only the Member States but also their nationals.

Independently of the legislation of Member States, Community law not only imposes obligations on individuals but is also intended to confer upon them rights which become part of their legal heritage. These rights arise not only where they are expressly granted by the Treaty but also by reason of obligations which the Treaty imposes in a clearly defined way upon individuals as well as upon the Member States and upon the institutions of the Community.



Bulgarian, Czech, Danish, Dutch, English, Estonian, Finnish, French, German, Greek, Hungarian, Italian, Latvian, Lithuanian, Maltese, Polish, Portuguese, Romanian, Slovakian, Slovenian, Spanish, Swedish.

Languages:

II. The Court of Justice ruled that Community law not only produces obligations for Member States but also creates rights for individuals, who may thus rely on those rights and directly invoke rules of Community law before the national courts.

of its provisions, to be addressed.
important aspect of the Treaty, namely the legal force affected by Community law on their national territories. The answer to that question enabled an asked the Court whether individuals could be directly *Tarifcommissie* subsequently Luxembourg and the Netherlands, before the Benelux 1958 by the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of tariff drawn up in the Brussels Protocol of 25 July undertaking challenged the new Netherlands customs basis of Article 12 of the Treaty of Rome, the of 8% when crossing the Netherlands border. On the ureaformaldehyde was subject to a new import duty of Germany. In 1962, a cargo of German particular, the Netherlands and the Federal Republic principally in cross-border transport between, in transport undertaking Van Gend & Loos was active legal order and the national legal order. The Belgian defining the relationship between the Community the EEC Treaty, confirming its special nature and important decisions, the Court expressed its view of I. In the present case, which is among its most

Summary:

According to the spirit, the general scheme and the wording of the EEC Treaty, Article 12 must be interpreted as producing direct effects and creating individual rights which national courts must protect.

The fact that Articles 169 and 170 of the EEC Treaty enable the Commission and the Member States to bring before the Court a State which has not fulfilled its obligations does not deprive individuals of the right to plead the same obligations, should the occasion arise, before a national court.

Editors:
 Sc. R. Dürr, T. Gervien
 A. Gorey, M.-L. Wigishoff

Liaison officers:

Albania	N. Ruco	Albania	N. Ruco
Algeria	H. Bengrine	Algeria	H. Bengrine
Andorra	M. Tomas-Baldrich	Andorra	M. Tomas-Baldrich
Argentina	R. E. Galdino	Argentina	R. E. Galdino
Armenia	G. Vahanian	Armenia	G. Vahanian
Austria	C. Grabenwarter	Austria	C. Grabenwarter
Azerbaijan	R. Guliyev	Azerbaijan	R. Guliyev
Belarus	S. Chigrinov / V. Voronovich	Belarus	S. Chigrinov / V. Voronovich
Belgium	A. Rasson Roland / R. Ryckebouer	Belgium	A. Rasson Roland / R. Ryckebouer
Bosnia and Herzegovina	Z. Djuric	Bosnia and Herzegovina	Z. Djuric
Brazil	L. Coni	Brazil	L. Coni
Bulgaria	E. Enikova	Bulgaria	E. Enikova
Canada	D. Power / S. Giguere	Canada	D. Power / S. Giguere
Chile	C. Garcia Mechsner	Chile	C. Garcia Mechsner
Croatia	M. Stresac	Croatia	M. Stresac
Cyprus	N. Papanicolaou / M. Kyriacou	Cyprus	N. Papanicolaou / M. Kyriacou
Czech Republic	S. Matochova / L. Majercik	Czech Republic	S. Matochova / L. Majercik
Denmark	L. Nielsen	Denmark	L. Nielsen
Estonia	K. Aule / U. Eesmaa	Estonia	K. Aule / U. Eesmaa
Finland	F. Haggblom / G. Bygglin / T. Vuorialho	Finland	F. Haggblom / G. Bygglin / T. Vuorialho
France	C. Petillon / L. Brau / V. Gourrier	France	C. Petillon / L. Brau / V. Gourrier
Georgia	I. Khakhutashvili	Georgia	I. Khakhutashvili
Germany	G. Lübbe-Wolff / M. Böckel	Germany	G. Lübbe-Wolff / M. Böckel
Greece	T. Ziamou / O. Papadopoulou	Greece	T. Ziamou / O. Papadopoulou
Hungary	P. Paczoly / K. Kovács	Hungary	P. Paczoly / K. Kovács
Ireland	R. McNamara	Ireland	R. McNamara
Israel	K. Azulay	Israel	K. Azulay
Italy	G. Cattarino	Italy	G. Cattarino
Japan	T. Shintaku	Japan	T. Shintaku
Kazakhstan	B. Nurmukhanov	Kazakhstan	B. Nurmukhanov
Republic of Korea	J. Kim / H. Lee	Republic of Korea	J. Kim / H. Lee
Kyrgyzstan	A. Baetov	Kyrgyzstan	A. Baetov
Latvia	L. Jurcena	Latvia	L. Jurcena
Liechtenstein	I. Elkuch	Liechtenstein	I. Elkuch
Lithuania	J. Urbonaitė	Lithuania	J. Urbonaitė
Luxembourg	G. Santer	Luxembourg	G. Santer
Malta	A. Ellul	Malta	A. Ellul
Mexico	V. Castro / A. Guevara Castro	Mexico	V. Castro / A. Guevara Castro
Moldova	R. Secieru	Moldova	R. Secieru
Monaco	C. Sosso	Monaco	C. Sosso
Montenegro	N. Dobardzic	Montenegro	N. Dobardzic
Morocco	A. Hassouni	Morocco	A. Hassouni
Netherlands	M. Chebti / M. van Roosmalen	Netherlands	M. Chebti / M. van Roosmalen
Norway	K. Buun Nygaard	Norway	K. Buun Nygaard
Peru	F. Morales / F. Paredes San Roman	Peru	F. Morales / F. Paredes San Roman
Poland	M. Nowak	Poland	M. Nowak
Portugal	M. Baptista Lopes	Portugal	M. Baptista Lopes
Romania	T. Toader / M. Saffa	Romania	T. Toader / M. Saffa
Russia	E. Pyrikov	Russia	E. Pyrikov
Serbia	V. Jakovljevic	Serbia	V. Jakovljevic
Slovakia	G. Feřkova / J. Stivnický	Slovakia	G. Feřkova / J. Stivnický
Slovenia	V. Bozic / T. Preseren	Slovenia	V. Bozic / T. Preseren
South Africa	E. Cameron / M. Finn	South Africa	E. Cameron / M. Finn
Spain	L. Pomed Sanchez	Spain	L. Pomed Sanchez
Sweden	L. Molander / K. Norman	Sweden	L. Molander / K. Norman
Switzerland	P. Tschümperlin / J. Alberini-Bollat	Switzerland	P. Tschümperlin / J. Alberini-Bollat
“The former Yugoslav Republic of Macedonia”	T. Janjic Todorova	“The former Yugoslav Republic of Macedonia”	T. Janjic Todorova
Turkey	A. Coban	Turkey	A. Coban
Ukraine	O. Kravchenko	Ukraine	O. Kravchenko
United Kingdom	J. Sorabji	United Kingdom	J. Sorabji
United States of America	P. Krug / C. Vasil	United States of America	P. Krug / C. Vasil
	J. Minnear		J. Minnear
European Court of Human Rights	A. Vitan Vospernick / L. Pardeoe	European Court of Human Rights	A. Vitan Vospernick / L. Pardeoe
Court of Justice of the European Union	S. Hackspiel / R. Meyer	Court of Justice of the European Union	S. Hackspiel / R. Meyer
Inter-American Court of Human Rights	J. Recinos	Inter-American Court of Human Rights	J. Recinos

Strasbourg, November 2013

77	ECJ-2009-1-002	Case C-229/05 P, <i>Osman Ocaltan, on behalf of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and Serif Vanly, on behalf of the Kurdistan National Congress (KNK) v. Council of the European Union</i>
79	ECJ-2009-3-013	Case C-438/05, <i>International Transport Workers' Federation, Finnish Seamen's Union v. Viking Line ABP OÜ Viking Line Eesti</i>
81	ECJ-2009-3-014	Case C-161/06, <i>Skoma-Lux sro v. Celní ředitelství Olomouc</i>
83	ECJ-2010-1-007	Joined Cases C-402/05 P and C-415/05 P, <i>Yassin Abdullah Kadi and Al Barakat International Foundation v. Council of the European Union and Commission of the European Communities</i>
88	ECJ-2012-3-003	Case C-135/08, <i>Janko Rottmann v. Freistaat Bayern</i>
89	ECJ-2012-3-007	Joined Cases C-188/10 and C-189/10, <i>Aziz Meiki and Selim Abdell v. Commission of the European Communities</i>
90	ECJ-2012-3-008	Case C-28/08P, <i>European Commission v. Bavarian Lager</i>
91	ECJ-2013-1-003	Joined Cases C-92/09 and C-93/09, <i>Volker und Marcus Schecke and Hartmund Eifert v. Land Hessen</i>

45	ECJ-1997-S-001	Case T-115/94, <i>Opel Austria GmbH v. Council of the European Union</i>
46	ECJ-1997-S-002	Case C-265/95, <i>Commission of the European Communities v. French Republic</i>
47	ECJ-1997-S-003	Case C-129/96, <i>Inter-Environnement Wallonie ASBL v. Région wallonne</i>
48	ECJ-1998-S-001	Case T-184/95, <i>Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH v. Council of the European Union and Commission of the European Communities</i>
49	ECJ-1998-S-002	Case C-85/96, <i>Maria Martinez Sala v. Freistaat Bayern</i>
50	ECJ-1998-S-003	Case C-162/96, <i>A. Racke GmbH & Co v. Hauptzollamt Mainz</i>
52	ECJ-1999-S-001	Case T-102/96, <i>Gencor Ltd v. Commission of the European Communities</i>
53	ECJ-2003-1-003	Case C-310/97, <i>Commission of the European Communities v. AssiDomän Kraft Products AB, Iggesund Bruk AB, Korsnäs AB, Modo Paper AB, Södra Cell AB, Stora Kopparbergs Bergslags AB and Svenska Cellulosa AB</i>
54	ECJ-2003-1-009	Case C-17/98, <i>Emesa Sugar (Free Zone) NV v. Aruba</i>
55	ECJ-2003-2-016	Case C-424/97, <i>Salomone Halm v. Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein</i>
57	ECJ-2000-H-001	Case T-82/99, <i>Michael Cwik v. Commission of the European Communities</i>
59	ECJ-2004-2-008	Case C-184/99, <i>Rudy Grzeleczyk v. Centre public d'aide sociale d'Offignies-Louvain-la-Neuve</i>
61	ECJ-2001-H-001	Joined Cases T-222/99, T-327/99 and T-329/99, <i>Jean-Claude Martinez, Charles de Gaulle, Front national and Emma Bonino and others v. European Parliament</i>
65	ECJ-2005-1-008	Joined Cases C-465/00, C-138/01 and C-139/01, <i>Österreichischer Rundfunk and others</i>
67	ECJ-2005-1-010	Case C-112/00, <i>Eugen Schmidberger, Internationale Transporte und Planzüge v. Republik Österreich</i>
68	ECJ-2005-2-013	Case C-11/00, <i>Commission of the European Communities v. European Central Bank (ECB)</i>
71	ECJ-2005-2-022	Case C-224/01, <i>Gerhard Köbler v. Austria</i>
73	ECJ-2006-1-002	Case C-453/00, <i>Kühne & Heitz NV v. Produktschap voor Pluimvee en Eieren</i>
74	ECJ-2006-1-004	Case C-233/02, <i>France v. Commission of the European Communities</i>
76	ECJ-2007-3-006	Case C-144/04, <i>Werner Mangold v. Rüdiger Helm</i>

25	ECJ-1986-S-001	Case 294/83, <i>Parti écologiste "Les Verts" v. European Parliament</i>
26	ECJ-1986-S-002	Case 222/84, <i>Marguerite Johnston v. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary</i>
27	ECJ-1987-S-001	Case 45/86, <i>Commission of the European Communities v. Council of the European Communities</i>
28	ECJ-1987-S-002	Case 314/85, <i>Foto-Frost v. Hauptzollamt Lübeck-Ost</i>
29	ECJ-1988-S-001	Joined Cases 46/87 and 227/88, <i>Hoechst AG v. Commission of the European Communities</i>
30	ECJ-1990-S-001	Case C-70/88, <i>European Parliament v. Council of the European Communities</i>
31	ECJ-1990-S-002	Case C-213/89, <i>The Queen v. Secretary of State for Transport, ex parte: Factorame Ltd and Others</i>
32	ECJ-1991-S-001	Joined Cases C-143/88 and C-92/89, <i>Zuckerfabrik Süderdithmarschen AG v. Hauptzollamt Itzehoe and Zuckerfabrik Soest GmbH v Hauptzollamt Paderborn</i>
34	ECJ-1991-S-002	Joined Cases C-6/90 and C-9/90, <i>Andrea Francovich and Danila Bonifaci and Others v. Italian Republic</i>
35	ECJ-1991-S-003	Opinion 1/91, <i>Opinion delivered pursuant to Article 228.1.2 of the EEC Treaty - Draft agreement between the Community, on the one hand, and the countries of the European Free Trade Association, on the other, relating to the creation of the European Economic Area</i>
36	ECJ-1992-S-001	Case T-24/90, <i>Automec Srl v. Commission of the European Communities</i>
37	ECJ-1993-S-001	Joined Cases C-320/90, C-321/90 and C-322/90, <i>Telemarscabruzzo SpA and Others v. Circostel, Ministero delle Poste e Telecomunicazioni e Ministero della Difesa</i>
38	ECJ-1994-S-001	Case C-91/92, <i>Paola Faccini Dori v. Recreb</i>
39	ECJ-1994-S-002	Opinion 1/94, <i>Competence of the Community to conclude international agreements concerning services and the protection of intellectual property - Article 228.6 of the EC Treaty</i>
40	ECJ-1995-S-001	Case T-346/94, <i>France-Aviation v. Commission of the European Communities</i>
41	ECJ-1996-S-001	Joined Cases C-46/93 and C-48/93, <i>Brasserie du Pêcheur SA v. Bundesrepublik Deutschland and The Queen v. Secretary of State for Transport, ex parte: Factorame Ltd and Others</i>
43	ECJ-1996-S-002	Opinion 2/94, <i>Accession by the European Community to the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms</i>
44	ECJ-1996-S-003	Case T-19/92, <i>Groupement d'achat Edouard Leclerc v. Commission of the European Communities</i>

CONTENTS

5	ECJ-1963-S-001	Case 26/62, <i>NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend en Loos v. Netherlands Inland Revenue Administration</i>
6	ECJ-1963-S-002	Case 25/62, <i>Plaumann & Co. v. Commission of the European Economic Community</i>
6	ECJ-1964-S-001	Case 6/64, <i>Flaminio Costa v. E.N.E.L.</i>
7	ECJ-1969-S-001	Case 29/69, <i>Stauder v. Stadt Ulm</i>
8	ECJ-1970-S-001	Case 11/70, <i>Internationale Handelsgesellschaft mbH v. Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel</i>
9	ECJ-1970-S-002	Case 9/70, <i>Franz Grad v. Finanzamt Traunstein</i>
11	ECJ-1971-S-001	Case 22/70, <i>Commission of the European Communities v. Council of the European Communities</i>
12	ECJ-1971-S-003	Case 41 to 44/70, <i>International Fruit Company and Others. v. Commission</i>
13	ECJ-1971-S-004	Case 5/71, <i>Zuckerfabrik Schoeppenstedt v. Council of the European Communities</i>
13	ECJ-1974-S-001	Case 146/73, <i>Rheinmühlen Düsseldorf v. Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel</i>
14	ECJ-1974-S-002	Case 41/74, <i>Yvonne van Duyn v. Home Office</i>
15	ECJ-1978-S-001	Case 106/77, <i>Amministrazione delle Finanze dello Stato v. Simmenthal SpA</i>
16	ECJ-1979-S-001	Case 44/79, <i>Liselotte Hauer v. Land Rheinland-Pfalz</i>
17	ECJ-1980-S-001	Case 104/79, <i>Pasquale Foglia v. Mariella Novello</i>
18	ECJ-1980-S-002	Case 138/79, <i>SA Roquette Frères v. Council of the European Communities</i>
19	ECJ-1982-S-001	Case 8/81, <i>Ursula Becker v. Finanzamt Münster-Innenstadt</i>
20	ECJ-1982-S-002	Case 149/79, <i>Commission of the European Communities v. Kingdom of Belgium</i>
21	ECJ-1982-S-003	Joined Cases 188/80, 189/80 to 190/80, <i>French Republic, Italian Republic and United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland v. Commission of the European Communities</i>
22	ECJ-1982-S-004	Case 283/81, <i>SH CILFIT and Lanificio di Gavardo SpA v. Ministry of Health</i>
23	ECJ-1984-S-001	Case 14/83, <i>Sabine von Colson and Elisabeth Kamann v. Land Nordrhein-Westfalen</i>
24	ECJ-1985-S-001	Case 194 to 206/83, <i>Asteris v. Commission</i>

THE VENICE COMMISSION

The European Commission for Democracy through Law, better known as the **Venice Commission**, has played a leading role in the adoption of constitutions in Central and Eastern Europe that conform to the standards of Europe's constitutional heritage.

Initially conceived as an instrument of emergency constitutional engineering against a background of transition towards democracy, the Commission has gradually evolved into an internationally recognised independent legal think-tank. It acts in the constitutional field understood in a broad sense, which includes, for example, laws on constitutional courts, laws governing national minorities and electoral law.

Established in 1990 as a partial agreement of 18 member states of the Council of Europe, the Commission in February 2002 became an enlarged agreement, comprising all 47 member States of the organisation and working with some other 14 countries from Africa, America, Asia and Europe.

Secretariat of the Venice Commission
Council of Europe
F-67075 STRASBOURG CEDEX
Tel: (33) 3 88413908 – Fax: (33) 3 88413738
Venice@coe.int

The Bulletin on Constitutional Case-Law and CODICES are useful tools for the co-operation between constitutional courts and courts with equivalent jurisdiction and constitute a unique source of information for those interested in the development of law and constitutional justice in greater Europe and other regions of the world.

T. MARKERT
Secretary of the Venice Commission

EDITORIAL

Constitutional justice is one of the main activities of the European Commission for Democracy through Law (known as the "Venice Commission"). The Venice Commission has worked in close co-operation with constitutional courts and courts with equivalent jurisdiction in Europe and other regions of the world since its creation in 1990.

The Venice Commission believes that the exchange of information and ideas between constitutional courts in older and in newer democracies plays a crucial role in further developing constitutional law. A network of liaison officers at these courts has therefore been set up under the aegis of the Venice Commission. The task of these liaison officers is, *inter alia*, to summarise the most important case-law of their respective courts, three times a year, for the Venice Commission's Bulletin on Constitutional Case-Law and its database CODICES.

The Venice Commission also publishes Special Editions of the Bulletin on Constitutional Case-Law. These range from compilations of leading cases of constitutional courts, court descriptions and leading cases rendered by European Courts to special themes such as the Freedom of religion and beliefs, Inter-Court Relations, Role and Functions of Secretaries General of the Courts, Human Rights Limitations, Legislative Omissions and Constitutional Court's Relations with other State Powers.

This Special Bulletin carries a selection of leading cases from the Court of Justice of the European Union. The Court of Justice has contributed its case-law to the regular Bulletin on Constitutional Case-Law and to CODICES since 1995. In this Special Edition, we therefore decided to publish this Court's leading cases since 1963 together with the case-law that it had already contributed since 1995.

Constitutional courts today increasingly deal with aspects of international law, whether it is through bilateral instruments and international law on the United Nations' level or from European sources i.e. the European Convention on Human Rights and EU law. International Courts and regional courts (in our case, European courts) are set up by common agreement through international or regional instruments and these courts are given jurisdiction under these instruments that bind the member states. In this way, the member states undertake to execute or implement the judgments of these courts. For the member states of the European Union, the Court of Justice of the European Union's judgments directly affect their national legal orders and thereby also contribute to the development of constitutional justice in Europe. In turn, the Court of Justice of the European Union's case-law is referred to in decisions by constitutional courts and courts with equivalent jurisdiction in the member states, and thus contributes to forming a common constitutional heritage.

The Venice Commission is very grateful to the Court of Justice of the European Union for its invaluable contribution to this special edition of the Bulletin.

All the information contained in the special and in all regular publications of the Bulletin on Constitutional Case-Law can be found in the CODICES database. CODICES contains the full texts of the decisions that are summarised in the Bulletin as well as the full texts of constitutions of countries represented. CODICES is available on DVD and is accessible via the Internet (www.codices.coe.int).